27/03/2021

Common Law Court Traduction

www.commonlawcourt.com

WWW.COGIITO.COM
WWW.ETRESOUVERAIN.COM

Recours légal

Chacun peut être tenu responsable de ses actes et chaque homme ou femme qui a subi un tort a droit à un recours légal.

- Acte de déclaration
- Enregistrez votre certificat de naissance en vertu de la Common Law
- Vous avez déjà enregistré votre naissance? Devenir membre
- Obtenez votre carte de tribunal de Common Law

Aide à récupérer nos droits et recours légaux

La vérité est que tout au long de la vie de tous les jours, partout dans le monde, les gens utilisent et comptent sur la Common Law pour vivre et travailler ensemble. C'est simplement la manière inhérente dont les gens mènent leurs affaires ensemble. Assimilez-le aux racines qui unissent les communautés humaines en soutenant inconditionnellement la vie, la dignité et le bien-être de chaque homme, femme et enfant. Ces racines sont particulièrement nécessaires et fondamentales face aux pouvoirs qui cherchent à subvertir une telle liberté naturelle.

Étendre notre règne quotidien de Common Law à tous les domaines de la vie signifie contester la règle arbitraire. Mais le fait même que ce soit la loi de nous, la grande majorité de l'humanité, signifie qu'elle doit seulement être constamment pratiquée par un nombre suffisant d'entre nous pour permettre aux officiers du shérif et aux autorités de la faire respecter.

Enregistrer votre certificat de naissance

Commencer

La Cour de Common Law a créé une base de données internationale pour tous les hommes et femmes vivants. En soumettant une déclaration de naissance, vous confirmez votre existence.

Actuellement, le seul enregistrement existant pour vous est une fiction juridique que l'État vous a attachée ; cela signifie que vous tombez sous leurs règles. En enregistrant votre naissance auprès du tribunal de Common Law, vous avez maintenant une option, vous pouvez rester sous le régime et les règles statutaires ou être sous l'autorité et la juridiction du tribunal de Common Law.

L'enregistrement de toute information auprès du tribunal de Common Law est gratuit.

- Enregistrez votre certificat de naissance

Le tribunal de Common Law offre maintenant la possibilité d'acheter votre propre carte CLC. Cette carte confirme que vous avez enregistré votre naissance auprès du tribunal de droit commun et que vous avez acquis la propriété de votre fiction juridique.

Reprenez le contrôle

Commandez votre carte CLC

Les cartes CLC sont disponibles pour la Grande-Bretagne et à l'international, chacune aura une photo d'identité, le drapeau de votre pays de naissance et les informations que vous avez enregistrées auprès du tribunal de droit commun.

Pour commander votre carte CLC, veuillez cliquer sur le lien ci-dessous. Le coût d'une carte sera déterminé en fonction de votre lieu de résidence, pour les cartes CLC en Grande-Bretagne, le coût est de 25,00 £ et pour la livraison internationale, le coût est de 35,00 £ (ces frais couvrent les frais d'expédition supplémentaires).

Faites un don pour aider la Cour de Common Law

Jusqu'à présent, la Cour de Common Law a été convoquée à trente-quatre occasions distinctes, elle a également traité plus de deux cents personnes, mais pour contribuer au développement ultérieur, nous avons besoin d'un financement supplémentaire.

Tous les dons sont acceptés avec gratitude et servent à la poursuite du développement, aux frais de fonctionnement et à la convocation de tribunaux supplémentaires. Le tribunal de droit commun est une entité à but non lucratif qui a été créée pour garantir à tous les hommes et toutes les femmes un recours légal.

S'il vous plaît, aidez à restaurer nos droits et notre justice, en vertu de la Common Law.

Acte de déclaration

Tribunaux de droit commun Grande-Bretagne et international

Le tribunal de Common Law existe dans le cyberespace au profit des hommes et des femmes et protégera leurs droits inhérents et inaliénables en vertu de la Common Law.

La Cour de Common Law est fondée sur des principes de droit naturel et est donc la plus haute juridiction du pays.

Les décisions de la Cour de Common Law seront prises au moyen d'un procès devant jury, où un vote unanime établira une réparation légale.

L'existence du tribunal de Common Law est due à la demande d'hommes et de femmes d'obtenir un recours légal.

Dans l'ensemble, le processus statutaire ne protège pas les droits des hommes et des femmes, tendant à protéger les intérêts acquis plutôt que l'intérêt public.

Tous les hommes et toutes les femmes peuvent accéder au tribunal de Common Law en enregistrant leurs détails de naissance sur ce site.

Tout homme ou femme ayant subi un tort et disposant de preuves suffisantes pour le confirmer, peut convoquer un tribunal de Common Law. En soulevant une réclamation légitime contre le coupable, l'homme ou la femme représentera le peuple.

Lorsque la terre et la propriété sont enregistrées en vertu de la Common Law, toute réclamation qui était auparavant attachée au titre serait nulle en vertu de la procédure statutaire. Le tribunal de droit commun se réserve le droit pour un homme, une femme ou une personne ayant le contrôle, de déposer une réclamation contre le titre. Toute réclamation contre un titre devra être vérifiée par un jury du Tribunal de Common Law avant d'être jointe.

Toutes les décisions de la Cour de Common Law sont irréprochables et ne peuvent être modifiées par un tribunal statutaire. La seule façon de contester une décision du tribunal de Common Law est de savoir s'il existe une preuve de falsification par le jury ou s'il peut être établi qu'une preuve cruciale n'a pas été divulguée au jury pendant le procès.

Si un tribunal statutaire devait intervenir, ne pas reconnaître ou respecter une décision du tribunal de Common Law, cela peut être un déni des droits de Common Law et un crime de Common Law contre le peuple.

© CLC Copyright 2017 OTH / 17/1

Accueil / **Enregistrement du certificat de naissance**

Enregistrement du certificat de naissance

Certificat de naissance

- Nom de naissance *

Saisissez votre nom de naissance tel que vous le souhaitez

- Adresse e-mail *

Entrer l'adresse e-mail

- Mot de passe *

Entrer le mot de passe pour accéder au site

Confirmez le mot de passe

Indicateur de force

- Sexe *
- Lieu de naissance *

Ville de naissance, village

- Date de naissance *

Format de date: JJ barre oblique MM barre oblique AAAA

- Heure de naissance *
- Nom du père *

Nom complet du père

- Date de naissance des pères

Format de date: JJ barre oblique MM barre oblique AAAA

Laissez ce champ si inconnu

- Adresse du père à la naissance de l'enfant *

Saisissez l'adresse complète du père

- Nom de la mère *

Saisissez l'adresse complète de la mère

- Date de naissance des mères

Format de date: JJ barre oblique MM barre oblique AAAA

Laissez ce champ si inconnu

- Adresse de la mère à la naissance de l'enfant *

Adresse complète de la mère à la naissance de l'enfant

- Nom de la personne soumettant les informations *

Nom complet de la personne qui soumet des informations (c'est-à-dire le vôtre si c'est vous qui faites votre demande de carte personnelle, ou celle de votre enfant mineur ou à naître)

Nous faire parvenir

Accueil / **S'inscrire**

Vous avez déjà enregistré votre naissance? Devenir membre

S'inscrire

Ne remplissez le formulaire ci-dessous que si vous avez enregistré votre naissance et que vous possédez un numéro de référence d'acte de naissance de Common Law.

Enregistrement de l'utilisateur

- Nom *

  Premier

  Dernier

- Adresse e-mail *

- Mot de passe *

  Entrer le mot de passe

  Confirmez le mot de passe

Indicateur de force

Nous faire parvenir

Accueil / **Carte CLC**

Carte CLC

Obtenez votre carte de tribunal de Common Law

Pour demander une carte CLC, vous devez avoir enregistré votre naissance auprès du tribunal de Common Law et avoir obtenu la propriété de votre fiction juridique (FICTITIOUS NAME). Si vous ne l'avez pas déjà fait, utilisez ces liens pour continuer :

Nom fictif

Une fois que vous avez enregistré les informations requises, vous pouvez obtenir votre carte CLC en remplissant la demande ci-dessous.

1. Vous devrez entrer le nom de Common Law que vous souhaitez utiliser, il sera affiché sur votre carte au fur et à mesure que vous le saisissez (par exemple, en majuscules ou en minuscules).
2. Vous devez entrer votre NOM FICTITIF (par exemple le nom sur votre carte bancaire).
3. Vous devez entrer la référence du certificat de naissance. Non, que vous avez obtenu du tribunal de Common Law.
4. Vous devrez entrer le nom fictif Réf. Non, que vous avez obtenu du tribunal de Common Law.
5. Vous devez spécifier la carte dont vous avez besoin, Grande-Bretagne ou Internationale.
6. Vous devez entrer le pays dans lequel vous êtes né, quelle que soit la carte que vous sélectionnez, elle affichera le drapeau de votre pays de naissance.
7. Vous devez saisir l'adresse de livraison à laquelle vous souhaitez envoyer la carte.
8. Vous devez sélectionner les catégories dans lesquelles vous avez enregistré des informations.
9. POUR REMPLIR VOTRE COMMANDE, VOUS ÊTES MAINTENANT TENU DE PAYER VOTRE CARTE CLC, vous pouvez le faire en visitant notre page boutique sous la rubrique « COMMUNAUTÉ ».

Carte CLC

- Nom de Common Law *

  Entrez votre nom de Common Law

- Sélectionnez la carte requise *

  Grande-Bretagne ou internationale

- Entrez votre numéro de référence de naissance CLC *

  Exemple : BC / 20 / 121212

- Confirmez votre pays de naissance *

  Entrez votre pays de naissance

- Entrez votre nom fictif *

  Entrez votre nom fictif tel qu'il apparaîtra

- Entrez l'adresse de livraison *

  Entrez l'adresse complète et le code postal pour la livraison

- Entrez votre numéro de référence fictif CLC *

- Sélectionnez les catégories que vous avez soumises *

  Click to select.

  Indiquez les documents que vous avez déjà enregistrés auprès de la CLC

- Télécharger une photo de passeport *

  Types de fichiers acceptés : jpg, png,

Nous faire parvenir

Communauté

CLC INTERNATIONAL

Costa Rica

Danemark

Angleterre

Estonie

République irlandaise

île de Man

Nouvelle-Zélande

Irlande du Nord

Écosse

Pays de Galles

FORUMS COMMUNAUTAIRES

- Taxe d'habitation

Pourquoi avons-nous besoin de tribunaux, les conseils impriment leurs propres ordonnances.

• Le Conseil essaie de me frauder.

15 mars 2019 à 00h50 # 18968

Sean McGawley
Participant

J'avais payé ma taxe d'habitation mais le conseil l'avait mise sur un ancien numéro de compte. Ils m'ont envoyé une «assignation» pour me rendre à une audience au tribunal et si je n'assistais pas à l'audience, cela continuerait sans moi. Je suis allé au tribunal seulement pour me faire dire qu'il n'y avait pas d'audience (donc si je n'étais pas allé au tribunal, comment l'audience se déroulerait-elle sans moi alors qu'il n'y en avait pas?) Et je devrais aller aux bureaux du conseil pour régler le problème. Je ne suis pas allé au bureau et je suis simplement rentré chez moi. J'ai ensuite reçu une lettre disant que l'accord que j'avais conclu avec le conseil pour payer ma taxe d'habitation, avec 81 £ maintenant ajoutés pour le coût de la «convocation», est d'un montant X et je dois payer un montant X. Comment peuvent-ils dire que nous avons conclu un accord alors que je n'ai parlé à personne AVEC 81 £ supplémentaires même si j'avais payé ma taxe d'habitation.Ils ont foiré les comptes (lorsque la taxe d'habitation est payée sur la propriété) puis m'ont menacé de justice et quand je me suis rendu, ils ont ajouté 81 £ à la facture finale.

1. J'avais payé ma taxe d'habitation.
2. Ils m'ont envoyé une «convocation» au coût de 81 £ qui est maintenant ajoutée à ma facture de taxe d'habitation même si je l'avais payée en premier lieu.
3. Ils disent que j'ai conclu un accord avec eux pour le payer alors que je ne l'ai pas fait.
4. J'ai dû prendre un jour de congé pour me rendre à une «audience» inexistante.
5. Il s'est écoulé 19 jours entre le moment où j'ai reçu la lettre et la date du tribunal, puis-je faire une réclamation contre eux pour détresse inutile.
6. Comment le tribunal peut-il laisser le conseil utiliser son immeuble pour diriger les gens vers leurs bureaux, pendant 19 jours de stress en pensant que je devais aller au tribunal.

Je veux amener le conseil devant un tribunal de common law à ce sujet. Est-ce possible?

Merci.

18 mars 2019 à 17h23 # 19304

margo: tamm

Participant

Bonjour, la taxe d'habitation est supprimée par ordonnance du tribunal du CTC. Tout d'abord, vérifiez si toutes les lettres vous ont été envoyées, si elles portent le nom et la signature.
En tant que membre de la CLC, envoyez au greffier du tribunal des copies de votre certificat de naissance et de votre nom de fiction. Ensuite, je vous suggère d'imprimer à partir du site de la Companies House les détails de votre conseil, ils sont enregistrés en tant que société, société .www.upik.de- vous pouvez trouver le numéro DUNS, ils se sont enregistrés en AMÉRIQUE, sous le code SIC: Activité (SIC) 9199. Donc, comme ils traitent dans les AFFAIRES, DOIT ÊTRE UN CONTRAT ENTRE LES PARTIES.J'ai envoyé un AVIS au greffier de la Cour et j'ai souligné tous ces points (la Cour est également sur DUNS et Companies House), de même qu'ils ont un contrat avec vous, avec signature d'encre humide? Et quand vous leur dites tout cela, et qu'ils continuent, ils agissent ULTRA VIRES, comme vous êtes un homme, un être vivant, avec du sang et de la chair, ils ne peuvent pas traiter avec un homme / une femme vivant, seulement ils peuvent traiter avec une PERSONNE DE FICTION JURIDIQUE. Vous ne pouvez pas leur faire confiance, car ils ne sont pas fiables,en continuant et ils doivent abandonner leur position.
Vous, en tant qu'homme vivant, êtes entré dans leur Cour et n'avez pas déclaré que vous étiez autonome sous CLC? En entrant dans le bâtiment de la Cour, vous ACCEPTEZ leur autorité, donc ils se sont trompés sur la FICTION JURIDIQUE, pas sur un homme.
Le juge doit vous fournir, en exigeant: est-il sous serment et sous mandat.
Donc, il n'y a pas d'ordonnance du tribunal, seulement une lettre écrite, pas même un timbre (ils m'ont envoyé imprimé à partir d'un courrier électronique). Demandez des copies. Ensuite, vous pouvez les convoquer individuellement, car tout cela sera une preuve.
Désolé, pour toute mauvaise orthographe.
C'est ma compréhension des choses, si je me trompe, désolé.

16 avril 2019 à 19h32 # 22479

Sean McGawley
Participant

Merci pour l'info Margo.

17 avril 2019 à 18h41 # 22512

margo: tamm
Participant

Vous êtes les bienvenus.xx

25 juillet 2019 à 8h20 # 36988

Sean McGawley
Participant

Eh bien, le conseil m'a envoyé une ordonnance de responsabilité sans autre date d'audience. Je leur ai écrit une lettre leur disant que j'avais payé le montant et qu'ils devraient examiner de plus près leurs comptes. Six semaines plus tard, j'ai reçu une lettre disant qu'ils avaient trouvé les paiements et qu'ils renonceraient aux frais de justice. 3 semaines plus tard, j'ai reçu une lettre d'huissiers disant que je dois toujours de l'argent avec leurs frais ajoutés. Le conseil l'a donc remis aux huissiers, même s'ils m'ont envoyé une lettre disant que c'était payé.

Quelqu'un peut-il me dire dans quelle direction je peux prendre ceci contre le conseil.

Merci.

3 août 2019 à 23h16 # 38440

David Robinson
Participant

Alors que la taxe d'habitation a déjà été jugée illégale dans le cadre d'une audience de tribunal de jure dûment convoquée (l'audience du CTC), j'utiliserais cette preuve dans un AVIS DE COERCION POUR AIDER ET ABET TREASON à l'entreprise (AKA «tribunal»)… aller toujours après le (s) individu (s) nommé (s) en personne… Si vous n'avez pas de nom imprimé pour adresser l'Avis, demandez-en un dans ledit Avis et signifiez-le au gérant et / ou au conseiller juridique du prétendu tribunal. Je conseille également de signifier un avis similaire à l'agent du conseil, à l'inspecteur en chef local de la police et à toute autre personne impliquée, c'est-à-dire aux agents de recouvrement, etc.

Vous pouvez également rechercher le numéro d'entreprise du tribunal d'entreprise sur un site Web appelé 'Company Check' et sur 'Companies House' pour ajouter plus de preuves du fait qu'il ne s'agit pas d'un tribunal ... tous les tribunaux convenablement convoqués doivent être sous l'autorité de la couronne, qui sont en fait sous l'autorité du peuple puisque le monarque (déposé ou usurpé ou non) est lié par le serment de couronnement. Tous les tribunaux doivent avoir un jury dont les droits des jurés sont intacts selon la common law, c'est-à-dire l'annulation par un jury d'actes et de lois inconstitutionnels.

Dans ledit avis, je fournirais le lien vers le dossier de preuve de trahison FCO 30/1048 ainsi que les transcriptions des lettres entre le comité des barons et la reine (usurpée et déposée) lorsque les barons ont adressé une requête au prétendu monarque le 7 février 2001 et , la lettre complémentaire entre les barons et Sir Robin Janvrin (secrétaire particulier de QE2 à l'époque) envoyée le 23 mars 2001 qui invoquait l'article 61 de la Magna Carta 1215. Cette information est fournie gratuitement sur le groupe Facebook Practical Lawful Dissent et, Denounce The Deception site Internet. Vous pouvez également inclure la lettre de Lord

Kilmuir à Edward Heeath pour faire bonne mesure. Ceci est également fourni dans lesdits fichiers de groupe FB.

Dans la pétition des barons, il y a des preuves du fait que le traité de l'UE de Nice (France) est une trahison. Puisqu'il est illégal d'aider et d'encourager le crime, tout crime, toute sommation ou demande faite par le régime de trahison ne peut être légalement respecté en se tenant sous le coup de l'article 61. Il ne peut pas non plus être respecté à tout moment, que vous soyez ou non en dissidence / rébellion légitime… la preuve de la trahison est au cœur du problème.

Toute personne dans tout le royaume qui sait qu'un acte de trahison est planifié ou commis DOIT signaler ce crime ou être coupable du même crime (erreur de trahison) ... cette demande légale est applicable à tout le monde dans le royaume comme dit, donc une fois que vous avez mis un individu sur avis de la preuve de trahison, il ne peut continuer à réclamer contre vous qu'en commettant une haute trahison en common law. En ce qui concerne la taxe d'habitation, ils feront exactement cela, cependant, sachez-le s'il vous plaît ... ils ne peuvent pas se permettre de perdre la servilité des gens que le CT crée ... s'ils le faisaient, ils perdraient le contrôle parce que tout le monde déteste cette taxe. Il est également de votre devoir de signaler la trahison à la police, même si elle vous foutra… enregistrer la tentative ou simplement le faire via un avis légal pour prouver que vous avez au moins tenté de le faire.Signalez toujours les avis de livraison en recommandé et vérifiez le suivi ou retracez qui a signé pour la poste ... une fois que quelqu'un a signé pour une lettre / un avis, il est considéré comme accepté par la loi ... conservez le récépissé postal et enregistrez l'heure et la signature de la personne en l'écrivant sur le reçu ou en prenant une capture d'écran.

J'ai terminé tout le processus légal en ce qui concerne la dissidence légale et la taxe d'habitation (ce processus peut être vu dans les dossiers de Practical Lawful Dissent - en deux parties)… ..J'ai également porté mon cas devant un tribunal de droit commun. Même si tous les individus sont concernés par l'avis de trahison, ils n'abandonneront pas, alors soyez averti ... cela ne veut pas dire ne pas utiliser le processus car, ce faisant, vous A) éduquerez les individus de trahison B) collecterez des preuves de la trahison commise par des individus sur avis de la preuve et C) si / quand vous êtes FORCÉ de vous conformer à leurs demandes, vous serez en mesure de vous conformer sous la contrainte de circonstances qui vous maintiennent dans le droit commun… Maxim en droit «Tout acte accompli par moi contre ma volonté n'est pas mon acte »…. vous n'admettez pas la responsabilité en vous conformant de cette manière,et nous aurons une réclamation contre toutes les parties concernées une fois que nous aurons réaffirmé la common law au sein de l'ensemble du système judiciaire, ce que nous devrons réussir à faire si nous voulons sauver notre souveraineté.

Remarque: La Déclaration des droits de 1688/9 est une loi inconstitutionnelle que les barons y ont également mentionnée dans leur pétition de 2001 ... La raison pour laquelle elle est inconstitutionnelle est qu'elle a supprimé le seul devoir du monarque de rejeter ou d'accorder le gouvernement. projets de loi sans l'accord du parlement. Le monarque a le seul devoir en vertu du serment de couronnement (qui a également été illégalement mis en forme ces jours-ci) de refuser à tout projet de loi gouvernemental de recevoir la sanction royale s'il est contraire à la constitution de common law ... le Parlement n'a pas son mot à dire dans la matière.

Remarque: Vous n'avez pas besoin d'envoyer un serment d'allégeance à un baron pour être debout dans une dissidence / rébellion légale ... déclarer votre qualité dans un avis à une personne qui a prêté serment est aussi bon que de créer un serment ... c'est une question

intention et notre statut légal en vertu de la loi. Créer un serment et avoir trois témoins cosignataires est également bien et préférable à la déclaration mentionnée précédemment, vous pouvez également l'enregistrer sur le site Web du tribunal de common law si vous le souhaitez. Lord Craigmyle est le plus docile des barons existants et a reçu des milliers de serments à ce jour… vous pouvez le voir dans une interview avec Caroline Stephens sur You Tube. Lui et les autres barons sont impuissants mais cela n'a pas vraiment d'importance,ils ont invoqué l'article 61 selon les protocoles corrects du droit constitutionnel et il appartient maintenant au peuple souverain de défendre la constitution… On peut dire que l'invocation est la direction que les barons ont donnée au peuple.

Remarque: veuillez noter que vous défendre contre une administration trahissante en utilisant le processus de quatre (4) avis que nous utilisons dans PLD vaut la peine, mais cela ne changera pas le fait qu'il n'y a pas de tribunaux légaux ou d'agents de police sur notre territoire. Nous, le peuple, devrons nous unir comme ils l'ont fait sur les champs de Runymède en 1215 pour remédier à la trahison contre nous. Tous les autres groupes qui luttent pour la justice en ces temps bénéficieraient tous d'une seule chose… réaffirmer la common law (comme elle devrait l'être par la loi) au sein de l'ensemble du système judiciaire et de notre société dans son ensemble. Nous travaillons là-dessus au moment où j'écris.

Entrer dans leurs tribunaux pénaux n'est pas conseillé par nous en PLD .... pour certaines affaires, cela peut ne pas être évité (sous la contrainte) mais y entrer, c'est se mettre en danger car ce sont des voyous d'entreprise qui ne sont pas des hommes et des femmes honorables ... ils enfreindront leurs propres règles pour obtenir l'argent dont ils ont besoin ou quoi que ce soit d'autre, et pour nous garder serviles à leur régime de trahison… nous le voyons tout le temps. Utiliser le système postal en envoyant des avis à toutes les personnes concernées s'est avéré par le passé plus sûr (lisez le Guide du profane sur la rébellion légale pour voir les processus utilisés avec succès) mais il n'y a aucune garantie qu'ils reculeront. Le régime s'est aggravé au fil des ans et est plus manifestement tyrannique qu'il ne l'était il y a seulement 5 ans.Avec une procuration, j'ai empêché une ordonnance de placement en prison pendant 7 jours d'être exécutée… cela a été fait en utilisant des preuves de trahison et l'article 61… le processus que j'ai utilisé peut être vu dans le guide Laymans. Enfin… nous ne nous considérons pas comme des rebelles de nos jours car cela ne décrit pas avec précision qui nous sommes. Un rebelle agit contre l'autorité d'une nation ou d'une entreprise tandis que nous agissons contre le manque d'autorité qui est une chose entièrement différente… J'espère que cette information vous sera utile.J'espère que cette information est utile pour vous.J'espère que cette information est utile pour vous.

Salutations. David Robinson.

11 août 2019 à 19h08 # 39206

margo: tamm
Participant

Salut encore.Tout d'abord, le Conseil n'a pas envoyé d'ordonnance de responsabilité à vous-même, mais à ENTITÉ DÉCÉDÉE, à FICTION JURIDIQUE.Vous êtes enregistré votre naissance, en tant que Souverain vivant de l'homme vivant, avec une valeur illimitée, avec tous les droits, rendons cela plus facile-Le soi-disant Les tribunaux de la Couronne, et les

autres tribunaux dans le monde (les sociétés) ne peuvent pas faire d'ordres ou de demandes concernant un être vivant, car ils peuvent décider UNIQUEMENT SUR UNE FICTION JURIDIQUE, avez-vous un contrat avec l'une d'entre elles? Exiger l'envoi d'une copie du contrat, avec un autographe à l'encre humide, c'est aussi simple que cela, même si la COUR DE LA COURONNE était légitimedans les ÎLES britanniques, ils ne peuvent pas décider Over Live Flesh and Blood, Organic Man / woman. La trahison ne peut commettre qu'un être vivant, ou peut-elle commettre une fiction juridique? Qui existe UNIQUEMENT SUR LE PAPIER? Envoyez une demande de copie du contrat et joignez la liste des frais pour vous-même Valeur, énergie dépensée pour répondre à ces lettres. , ect, énergie dépensée pour répondre aux lettres £ 125,000.00GBP por sample, as They Spend yourself Energy, que vous utiliseriez pour d'autres choses utiles pour vous-même. Vous êtes INVALUABLE, en tant qu'Être vivant vivant.
Sincèrement: margo

11 août 2019 à 19h08 # 39208

margo: tamm
Participant

Ils comptaient tous, comme décédés, qui écrivent soi-même ces ordres de responsabilité ou quelque ordre que ce soit, les FICTIONS JURIDIQUES APPARTIENNENT À L'ÉTAT, ils peuvent écrire, tout ce qu'ils veulent SUR PAPIER, n'existe que sur papier. Appelez-les à se retrouver face à vous avec de l'encre humide Contrat autographié entre les parties, alors vous verrez, est-ce qu'ils viennent ou pas. Sur la Terre en ce moment, moins de 4000 Etre vivant vivant, Sovereing, qui existe vraiment.Cette Terre Terre appartient aux Gens, qui sont des êtres vivants vivants. EXISTE en RÉEL, c'est imaginaire. La loi du pays est différente Juridiction, corporative, le système statutaire fonctionne sur la juridiction MARITIME, ADMIRALTY. C'est le point, nous devons commencer à expliquer aux autres.Je ne peux pas traiter avec des esclaves ou des personnes décédées, même s'ils se déclarent dans un pouvoir imaginaire, que tout n'existe que sur papier, c'est eux Problème, qui croit, ce qui est écrit, je n'ai pas de contrat avec un décédé ni une société, ils n'ont pas assez d'actifs précieux pour me couvrir Énergie précieuse illimitée.
Sincèrement: vivre une femme vivante

11 août 2019 à 19h09 # 39525

Sean McGawley
Participant

Merci un million pour l'info David, merci

13 septembre 2019 à 15h53 # 41866

Sean McGawley
Participant

Merci Margo.

9 octobre 2019 à 9h36 # 46390

Jean Naismith
Participant

Le Conseil envoie de fausses convocations pour de faux tribunaux, si vous consentez à votre fiction juridique toutes les majuscules que vous avez contractées, il n'y a pas d'homme ou de femme en chair et en os appelé Conseil, demandez au conseil de vous montrer le contrat avec les deux signatures avec un révélateur complet, ils ne peut pas. Lorsque je reçois une facture pour CT, je couvre toujours le nom et l'adresse avec une étiquette écrite, Destinataire non reconnu - Retour à l'expéditeur - Pas de contrat.

Les agents de recouvrement bénéficient du même traitement. La taxe d'habitation est une fraude, de fausses convocations de faux tribunaux Je viens de leur renvoyer tous les documents avec ce qui précède.

jean: femme vivante chair et sang

22 octobre 2020 à 9h03 # 119217

Timothy Mark Brown
Participant

Puis-je demander s'il vous plaît. Quelle est la situation si vous avez signé un contrat de location qui stipule que vous paierez toutes les factures, la taxe d'habitation, l'électricité, le gaz, l'eau, etc. Suis-je obligé de payer la taxe d'habitation? Avec la situation CV19, je déménage avec ma femme dans une propriété plus petite, avec des fonds en baisse, ayant perdu mon emploi en 2017 à cause d'une chirurgie qui ne s'est pas déroulée comme prévu et à 61 ans, personne ne veut m'employer, je souffre toujours de la chirurgie et j'ai subi une nouvelle chirurgie l'année dernière de l'autre côté, ce qui a également entraîné des complications dont je souffre à nouveau des effets et que je ne peux pas assister à la physiothérapie en raison de CV19. J'envoie au propriétaire ma lettre de résiliation un jour avant ma date de début initiale plus tard ce mois-ci pour couvrir la période périodique requise de préavis d'un mois. Le propriétaire est le méchant le plus belliqueux que j'aie jamais rencontré,nous n'avons eu que du harcèlement et des courriels désagréables, des accusations de sa part cette année, son autre propriété à côté de la nôtre ressent la même chose et leur lettre de résiliation sera envoyée la semaine prochaine.

Tim: homme vivant en chair et en os

24 octobre 2020 à 16h11 # 219199

Anonyme
Inactif

Un contrat signé est un accord. Vous avez créé une jonction et avez accepté de la payer.
La clc a annulé toutes les taxes d'habitation, il y a donc une chance que vous puissiez l'utiliser pour défendre toute demande du propriétaire ou
du conseil.Je vous recommande de rechercher le document annulé qui est disponible dans la section des fichiers sur le groupe de télégrammes de la clc et également sur le site Web de la clc.

18 novembre 2020 à 10h21 # 217727

margo tamm
Participant

Timothy, envoyez-les CT Court Order, je veux dire au Conseil, Renvoyez toutes les lettres aussi, comme Pas d'adresse, Pas de contrat, RTN à l'expéditeur. J'ai établi un privilège commercial sur un agent des avantages sociaux du conseil, chap. SIGNEZ, je dédicace déjà quelques années comme taht.Au cas où vous obtenez des avantages, ils vous voleront votre taxe d'habitation, c'est pourquoi je suis un travailleur indépendant de 3e année, si le propriétaire est méchant, pourquoi envoyer une lettre de résiliation, déménagez simplement, et déclarez que sous le harcèlement, la peur et la menace, vous vous êtes effrayé et avez déménagé avec la peur. Je ferais cela à NASTY MAN, vous honoroble.
Donc, juste en envoyant au conseil clcCourt Order, Im traitant dans le Dorset Conseil déjà lomg temps, ne payant pas CT 2-3 ans, ils sont Companie, trouvez-le sur le site de la société, il y a le nom des actionnaires.En affaires doit être Contrat entre les PARTIES , vous seul propriétaire de votre STRAWMAN, LEGAL FICTION, donc ils doivent avoir cióntract avec LEGAL FICTION, ils s'en moquent, en demandant monie, ne vous inscrivez pas sur la liste ELECTORAL ROLL puis ils ont votre consentement.
Le conseiller a envoyé une lettre au propriétaire, que là où j'ai déménagé, comme toute lettre a été renvoyée, le pauvre propriétaire vient vérifier, j'étais au travail, j'ai laissé la lettre.J'ai appelé et expliqué, que comme je n'avais JAMAIS DE TITRE, selon la loi, je ne peux pas ouvrir de lettre à une autre personne, je vois, dit-il. C'est ce que je fais avec eux, cela dépend de la situation dans laquelle vous vous trouvez, Il y a plusieurs façons de leur fermer la bouche.

18 novembre 2020 à 10h21 # 220006

margo tamm

Participant

Salut, modérateur, car à partir de maintenant, seul le modérateur peut parler, que faire? ce gars est de l'année dernière qui a déjà demandé cela. Je me souviens de mon contrat même si je dors, alors relisez? et encore? J'envoie CT ANNULMENT depuis que la commande a été établie, ils continuent d'envoyer des lettres de chantage encore et encore, alors que diriez-vous des conseils alors? J'ai déjà établi un privilège commercial de common law sur une propriété alors qu'ils continuent d'envoyer ces lettres, maintenant ils ont changé le nom du conseil ENCORE NOUVEAU nom en envoyant des demandes. Alors je devrais toujours lire mon contrat avec le propriétaire? CT est ANNULÉ, alors que faire maintenant? Cela dure depuis près de 3 ans. Ils dérangent le propriétaire, alors que j'envoie maintenant des lettres, comme ils ont enfreint la loi de l'UPU, et ils envoient à DECEASED, pas à moi femme vivante. Comme je l'ai compris, le Forum permet aux gens de discuter des problèmes, donc à partir de maintenant, seul le modérateur écrit ici et répond? Que diriez-vous de Feedom? C'est Forum,vous pouvez Corriger les autres répond, mais j'ai droit à mon opinion, non pas que je pense Pitty que mon message est toujours en voie de modération. 3 ans d'affilée envoi au Conseil des lettres honorables, ils prennent encore Piss of? Pourquoi ne pas expliquer, que lorsque la lettre dosent a Nom et signature, de qui est, c'est NULL et nul.
Sincèrement: margo.clc

- Train de sauce à la taxe de séjour

20 avril 2020 à 11h20 # 76013

David Lewis Morgan Morgan
Participant

Tout le monde doit aller sur le site de l'alliance des contribuables et examiner les gros revenus et les raisons pour lesquelles la taxe d'habitation ne cesse de monter en flèche ... on l'appelle la liste des riches du conseil.

15 octobre 2020 à 14h09 # 88573

David Neil et le clan Makepeace
Participant

Nous devons organiser une marche sur le Parlement pour exiger qu'ils démissionnent de leurs sièges présumés au pouvoir afin que nous puissions nommer de vrais dirigeants non seulement avec l'intelligence, mais la SAGESSE. Nous n'avons pas beaucoup de temps pour le faire.

15 octobre 2020 à 14h09 # 122525

Ella Gorman
Participant

«Le maire de Londres lui-même a reçu 150 644 £ en 2018-2019, 904 £ étant réclamés au titre des dépenses.» - Pendant ce temps, le département de l'éducation déclare des réductions budgétaires et les programmes jeunesse sont fermés. C'est une très bonne lecture.

- A Attention, juste au cas où.

15 octobre 2020 à 14h02 # 79640

charles.marston1@btinternet.com
Participant
Est-il temps pour l'inscription automatique des électeurs au Royaume-Uni?

- Avantages et mes droits

14 octobre 2020 à 7h48 # 106327

Rebecca Joanne Dwyer
Participant

Salut, je suis actuellement sur la voie de réclamer les noms fictifs de la mienne et de mes filles, mais j'aimerais savoir si cela affectera les avantages im on et actuellement en hébergement temporaire, cela l'affectera-t-il? Et est-ce plus compliqué de réclamer son retour, n'est-ce pas?
Je n'arrive pas à trouver tous mes droits une fois que tout est fait, je ne suis pas au courant de tout cela.

14 octobre 2020 à 10h57 # 208724

Anonyme

Inactif

Rebecca, il y a un groupe de télégrammes auquel vous pouvez vous joindre appelé CLC Learning & CL Beginners. Voici le lien. Vous recevrez un pack de bienvenue rempli d'informations pour que vous puissiez étudier et vous tenir debout afin que vous ayez la confiance nécessaire pour contester toute demande illégale à votre encontre.

Vous avez toujours droit à des prestations lorsque vous êtes sous le régime de la common law.

https://t.me/joinchat/O7uNrESn3GUcVqjFFlKMNg

- lettre de taxe municipale générique

14 octobre 2020 à 7h48 # 107945

Antony Lee Hyam
Participant

Je suis indépendant et je suis propriétaire de ma propre maison. Je n'ai besoin d'aucun des services des conseils de Bexley. J'utilise des compositions privées si nécessaire. Y a-t-il des lettres génériques que je peux utiliser pour empêcher ces parasites de me harceler pour de l'argent que je ne leur dois pas.

14 octobre 2020 à 10h41 # 208707

Anonyme
Inactif

Veuillez jeter un œil au groupe de télégrammes pour les débutants CLC & CL car il existe de nombreux modèles de lettres et de documents qui peuvent vous aider à rédiger une lettre à envoyer au conseil.

https://t.me/joinchat/O7uNrESn3GUcVqjFFlKMNg

- Ordonnance du tribunal annulant la taxe d'habitation.

21 mars 2019 à 11h56 # 19918

Keith Jones
Participant

Salut les gars, je voulais juste publier ce qui pourrait être un avertissement qui est très important, j'ai remarqué que sur l'ordonnance du tribunal de droit commun annulant la taxe de séjour, les signataires du tribunal ne sont pas soussignés pour identifier les signataires, tout comme c'est une exigence légale pour qu'un juge du tribunal soit correctement identifié lors de la signature d'un mandat d'exécution ou de tout autre type d'ordonnance du tribunal, cela rend-il illégal l'ordonnance du tribunal annulant la taxe d'habitation?

25 mars 2019 à 15h36 # 19940

margo: tamm
Participant

Salut, je crois qu'ils l'ont fait, l'ordonnance originale a tous les signataires, mais pour se protéger du harcèlement statutaire, ils ne sont pas identifiés?

29 mars 2019 à 00h49 # 20295

Keith Jones
Participant

Salut margo, merci, je pensais juste que je devrais signaler que pour alerter le tribunal de common law au cas où il rendrait l'ordonnance illégale car il faudrait y remédier dès que possible.

12 octobre 2020 à 9h38 # 96036

Adrian Hardy
Participant

Salut tout ce que
je vois, je peux acheter une copie de ceci cependant, de quoi est-ce une copie? Est-ce quelque chose qui a déjà été soumis à un tribunal central et est-ce une copie de preuve ou est-ce un certificat que je dois envoyer à un tribunal ou à mon conseil local? Veuillez pardonner mon ignorance.

Vive
Ade

12 octobre 2020 à 10h40 # 206139

Anonyme
Inactif

Bonjour, c'est
une copie que vous voudrez peut-être envoyer avec toutes les lettres que vous écrivez au conseil pour prouver que la taxe d'habitation est nulle et non avenue

14 octobre 2020 à 7h39 # 206501

Timothy Anderson
Participant

Bonjour

Que se passerait-il réellement dans la pratique si nous ne payions pas notre taxe d'habitation et que nous envoyions cette lettre pour la prouver nulle et non avenue?

Merci beaucoup!
Tim

14 octobre 2020 à 10h37 # 208702

Anonyme
Inactif

Il est honorable d'envoyer une lettre pour contester la taxe d'habitation. Joignez une copie de ce document, ainsi que la preuve que vous êtes une femme vivante.
Si vous habitez dans un logement loué, il est recommandé de lire votre contrat de location pour vous assurer de ne pas rompre le contrat, avant de contester la taxe d'habitation, sinon vous risquez de rencontrer d'autres difficultés avec votre propriétaire. Faites vos recherches, lisez votre contrat de location. Ce sont des conseils pratiques.

Vous pouvez trouver des modèles de lettres et de documents sur le groupe CLC Learning & CL Beginners:
https://t.me/joinchat/O7uNrESn3GUcVqjFFlKMNg

- L'honneur est tout.

12 octobre 2020 à 9h40 # 191123

Ralph Martin Deacon
Participant

Revenons directement aux Basisques:
En tant qu'homme / femme vivant, soyez toujours en honneur.
Vous ne souhaitez pas contester, vous souhaitez accepter sous condition sur preuve de réclamation.
De cette façon, vous êtes en honneur et, comme d'habitude, «ils» sont déshonorés.
Pensez-y - la fonction d'un tribunal, faux ou non, est de régler un différend.
S'il n'y a pas de litige, il n'y a rien à régler et toute action devient fraude / coercition / extorsion.
Si vous contestez votre taxe d'habitation ou quoi que ce soit d'autre, un agent potentiellement corrompu sera chargé de décider du résultat.
Si vous acceptez conditionnellement une offre de contrat, il incombe au destinataire de votre notification (PDG ou directeur) de prouver sa réclamation.
Ils ne peuvent pas ou ne veulent pas.
Avec votre acceptation conditionnelle> préclusion, envoyez toujours votre barème de frais comme avis de leur accord pour compenser les infractions contre vous. L'intrusion peut être TOUT ce qui est interprété comme une menace ou vous cause un préjudice ou une perte de quelque manière que ce soit.
N'oubliez pas que vous êtes un homme / une femme vivant. Ils écrivent à votre fiction juridique MR / MRS / MISS etc. dans l'espoir que vous vous engagez à vous joindre.
Ne vous attendez pas à ce qu'aucune de ces personnes n'accepte jamais votre statut, si la partie est terminée.

- VOL ILLÉGAL DES TAXES DU CONSEIL

18 janvier 2019 à 11h25 # 14088

christine chevalier
Participant

COMMENT LES CONSEILS DU PAYS PEUVENT-ILS CONTINUER À FACTURER DES TAXES DE CONSEIL ILLÉGALES, ENCORE NE FOURNISSENT PAS LES SERVICES AVEC L'ARGENT ACCUMULÉ VIA CES ZONES DE CAPTURE? ENCORE ILS PEUVENT DÉCIDER DE TIRER DES PROPRIÉTÉS EN PARFAITEMENT BON ÉTAT, D'ÉRECTER UN AUTRE À SON ENDROIT COÛT AU-DESSUS DU COÛT ORIGINAL DU CONTRAT. COMME POUR QU'ILS ONT CONSTRUIT UN NOUVEAU CENTRE DE LOISIRS À LA SUITE DE LA DÉMOLITION D'UN PRÉCÉDENT, AVEC

LE COÛT D'ENVIRON MILLION DE LIVRES, QUELQUE CHOSE IL EST SORTI À 3 MILLIONS DE LIVRES ????????????? Un j'aimerais savoir pourquoi cela a coûté si cher en premier lieu et deux, comment se fait-il qu'ils aient fini par payer deux fois plus cher, le vol légalisé écœurant C'EST CE QUE C'EST, où est passé cet argent !!!!!! Pourtant, ce même PDG veut démolir une piscine parfaitement bonne qui se trouve à Rainham Village depuis aussi longtemps que je me souvienne,et ne trouvera pas quelques milliers pour des rénovations. OMG, QUEL CONSCIENT SANGUIN DE NOS TAXES DE CONSEIL VOLÉS, QUI SONT ILLÉGALES DANS LA PREMIÈRE INSTANCE. ET CE N'EST QU'UN INCIDENT DU GASPILLAGE D'ARGENT REÇU PAR NOTRE CONSEIL CORROMPU. QUELQU'UN D'AUTRE A EU LA MÊME AVEC LEURS CONSEILS.

29 janvier 2019 à 7h48 # 15113

Michael Hill
Participant

Les conseils sont clairement des entreprises et des corporations, donc le principal problème que nous avons est de les considérer comme ayant tout à voir avec les gens. Je suis actuellement dans un différend avec le conseil au sujet de la taxe d'habitation et j'ai eu des réponses très étranges de la part des avocats et non des employés du conseil….

1er février 2019 à 19h45 # 15516

Kimberley Elizabeth Frances Gillson
Participant

Je suis nouveau en common law. Comment contester mon conseil municipal en ce qui concerne le paiement de la taxe d'habitation? Quelqu'un peut-il me donner un guide étape par étape? Merci beaucoup.

6 février 2019 à 2h00 # 15725

: Gavin-Lee:: de la famille Griffiths:
Participant

Bonjour à tous, je n'écris normalement jamais sur les forums car j'ai appris que l'auto-promotion est vide et n'a aucun but, mais si quelqu'un, une seule personne peut bénéficier d'une expérience et gagner du temps, cela en vaut la peine. Désolé pour la longue réponse.

J'ai opéré dans «l'espace» le non éduqué (pas censé être / son péjoratif) appelé / connu sous le nom d'homme libre / de terre souveraine, mais après 20 ans, vous apprenez beaucoup, surtout ce qui ne fonctionne pas. Une des premières choses que vous devriez apprendre est de NE PAS adopter le point de vue ou la doctrine d'autres «PERSONNES», car toutes les doctrines

peuvent parfois sembler religieuses. Demandez-vous, est-ce que les pensées sont originaires de moi ou de l'extérieur de moi. Testez et mesurez toujours tout ce que vous apprenez, je ne dis pas de ne pas écouter l'expérience des autres.

Cependant, malheureusement, vous devrez faire vos propres démarches, beaucoup de démarches. Comme je l'ai dit plus tôt, écoutez toujours les autres, mais vous aurez sans aucun doute besoin de vous mettre à votre place, de faire des erreurs, d'apprendre rapidement et de vous adapter au fur et à mesure. Lorsque vous comprendrez la situation dans son ensemble (qui nous sommes, pourquoi nous sommes ici et comment nous en arrivons là où nous devons aller pour réaliser notre potentiel), votre maintenant semblera peu important. Désolé pour cette longue réponse, mais j'ai fait partie de nombreux mouvements dans le monde et j'ai appris que vous devez comprendre et contrôler la langue utilisée (en particulier le mot écrit) à partir de là, vous pourrez gérer la juridiction et contrôler le lieu et finalement être en contrôle de votre propre corps.

N'oubliez jamais de comprendre à tout moment la différence entre le PUBLIC et le monde privé et tout comme l'huile et l'eau, ils ne doivent pas être mélangés. Le PUBLIC (législation / système juridique) est le royaume des MORTS et du Privé (loi commune / Yahweh) ou la loi du peuple. C'est important avant de conseiller / guider quiconque comprend où il se trouve sur sa propre route de la vie. Même si vous pourriez être à la jonction / entrée / sortie 5 comme exemple de votre autoroute de la vie en fonction de votre propre situation, vous devez toujours conserver la vue de l'hélicoptère, ce que vous ne pouvez faire que si vous savez d'où vous venez et plus important encore. où vous voulez aller.

Cependant, soyez conscient de ce que vous souhaitez car vous pouvez y arriver et trouver un endroit très solitaire. Le plus souvent, nous nous retrouvons tous sur cette voie par le besoin de gérer un problème d'argent ou une situation dans laquelle nous nous trouvons, mais vous comprendrez qu'il s'agit d'un problème trivial dans le grand plan ou lorsque vous comprendrez la situation dans son ensemble. Cependant, vous ne pouvez pas faire grand-chose, dans cette société de plus en plus sans numéraire / électronique sans cela. Je vais aborder votre question sur la taxe d'habitation, mais vous serez peut-être surpris d'une partie de la réponse. Il existe des forces et des institutions qui reposent fortement sur notre ignorance et sur le fait que nous restons endormis (ou sur nos téléphones intelligents 12/7). Lorsque vous contrôlez les médias, vous contrôlez les masses et leurs pensées.

Dans vos recherches, peu importe comment vous y arrivez, vous trouverez heureusement ou malheureusement en fonction de vos convictions que toutes les lois et directives qui gèrent / guident le monde du Privé sont et ont un fondement religieux basé sur le créateur (je n'ai pas dit Dieu je veux dire YAHWEH) que vous comprendrez si vous gardez le cap. La plupart ne durent pas car le pouvoir de la dissonance cognitive et le processus d'éducation / d'endoctrinement ont eu un grand effet / plan sur qui vous êtes devenu.

Certains domaines sur lesquels vous voudrez peut-être vous concentrer / rechercher davantage …… Mais ils ne sont en aucun cas limités ou exhaustifs,

1. Apprenez donc à comprendre qui vous êtes réellement et, plus important encore, qui vous croyiez être. Regardez vos cartes bancaires et toutes vos opérations bancaires et factures / présentations que vous recevez, y compris votre taxe d'habitation et toute présentation qui passe par VOTRE porte. Signé Scellé et livré est la devise de l'héritier.
2. Comprenez rapidement la différence entre le PUBLIC et le Privé

3. Comprenez la langue / le style de langage utilisé (consultez le manuel des styles) lorsque des mots écrits / des présentations vous sont envoyés
4. Comprenez (pour vous) ce qu'est l'argent, (or , argent et autres métaux précieux) et non (FIAT) ou papier-monnaie. S'ils se réfèrent un jour à de l'argent que vous devez (ils ont fait une grosse erreur mais ils misent sur votre ignorance.
5. Comprenez les Maximes de la Loi (commencez par les 10 premiers), ils vous en donneront assez pour une vue d'ensemble. Utilisez de nombreux liens pour obtenir la vérité pas toujours sur la première page. Rappelez-vous que les médias contrôlent les gens, leurs pensées et, plus important encore, leur TEMPS…
6. Comprenez surtout que l'utilisation de quelque chose est peut-être plus important que de posséder nécessairement quelque chose, sauf la TERRE. Vous êtes-vous déjà demandé pourquoi sur votre journal de bord pour votre voiture, il est indiqué que le détenteur enregistré n'est pas le propriétaire.

Le côté public n'arrêtera jamais ILS CANT, leur avidité et leur persistance à abuser des MORTS est essentielle. Si jamais vous le découvrez, alors le déni plausible devient alors leur devise. Ils ont des armes plus grosses et plus d'argent, mais cela ne signifie pas qu'ils sont immunisés contre leurs propres lois ou intouchables, surtout lorsqu'ils relèvent de notre juridiction et de notre juridiction, alors ne perdez pas espoir lorsque vous marchez dans la lumière. La plupart des gens sont intrinsèquement honnêtes et travaillent dur et si vous demandez à quelqu'un dans le monde, ils conviendront qu'ils ne veulent pas de guerres… Alors, qui le veut?

Vous voulez plus de réponses, puis suivez toujours la piste de l'argent, car cela vous mènera finalement à la vérité.

Le processus fiscal du conseil (la loi de finances) - Il peut s'agir d'un processus juridique, oui mais ce n'est pas une obligation légale, vous payez des impôts. Vous vous êtes déjà demandé pourquoi cela s'appelait une loi du Parlement, puis il se transforme en un projet de loi (parce qu'il n'est pas payé) afin que nous, le public, devenions caution pour la dette. Comment le conseil peut-il s'en tirer? La clé est que vous leur donnez votre permission / approbation pour qu'ils abusent de vous financièrement, sciemment ou non. Votre silence est votre consentement / permission, et l'ignorance n'est pas une excuse. Ils ne vous ont jamais dit que je vous entends dire, ils ne s'attendent pas à ce que vous compreniez trop, mais ils vous indiqueront les différentes lois et lois. Environ deux personnes seulement dans l'ensemble de l'autorité sauront ce qui se passe réellement, peut-être trois (CE, FD et Solicitor) et peut-être aussi une saura-t-elle sur leur CAFR hors livres:Rapports financiers annuels complets, et maintenant vous ne perdez pas espoir ou votre sang-froid lorsque vous traitez avec le personnel, ils sont ignorants et les contribuables du conseil, ils pensent vraiment qu'ils sont le bastion de ce qui est juste.

Tout commence pas du tout avec la taxe d'habitation mais avec le registre électoral, c'est là que vous leur donnez votre signature (votre signe dans la nature) la caution des dettes des morts à venir. Alors retirez votre consentement, ne votez pas et ne signez pas le registre non plus, votre choix est bien sûr. Si vous ne le faites pas, ils agiront alors comme des enfants pétulants et commenceront à vous envoyer des lettres pour vous menacer et dire C'EST UNE EXIGENCE LÉGALE (en gras) et ils ont raison, mais ce n'est pas une exigence légale (common law) et ils ont aucune juridiction sur les vivants. Donc, le Sprat pour attraper le plus gros maquereau est que vous avez un vote (un avantage,maintenant vous êtes un citoyen) ou si vous ne choisissez pas d'être sur leur registre (LES MOTS DONNENT TOUJOURS LA

TROMPTION), vous n'obtiendrez pas de crédit (cela affecte votre pointage de crédit de trente points) si vous manquez un paiement d'un jour sur votre facture d'électricité ses 50 points temporairement.

Ainsi, lorsque / si vous révoquez votre autorisation, vous remarquerez que des choses étranges se produisent, ils essaieront par des méthodes et des moyens sournois d'essayer d'obtenir votre signature (c'est un terme légal pour les morts et perdus en mer) ce dont vous devez toujours vous souvenir est de fournir un autographe (vous ne demandez jamais à une star de cinéma puis-je avoir votre signature?). Ensuite, ils sont sur des bases délicates, mais ils continueront de procéder et le processus aboutira finalement à une ordonnance de responsabilité, afin qu'ils puissent transformer la question d'une question administrative juridique en une affaire pénale afin qu'ils puissent ensuite voler vos affaires, via les tribunaux. NE JAMAIS ALLER À LEURS TRIBUNAUX, ILS SONT RIGGED à 95% en leur faveur. Vous devez faire une réclamation en direct (le document le plus important que vous puissiez avoir) très facile à faire, que vous souhaitez renvoyer avec toutes les présentations que vous avez reçues dans votre NOM EN MAJUSCULES.

Je sais que c'est beaucoup à assumer mais j'espère que cela vous aidera sur la route vers où vous voulez être, mais ne vous laissez pas prendre dans le piège de l'argent / dette car tout est une illusion (c'est comme Dorothy et le sorcier effrayant , c'est juste un vieil homme derrière un rideau) Je sais que c'est facile à dire plus difficile à faire.

Jamais, jamais, ne jamais abandonner… .votre persévérance est la mesure de la croyance que vous avez en vous-même.

Je signe maintenant, peut-être dans 40 ans, j'en saurai un peu plus …… ..que je peux partager

Meilleurs voeux G.

6 février 2019 à 2h01 # 15712

margo: tamm
Participant

Bonjour, bienvenue dans le monde réel.Id suggère de copier à partir de la preuve du site Companies HOUSE, que le CONSEIL est une SOCIÉTÉ, UNE SOCIÉTÉ PRIVÉE, avec le numéro DUNS- (www.upik.de) ou le numéro DUNS au Royaume-Uni, cela signifie, ENREGISTRÉ comme Société. En tant que femme, à titre privé, doit être un CONTRAT entre les parties, alors exigez une copie du contrat. Envoyez également avec un AVIS, un AVIS À L'AGENT EST UN AVIS AU PRINCIPAL, des copies du certificat de naissance et du certificat de propriété de la SIC, et une copie de l'ordonnance du tribunal de la SIC, annulant la taxe de séjour.Et, comme moi, je les remarque toujours, qu'il y a des FRAIS, pour utilisation de ma VALEUR ILLIMITÉE, utilisation de mon énergie, 1heure £ 500,000.00GBP. Et frais de préavis (en tant qu'énergie dépensée pour rédiger un avis) un £ 15,000.00GBP (toute somme). C'est comme ça que j'ai fait ça. Ils avaient déjà livré sur l'île britannique (par notification au principal….), Mais maintenant vous les facturez, car il s'agit

de frais d'énergie,vous devez dépenser pour rédiger l'avis, et votre valeur est ILLIMITÉE. Bonne chance.xxx

11 février 2019 à 15h43 # 16398

Randolph Charles
Participant

Gavin Lee vous remercie d'avoir partagé vos précieuses informations, vos idées et votre expérience. Comme il existe une manière correcte et incorrecte de faire quelque chose. Puis-je vous demander de nous orienter dans la bonne direction pour apprendre comment construire et compléter notre document de réclamation pour la vie en direct de la manière correcte, car il s'agit du document le plus important à avoir. Je serais très intéressé.

Cordialement R

24 février 2019 à 6h41 # 16759

margo: tamm
Participant

J'ai regardé dans cette vidéo, mais mes deux parents biologiques sont décédés, décédés, alors qui peut autographier comme témoin alors sur ma LIVE-LIFE-CLAIM? Et comme je viens d'Estonie, je n'ai pas besoin de faire LIVE-LIFE-CLAIM par l'Angleterre? Seulement par: Estonien? Merci pour vos connaissances!

24 février 2019 à 6h41 # 16723

margo: tamm
Participant
24 février 2019 à 6h42 # 16710

ak de la famille b
Participant

puis-je choisir votre cerveau s'il vous plaît peeps pendant que votre taxe d'habitation parle? excuses à l'avance, j'ai lu tout ça de Gavin? mes yeux tournent je suis sûr, mais tellement instructif, arrrg donc dès que j'ai récupéré mon nom, la taxe d'habitation est venue et m'a fait signer pour voter, et je l'ai fait (tête dans les mains) j'avais une lettre par la poste pour dire que j'étais Je me suis inscrit pour voter mais je n'ai pas encore eu de facture de taxe municipale,

dois-je me retirer de la liste électorale et si oui, comment? et si je le fais, est-ce que je ne recevrai pas de facture de taxe d'habitation? et étant indépendant, dois-je payer des impôts? non pas que je gagne assez mais aurais-je dû faire mon retour? Je viens d'enregistrer l'entreprise avec la common law après avoir envoyé mon retour, j'ai fait cela en me réclamant parce que je sais que c'est juste mais j'ai un peu peur qu'ils essaient de prendre ma maison maintenantJ'ai peur de demander à l'avocat qui détient mes actes pour une copie d'eux au cas où ils viendraient après moi lol, suis-je stupide? Dois-je avoir remboursé l'hypothèque avant de pouvoir faire ces actes? quelqu'un peut-il aider qui en sait plus que moi (cela ne peut pas être difficile?) Merci d'avance

21 mars 2019 à 11h58 # 19832

Mike Meehan
Participant

Salut Dudes n 'Dudessess

Grands messages.

Considérez également que nous avons tous une confiance constructive (dérivée de notre certificat de naissance législatif et principalement de la loi Cestui Que Vie 1666; bien qu'il existe d'autres actes CQV…) qui nous est imposée, qui est la base de la relation créancier / débiteur / numéro de compte ; et via les crimes de subrogation, de personnalité et de barratrie, les diverses autorités locales, à la demande du Vatican, de la ville de Londres et de la Réserve fédérale, ont invoqué ces fiducies construites selon le NOM par certificat de naissance, MAIS, se sont désignées comme bénéficiaires, et par la suite désigné les débiteurs présumés (LES FICTIONS JURIDIQUES appelées PERSONNES dans le domaine PUBLIC) en tant que fiduciaires avec titre et obligation JURIDIQUES (il y a plus à cela; cependant le temps *ect* …).

En bref, cependant, un fonctionnaire détenant une capacité fiduciaire / de service au sein d'une entreprise / société; comme le 151 Officer / Lead for Finance / Chief Finance Officer; ne peut pas être un bénéficiaire d'une fiducie et / ou un constituant d'une fiducie (conflits d'intérêts); d'où la raison pour laquelle toutes les lois CQV et les «fiducies» qui en découlent sont des constructions fictives et (mal) interprétées; néanmoins, ils peuvent ET DEVRAIENT TOUS détenir la tutelle, car lesdits fonctionnaires gèrent les recettes / dépenses et reçoivent une rémunération pour ce faire (ils ont **confiance** en eux pour agir dans l'intérêt des bénéficiaires et des principaux créanciers - le peuple).

En bref, l'homme (Wo) vivant de chair et de sang privé avec une autorité prééminente qui lui est dévolue par son créateur se réserve le droit inaliénable de révoquer et de corriger la confiance construite (relation créancier / débiteur), et d'être le seul véritable représentant autorisé. pour la PERSONNE et prenant la position de Settlor (à titre privé), le (wo) man (Settlor in the Private) prend les décisions en révoquant la configuration actuelle (le Settlor fait les règles `` leur LOI ") et le Settlor confère Tutelle sur le fonctionnaire - ils ne peuvent pas refuser; et dans le cas de la taxe d'habitation, il s'agit du 151 Officier / Directeur Financier de votre Autorité Locale; en tant que fiduciaire de la fiducie exprimée en privé, le dirigeant a maintenant le devoir de s'acquitter conformément aux lois sur les capitaux propres et la

fiducie et au profit du créancier principal;et ils détiennent maintenant ce qu'on appelle le TITRE JURIDIQUE, l'obligation légale de remplir et de s'acquitter de toute responsabilité dans le domaine PUBLIC (c'est là que l'article 79 2 de la loi sur le gouvernement local de 1888; et qui n'a jamais été abrogé; entre en jeu) .

La fiducie exprimée en privé remplace les lois construites / construites / CQV et les fiducies qui en découlent: ce passage à l'expression hors de la construction nécessite les 3 principaux éléments habituels de toute fiducie, l'INTENTION du constituant (par exemple, un soulagement moral / légal du fardeau illégal de CT), QUI SONT LES BÉNÉFICIAIRES doit être précisé (par exemple, John et Jane Smith qui détiennent des intérêts de tiers pour le MR & MRS SMITH maintenant disparu: ont quitté parce que le Royaume PUBLIC où ils existaient autrefois, le titre / le nom du compte / le numéro a été annulée), le RES étant la chose (tangible ou immatérielle) sur laquelle tourne le Trust. J'ai choisi une liste de dispositions (Termes & Conditions); d'autres ont choisi un compte en fidéicommis avec un billet à ordre qui y est déposé (pas 100 pc comment cela fonctionne) et les instructions du «dirigeant» pour accéder à ce compte.

Votre PET doit également inclure la date et l'endroit où il a été commis sur papier. J'ai formaté le mien en Times New Roman (PAS D'ENCRE NOIRE - de préférence une encre bleu foncé) et je l'ai imprimé sur du papier A4 Duck Egg Blue. Le RES était distinct du composant INTENT avec le même formatage. Tous deux étaient accompagnés d'un avis soulignant la question de ce mot «HÉRÉDITAMENT», recherchez-le en conjonction avec la loi sur les finances des collectivités locales.

J'ai fait mon PET il y a près d'un an avant que l'ordonnance du tribunal de common law ne soit disponible; cependant, ses instincts peuvent être parfaits; ergo le paragraphe suivant est retiré de mon RES: Termes et Conditions «Les Bénéficiaires et le Créateur se réservent le droit inaliénable de refuser toutes les offres provisoires de contrat et invite à entreprendre des affaires privées dans les domaines cléricaux des Tribunaux de la Magistrature et / ou des MAGISTRATS: lesdits Bénéficiaires ne mènera ses affaires dans la juridiction de la common law qu'avec un jury et un juge de circuit (ou équivalent) qui permettront le plein effet des principes équitables pour promouvoir l'intérêt de la justice en vertu des lois du juge 1873 et 1875 ~ Nous, le présent nommé, ne relevez pas de votre agence administrative avec ses tribunaux et règlements publics et privés illégaux. »

Lors de la publication du produit final, vous êtes tenu, dans le privé, de lui envoyer Royal Mail Special Delivery, de sorte qu'il soit signé, ainsi la reconnaissance du service est perfectionnée et contraignante.

De retour au Vatican et à toutes les choses ecclésiastiques qui, selon eux, sont les plus élevées des LOIS uhmm! Le mécanisme ci-dessus a des motifs légaux et valables parce que le Vatican nous a offert une sorte de clause de sortie (faute d'un meilleur terme) dans les termes suivants: - «DROIT CANON ROMAIN
3.3 Suspension des droits et corruption Article 100 - Cestui Que Vie Trust Canon 2057 Tout administrateur ou exécuteur testamentaire qui refuse de dissoudre immédiatement une fiducie Cestui Que (Vie), ou si l'homme / la femme veut prendre le contrôle de sa personne privée établissant son statut et ses compétences, le fiduciaire est coupable de fraude et de violation fondamentale de leur fiduciaire devoirs exigeant leur suppression immédiate et leur sanction. »

Q) Cela a-t-il fonctionné pour moi?
A) Je reçois toujours les ordres de mise en accusation, mais il semble qu'ils ne peuvent pas y donner suite: c'est certainement mieux maintenant que c'était avant le PET et depuis que j'ai informé les deux archevêques que la loi ecclésiastique a été abrogée (je n'ai reçu aucune réponse de MM. Nichols & Welby btw)
Et j'espère que dans un avenir pas trop lointain, l'ordonnance du tribunal du CTC deviendra la cerise sur le gâteau.

Bye Ta Ta pour l'instant Frères et Sœurs

21 mars 2019 à 11h58 # 19833

Mike Meehan
Participant

Jetez un coup d'œil à ces mecs: -
https://www.youtube.com/watch?v=o3NJMhSZtaU&feature=player_embedded&fbclid=IwAR27Zwv07BdjIdWvGs6_3APZvwW9JTFHJxxK2HyOmUHdUDawNq

24 août 2019 à 13h48 # 41160

Stephen Patrick Whitelock
Participant

Salut,
je suis un peu confus, mon conseil local, le Highland Council se trouve à Company House, mais a plusieurs entrées.
Je ne sais pas lequel citer.
Ils utilisent également une ancienne adresse.
De plus, je ne trouve aucun numéro DUNS enregistré pour eux. Cela signifie-t-il qu'ils ne fonctionnent pas en tant qu'entreprise ou font partie d'une société?

25 août 2019 à 15h30 # 41638

margo: tamm
Participant

Salut, citation par adresse, je crois.
LE CONSEIL HIGHLAND
nomination de filtres
Filtre rendez-appointmentsCurrent
Nombre total de rendez - vous 1
Kiltarlity NHT2 2013 LLP (SO304257)

Statut de la société
active
Adresse de correspondance du
Conseil Siège, Route Glenurquhart, Inverness, Ecosse, Royaume-Uni, IV3 5NX
rôle actif
LLP membre désigné
Nommé le
19 Février 2013
Enregistré dans un espace économique non européen Qu'est-ce que c'est?
Loi régie ► Accueil► Suchen
UPIK®-Search hit list
Pour accéder aux informations détaillées, vous devez cliquer sur le nom de l'entreprise.
L The Highland Council Liveras Park, Broadford Branch ISLE OF SKYE
L The Highland Council Dingwall Leisure Centre Tulloch Avenue Branch DINGWALL
L THE HIGHLAND COUNCIL Glenurquhart Road Headquarters INVERNESS
L The Highland Council Main Street Branch FORT AUGUSTUS
L The Highland Council Burn Street Branch WICK
L Le Highland Council Kingussie Road Branch NEWTONMORE
L The Highland Council Trading Standards Unit 38 Harbour Road Branch INVERNESS
L The Highland Council Conon Bridge Brothshire Branch DINGWALL
L The Highland Council Bught Stadium Branch INVERNESS
L The Highland Council Station Road Branch AVOCH
L The Highland Council Academy Street Branch TAIN
L The Highland Council Service Point Branch GAIRLOCH
L THE HIGHLAND COUNCIL Market Harborough Garage Springfield Street Branch MARKET HARBOROUGH
L The Highland Council 4 Olrig Place Branch JEUDI
L The Highland Council Glenurquhart Road Site unique INVERNESS
L The Highland Council Castletown Road Branch JEUDI
L The Highland Council High Street Single location KINGUSSIE
L The Highland Council Montague Row Branch INVERNESS
L The Highland Council Black Isle Road Branch MUIR OF ORD
L The Highland Council Manse Road Auldearn Branch NAIRN
L The Highland Council Tomich Road Branch INVERGORDON
L The Highland Council Lime Park Branch ISLE OF SKYE
L The Highland Council King Brude Road Branch INVERNESS
L The Highland Council St Ninian Drive Branch INVERNESS► Accueil► UPIK® Datensatz

UPIK® Record - L
L Raison sociale enregistrée THE HIGHLAND COUNCIL
Dénomination ou unité commerciale non enregistrée
L DUNS © Numéro 229015250
L Adresse du siège social Glenurquhart Road
L Code postal IV3 5NX
L Ville INVERNESS
Pays Royaume-Uni
W Code pays 797
Numéro de case
postale Bureau de poste boîte commune

L Numéro de téléphone 01349886606 Numéro de
fax
W Nom du dirigeant principal Arthur McCourt
W Activité (SIC) 9199

L Highland Council
Ici, tous les Highland Council DUNS NR, TROUVER PAR ADRESSE, qu'ils utilisent. allez sur http://www.upik.de , choisissez la meilleure langue anglaise et recherchez par UPIK recherche avec nom, pays

13 septembre 2019 à 15h54 # 41982

Stephen Patrick Whitelock
Participant

Bonjour,
Merci beaucoup, j'ai maintenant trouvé les informations, je les ai imprimées et je les ai ajoutées aux preuves que je suis sur le point de présenter.
Je suis sûr que je serai populaire he he!
Encore une fois, merci d'avoir pris le temps que vous êtes des héros! ?

20 avril 2020 à 11h44 # 57602

melvyn peter coxall
Participant

Excellente information Merci

- CONSEIL DE DISTRICT EAST DEVON

21 mars 2019 à 11h56 # 19834

Mike Meehan
Participant

J'ai perdu le compte du nombre de fois où j'ai cherché COMPANIES HOUSE pour EAST DEVON COUNTY COUNCIL pour ne jamais les trouver. Je vous demande à tous de me prouver le contraire

25 mars 2019 à 15h36 # 19941

margo: tamm
Participant

UPIK® Record - L
L Dénomination sociale enregistrée East Devon District Council
W Dénomination ou unité commerciale non enregistrée Marine Awareness Center
L DUNS © Numéro 212216217
L Adresse enregistrée Ladran Bay Colaton Raleigh
L Code postal EX10 0JZ
L Ville SIDMOUTH
Pays Royaume-Uni
W Code pays 785
Numéro de boîte
postale Boîte postale Ville
Numéro de téléphone Numéro de
télécopieur
Nom du dirigeant principal
W Activité (SIC) 9199,

East Devon District Council
Knowle Drive, Sidmouth, EX10, Angleterre, ILS ONT APPELÉ LE CONSEIL DE DISTRICT.

29 mars 2019 à 00h49 # 20510

Mike Meehan
Participant

Salut margo, pouvez-vous poster le lien pour ce qui précède concernant le nom de la société enregistrée EAST DEVON DISTRICT COUNCIL? Merci d'avance.

29 mars 2019 à 00h49 # 20509

Mike Meehan
Participant

Merci pour ce margo. Ils ont récemment déménagé (à compter du 19 février 2019) dans la zone industrielle de Heath Park, Honiton EX14 1EJ. Ce «Ladran (ou Ladram) Bay Colaton Raleigh» est très intéressant ~ Ladram Bay se compose d'un parc de vacances / caravane / complexe entouré de champs côtiers et de pâturages (ils doivent avoir une base souterraine) lol. Apprécié cependant.

30 mars 2019 à 16h02 # 20725

margo: tamm
Participant

Liste de résultats UPIK®-Search
Pour accéder aux informations détaillées, vous devez cliquer sur le nom de l'entreprise.
L East Devon District Council Main Street Inverkip Branch GREENOCK
L East Devon District Council 38 High Street Branch BIRMINGHAM
L EAST DEVON DISTRICT COUNCIL Cadhay Lane Branch OTTERY ST MARY
L EAST DORSET DISTRICT COUNCIL Bureaux du conseil, Furzehill Headquarters WIMBORNE
L East Devon District Council Ham Lane Branch SIDMOUTH
L East Devon District Council Council Offices Knowle Headquarters SIDMOUTH
L East Devon District Council Royal Avenue Branch EXMOUTH
L East Devon District Council Guildhall West St Branch AXMINSTER
L East Devon District Council Ladran Bay Colaton Raleigh Branch SIDMOUTH
L East Devon District Council Elmfield House Dowell Street Branch HONITON
L East Devon District Council 10a Broad Street Branch OTTERY ST MARY
L East Devon District Council Manor Road Branch SIDMOUTH

Salut, vous êtes les bienvenus, voyez combien.
Son http://www.upik.de vous y trouverez le numéro DUNS, passez à l'anglais du haut, tapez le nom de la société que vous recherchez
: lhttps: //www.upik.de/en/upik_suche.cgi? Advanced = 1 & fromEupdate = & BUSNAME = EAST + DEVON + DISTRICT + COUNCIL & PHYSADDR = & POST_
Sinon,
UPIK® Record - L
L Nom de la société enregistrée East Devon District Council
W Nom non enregistré ou unité commerciale Colin Tooze Sports Center
L DUNS © Numéro 229875901
L Adresse enregistrée Conseil Bureaux Knowle
L Code postal EX10 8HL
L Ville SIDMOUTH
Pays Royaume-Uni
W Indicatif pays 785
Numéro de boîte
postale Boîte postale
L Numéro de téléphone 01395516551 Numéro de
fax
W Nom du dirigeant principal Ted Pinney
W Activité (SIC) 9199 ———- Le code SIC est le code de l'industrie américaine? ,
9199 - Administrations publiques, non classées ailleurs
Administrations publiques, non classées ailleurs
Établissements publics dont l'activité principale consiste à fournir un soutien général au gouvernement, qui comprend le personnel, l'audit, les services d'achat et les services de gestion d'immeubles, et d'autres établissements des administrations publiques qui ne peuvent être classés autres industries. …

Exemples: Commissions des droits civils - gouvernement, Commissions de la fonction publique - gouvernement, Bureaux de la comptabilité générale - gouvernement, général
Voir les entreprises pour SIC 9199
Buy Business List - SIC 9199
https://siccode.com/sic-code-lookup-directory
Les codes de classification industrielle standard (SIC) sont des codes numériques à quatre chiffres attribués par le gouvernement américain aux établissements commerciaux pour identifier le activité principale de l'établissement. La classification a été élaborée pour faciliter la collecte, la présentation et l'analyse des données; et de promouvoir l'uniformité et la comparabilité dans la présentation des données statistiques recueillies par divers organismes du gouvernement fédéral, des organismes d'État et des organisations privées. La classification couvre toutes les activités économiques. (Voir: Qu'est-ce qu'un code SCIAN?)

12 avril 2019 à 13h45 # 20773

Mike Meehan
Participant

margo: vous êtes une STAR absolue. Namaste

12 avril 2019 à 14h03 # 22119

margo: tamm
Participant

Merci beaucoup! Xx

• fraude fiscale municipale

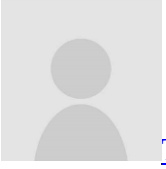
30 mars 2019 à 16h01 # 20699

Colin Mullen
Participant

Le conseil d'Oldham tente de réclamer une taxe d'habitation. de moi. ils continuent d'envoyer leurs lettres frauduleuses. à la fiction juridique. PAS MOI.
donc je les renvoie tous non ouverts. pendre à l'encre bleue. fiction juridique non reconnue / fraude. retour à l'expéditeur
pas encore entendu. depuis environ 6 semaines maintenant

- Déduction de mon ESA

29 mars 2019 à 00h50 # 20287



Tamara Miller

Participant

IAM enregistré auprès du CTC, le conseil prélève des déductions sur mes prestations de maladie parce que je ne suis pas allé au tribunal. Je n'ai pas donné ma permission d'aide s'il vous plaît comment je peux arrêter cela Merci beaucoup pour toute aide Je souffre de problèmes de santé mentale

Tamara

- Sur la route

21 mars 2019 à 11h57 # 19686

Ronald Houghton

Participant

J'en suis venu à la conclusion que le PDG du conseil est celui qui doit les cibler et les mettre en demeure sur la taxe d'habitation, ce qui les rend labiles en cas de préjudice ou de perte. Si je me trompe, dites-le…

- info d'un sol de défense de la cour d'Uxbridge. 12 févr.2019

23 février 2019 à 16h53 # 16607

JP de la famille G

Participant

donc en ayant une de mes nombreuses cigarettes en attendant que le juge m'appelle aujourd'hui. J'avais prévenu la sécurité d'entrée qu'ils pourraient être appelés pour m'intimider car je me tenais sous le régime de la common law. Le responsable de la sécurité a déclaré qu'il ne comprenait rien de ce dont je parlais et il a demandé à l'avocat Jo si elle le faisait (elle avait déjà une cigarette), elle nous a dit que c'était des femmes et un homme du pays et qu'ils n'avaient pas à payer de taxe d'habitation. ce que j'ai trouvé très encourageant car je poursuivrai ma prochaine bataille ... bon de savoir que mon tribunal local a eu des audiences avec notre statut sous clc ... comme l'a confirmé un avocat de la défense officiel du barreau. son libellé dans sa déclaration m'a montré assez clairement que l'affaire devait être gagnée car

elle était formulée comme un énoncé de fait sans divulguer aucun détail bien sûr
Bonne nouvelle à mes oreilles novices…

Je pense que je partage cela comme un encouragement et un espoir positif pour nous tous à partager.
nous ne nous rendrons pas à la tyrannie….

8 mars 2019 à 16h02 # 18467

K Bevan
Participant

Le dossier du tribunal a-t-il indiqué que la qualité pour agir en common law a été acceptée?

- Pourquoi avons-nous besoin de tribunaux ?

19 novembre 2018 à 18h14 # 8130

CLC
Maître des clés

Question intéressante, pourquoi avons-nous besoin de tribunaux lorsque le conseil imprime ses propres ordonnances?

- Support d'aide

- Image

15 octobre 2020 à 14h24 # 206627

Katrina Jean Deacon
Participant

Comment télécharger une photo sur mon compte CLC?

15 octobre 2020 à 14h27 # 210077

Heather Allanson
Participant

Vous pouvez télécharger une photo à partir de la première page du site - Cliquez sur le bouton qui dit «Obtenez votre carte CLC maintenant». Vous devez avoir entré votre «certificat de naissance» et avoir pris possession de votre nom fictif (fiction légale) EN PREMIER. Ce n'est que lorsque vous avez effectué les trois choses que vous pouvez commander votre carte.

27 octobre 2020 à 16h02 # 222145

Anonyme
Inactif

Si la photo est pour une carte clc, allez à la page d'accueil, faites défiler vers le bas à droite où il est dit `` obtenez votre carte clc '', cliquez dessus, puis cela vous amène à une autre page où vous pouvez cliquer pour commander une carte , le formulaire comporte un bouton Parcourir où vous téléchargez la photo. Veuillez noter que c'est une photo au format passeport.

- Ajout de ma famille sur mon compte

22 octobre 2020 à 8h55 # 214684

Mélissa Rachel Stannard
Participant

est-ce que quelqu'un sait si je peux ajouter tous les enregistrements de naissance de ma famille à mon compte? J'ai 2 bébés qui n'ont pas d'adresse e-mail, donc cela ne me permettra pas de les ajouter à la mienne,

24 octobre 2020 à 16h18 # 219204

Anonyme
Inactif

oui, vous pouvez Melissa, si vous êtes sur le groupe de télégrammes pour débutants de common law, vous pouvez accéder à la vidéo vous montrant comment vous lister vous et votre famille

https://t.me/joinchat/AAAAAEWyi7LwI8czq-pgbQ

- Retrait de la carte de consentement

22 octobre 2020 à 8h55 # 216157

Rosslynne Ann Perry
Participant

Je ne trouve pas «boutique» sur la page d'accueil pour commander le retrait de la carte de consentement. Comment commander ceci?

24 octobre 2020 à 16h13 # 219201

Anonyme
Inactif

L'onglet boutique est à côté de l'onglet communauté en haut de la page lorsque vous vous connectez. Cliquez sur l'onglet et vous verrez l'onglet de consentement retiré, cliquez simplement dessus et vous pourrez en commander un. Vous devez être connecté à votre compte.

- Charge de congestion

15 octobre 2020 à 14h44 # 206576

Katrina Jean Deacon
Participant

Dois-je encore payer si je suis inscrit auprès de CLC?

21 octobre 2020 à 11h50 # 216072

Anonyme
Inactif

Vous pouvez contester les amendes, les pénalités fixes, les contraventions de stationnement. Voici un exemple de lettre que vous voudrez peut-être utiliser / ajuster en fonction de votre propre lettre. Écrivez toujours tous les droits réservés / sans préjudice sous votre autographe car cela maintient tous vos droits. (Voir UCC1-308) entrez votre code postal entre parenthèses

et écrivez-le en majuscules. Les détails du débiteur se trouvent sur le côté gauche de la lettre et les détails du créancier, vous, vont sur le côté droit de la lettre. Essayez de l'adresser à un prénom, de préférence le directeur du bureau / de l'entreprise. Envoyez toujours les lettres par courrier recommandé afin qu'elles soient signées dès réception. Vous pourrez également retracer la lettre et imprimer une copie de la signature de celui qui a signé pour l'accepter. Ceci est votre preuve qu'il a été reçu.
Les grands principes de la common law sont de rester honorables dans toutes vos transactions, de ne causer aucun dommage, perte ou blessure.

chère

Re: AVIS DE PENALITE FIXE {HI176252} - {13.07.2020}
Avis de sortie de l' avis de pénalité en suspens et demande de clarification.

Vous avez apparemment fait des allégations de conduite criminelle contre moi. Vous m'avez apparemment fait des demandes. Je ne comprends pas ces demandes apparentes et je ne peux donc pas les satisfaire légalement. Je demande des éclaircissements sur votre document afin que je puisse agir conformément à la loi et maintenir tout mon corps de droits naturels inaliénables.

J'accepte sous condition votre offre d'accepter que je suis une `` personne '' de fiction légale xxxxxx et que je dois 90 £ pour les services rendus par votre entreprise, sur preuve de réclamation de ce qui suit:

1. Que je suis une «personne» et non un homme vivant.
2. Que vous savez ce qu'est réellement une «personne», juridiquement parlant.
3. Que vous expliquiez la différence entre un «homme vivant» et une «personne», juridiquement parlant.
4. Que je suis <NOM EN MAJUSCULES> et non <nom en minuscules>
5. Que l'accusation résulte d'une enquête légale sans préjudice.
6. Que je suis membre de la société dont vous appliquez les statuts et les règlements en vigueur.
7. Que je vous ai montré une sorte d'identification.
8. Qu'il y a une société nommable à laquelle j'appartiens et que les lois couvertes par cette prétendue transgression stipulent qu'elles s'appliquent à moi dans cette société nommée.
9. Qu'une fiction juridique pourrait effectivement commettre une telle «infraction».

Le fait de ne pas accepter cette offre de clarification et de le faire complètement et de bonne foi dans les 7 jours sera considéré par toutes les parties comme signifiant que vous et votre mandant ou d'autres parties renoncerez à toute demande à mon égard.

Sincèrement et sans mauvaise volonté, vexation ou frivolité

- Signature / Autographe

15 octobre 2020 à 14h43 # 206578

Katrina Jean Deacon

Participant

Quelle est la différence entre une signature et un autographe?

17 octobre 2020 à 10h03 # 211728

Anonyme
Inactif

Une signature est un signe suggérant simplement l'existence de quelque chose d'autre pas réellement ici. (une fiction). Faire une signature identifie la jonction avec un nom artificiel de «personne» légale.

Un autographe est un graphique de votre main vivante et représente une femme vivante de chair et de sang. Sa déclaration selon laquelle vous êtes un souverain vivant dans la juridiction de common law

---

- Carte CLC

15 octobre 2020 à 14h43 # 206579

Katrina Jean Deacon
Participant

Comment obtenir ma carte CLC?

17 octobre 2020 à 9h56 # 211724

Anonyme
Inactif

Vous pouvez commander une carte clc via le site Web.
Veuillez envoyer un e-mail à info@commonlawcourt.com pour savoir comment

- Où puis-je acheter des livres sur la common law?

15 octobre 2020 à 14h43 # 206585

Katrina Jean Deacon

Participant

Et quels livres recommanderiez-vous?

17 octobre 2020 à 9h55 # 211723

Anonyme
Inactif

Il existe une sélection de livres largement disponibles sur la plupart des moteurs de recherche et sites Web.

Les bons pour commencer sont;

Veronica Chapman - La liberté est plus que 7 lettre mot
commun manuel de la loi pour les membres du jury, le shérif de, HUISSIER et de la Justice
Rencontrez votre strawman et tout ce que vous voulez savoir
Manuel de formation communautaire de common law
Ils disent que vous avez enfreint la loi?
De l'hérétique de la santé à l'avocat de la common law

• Paiements en trop

15 octobre 2020 à 14h42 # 206588

Katrina Jean Deacon
Participant

Les allocations de logement disent qu'ils m'ont payé en trop de 4000 £. Dois-je le rembourser?

17 octobre 2020 à 9h47 # 211717

Anonyme
Inactif

Vous pouvez écrire à l'allocation logement (écrivez en tant qu'homme vivant, car la réclamation est contre une personne fictive) avec une lettre d'acceptation conditionnelle, demandant une preuve de réclamation que:

L'agence responsable du trop-payé n'est pas responsable de ses propres erreurs
Le trop-payé allégué n'a pas été payé et accepté de bonne foi et le bénéficiaire du trop-payé présumé n'était pas à l'époque en droit de recevoir les sommes versées sans erreur de sa part

Le bénéficiaire n'a pas le droit légitime de refuser d'être tenu responsable des erreurs des autres dans des circonstances dont il n'a aucun contrôle ni responsabilité sur la preuve que le trop - perçu présumé ne serait pas appauvrir le bénéficiaire allégué que le débiteur ne serait pas des paiements attente futurs dus à ce prétendu trop-payé Le débiteur n'est pas sans responsabilité et / ou responsabilité pour l'erreur alléguée.

Demandez une copie des comptes complets afin de pouvoir les faire vérifier indépendamment

Veuillez également considérer ce qu'est réellement un contrat:

Un contrat frauduleux est celui que vous n'avez pas accepté. Vous ne pouvez pas être facturé de frais ou d'amende pour XXXX à moins qu'un contrat ne l'accepte. Les contrats, et non les sociétés privées, font la loi. Un contrat légal (écrit) exige ce qui suit:
* Toutes les parties doivent être vivantes.
* Toutes les conditions doivent être énoncées et doivent être acceptées par les deux parties.
* Personne ne peut conclure de contrat en votre nom.
* Le contrat doit être un accord entre deux personnes vivantes et doit être signé à l'encre humide.
* Il ne doit y avoir aucune coercition, contrainte ou menace de perte de préjudice.
* Sans divulgation complète, ou si le contrat n'est pas signé ou correctement exécuté, alors il est nul et non avenu. Autrement dit, les conditions générales complètes doivent être divulguées.
* Le contrat doit être exécuté en présence d'un témoin indépendant ou en présence de deux dirigeants du gouvernement (ou de l'entreprise).
* Ils ne peuvent pas modifier un contrat sans vous informer à l'avance de tout changement. Vous devez avoir la possibilité de refuser les modifications, ou l'intégralité du contrat, si vous ne souhaitez pas accepter ces conditions.
* Il doit y avoir un véritable échange de valeur.
Sans toutes ces choses, aucun contrat n'existe. De plus, un contrat est nul et non avenu si vous avez été pénalement contraint de l'accepter, c'est-à-dire que vous vous inscrirez ou vous serez condamné à une amende ou mis en prison! (par exemple, vous inscrire à l'impôt sur le revenu!)

Demandez-leur: «Si vous pensez qu'un contrat existe entre nous, ou que vous avez mon consentement pour conserver mes données, ou pour émettre une amende, veuillez me montrer les preuves?
En ne me fournissant pas ces preuves, vous acceptez tacitement que vous ne disposez pas de telles preuves. Je ne suis pas obligé d'exécuter en vertu d'un contrat que je n'ai pas conclu sciemment. »

- Forum

15 octobre 2020 à 14h42 # 206592

Katrina Jean Deacon
Participant

Dois-je être inscrit auprès de CLC pour accéder au forum?

17 octobre 2020 à 9h09 # 211701

Anonyme
Inactif

Pour avoir accès au forum, vous devez être répertorié. Créez un compte et accédez au forum à partir de l'onglet Communauté en haut de la page d'accueil

- Comment la taxe de vente, l'impôt sur le revenu, la TVA, les douanes d'importation fonctionnent-elles en vertu du droit commun ?

15 octobre 2020 à 14h39 # 206644

Anonyme
Inactif

Je cherchais à imprimer des sites Web à la demande pour gagner de l'argent. Également sur le site Web, j'ai remarqué qu'ils facturaient une taxe d'artiste sur ce qu'ils vendaient et leur payaient des redevances pour chaque article vendu.

C'est le type de question et de réponse que j'ai trouvé sur les sites Web.
«Dois-je payer de l'impôt sur le revenu pour mes revenus? Et dois-je déclarer l'argent que je gagne de votre entreprise dans ma déclaration de revenus?
Bien sûr, c'est le même revenu que tout autre. Pour obtenir des conseils à ce sujet, vous pouvez consulter le site Web du HMRC ou l'équivalent de votre pays si vous êtes en dehors du Royaume-Uni. Oui! On s'attend à ce que vous payiez des impôts sur tous vos revenus de notre société au-delà de certaines limites, et il est de votre responsabilité de vous assurer que vous vous conformez à toutes les réglementations applicables. Veuillez consulter le bureau des impôts le plus proche de votre pays d'origine pour savoir comment déclarer vos revenus. "
«Retenue à la source sur les bénéfices du prix de conception?
Si votre domicile ou votre entreprise se trouve dans un pays autre que l'Allemagne, il peut être nécessaire de déduire l'impôt sur une partie de votre paiement. En principe, nous sommes tenus de retenir une déduction fiscale de 15% du revenu sur le prix de conception (retenue à la source) plus une surtaxe de solidarité de 5,5% sur la retenue à la source. Si votre domicile ou votre entreprise se trouve dans l'Union européenne ou aux États-Unis, vous pourrez peut-être éviter ou au moins réduire la déduction en fournissant votre numéro d'identification fiscale (NIF). »
"Quand dois-je payer la TVA?"
"Le fait que vous ayez ou non à payer la taxe sur la valeur ajoutée dépend de votre adresse de facturation au moment où vous passez votre commande et si vous êtes une société

immatriculée à la TVA."
«Si vous êtes un citoyen britannique, vous connaissez probablement très bien la TVA maintenant. Curieusement, on ne nous apprend pas vraiment à ce sujet à l'école, mais vous ne pouvez pas l'éviter une fois que vous êtes expulsé de la maison familiale et laissé à vous-même. "
" La taxe sur la valeur ajoutée est une taxe appliquée à presque tous les produits et service vendu au Royaume-Uni en fonction de sa valeur. Actuellement, il est fixé à 20%, bien que cela puisse changer à l'avenir. Et cela s'applique aux produits et services proposés par notre entreprise. »
«Voici comment cela fonctionne, si vous commandez un produit à livrer au Royaume-Uni conformément à la loi, nous devons vous facturer une taxe de vente de 20% (TVA) sur votre commande. Si votre commande doit être livrée en Europe / aux États-Unis ou ailleurs, il n'y a pas de taxe de vente à payer. "
«Les impôts sont un mal nécessaire, nous allons donc réduire cela au minimum. Si vous êtes immatriculé à la TVA, saisissez votre numéro de TVA afin que nous puissions répartir vos transactions dans toutes les factures. "

"Taux de taxe: cela dépendra de la façon dont vous avez configuré les taxes pour votre magasin. Nous ne pouvons pas légalement donner de conseils sur les taxes, mais généralement tous les prix incluent la TVA en standard lors de l'intégration pour que les choses restent simples. Sélectionnez l'option qui vous convient le mieux. »
«Pourquoi suis-je facturé des taxes?»
«Nous sommes légalement tenus de facturer trois types de taxes différentes:
1. La taxe de vente sur certaines commandes destinées aux États-Unis.

2. TVA (taxe sur la valeur ajoutée) sur certaines commandes destinées à l'UE.

3. GST (taxe sur les produits et services) sur toutes les commandes destinées à l'Australie. "

«Y a-t-il des droits de douane et qui les paie?
Nous expédions dans de très nombreux pays différents et tous ont des lois d'importation différentes relatives aux droits de douane, nous sommes les mêmes que toutes les autres entreprises d'impression à la demande et malheureusement, nous n'avons aucun contrôle sur la politique gouvernementale et les droits à payer sont de votre responsabilité. . Il n'y a pas de droits (avant le Brexit) à payer sur les commandes en Europe. »
J'ai des aspergers et je reçois des prestations d'invalidité payées en raison de mes aspergers. Mais je suis limité sur le montant d'argent que je peux avoir sur mon compte bancaire et si je dépasse ma limite, je suis facturé par le gouvernement britannique et mes prestations d'invalidité peuvent finir par s'arrêter.

1) Comment fonctionne l'impôt sur le revenu sous la loi de commandement?

2) Comment la TVA fonctionne-t-elle dans le cadre du droit commun? Comment les droits de douane à l'importation de 20% et la taxe sur les droits de douane fonctionnent-ils en vertu du droit commun?

3) Comment les frais de service de 8 £ de Royal Mail pour l'importation d'articles au Royaume-Uni fonctionnent-ils sous la loi de commandement?

4) Comment les prestations d'invalidité du gouvernement britannique fonctionnent-elles en vertu de la common law?

Je suis intéressé de savoir comment acheter et vendre des travaux sous le droit coutumier pour l'impôt et tout le reste.

Si les différents types de taxes ne fonctionnent pas en vertu de la common law, comment dire aux sites Web et au gouvernement britannique de ne pas facturer mes taxes pour l'importation, la vente et l'achat ?

Merci beaucoup
Ashton

17 octobre 2020 à 9h07 # 211699

Anonyme
Inactif

Indepth interroge Ashton.

Veuillez envoyer un courriel à info@commonlawcourt.com où l'administration du siège social peut transmettre vos questions pour obtenir des réponses, au service concerné au sein du CTC

- Confusion après l'enregistrement de la Colombie-Britannique

15 octobre 2020 à 14h39 # 210054

Michael
Participant

Bonjour à tous, j'ai un dilemme et je me demande si quelqu'un pourrait éventuellement m'aider?
J'ai récemment enregistré mon certificat de naissance auprès du CLC selon les instructions, mais mon nom diffère de celui de la Colombie-Britannique car ma mère s'est remariée quand j'avais environ six ans et on m'a donné un nom d'adoption, donc maintenant je ne peux pas demander la CARTE D'IDENTITÉ CLC ou réclamer de la «FICTION JURIDIQUE» parce que je ne sais pas comment procéder ou sous quel NOM, je ne souhaite pas faire de réclamations fausses ou illégales qui pourraient causer des problèmes plus tard dans la vie de la CLC ou de MOI-MÊME, bien que je souhaite toutefois avancer et commander ma CARTE D'IDENTITÉ CLC Etc et me retirer de ce système perfide.
Ma question est donc est-ce que je continue avec mon nom de naissance ou mon nom adopté

Merci d'avance pour toutes suggestions utiles.
Mike.

17 octobre 2020 à 9h04 # 211696

Anonyme
Inactif

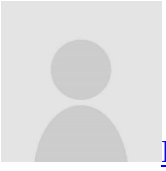
Veuillez envoyer un courriel aux administrateurs du siège social de la SIC pour toutes les questions relatives à l'inscription:

info@commonlawcourt.com

Veuillez vous assurer de fournir vos coordonnées complètes ainsi qu'un numéro de téléphone afin qu'ils puissent vous contacter

• Documentation

15 octobre 2020 à 14h41 # 206594


Katrina Jean Deacon
Participant

Dois-je attendre que ma documentation arrive avant de commencer à écrire des lettres pour me retirer du système?

15 octobre 2020 à 14h42 # 210103

Heather Allanson
Participant

Idéalement, mais vous pouvez commencer à écrire et organiser toute votre correspondance à l'avance!

• Carte internationale

15 octobre 2020 à 14h39 # 206600

Katrina Jean Deacon
Participant

Pouvez-vous voyager avec la carte internationale et l'utiliser à la place d'un passeport?

15 octobre 2020 à 14h40 # 210101

Heather Allanson
Participant

En théorie, oui, cependant, cela peut dépendre du pays. Nous vous recommandons de contacter votre agent de voyages et l'aéroport ou les ferries, etc. pour vérifier bien à l'avance. Faites-nous savoir si vous rencontrez des problèmes.

- Référencement

15 octobre 2020 à 14h33 # 206613

Katrina Jean Deacon
Participant

Lorsque vous remplissez l'enregistrement de votre certificat de naissance, mettez-vous votre nom de common law (c'est-à-dire comment vous souhaitez être connu) dans la case à la fin «Nom de la personne qui soumet des informations»? Ma fiction juridique est Annemarie McCall et je souhaite que mon nom de common law soit: nuin: mccall
C'est la seule chose qui m'empêche de terminer le mien (et je pense que je l'ai mal fait), mère, père et mari. Merci pour vos conseils.

15 octobre 2020 à 14h37 # 210092

Heather Allanson
Participant

Exemples: je pense que tous ces moyens sont acceptables pour entrer

Le nom de la personne soumettant peut être: par exemple, Joe Bloggs, Joe-Philip Bloggs, etc.
Fiction juridique: par exemple MR JOSPEH PHILIP BLOGGS
Nom en common law:: joe-philip: bloggs ou Joe-Philip de la famille (clan ou tribu) Bloggs

- ## Avantages

15 octobre 2020 à 14h28 # 206625

Katrina Jean Deacon
Participant

Si je m'inscris à la SIC, est-ce que je perds mes avantages?

15 octobre 2020 à 14h30 # 210084

Heather Allanson
Participant

En théorie, vous ne devriez pas perdre de prestations si vous vous inscrivez à CLC. Il serait illégal de vous refuser vos prestations. Cependant, en disant cela, j'ai rencontré des cas où les conseils ont insisté pour vérifier les comptes bancaires des gens avant de donner des avantages. Il est possible que vous ayez plus de difficultés si vous avez quitté leur système d'impôt sur le revenu.

- ## Pourquoi la CLC ne répond-elle pas aux courriels ?

15 octobre 2020 à 14h13 # 208914

Wayne Thomas Morgan
Participant

J'adore ce nouveau site, mais après avoir commandé des documents il y a plusieurs semaines (et les avoir payés d'avance), je n'ai toujours pas reçu un seul e-mail pour confirmer ou accuser ma commande.
est-ce un problème connu? Y a-t-il des instructions qui me manquent? S'il vous plaît, aidez… C'est du VOL, pour prendre l'argent de quelqu'un et ne pas livrer le produit!

Merci.

15 octobre 2020 à 14h16 # 210062

Heather Allanson

Participant

Salut Wayne. Nous avons actuellement un nombre sans précédent de candidats. La plupart sont maintenant traités rapidement. Puis-je vérifier que vous les avez contactés et fourni votre numéro de téléphone et tous les détails, y compris l'adresse e-mail que vous avez indiquée? Contactez info@commonlawcourt.com

• Pension

15 octobre 2020 à 14h43 # 206586

Katrina Jean Deacon
Participant

Comment puis-je empêcher mon employeur de changer mon régime de retraite en un régime inférieur ?

• Une stratégie pour un vrai changement

25 juin 2019 à 20h12 # 34235

David Robinson
Participant

L'unité est la clé du remède. Tous les groupes qui assument le régime ont un problème commun, celui de ne pas avoir accès à la justice parce que nous n'avons pas de tribunaux légitimes (mis à part la nôtre) opérant sur notre territoire. Alors, comment remédier au mieux à ce fait?

Je suggère que nous contactions tous les différents groupes attaqués (vétérans), ou ceux qui adoptent le régime qui opère sous le système judiciaire pénal sous corpus juris (règles de l'UE).

Les groupes du Brexit gagneraient grandement à savoir pourquoi nous n'avons jamais été légalement entrés dans l'UE, et pourquoi le Brexit a été conçu comme un piège ... le piège étant qu'en votant pour l'article 50 du traité de Lisbonne nul et non avenu, ils ont (involontairement) accordé. traité avec légitimité.

Garder les choses aussi simples que possible sera toujours le meilleur moyen. Le dossier de preuve FCO 30/1048 (dans les dossiers) prouve que notre entrée dans l'UE était une haute trahison de droit commun. Le dossier qui a été glané du bureau des archives publiques (où les preuves restent à ce jour) en 2002 se compose de près de 300 documents écrits par Edward Heath et ses co-conspirateurs indiquant comment ils doivent cacher la vérité au public, etc.

savait qu'en nous entrant dans la Communauté économique européenne, nous perdrions notre souveraineté (droit commun) dans les 30 ans.

La trahison consiste à remettre les pouvoirs de décision de la nation à un pays ou à une entité étrangère. Comme nous pouvons le voir, des mandats d'arrêt et des ordonnances d'extradition de l'UE sont utilisés contre des habitants de notre pays (Lyn Thyer - David Noakes) que les tribunaux faux et traîtres gérés par l'entreprise aident et encouragent = Haute trahison.

Alors, comment pouvons-nous arrêter cela? ... bien en période de corruption institutionnelle, le SEUL recours pacifique est de s'unir et d'exiger que le système judiciaire de common law (tribunaux de droit commun) soit réaffirmé au sein de CHAQUE tribunal du pays ... il est trahison de avoir un autre tribunal… Toutes les juridictions commerciales, équitables, etc. doivent également être régies par la constitution de common law.

Lorsque nous sommes unis, nous pouvons exiger publiquement que ceux (traîtres / imposteurs) à la tête du pouvoir judiciaire (bureau à domicile, bureau judiciaire, service de police) fournissent un palais de justice reconnu (cours royales de justice?) Sous une juridiction de common law où les les gens sont les juges (et non les traîtres corporatifs qui commettent une trahison) qui peuvent entendre les preuves de trahison (dossier FCO 30/1048)… il y a d'ailleurs beaucoup plus de preuves de trahison. Ce ne serait pas une demande, mais DOIT ÊTRE UNE DEMANDE!… Demandée par un grand nombre de bonnes personnes.

Quiconque refuserait publiquement au peuple un tel tribunal reviendrait à nier la constitution de common law, ce qui serait une sédition et, dans les circonstances, une trahison. Si cela se produit, ou si nous sommes ignorés, alors nous devrions soit arrêter les traîtres nous-mêmes, soit demander à la police d'observer la vérité (preuves) et de faire le travail pour lequel nous les payons, pour procéder aux arrestations nécessaires. Il faudrait beaucoup de gens déterminés pour être en mesure de contraindre la police que je connais, et si nous sommes suffisamment nombreux, nous avons également une `` excuse légitime '' pour arrêter les policiers qui aident et encouragent la trahison en ne faisant pas leur travail ou observer les faits prouvés… .Je ne pense pas que ce serait nécessaire, mais des mesures drastiques sont nécessaires en des temps aussi dangereux.Certains policiers, hommes et femmes, ne sont pas satisfaits de ce qui se passe, mais sont également pris au piège du système comme nous le sommes tous. S'ils prenaient position sans protection, l'État les ciblerait pour les faire taire, ils le savent.

Cette stratégie peut être exécutée de manière relativement pacifique avec suffisamment de personnes qui la soutiennent, je crois ... la plupart des gens n'auraient besoin que d'être des témoins silencieux ... si le plan était bien organisé, nous pourrions avoir des porte-parole / femmes au front si et quand nous faisons pression sur la police les 45 QG de la police en Angleterre et au Pays de Galles ... nous ne voudrions pas que cela devienne chaotique bien sûr ... les agents provocateurs devraient être retenus, nous aurions donc également besoin de forces de l'ordre, également pour mener les arrestations de la police s'ils ne le veulent pas aider à arrêter la trahison commise contre nous tous.

Ce plan pourrait peut-être être organisé dans le site Web du tribunal de common law?… Nous pourrions nommer des agents de police de common law, nous avons une excuse légitime pour le faire dans une société sans loi bien sûr …… cette stratégie devrait être menée à son terme, si les policiers décident de la violence, alors nous devrons nous défendre et être prêts à le faire

si nécessaire. La tyrannie n'a jamais été vaincue sans la menace de la force… il y a une chance que cette stratégie soit pacifique tant que nous le peuple le restons. Quel choix avons-nous de toute façon? nous allons être éradiqués par la 5G et d'autres choses si nous ne faisons rien. Au moins, ce plan amènerait les choses à un point critique. Ceux qui acceptent le système judiciaire pénal sont enlevés un par un… nous devons rester forts ensemble comme les gens l'ont fait en soutenant les barons de Runnymead en 1215.

Il y a déjà beaucoup de gens qui sont éveillés, donc amener quelques millions de personnes à s'unir ne devrait pas être si difficile que ça? ... qui ne gagnerait pas à réaffirmer la primauté du droit dans TOUS les tribunaux? ... tant que cette stratégie est proposée est accepté par suffisamment de personnes pour le proposer à d'autres, alors le message peut être livré en masse… .. Je ne peux pas tout faire moi-même évidemment… et très peu de gens parlent même de trahison, même les membres de ce groupe que j'ai remarqué (en référence à mon groupe Practical Lawful Dissent on Fakebook au moment de la rédaction) ... cela doit changer si nous voulons mettre fin à la trahison de l'intérieur des gens, les gens doivent être éduqués sur ce qui se passe vraiment ... .s'il vous plaît aider si vous êtes d'accord avec ce post.

Idées et commentaires bienvenus.

20 avril 2020 à 11h52 # 75073

Christine Isobelle MacLean
Participant

Salut David
Surpris, personne ne vous a répondu. Oui, nous devons absolument nous rassembler car surtout en ce moment les tentatives de diviser pour régner sont très évidentes
Nous le permettons à nos risques et périls

20 avril 2020 à 11h53 # 75606

Stéphane Bachelier
Participant

Bonjour David,
je vous remercie pour ce billet qui montre qu'en Angleterre aussi vous vous battez pour votre souveraineté. Ici en France, nous luttons contre ce régime totalitaire et nazi qui nous étouffe de plus en plus. Nous voulons aussi que ce gouvernement, ses administrations et sa justice soient assainis, nous ne voulons plus de ce système corrompu et nous voulons une justice juste composée de gens ordinaires comme le CTC. En effet, nous devons nous unir, et pas seulement parmi la population du pays, mais nous devons nous unir à l'échelle mondiale, partager nos connaissances et faire entendre notre voix, car il s'agit de la survie humaine.

Stéphane.

• Rébellion légale

18 août 2019 à 19h07 # 39771

Darren Darling
Participant

Quelqu'un peut-il s'il vous plaît indiquer ce qu'est le serment prévu à l'article 61 et où en obtenir une copie pour signature.
Pour le téléchargement, il nécessite un nom Baron, y a-t-il un Baron en particulier requis pour cela?

Merci

13 septembre 2019 à 15h54 # 41980

David Robinson
Participant

Exemples ou modèles de serment d'allégeance et explications sur les raisons pour lesquelles vous n'avez pas besoin de l'envoyer à un baron, qui sont franchement inutiles car ils nous ont fait la faveur d'invoquer l'article ... beaucoup plus de preuves et de faits concernant la dissidence légale (nous ne sommes pas des rebelles mais le nom de «rébellion légale» est resté) dans les fichiers de la page du groupe FB et sur le site Web.

https://www.facebook.com/groups/practicallawfuldissent/

https://www.denouncethedeception.co.uk/

13 septembre 2019 à 15h56 # 42668

Graham Prestney
Participant

Cela peut être utile.

Le guide du profane

20 avril 2020 à 11h38 # 50794

Mary Murphy Mulligan McAuley
Participant

Je crois que nous devons nous soit la rébellion légale, soit la DÉSOBÉISSANCE CIVILE, nous ne pouvons plus siéger alors qu'ils nous prennent notre CULTURE

- arrêtez de payer la licence de télévision pour de bon

20 avril 2020 à 11h17 # 72915

djtatty@hotmail.com
Participant

J'ai empêché la société de licence de télévision de me déranger à nouveau, je leur ai envoyé une lettre, que je vous donnerai ci-dessous ..
ils m'ont ensuite répondu en disant: "Veuillez ignorer toutes les futures lettres de notre part, nous ne vous appellerons plus ou ne vous contacterons plus "

MODÈLE DE LETTRE:

Liecencing BBC / TV

J'écris pour déclarer
«que je, l'occupant légal de …… .. CODE POSTAL: ……. retirez votre droit d'accès implicite à la propriété.
Je tiens également à vous informer que je considère votre contact écrit à cette adresse comme du harcèlement.

Je ne tolérerai pas le harcèlement, donc juste pour vous faire savoir, que la propriété dispose d'un système de vidéosurveillance Full HD 24h / 24 installé et en fonctionnement.
Si nécessaire, les images seront utilisées contre vous afin de faire respecter ma demande, les termes et conditions, que j'ai inclus dans une déclaration écrite ci-dessous …….

un énoncé écrit de mes conditions générales, ainsi que les frais applicables:

Frais administratifs:
pour chaque lettre que je reçois: 50 £ par lettre

Frais de ligne téléphonique:
pour tout appel téléphonique pris sur ma ligne privée: 100 £ par appel

Amende
pour intrusion: pour toute personne qui prétend appeler en votre nom: 2000 £ par personne

En lisant cette lettre, vous avez accepté les termes et conditions qu'elle contient.
Merci.
passe une bonne journée.

• Arrêtez toute action en justice contre vous

20 avril 2020 à 11h17 # 72914

djtatty@hotmail.com
Participant

Vous devez ouvrir à la vapeur (avec une bouilloire) toutes les lettres que vous recevez par la poste.
Si vous ne le voulez pas, retournez-le.
Simple, il suffit d'écrire sur le recto de l'envolope….RETOUR À L'EXPÉDITEUR
le remettre dans le courrier dans les 7 jours, son enregistré comme non reçu, aucune autre action ne peut être prise.
s'ils continuent à venir, continuez à les rendre.

• En savoir plus sur l'acte de naissance

20 avril 2020 à 11h16 # 72913

djtatty@hotmail.com
Participant

Apprenez tout sur la façon dont votre enregistrement de naissance a fait de vous un employé de la United Kingdom Corporation. https://www.youtube.com/watch?v=uOOF5uOcah0

• Les informations les plus importantes que vous aurez jamais rencontrées

20 avril 2020 à 11h15 # 72901

djtatty@hotmail.com
Participant

Cela fait longtemps que je cherche les réponses à beaucoup de questions, 30 ans se sont écoulés et je peux maintenant dire que ma mission est terminée.

Ce que je suis sur le point de partager avec vous est l'une des informations les plus importantes que vous apprendrez jamais, une fois que vous avez regardé cela et appris, votre vie ne sera plus jamais la même.
tout cela résonnera avec vous, il n'a besoin de rien pour le soutenir, parce que la vérité est ce qu'elle est, la vérité.
Vous êtes sur le point de découvrir le système bancaire, comment il fonctionne, comment nous en devenons esclaves et, surtout, ce que nous pouvons faire à ce sujet.
Vous allez également en apprendre davantage sur le cancer et toutes les autres soi-disant maladies, comment elles sont toutes bénéfiques et nous aident à dire vivants, cela ouvre alors une boîte vide de crimes qui sont commis sur nous tous, y compris ce COID-19, que je peut dire avec 100% N'EXISTE PAS. n'a jamais et ne le sera jamais.
Comme vous êtes sur le point de le découvrir ……

NOUVELLE MÉDECINE ALLEMANDE.
https://youtu.be/ibP_CZF8N44

https://www.youtube.com/watch?v=5D9bFGokDa4

BANQUE DE RÉSERVE FRACTALE.

- Coronavirus + parlement

20 avril 2020 à 11h13 # 70020

David Lewis Morgan Morgan
Participant

J'espère que tout le monde va bien et qu'il protège son système immunitaire, c'est la clé pour empêcher les virus d'entrer, Andrew Saul l'homme de la vitamine «Google» donne de très bons conseils sur le pouvoir de la vitamine C et cela vaut la peine d'être examiné, le verrouillage est là et le gouvernement a se donner plus de pouvoir, ce qui est toujours inquiétant, mais il est temps d'aider les personnes vulnérables en utilisant des mesures de bon sens et non des actions instinctives, faire sonner les numéros de téléphone, laisser de la nourriture à leur porte si nécessaire ou des médicaments, je crains que le verrouillage ne cause plus de dommages que le virus à long terme alors utilisez un masque de bon sens restez à l'écart, lavez-vous les mains régulièrement c'est notre devoir de common law de protéger les hommes et les femmes de nos villages et villes, notre parlement est une société enregistrée 4398158 il donne de bons conseils mais je avoir de profondes inquiétudes quant à ce qui va arriver.

- Enregistrer l'acte de naissance auprès du tribunal de common law

20 avril 2020 à 11h12 # 67557

Jerry G. Duren
Participant

J'ai besoin de connaître les procédures pour obtenir tous mes droits de common law

• Épouse décédée

20 avril 2020 à 11h08 # 58844

Ruth Inell Lewis
Participant

Récemment, j'ai entendu dire que lorsqu'un conjoint meurt, son homme de paille peut encore être utilisé; Est-ce vrai? Si tel est le cas, est-ce possible pour moi de posséder l'homme de paille de mon mari parce qu'il est mort l'année dernière.

• Tromperie Justinien

20 avril 2020 à 11h06 # 54762

Richard John Hunt
Participant

La vérité de la tromperie réside dans le langage et la syntaxe. Pour voir la vérité, vous devez être capable de lire correctement.

Le nom est un exemple

JOHN HENRY DOE étant le nom fictif

Le nom complet de l'homme est

John Henry

Il faut une discussion approfondie sur ce sujet pour dénouer les pratiques illég

• documents de fictions juridiques

20 avril 2020 à 11h05 # 54598

Anonyme
Inactif

Tôt ou tard, nos documents (permis de conduire, passeport) expireront. Alors, que faites-vous ou avez-vous fait? Souhaitez-vous en demander un nouveau? Comment? Ou ne postulez pas? S'il vous plaît avis et commentaires! Merci d'avance!

- Inscription électorale et inscription pour voter ?

20 avril 2020 à 11h01 # 50754

Stephen Patrick Whitelock
Participant

Bonjour,
je voudrais parler et rapporter un phénomène qui commence à se produire ici à Inverness, où je vis. Et pour savoir si cela commence à se produire dans d'autres domaines également. Et surtout ce qui peut être fait à ce sujet.
Je rentre en contact avec beaucoup de gens au quotidien et nous partageons beaucoup d'informations sur ce qui se passe.
La première chose est que les personnes qui ont choisi de ne pas s'inscrire pour voter et qui ne remplissent pas les formulaires annuels d'inscription électorale reçoivent toujours des cartes de vote avec un numéro d'inscription pour elles-mêmes. Cela m'inclut, et je n'ai pas rempli leurs formulaires depuis plus de deux ans maintenant.
De plus, et j'ai une expérience personnelle de cela, vous recevez les lettres habituelles et les menaces légères concernant la loi et c'est une obligation légale, etc., ainsi que la menace d'amende de 1000 £. Vous obtenez même quelqu'un qui vient à la porte avec un presse-papiers qui veut que les formulaires soient remplis et retournés. La chose intéressante qui commence à se produire maintenant, c'est que même si vous ne leur donnez pas ce dont ils ont besoin et que vous choisissez de ne pas vous inscrire, vous obtenez des cartes d'électeur comme si vous vous étiez inscrit.
Deuxièmement, je tiens à signaler que j'ai parlé à un collègue aujourd'hui qui vient en fait de se voir infliger une amende de 1 000 £, par l'entremise, comme il l'a dit, de «l'un de leurs tribunaux kangourous». Il a mis la lettre concernant le détroit dans la poubelle, déclarant que ne pas s'enregistrer était son choix.
Je pense qu'ils vont le parcourir pour les 1000 £ malgré tout.
Je voudrais en outre signaler qu'un autre fils de collègues vient de recevoir un dernier avertissement de ne pas s'inscrire pour voter et a été menacé de justice et d'amende comme prochaine étape, s'il ne se conforme pas.
Je sais que le Conseil agit illégalement et qu'il commet des crimes. Bien que contre la fiction juridique, ils s'en moquent. ET ILS S'ÉLABORENT AVEC ELLE!
Que peut-on faire à ce sujet?

• Témoins à affidavit

20 avril 2020 à 10h58 # 47175

Anonyme
Inactif

Salut, je vis dans la région de Fife (près de Kirkcaldy / Dunfermline)
Y a-t-il des hommes ou des femmes dans la région qui pourraient témoigner d'
un affidavit pour moi .. ??

Merci.

• Vaccins

25 juin 2019 à 19h55 # 24074

Adele Shaw
Participant

Salut. Je panique quand Matt Hancock, le secrétaire à la Santé, a déclaré que les enfants DOIVENT se faire vacciner. Mon enfant est inscrit en vertu de la common law, y a-t-il quelqu'un qui peut m'aider. Je ne sais pas si je peux faire quoi que ce soit en vertu de cette common law. Merci

25 juillet 2019 à 8h17 # 37238

Hilary Serridge
Participant

Les États-Unis ont des vaccinations obligatoires dans de nombreux États et assez draconiennes depuis un certain temps. Il y a maintenant un soulèvement de la part des mères et des pères ordinaires dont les enfants ont été blessés ou sont morts des vaccins. Del Bigtree Le Highwire le jeudi soir à partir de 19h GMTon FB a beaucoup d'informations et aussi Robert F Kennedy Jnr a un site Childrens Health Defence. Del Bigtree a également un réseau d'action à but non lucratif appelé Informed Consent Action Network qui examine les vaccinations et leur sécurité / non-sécurité. Il y a beaucoup d'informations pour vous armer grâce à ces pages Facebook. Il y a beaucoup de censure sur les vaccins, donc vous savez qu'il doit y avoir quelque chose de louche à leur sujet. L'Icandecide.Le site Web de l'org contient de nombreuses informations sur le manque d'études de sécurité qui auraient dû être menées sur les vaccins et il y a un manque d'informations crédibles de la part des fabricants de

vaccins et aucune responsabilité lorsque des enfants sont blessés ou meurent. Une fois que vous commencez à chercher, il y en a de plus en plus. Bonne chance dans vos recherches

16 août 2019 à 10h05 # 40161

guitarman.tj@yandex.com
Participant

Eh bien, peut-être qu'une façon est de leur délivrer un avis d'indemnisation des vaccins, du type:

Avis d'indemnisation des vaccins.

Indemnité pour les vaccins.

Comme vous avez demandé des vaccins pour mon / nos enfant (s), il est de mon devoir en tant que parent de les empêcher en cas de préjudice ou d'effets indésirables / effets indésirables sur mon / nos enfant / (s) .

En cas de maladie / maladie de mon / nos enfant / s ou d'autres maladies suite à ce (s) vaccin (s), vous, l'administrateur du (des) vaccin (s), êtes responsable des dommages à votre capacité personnelle et privée totalisant £ 250,000,000.00 livres (DEUX CENT CINQUANTE MILLIONS DE LIVRES) payables en lingots d'or ou d'argent, plus tous les frais médicaux et dépenses pour y remédier.

Si vous ne souhaitez pas signer cette indemnité, qui stipule en fait que vous ne pouvez pas garantir la sécurité de mon / nos enfant / s, alors il est de ma / notre responsabilité et droit en tant que parent (s) de garantir la sécurité de mon (mes) enfant (s). / notre / nos enfant / s, alors il est également de mon / notre droit et responsabilité en tant que parent (s) de refuser ce vaccin ou tout vaccin.

NOM ET POSITION: (MAJUSCULES)
Signature:

Avertissement: il ne s'agit pas d'un avis juridique et je ne suis ni formé ni qualifié en matière juridique.

18 août 2019 à 18h47 # 40769

Sean McGawley
Participant

Faites tout ce que vous pouvez pour ne pas les avoir. Ma fille a une toxicité de l'aluminium dans son cerveau à cause des vaccins. cela a empêché son foie de fonctionner correctement. Je

suis maintenant en train de désintoxiquer son corps. La coqueluche est un vaccin que je dilue que l'enfant devrait recevoir tant qu'il est seul et non mélangé à d'autres.

9 octobre 2019 à 9h38 # 46671

rohit taneja
Participant

Donc, suite à la question d'Adele, je suppose de toutes les réponses, il n'y a rien dans la common law qui peut aider avec les vaccins obligatoires?

Est-ce vrai si l'enfant a moins de 7 ans à compter de la date d'enregistrement de l'acte de naissance, c'est-à-dire que l'enfant n'est TOUJOURS PAS la pupille de l'État? la common law peut-elle y contribuer?

Merci

20 avril 2020 à 11h50 # 64311

Adele Shaw
Participant

Salut tout le monde. Merci pour tous les conseils. Je suis si reconnaissant. Je vais faire des recherches et m'armer d'informations. L'avis est génial aussi… .merci d'avoir partagé ça. Cela ressemble également à un vaccin contre ce virus. Programme de dépopulation et ça devient effrayant au-delà des mots maintenant. Restez en sécurité tout le monde… Dieu vous bénisse. Désolé pour la réponse très tardive… Je ne suis pas ici depuis un moment.

20 avril 2020 à 11h55 # 75767

prunellier.
Participant

Le tribunal de common law a une autorité légale, mais le problème auquel nous sommes confrontés est le gouvernement criminel illégal de facto et le pouvoir judiciaire est soutenu par une gendarmerie corrompue et défaillante.

Il devient de plus en plus évident que les gens sont considérés comme les esclaves de l'État tyrannique et les traîtres qui ont pris autorité sur les personnes qui les emploient.

Les seuls droits que nous avons sont ceux que nous pouvons affirmer pour nous-mêmes, ce qui signifie que nous devons être unis et faire respecter nos droits. Suivre le processus et

mettre de l'ordre dans la paperasse des tribunaux de common law n'est qu'une partie de l'action que nous pouvons tous prendre, son application nécessite le soutien de la communauté au sens large.

Les criminels se faisant passer pour des juges savent très bien qu'ils agissent illégalement et que les documents judiciaires de common law sont des documents légaux.

Le fait est qu'il n'y a pas de tribunaux légitimes dans ce pays, ce sont des tribunaux administratifs. Nous n'avons pas de monarque légitime, car QEII a enfreint son serment et son couronnement était invalide pour de nombreux motifs. En conséquence, nous n'avons aucun gouvernement ou système juridique légal. Le gouvernement, les tribunaux et la police n'ont aucune autorité légale puisqu'ils prêtent serment à une reine illégitime.

Lors de cette cérémonie de couronnement, Elizabeth a signé un contrat contraignant, devant Dieu et le peuple britannique, qu'elle ferait de son mieux pour maintenir les lois de Dieu. Elle jura solennellement de le faire, la main posée sur la Bible du Souverain, avant d'embrasser la Bible et de signer le contrat. La loi de Dieu, trouvée dans les cinq premiers livres de la Bible, la législation créée par l'homme est strictement interdite.

Archevêque. Promettez-vous solennellement et jurerez-vous de gouverner les peuples du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Canada, d'Australie, de Nouvelle-Zélande, de l'Union sud-africaine, du Pakistan et de Ceylan, ainsi que de vos possessions et des autres territoires à l'un des appartenant ou appartenant, selon leurs lois et coutumes respectives?

Reine. Je promets solennellement de le faire.

Nous sommes dans une juridiction de droit commun et la Magna Carta 1215 est le document principal sur lequel notre constitution est fondée. Cela montre clairement qu'un jury composé de vos pairs est nécessaire pour rendre un jugement contre vous. Pour qu'un tribunal se conforme à nos lois, coutumes et constitution, il doit être un tribunal de jure, où le jury a le pouvoir d'annuler. C’est l’équilibre le plus important dans notre processus de justice, car il empêche les monarques tyranniques ou leurs agents de persécuter illégalement des individus. Le tribunal de common law est le seul moyen d'accéder à un tribunal de droit dans notre pays. Les membres du jury dans le système judiciaire normal ne sont pas de jure car les membres du jury ne sont pas informés de leur pouvoir d'annulation et les juges dirigent le jury malgré le fait qu'ils n'ont aucune compétence ou autorité légale.

Vous pouvez utiliser les documents de droit commun pour présenter à toute personne qui tente de violer vos droits divins ou les droits de vos enfants. S'ils n'acceptent pas l'autorité de ces documents, le fardeau de la preuve incombe à eux, et toute action qu'ils prennent qui contrevient à ces droits est un crime en common law. C'est aussi une question de conscience car ils seront finalement jugés par leur créateur. Le problème est que peu de gens semblent avoir une conscience ou du respect pour leur créateur ces jours-ci, semble-t-il. S'ils le faisaient, ils ne seraient pas aussi disposés à commettre des crimes contre leurs semblables.

Plus nous serons prêts à défendre nos droits et les droits de nos voisins, plus il leur sera difficile de nous ignorer ainsi que les lois et coutumes de nos terres.

Je crains que cette réponse ne soit probablement pas très utile en ce qui concerne votre question / vos préoccupations, mais c'est la réalité de la situation à laquelle nous sommes malheureusement confrontés. Autant que je sache, il n'y a pas d'autre processus légal à notre disposition, ou du moins pas de procédure pacifique.

Je ne suis pas sûr que la mise en œuvre d'un processus de vaccination obligatoire soit facile pour eux à mettre en œuvre sans rencontrer de résistance. C'est à nous tous de vivre nos convictions en bonne conscience.

Et n'oubliez pas que l'article 61 de la MC 1215 est en plein effet ! Nous avons une excuse légitime pour résister à tout agent du gouvernement, et nous sommes obligés de défendre notre nation et sa constitution contre tous les traîtres et actes de trahison.

- Redevance ordre de paiement / taxe d'habitation

18 août 2019 à 19h05 # 40467

Stephen Patrick Whitelock
Participant

Salut, je suis un parent célibataire qui travaille et cherche des conseils sur mon prochain déménagement et sur la façon de gérer la fraude et la tromperie qui sont dirigées contre moi et ma fille de 12 ans.
En bref, l'année dernière, nous nous sommes retrouvés dans de graves difficultés financières, en raison du crédit universel et des heures de travail réduites, etc.
Nous avons pris du retard avec notre taxe d'habitation parce que nous avions à peine assez d'argent pour vivre. Comme d'habitude, les menaces du conseil des Highlands ont commencé à se manifester rapidement, même si je tentais d'effectuer des paiements sur la facture lorsque je le pouvais.
Un homme de Scott and Co s'est encore présenté à ma porte et je lui ai montré que je faisais à nouveau des paiements réguliers, il m'a dit qu'il ne servait à rien de me harceler pour de l'argent et de ne pas s'inquiéter, il suffit de suivre les paiements, ce que je a fait.
Quelques semaines plus tard, j'ai reçu une lettre de Scot and Co au nom du Highland Council disant qu'un mandat sommaire avait été émis contre moi et exigeant le paiement intégral de tous les arriérés et frais de justice et des charges en plus.
Je pensais que tout cela me semblait un peu louche, alors j'ai décidé d'aller au tribunal du shérif et de jeter un coup d'œil au mandat pour moi-même, et devinez quoi ?? ……. tribunal de police.
J'ai informé le Highland Council de ce que j'avais découvert, j'ai demandé une copie du mandat sommaire mais ils ne l'avaient pas, Scott et Cie avaient le mandat. J'ai demandé une copie du mandat à Scot and Co, et ils ont refusé catégoriquement de me le laisser voir. J'ai informé le conseil que j'avais le droit de voir le mandat et que je soupçonnais qu'une fraude était en train d'être commise ... Tous les frais de justice et les accusations ont immédiatement disparu comme une bouffée de fumée dans le vent, et j'ai été autorisé à faire un échéancier de paiement avec Scott and Co de 5 £ par semaine sans qu'aucune autre mesure ne soit prise… c'était bien!
Cette année, après quelques recherches et réclamant mon statut d'homme vivant, j'ai décidé de

résister à la fraude et j'ai renvoyé toutes les lettres du Conseil, adressées à ma fiction juridique, sans les avoir ouvertes. Je n'ai jeté les yeux sur aucun projet de loi sur la taxe d'habitation pour cette période d'années.
HIER… .J'ai reçu des frais de paiement de mandat-poste en vertu de deux mandats sommaires au nom de Sa Majesté mis à ma porte par l'officier du shérif local / Scott and Co., un mandat pour l'année dernière et un mandat pour cette année.
Ce document est tellement frauduleux qu'il étouffe la croyance!
AUJOURD'HUI… .. Je suis allé au tribunal du shérif …… ils n'avaient aucun dossier sur les mandats sommaires contre moi.
Je suis allé au bureau de Scott and Co, l'officier du shérif n'était pas disponible, il n'y avait cependant pas de mandats sommaires et aucune trace de ceux-ci.
Je suis allé aux bureaux principaux du Highland Council avec mon document et j'ai demandé à voir une copie des mandats sommaires.
Cela a conduit à une réunion à l'intérieur des bâtiments du conseil, de moi-même, d'une femme qui travaille dans la récupération, de son manager et finalement du patron des managers.
On m'a dit qu'ils avaient les mandats, mais j'ai dû attendre qu'ils soient extraits des archives avant de pouvoir les voir.
Ils ont admis que la raison pour laquelle il n'y avait pas de registres des mandats était parce qu'ils avaient été signés par le shérif et remis directement au Conseil. Quand j'ai posé des questions, ils m'ont dit que c'était tout à fait légal.
Je leur ai demandé de voir une copie de mon contrat avec eux, ils ont dit qu'ils n'avaient pas besoin d'un contrat.
Ils ont refusé de m'accepter comme un homme vivant et m'ont dit que je suis ma fiction juridique Qui leur doit de l'argent.
Ils m'ont dit qu'ils allaient de l'avant avec une action contre moi quoi qu'il arrive… .arrestation de compte bancaire, salaire et vente aux enchères de mes biens, etc.J'ai
fait remarquer qu'ils agissaient illégalement, ils ont souligné qu'ils avaient une législation qui les couvre et les donne ces pouvoirs. J'ai souligné qu'une loi du Parlement n'est pas une loi et n'est exécutoire que par consentement. Ils ont alors dit que je devais obtenir des conseils juridiques, et que j'avais le droit de les traduire en justice, qu'ils avaient traité des centaines de cas, en disant exactement la même chose que moi… et ces affaires contre eux ne gagnent JAMAIS!
Je retourne donc au conseil lundi pour lire les mandats sommaires contre moi.
Quelqu'un a-t-il des conseils sur ce que je devrais faire ensuite?

24 août 2019 à 13h50 # 41432

Stephen Patrick Whitelock
Participant

Bonjour,
j'ai maintenant vu les prétendus mandats sommaires contre moi, et pour être honnête, même à mon œil non averti, ils sont très suspects.
Pour commencer, je n'ai reçu que des copies et je n'ai pas été autorisé à voir les originaux. La raison était qu'il y avait des informations sensibles sur eux que je n'avais pas le droit de voir ??
Il me semble maintenant qu'ils peuvent faire tout ce qu'ils veulent sur mon compte bancaire,

mon salaire, mes biens, sans même que j'aille au tribunal. Est-ce correct? Ils parlent de me signifier des avis avant l'étape du mandat sommaire, mais c'est simplement un mensonge.
Je pense que je suis un peu au-dessus de ma tête ici, y a-t-il quelque chose que je puisse faire pour arrêter cette fraude et ce vol?

9 octobre 2019 à 9h37 # 46394

Jean Naismith
Participant

Les conseils impriment leurs propres mandats et convocations. Cela fait partie de la fraude contre l'homme vivant et la femme vivante, tout travail de papier que je reçois est renvoyé avec une étiquette d'adresse couvrant le titre juridique de la fiction. Ecrire à l'encre bleue Destinataire non reconnu Retourner à l'expéditeur Pas de contrat.

Tant que vous ne consentez pas à la fiction juridique qui est en majuscules, ils ne peuvent pas accéder à votre compte bancaire, ils utilisent des menaces pour intimider.

Tous les documents du parc Stirling, je les retourne avec ce qui précède, demande une signature à l'encre humide et un sceau de couronne du magistrat lorsqu'ils émettent leurs faux mandats, demandez-leur de vous montrer l'homme ou la femme en chair et en os appelé le conseil pour confirmer que vous devez une dette.

Ne consentez jamais à votre nom et à votre adresse, alors ils ont rejoint.

Jean: la femme vivante chair et sang de la famille teese

20 avril 2020 à 11h29 # 47427

Stephen Patrick Whitelock
Participant

Salut Jean,

Puis-je commencer par vous remercier d'avoir pris le temps de répondre, et j'aimerais vous parler de mon expérience jusqu'à présent. C'est pour le moins très intéressant !

Premièrement, je ne suis pas sur la liste électorale et je ne l'ai pas été depuis plus de deux ans maintenant, et pourtant je reçois toujours des cartes de vote à ma porte…… étrange!

J'ai renvoyé toutes les lettres au conseil comme vous l'avez décrit, et je leur ai même écrit pour leur exposer ma position en tant qu'homme vivant, en tant qu'homme et non en tant que fiction. Je leur ai dit que je retenais la taxe d'habitation jusqu'à ce que je voie une preuve de contrat et que je sache ce que je payais. Je crois que même en vertu de la loi statutaire, la taxe d'habitation peut être retenue si les payeurs ne sont pas satisfaits.

Une enveloppe écrite à la main et adressée à l'homme vivant et non à la fiction, a été remise en main propre dans ma boîte aux lettres. À l'intérieur, il y avait des frais de paiement de l'officier du shérif local, au nom de sa majesté, pour deux ans de taxe d'habitation. La chose intéressante à ce sujet est qu'ils ont adressé l'enveloppe à l'homme vivant, mais à l'intérieur des documents se trouvaient la fiction juridique et l'entité morte. De plus, toutes les signatures et noms sur les documents étaient si petits qu'ils ne pouvaient pas être lus ?? J'ai fait une copie et ensuite renvoyé les frais pour l'ordre de paiement directement au bureau des officiers du shérif avec la note que le destinataire n'est pas reconnu.

Ensuite, je suis allé au siège du Conseil et j'ai demandé à voir les mandats sommaires, j'ai finalement vu des copies, ils étaient douteux, pas de surprise là-bas. J'ai ensuite remis au conseil mon certificat de naissance de common law, la propriété de la fiction juridique et l'annulation de l'ordonnance du tribunal fiscal du conseil. Également imprimé la preuve que le Highland Council est une société / société enregistrée.

Maintenant, je reçois des lettres de quelque chose qui s'appelle le palais de justice du Highland Council à Nairn, qui est à quatorze miles de là,
je renvoie ces lettres non ouvertes également avec un destinataire non reconnu. Je pense qu'ils vont maintenant arrêter / voler mon salaire ou mon compte bancaire via cette méthode malgré tout. Les officiers du shérif de Scott & Co ont également augmenté les lettres, que je renvoie, et je leur ai demandé également de fournir des preuves de toute dette due comme vous l'avez décrit.

Tout ce que je peux dire, c'est que bien qu'ils n'aient aucun consentement sous quelque forme que ce soit, ils sont déterminés à aller de l'avant malgré tout.

Nous verrons ?

Merci encore,

Salutations

Stephen

- DWP Persécution des handicapés et des chômeurs

18 août 2019 à 19h07 # 39955

Michael Colin Trussler
Participant

Je suis handicapé avec une maladie auto-immune, diagnostiquée avec une polyarthrite rhumatoïde chronique et une spondylarthrite ankylosante (inflammation de la colonne vertébrale).
Depuis que je suis devenu invalide en 2012, j'ai dû survivre grâce à l'ESA et à l'allocation logement. Jusqu'en 2018, j'étais dans le groupe de soutien et j'étais sur le point de faire face à la misère dont je suis censé vivre.

Au printemps 2017 vers mai, j'ai reçu un formulaire ESA50 par le CHDA (Center for Health Disabilities Assessments).
le 7 novembre 2017, j'ai été obligé d'assister à ma première «évaluation des capacités de travail». le 4 au 5 janvier 2018,
j'ai été informé que j'étais jugé apte au travail et j'ai immédiatement mis JSA. le 8 janvier 2018, j'ai procédé à un réexamen obligatoire pour contester la décision prise par le premier décideur. En août 2018, j'ai remporté mon réexamen manadatoire et j'ai été indemnisé pour 7 mois de difficultés financières extrêmes qui ont déclenché une nouvelle condition, de l'anxiété et de la dépression grâce à la manière cruelle et vindicative que j'ai été traitée par le DWP et Maximus.

Un an plus tard, j'ai été informé que je devais assister à une autre évaluation sanglante en août / septembre de cette année.Non seulement je devrais voyager près de 25 milles jusqu'au centre d'évaluation de Fareham Hampshire depuis mon domicile près de Chichester dans le West Sussex, mais Je devrai payer mon propre voyage le jour même, puis réclamer le remboursement!

Outre l'injustice écœurante envers les personnes dans ma position, cela viole mes droits en vertu de la loi sur les droits de l'homme.

Je veux tenir ces personnes responsables des souffrances qu'elles m'ont causées.

Comment puis-je utiliser la common law pour demander un recours et une réparation pour les préjudices et les pertes, comment demander des dommages-intérêts financiers?

Si quelqu'un peut offrir de l'aide à ce sujet, je vous en serais reconnaissant.

9 octobre 2019 à 9h34 # 44403

Vincent Clark
Participant

Je ne suis pas un expert en droit par n'importe quel effort d'imagination et je ne prétends pas l'être, mais les tribunaux de common law offrent un recours. Vous ne pouvez pas empêcher «l'État» de faire ce qu'il veut ... mais vous pouvez convoquer un tribunal de common law pour poursuivre le décideur / juge d'appel pour les crimes qu'il commettra contre vous, vous causant des pertes, des préjudices et des blessures, tels que; personnalisation, subrogation, incitation, coercition criminelle, etc.

C'est ta cour ☺

J'espère que cela t'aides.

- Apprenez à syntaxer vos documents et voyez-les Exécutés !

5 septembre 2019 à 20h57 # 42666

guitarman.tj@yandex.com
Participant

Toute cette planète est gérée par des contrats. MAIS la plupart d'entre eux sont NULLES !!!

https://www.youtube.com/watch?v=NewpmBZlVo8

Le lien ci-dessus vous mènera à une présentation du juge fédéral des postes: David-Wynn: Miller. utilisant une technologie de CORRECT-PHASE-STRUCTURES-COMMUNICATION-PARSE-SYNTAX-GRAMMAR-PERFORMANCE = (C.-S.-S.-C.-P.-S.-G.-P.) Correct-Sentance-Structure -Parse-Syntaxe-Grammaire. Ce qui explique comment TOUS les contrats / documents sont des fraudes parce qu'ils ne sont pas écrits en Correct-Sentance-Structure-Parse-Syntaxs-Grammar, rendant ainsi les ordonnances du tribunal des juges et autres contrats / documents nuls. Le lien vous amène à une vidéo de six heures sept minutes… Ça vaut vraiment le coup de regarder et comment vous pouvez gagner en utilisant cette technologie de Correct-Sentance-Structure-Parse-Syntax-Grammar.

Ce lien http://www.dwmlc.com/ vous amène à son site Web où il y a des documents / modèles / formulaires de réclamation de la vie en direct / informations sur les vidéos d'enseignement, etc. Jetez un œil, vous ne le regretterez pas.

9 octobre 2019 à 9h33 # 44398

Vincent Clark
Participant

Merci pour le message Terry. J'ai suivi Mark Christopher sur YouTube et je n'ai jamais eu l'occasion de regarder les vidéos de David, mais je le ferai maintenant.

20 avril 2020 à 11h46 # 59337

Seigneur. (Monawer) FAROOQ
Participant

Semble un peu OTT.

- Est-il possible d'inculper une agence gouvernementale ?

20 avril 2020 à 10h57 # 45754

Brian John Hall
Participant

Si un homme vivant a été maltraité par une agence gouvernementale, cette agence peut-elle être inculpée avec succès pour ses mauvaises actions?

Comment cela se ferait-il?

• Jobcentre plus ltd ? Dissous ?

20 avril 2020 à 10h56 # 44420

Vincent Clark
Participant

Salut tout le monde,

J'étais juste en train de flâner et je suis tombé sur une entreprise appelée `` Jobcentre Plus Ltd " enregistrée à Companies House le 31/7/2014 et dissoute le 03/08/2016 (https://beta.companieshouse.gov.uk/company/09154764). Je suis presque sûr que vous ne seriez pas autorisé à enregistrer une société LTD avec le même nom qu'un département gouvernemental …… alors quelqu'un peut-il expliquer cela?

Merci d'avance

Vince

• Publicité du tribunal de common law.

20 avril 2020 à 10h55 # 44309

Keith Jones
Participant

Peut-être que le tribunal de common law devrait économiser une partie de son financement pour faire de la publicité à la télévision qui, je sais, coûte environ 5 livres sterling juste pour une annonce de 30 secondes, mais pour sensibiliser davantage les gens au tribunal de common law et à ses avantages pour les gens, cela pourrait être bien vaut le coup de le faire.

• Désenregistrer le véhicule de DVLA

29 mars 2019 à 12h51 # 20643

sm de la famille c
Participant

Salut à tous, quelqu'un a-t-il des conseils, ou quelqu'un a-t-il désenregistré son véhicule de DVLA avec succès?

25 juin 2019 à 13h48 # 26251

ak de la famille b
Participant

j'ai transféré ma voiture, j'ai reçu une lettre de DVLA une fois que ma voiture était sans mot pendant 3 mois, puis ils ont arrêté ma taxe, ont été suivis par la police pendant ces 3 mois, 3 fois, mais ne se sont jamais arrêtés, mais aucun problème, survient en voiture privée

11 août 2019 à 19h09 # 38722

Sean McGawley
Participant

Merci pour l'info.

Ils ont annulé ma taxe et m'ont ensuite serré contre moi. J'ai l'avis CLC sur ma voiture et je leur ai donné 1 heure pour l'enlever. Ils ne l'ont pas fait, alors je l'ai enlevé.

Dois-je écrire une lettre pour dire que je prends possession de ma voiture. Est-ce trois un modèle n'importe où.

Merci.

16 août 2019 à 10h04 # 40165

guitarman.tj@yandex.com
Participant

N'oubliez pas de leur facturer le retrait de la pince et votre temps, mais assurez-vous de ne pas l'endommager ou ils pourraient essayer de réclamer que vous l'avez endommagé et de réclamer des dommages-intérêts criminels. Prenez toujours une photo de celui-ci avant et après le retrait. Avec un témoin (si possible) debout à côté, (preuve matérielle).

18 août 2019 à 18h48 # 40771

Sean McGawley
Participant

Merci Terry, je l'ai fait, j'ai dû casser la serrure mais sinon c'était bien. J'enregistre tout et je veux dire tout. J'ai également l'avis CCL sur ma voiture et je leur facturerai 1000 £ supplémentaires.

13 septembre 2019 à 15h55 # 42042

Clifford Lee Moore
Participant

Veuillez donner des détails ou des liens sur ce que signifie ce transfert et comment il est effectué merci beaucoup

20 avril 2020 à 11h25 # 46978

Keith Jones
Participant

Beaucoup plus d'informations sont nécessaires sur la façon de prendre possession des voitures, le processus de désenregistrement, la taxe routière, etc., le plus gros problème auquel le tribunal de common law est confronté est d'obtenir toutes les informations pertinentes et le forum du tribunal de common law semble échouer. à cet égard, les forums ont besoin de plus de modérateurs et de personnes ou d'endroits pour obtenir ces informations, une campagne de publicité pour le tribunal de common law est nécessaire pour attirer plus de personnes pour le soutenir, faire un don, etc. le tribunal de common law pourrait-il faire l'effort de faire ces choses? la survie du tribunal de common law est extrêmement importante.Si cela ne se produit pas, nous sommes tous confrontés à être balayés sous le tapis, ignorés et TOUS nos droits étant supprimés à jamais, nous devons nous attaquer à ce problème maintenant pendant qu'il est encore temps.

20 avril 2020 à 11h35 # 50452

Karl Farr
Participant

Je viens de revendiquer la propriété de ma voiture et j'ai sélectionné `` J'ai besoin de nouvelles plaques d'immatriculation de droit commun '', dois-je maintenant retirer mes plaques DVLA de ma voiture et les informer de la nouvelle propriété? J'essaye de comprendre comment cela fonctionne. Je suppose que ma voiture ne relève pas de la juridiction de droit commun tant que les plaques appartenant à la DVLA ne sont pas retournées?

20 avril 2020 à 11h38 # 50935

Karl Farr
Participant

J'ai une question.
Pourquoi immatriculons-nous nos voitures en tant que «véhicules à moteur» si nous décrivons nos voitures comme des automobiles dans le seul but que la route a des règles pour les «véhicules à moteur». S'identifier comme un véhicule à moteur nous empêche sûrement d'utiliser l'échappatoire?

20 avril 2020 à 11h40 # 52381

Nadine McKenzie
Participant

Quelqu'un a-t-il reçu des pénalités pour aucune taxe ou CT depuis la désinscription de son véhicule de la DVLA

20 avril 2020 à 11h47 # 61521

Brian Francis McCarrick
Participant

Ma voiture est-elle ENREGISTRÉE PAR DVLA LORSQUE JE LA DÉPLACE AU CLC

- Plaque d'immatriculation CLC et assurance

24 août 2019 à 13h51 # 41338

L'homme d'étain
Participant

Bonjour les gens. Je viens de trouver le forum de la communauté, alors je poste une question concernant la plaque d'immatriculation clc et la couverture de la propriété sous assurance. Quelqu'un qui a une voiture plaquée CLC a-t-il réussi à couvrir sa responsabilité? Je présume qu'il s'agirait d'une assurance responsabilité civile pour les réclamations de tiers.

J'espère que la plaque clc ne sera pas signalée avec ANPR car ce n'est pas un reg reconnu avec DVLA ou MIB, un peu comme l'exportation de la voiture. Je suis prêt (sous la contrainte) à assurer la voiture par une assurance automobile, si cela est absolument nécessaire (bien que j'aie envoyé 2 billets à ordre au procureur général pour 500000 £, donc exemptés en vertu de l'article 144 de la RTA 1988 (les tribunaux ont ignoré ce fait)). L'assurance NATIONAL signifie exactement cela. Aucune assurance requise pour un cheval ou un vélo et toutes les réclamations sont réglées lors de l'acceptation des dommages et réglées par le numéro NI (si vous ne le saviez pas) dans toutes les réclamations vérifiées par des tiers.

J'envisage de renvoyer les plaques DVLA à DVLA et d'annuler tout contrat implicite et d'envoyer une preuve de propriété, ou
encore d'envisager de réserver la voiture pour une inspection avec le constructeur automobile et de lui faire vérifier que la voiture est une voiture, pas des produits légers et demander à DLVA de rectifier ses dossiers à caractère privé uniquement et de mettre les détails d'une fiducie privée pour un détenteur enregistré.

Tout avis sera le bienvenu. Allez les gens, nous devons faire ces changements et arrêter de financer la bête.

13 septembre 2019 à 15h52 # 41849

Keith Jones
Participant

Tin Man, C'est un sujet qui m'intéresse beaucoup car c'est quelque chose que je veux faire, malheureusement il semble que ce site ait très peu d'utilisateurs actifs, aussi le fonctionnement du forum de la communauté est très lent, il y a très peu de réponses aux messages où les gens ont besoin de ces informations précieuses, je pense que le tribunal de common law a besoin d'une campagne de recrutement pour attirer des gens ici qui ont le temps libre de rendre la gestion du site plus conviviale et plus réactive qu'elle ne l'a fait été récemment.

20 avril 2020 à 11h39 # 51358

Philip Eric Rock Rock
Participant

Keith Jones, je suis entièrement d'accord avec vous pour dire que nous avons besoin de plus d'aide et de conseils et de plus de personnes pour aider et améliorer les temps de réponse. Cependant, les quelques mots suivants, tels que pratiqués par un Ian bien connu, sont: «Votre

déménagement».
J'aurais aimé pouvoir consacrer mon temps et devenir plus informé, mais le fait est que quiconque le fait doit croire à la common law ou plutôt ne pas croire en la malhonnêteté et essayer de dire que nous n'avons pas de constitution écrite.
En d'autres termes, je soupçonne qu'une simple campagne de recrutement n'est pas simple.

20 avril 2020 à 11h42 # 54600

Anonyme
Inactif

Salut! Je suis également très intéressé par ce sujet. S'il vous plaît, qui que vous ayez fait cela avec une plaque d'immatriculation CLC, partagez votre expérience. Merci!

20 avril 2020 à 11h43 # 54602

K Bevan
Participant

Ce n'est pas seulement la plaque d'immatriculation, il y a aussi le numéro VIN et le numéro de moteur. L'
envoi de la plaque d'immatriculation ne renonce pas à leur propriété.

Les plaques d'immatriculation indiquent uniquement la vente le lieu et l'année rien à voir avec la propriété.
Recherchez la définition de `` véhicule '' et pourquoi avez-vous besoin d'un `` permis d'accise de véhicule '' mieux connu sous le nom de taxe de circulation avant de partir sur la route, entre autres implications juridiques et commerciales

Si nous devons supprimer le NIV et le numéro de moteur, nous pourrions examiner s'il existe un moyen d'obtenir une déclaration d'origine du fabricant (MSO) comme vous le faites lors de la construction d'une moto personnalisée à l'aide d'un cadre et d'un moteur personnalisés.

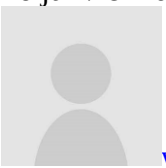
Il y a des gens sur le site qui n'ont aucune idée de tous les aspects juridiques et des implications de la prise de vos plaques d'immatriculation abandonnant le contrôle technique et l'assurance pensant qu'ils font la bonne chose en vertu de la common law et ne devraient pas être encouragés jusqu'à ce que nous ayons un système approprié et infaillible. de la paperasse qui couvre tout.

Je pense aussi personnellement que toutes les questions relatives à la conduite dans votre propre moyen de transport privé tel que défini par la common law en toute sécurité et sans menace d'ingérence de l'État sous leurs diverses formes soient actuellement ab ini to.

Chapeau à vous d'avoir essayé et d'être un pilote d'essai, vous pourriez peut-être essayer de construire votre propre moyen de transport privé et le placer dans une fiducie.

- Extorsion du Bureau de planification du Conseil

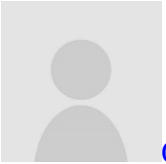
26 janvier 2019 à 4h58 # 14801



walter33rt@yahoo.co.uk
Participant

Je vis dans une zone industrielle où au moins 8 personnes utilisent des unités industrielles comme habitations et comme lieux de travail. Cela a offensé les planificateurs locaux, car ils facturent actuellement à quiconque souhaite convertir des bureaux en appartements 15 000 £ par unité (extorsion flagrante). Ils ont maintenant une purge pour essayer d'extorquer de grosses liasses d'argent aux propriétaires ou de nous expulser tous. Nous sommes tous à jour avec les loyers, ne causons aucun problème et n'avons jamais eu de plaintes. Je les ai vus quand ils sont venus se faufiler en refusant de donner mon nom et en expliquant que les statuts ne sont pas simplement des contrats. Cela a clairement mis leur cerveau à rude épreuve et ils se sont retirés après diverses menaces. Plus tard, leur principal parasite m'a écrit et je l'ai simplement renvoyé «Pas de contrat». Maintenant, ils écrivent aux propriétaires les menaçant car ils ne nous ont fait aucune impression.J'espère persuader les propriétaires de réécrire avec des acceptations conditionnelles. L'essentiel est qu'ils feront ce que le conseil veut s'ils peuvent dire quand les propriétaires et les locataires ont consenti à un contrat avec le conseil et s'ils (le conseil) avaient un affidavit sous serment de quiconque disant que nous vivons là où ils ont dit que nous vivons. Personnellement, je ne peux pas imaginer quiconque jurerait cela sous l'entière responsabilité et sous peine de parjure. Quoi qu'il en soit, je me tiendrai au courant des dernières informations (à moins que je ne sois entraîné dans un donjon où ils placent des gens qui ne prennent pas de conneries).Personnellement, je ne peux pas imaginer quiconque jurerait cela sous l'entière responsabilité et sous peine de parjure. Quoi qu'il en soit, je me tiendrai au courant des dernières informations (à moins que je ne sois entraîné dans un donjon où ils placent des gens qui ne prennent pas de conneries).Personnellement, je ne peux pas imaginer quiconque jurerait cela sous l'entière responsabilité et sous peine de parjure. Quoi qu'il en soit, je me tiendrai au courant des dernières informations (à moins que je ne sois entraîné dans un donjon où ils placent des gens qui ne prennent pas de conneries).

24 août 2019 à 13h49 # 41347



Graham Prestney
Participant

Merci. Je suis nouveau ici, nous avons besoin de l'encouragement, du soutien et de l'apprentissage les uns des autres, car certains d'entre nous ne sont que de simples gens, nous devons savoir que nous pouvons nous replier les uns sur les autres dans cette bataille avec les géants / sociétés. Je ne peux / nous ne pouvons pas aller au combat seuls. Unir nos forces et apprendre autant que nous le pouvons est impératif, mais nous devons savoir que nous pouvons trouver du soutien. Je crois que des fissures se forment dans le barrage. C'est juste une question de temps.

- Audience du tribunal de première instance pour drogue de classe B et négligence

25 juin 2019 à 20h05 # 34158

Paul Knott
Participant

Salut à tous, le 29 mai, mon partenaire et moi avons été illégalement arrêtés après être entrés de force dans notre maison par la police. Pendant que nous étions en détention, ils ont enlevé notre fille, ignorant délibérément nos droits et ses droits en vertu de la common law et nous ne l'avons toujours pas vue. Nous pourrions avoir besoin d'un peu d'aide pour la ramener à la maison. Nous devons nous présenter au tribunal de première instance pour des accusations de négligence et de culture de cannabis le 2/7/19 à 9h15 (salle 2) et serions heureux de recevoir de l'aide et des conseils à ce sujet. Aussi pour éviter d'être traîné au tribunal (audience administrative), nous avons besoin d'un certain nombre de témoins le jour même si quelqu'un pouvait être présent, nous aimerions également entendre toute personne qui a vécu des expériences similaires.
Merci: Paul.

30 juin 2019 à 15h37 # 35075

David Robinson
Participant

Salut Paul… désolé de lire vos problèmes.

Je peux seulement dire ce que je ferais dans votre situation, mais c'est difficile car ils ont kidnappé votre fille. J'espère qu'elle a été ramenée en toute sécurité maintenant?

Alors que tous les tribunaux sont maintenant entre des mains privées, fonctionnant à but lucratif dans le domaine des entreprises, tout en utilisant autre chose que la loi de notre pays, j'accepterais sous condition l'assignation sur la preuve que la trahison n'est pas commise et, qu'ils sont un tribunal de la loi et non la trahison.

Le dossier de preuve de la trahison (et il y a beaucoup plus de preuves également) s'appelle FCO 30/1048 qui est dans le domaine public. J'ai pris les tribunaux de Yeovil pour des accusations de culture de cannabis, j'ai exigé qu'ils me montrent la loi qui interdit la culture, l'utilisation, la distribution de cannabis… .il n'y a pas de loi contre elle seulement les règles de trahison des entreprises.

J'ai publié le processus que j'ai fait à l'époque, avec une procuration pour l'ami qui a été arrêté pour avoir cultivé plus de 30 plantes dans le guide des profanes sur la rébellion légale, qui peut être vu sur le site Web Denounce the Deception ou dans les fichiers du groupe Fakebook 'Pratique Dissidence légale '

Le résultat final a été que les traîtres au sein du CPS ont abandonné les accusations en raison du manque de preuves… .J'ai également utilisé la trahison dans la série d'avis BTW. Si vous n'avez toujours pas récupéré votre fille, il pourrait être plus risqué de les affronter avec trahison, ils n'aiment pas être confrontés aux faits prouvés et, ils peuvent faire très peu mais vous ignorer ou risquer de commettre une sédition en niant. la preuve.

J'étais (et je suis toujours) sous le coup de l'invocation de l'article 61 de la Magna Carta 1215, qui nous fournit à tous une excuse légitime pour ne pas se conformer à quoi que ce soit de la Couronne et de ses institutions. L'Artile 61 a été invoqué selon les protocoles corrects de la constitution de common law le 23 mars 2001 (seulement rapporté dans le Daily Mail et le Telegraph), il ne peut être nié sans commettre au moins la sédition.

J'espère que vous obtiendrez quelque chose de ce post, même si vous n'utilisez pas les informations fournies.

Cordialement David.

4 juillet 2019 à 22h35 # 35709

Paul Knott
Participant

salut david merci pour l'info. à propos de ma fille quand elle a été kidnappée, elle a été emmenée chez elle en raison de ce que la police dit à propos de mon partenaire et de moi qui l'empêchait de rentrer à la maison si vous pouviez aider avec des informations sur la façon de la récupérer serait utile paperasse et comment la récupérer aucune aide de la police là-bas en partie merci encore pour info paul

25 juillet 2019 à 8h19 # 37607

David Robinson
Participant

Je Paul, vous êtes les bienvenus à l'information, je sais que la paperasse peut être difficile à comprendre, ce qu'il faut signifier et comment rédiger des avis et / ou des affidavits, etc. cause, et si vous êtes de Facebook, vous pouvez toujours jeter un œil à la paperasse que les membres de mon groupe utilisent pour se défendre contre le régime… .le groupe s'appelle Practical Lawful Dissent. Il existe également un site Web auquel notre groupe est affilié, appelé «Dénoncer la tromperie», qui contiendra «Le guide du profane sur la rébellion légale» qui contient quelques exemples de la paperasse que nous utilisons.

Je suis content que votre fille soit au moins avec un membre de la famille…. Je ne peux que supposer que vous ne vous entendez pas avec sa nan. Au moins, elle n'est pas sous la soi-disant protection des SS. Je ne sais pas ce que je ferais des allégations de la police. Ils devraient avoir des preuves de leurs allégations pour être légitimes, bien sûr. Je peux leur

signifier un avis exigeant que la preuve des allégations soit fournie afin que vous puissiez les contrer.

Personne en vérité n'a aucune autorité sur vous et votre enfant à moins qu'il n'y ait des preuves claires de maltraitance de l'enfant… et s'il y en avait, vous seriez probablement en prison ou autre. Si c'était moi dans votre situation, je me concentrerais sur la police comme dit. Je refuserais à la police toute autorité puisqu'elle n'a certainement aucune autorité légale tout en aidant et encourageant le régime de trahison comme dit précédemment ... Il peut être préférable dans votre cas d'écrire une déclaration de vérité mettant tous les faits en son sein sous peine de parjure et sur votre entière responsabilité commerciale… un tel document doit être rien d'autre que la vérité et avoir des preuves des faits lorsque cela est possible. Si vous poursuivez la police en ce qui concerne la trahison, elle vous ignorera très probablement, donc dans votre cas, je ne vous conseillerais pas de le faire au début de toute façon.

J'espère que ce message a été d'une certaine utilité ...

Cordialement David.

- Faire venir un conseiller au tribunal pour vous présenter ?

27 décembre 2018 à 22h18 # 11912

audioaddictmark@me.com
Participant

Je me souviens vaguement avoir lu quelque part qu'un homme se présentant à un tribunal de la Couronne ne peut se voir refuser le droit d'amener un conseiller et un sténographe dans la salle d'audience. Je ne peux pas déplacer ces informations. Est-ce que quelqu'un sait si cela est possible?

- Ce sujet a été modifié il y a 2 ans et 3 mois par audioaddictmark@me.com .

25 juin 2019 à 13h47 # 25522

Anthony John Upton
Participant

Oui, vous avez le droit d'avoir un ami McKenzie si vous agissez en tant que plaideur en personne, vous n'avez jamais entendu parler d'un sténographe aussi mais je l'aime bien, mais vous pouvez obtenir une transcription de l'audience comme cela devrait être enregistré.

https://en.wikipedia.org/wiki/McKenzie_friend

- Comment puis-je empêcher les agents de la haute cour (huissiers) de me menacer ?

15 mars 2019 à 00h50 # 19111

sm de la famille c
Participant

Salut, je continue d'être harcelé par ces soi-disant agents de la haute cour (huissiers de justice), me harcelant et me menaçant pour une facture d'eau datant de 2012.
Quelqu'un a-t-il eu des conseils sur la façon de traiter ces brutes?

Sincères amitiés

sm de la famille c

18 mars 2019 à 17h24 # 19449

Sean McGawley
Participant

Demandez-leur le contrat que vous avez signé avec la compagnie des eaux indiquant que vous avez accepté de les payer. Je doute qu'il y en ait un car ils vous envoient généralement un compte sur lequel payer.

18 mars 2019 à 17h24 # 19306

margo: tamm
Participant

Salut, d'abord cela devrait être expiré, car 3 ans est normalement expiré, revérifiez.
Trouvez-les sur la liste de Companies House, imprimez-la et exigez une copie du contrat, car ils traitent dans le commerce, dans les affaires, doivent être un contrat entre les parties, avec signature à l'encre humide . .flhr1-2.fna.fbcdn.net / v / t1.0-9 / 54257707_10157356605958463_5626067477386493952_n.jpg? _nc_cat = 108 & _nc_ht = scontent.flhr1-2.fna & oh = fcb309175fad244e1b35950 €
AVIS SUPPRESSION DU DROIT D'ACCÈS IMPLICITE.
Ce sera également une bonne chose, lorsque vous les facturez pour votre temps passé à rédiger l'avis, les frais, les frais d'une heure ect 500000,00 £, les frais pour le temps passé à rédiger l'avis 25000,00 £, etc. Envoyer par courrier enregistré, puis ils doivent payer des frais, comme l'avis reçu.
Et il en va de même pour le PDG de Water Company.

29 mars 2019 à 00h48 # 20641

sm de la famille c
Participant

Salut, merci pour vos conseils, j'ai rédigé quelques lettres à envoyer et j'ai collé un avis sur ma porte d'entrée.
Voyons ce qui se passe maintenant, je vais donner une mise à jour sur toute réponse que je reçois.
Encore merci à tous.

12 avril 2019 à 14h02 # 21611

Nicolette Mary Fowler
Participant

J'adore savoir comment tu t'es débrouillé ...

24 avril 2019 à 02h38 # 22808

Garey Reid
Participant

J'ai beaucoup de problèmes avec ces muppets et j'ai beaucoup d'expérience, leurs brefs de la haute cour sont émis par eux-mêmes! C'est tout faux, ne les laissez pas vous atteindre avec des menaces. Faites-moi savoir si vous avez besoin d'aide.

En vertu de la loi de 1970 sur l'administration de la justice, l'article 40 érige en infraction pénale le fait qu'un créancier ou un agent d'un créancier (souvent une agence de recouvrement de créances) fasse des demandes (d'argent) visant à provoquer `` l'alarme, la détresse ou l'humiliation, en raison de leur fréquence, de leur publicité ou de leur manière ».

20 avril 2020 à 11h29 # 47174

Anonyme
Inactif

Écrivez-leur et dites-leur que vous paierez toutes les demandes
de paiement / argent légitimes et vérifiées . les deux parties doivent, par une obligation de diligence, s'assurer que les réclamations

sont légitimes et vérifiées. (leur dire que vous allez payer élimine la controverse et signifie que
le «ne peut» pas aller devant les tribunaux.

Posez ensuite plusieurs questions auxquelles ils ne peuvent pas répondre:
Le nom de l'homme ou de la femme qui fait cette réclamation
Leur employé qui a une connaissance de première main de cette dette
leur employé qui a effectué une «due diligence dans leur entreprise et les résultats
leur disent de répondre par courrier enregistré, signature à l'encre humide et pleine responsabilité légale .. !!
Ils NE PEUVENT PAS vous répondre… !!

20 avril 2020 à 11h30 # 48837

Paul Chivers
Participant

Quelqu'un peut-il conseiller sur la façon de traiter le collecteur de créances en envoyant une citation ou une intimation, je n'ai eu aucun contact avec le collecteur de créances Lowell, et maintenant j'ai shoosmiths LLP qui envoie les formulaires ci-dessus ... merci

- ParkingEye

17 avril 2019 à 18h56 # 21681

David Ashton Hughes
Participant

Tout le monde sait comment y faire face.
J'ai reçu plusieurs lettres concernant des frais de stationnement de 145 £.
Que peut-on faire en vertu de la common law?
Le stationnement est gratuit pour une durée limitée.
Quelle est la meilleure marche à suivre comme on dit que j'ai conclu un contrat. Je n'ai conclu aucun contrat de ce type.
Ils continuent également de faire référence à ParkingEye v Beavis (2015) UKS 67.

Ils disent que je suis en rupture de contrat et que les exigences de l'annexe 4 de la loi de 2012 sur la protection des libertés (POFA) ont été satisfaites.

Vive toute aide.

18 avril 2019 à 18h15 # 22557

margo: tamm
Participant

Vous sous la CLC, vous êtes donc un être vivant, mec. Demandez le contrat original, avec la signature à l'encre humide, ou une copie certifiée conforme de celui-ci. Trouvez-les sur Companieshouse.org.uk ou http: //www.upik.de, où vous pouvez les trouver Numéro DUNS enregistré, le point est, là les noms des principaux. Envoyer un avis, que vous sous clc. votre temps est en charge, car vous n'avez pas donné votre consentement pour utiliser votre FICTION JURIDIQUE, que vous possédez (espérons-le), et les FRAIS d'utilisation de FICTION car votre Propriété est de 1 million de livres, les frais d'écriture de l'avis sont de 25000,00 £ ect, 1 (une) heure de frais d'énergie est de 500000,00 £ 8 combien vous aimez) S'ils vous disent dans le contrat, alors laissez-les envoyer (exigeant, ne demandant pas gentiment) Copie du contrat original, où les noms des deux parties et signé avec de l'encre humide. Ils peuvent se référer à ce qu'ils veulent, ils se réfèrent CAS DE FICTIONS JURIDIQUES, rien à voir avec Etre vivant, il faut leur dire que vous êtes Etre vivant.Homme, Donnez-leur 7 jours pour répondre, puis envoyez FACTURE, puis rappel et pour final , lancez le processus de privilège commercial contre toute personne qui vous menace ou qui lui attribue un nom sous n'importe quelle lettre. Je ne traite que comme ça, car mon énergie vivante a une valeur illimitée, je n'ai donné aucun consentement au robot pour utiliser ma propriété privée, NOM DE FICTION JURIDIQUE. (Inclure des copies de vous clc BC et FN) Si ces lettres n'ont pas de NOM et de signature, ils ne sont pas valides légalement, nul, nul. C'est ainsi que j'agis.

20 avril 2020 à 11h27 # 47004

David Phillips
Participant

Excellente réponse Margo merci pour cela et j'utiliserai vos conseils maintenant que j'ai pris possession de la fiction juridique et de la voiture. J'ajouterais juste avant de récupérer la fiction légale et la possession d'une voiture par le biais du CLC, j'ai reçu une contravention de stationnement l'année dernière et j'ai demandé un contrat légal - comme vous le dites, la signature à l'encre humide des deux parties - ainsi qu'une facture légale selon Bills de l'acte d'échange 1882 qui nécessite à nouveau une signature humide par un représentant de la société - Parking Eye dans votre cas. Quand ils ont répondu (aucune signature à l'encre humide nulle part), il y avait deux points importants. Premièrement, ils ont dit que selon la loi, je devais payer et offert une offre d'une somme réduite si je la payais tout de suite. Eh bien, soit vous avez enfreint la loi et devez y adhérer, y compris ses sanctions, soit vous ne l'avez pas fait, alors cela m'a indiqué qu'ils étaient en retard. en deuxième,J'ai dit qu'ils m'avaient causé du tort (du stress) en collant le billet sur la fenêtre et j'envisagerais de le faire passer par le tribunal de common law s'ils ne s'arrêtaient pas. À cela, ils ont répondu qu'ils ne m'avaient causé aucun dommage car le billet était délivré à la voiture - laissez la voiture payer alors! Je suppose que cela correspond à la fraude des détenteurs enregistrés. Je ne l'ai pas payé et je n'ai rien entendu depuis, il y a plus d'un an.

Comme nous le savons, tous les éléments de facturation de la fiction juridique sont du droit des contrats qui est frauduleux en raison de l'absence de divulgation des faits pertinents lorsque les naissances sont enregistrées et bien sûr de tout contrat implicite tel que le stationnement, la taxe d'habitation, les services publics, etc. la société. Sachant qu'il s'agit d'une fraude en vertu de la loi statutaire, la société ne permettra à personne de signer quoi que ce soit.

- Sommes-nous (au Royaume-Uni) souverains ou sujets ?

29 mars 2019 à 12h52 # 20695

Hélène Christine Nlightingale
Participant

Il suffit de lire le commentaire de quelqu'un sur Twitter que nous ne sommes pas un peuple souverain et que nous sommes des sujets.

Quelqu'un peut-il éclairer cela?

Merci

30 mars 2019 à 16h02 # 20723

margo: tamm
Participant

Salut, vous en vertu de la common law, vous êtes souverain, vous, en tant qu'être vivant, avec des droits illimités et une valeur illimitée, personne ne vient entre vous et le plus grand.Peut-être, cette personne (nous pas les personnes) qui écrivons ce commentaire n'est pas souverain, mais vous et moi-même et tous ceux qui ont signé sous CLC sommes souverains. Oui, d'autres sont des FICTIONS JURIDIQUES, une entité de décès, un défunt, des sujets, jusqu'à ce qu'ils ne les enregistrent pas Naissance sous CLC. Ce n'est pas seulement le Royaume-Uni, partout, ils sont Stock, comme ils sont esclaves, le système statutaire les possède via FICTION.

12 avril 2019 à 13h46 # 20887

Hélène Christine Nlightingale
Participant

Merci

12 avril 2019 à 13h47 # 20888

Hélène Christine Nlightingale
Participant

En vertu de la common law, le gouvernement peut-il être mis en cause pour ses actions ou ses non-actions?

- Enregistrer le mariage en vertu de la common law

29 mars 2019 à 12h51 # 20697

Hélène Christine Nlightingale
Participant

Qu'est-ce que cela signifie et en quoi diffère-t-il du mariage entre l'église et le bureau d'enregistrement?

- Ordonnance de possession de la maison du conseil

18 décembre 2018 à 16h32 # 11455

JP de la famille G
Participant

aider

18 janvier 2019 à 11h23 # 14114

JP de la famille G
Participant

bonjour je suis très heureux de vous informer qu'après avoir acquis les connaissances et les informations du site clc et diverses autres vérifications des faits ..
non seulement l'ordre de possession a été retiré .. mon compte de loyer a été rétabli aux 800 livres de crédit il avaient dessus en 2015 avant qu'ils ne le fassent, ils ont fait des tours habituels et des comportements illégaux qu'ils se lèvent, c'est-à-dire l'arrêt de l'aide au logement, le refus de la réintégrer et de la remonter. après 4 ans de lutte sans succès, il a suffi de les informer que j'avais 2 boîtes de demandes de lettres et de preuves médicales et je

poursuivrais tous les noms sur chaque lettre à titre personnel et privé et examinerais les accusations criminelles parce qu'ils ont infligé des pertes dommages et blessures à ma personne et à mes enfants et parents.

clc merci beaucoup .. j'ai peur que vous ayez déchaîné un monstre que je ne me suis jamais senti aussi habilité de toute ma vie ... les affaires civiles .. dont toutes mes énormes listes d'affaires sont traitées >>>>>

15 mars 2019 à 00h49 # 18977

Sean McGawley
Participant

Bonjour,

Je vois que tu dis seulement mettre tes initiales sur ton profil. Qu'en est-il du certificat de naissance? Ils peuvent le vérifier, ils ne le peuvent pas?

Merci.

- Crédit d'impôt surpayé à partir de 2011 - HELP

23 février 2019 à 16h57 # 17165

Stephen Paul Walkden
Participant

Salut à tous
Aujourd'hui, j'ai reçu une lettre de HMRC à la recherche d'un trop-payé de 1057,50 £ pour la période terminée le 31/12/2011 - Toute aide ou idée à ce sujet serait formidable.

Salutations

Stephen

8 mars 2019 à 16h01 # 18466

K Bevan
Participant

salut

Nous avons un groupe qui s'occupe des questions financières qui pourraient avoir les informations que vous recherchez.

Vous et votre argent

Si vous avez besoin de quelque chose d'autre, faites-le moi savoir….

Kev

- Quelle est la norme maintenant : les autographes et les sceaux.

7 mars 2019 à 15h46 # 18150

Denis-Peter: de la famille de Rawlinson
Participant

Maintenant, en réalité, la seule marque et sceau qu'un humain a avec lui à tout moment, cela étant l'autographe, Ainsi la marque: et le pouce / doigt, l'empreinte, étant ainsi le sceau, et oui nous pouvons entrer dans l'ADN, mais c'est une chose nouvelle, utilisée seulement au siècle dernier que nous connaissons.
Donc, cela soulève maintenant deux points, concernant l'autographe et le sceau.
Alors, quelle est la couleur correcte pour votre empreinte de pouce:?
Pendant de nombreuses années, il a été admis que le rouge était la couleur à utiliser pour une empreinte de pouce pour montrer l'homme vivant,
Cependant, cela est maintenant en question, en raison des créatures qui tentent de protéger leur fraude et leur contrôle, déclarant les empreintes digitales à l'encre rouge et les autographes rouges comme un danger biologique, et utilisent cela comme excuse boiteuse pour ne pas y toucher, donc la nouvelle pensée est, il devrait être bleu, ou violet, pour leur enlever cette prétendue prétention paranoïaque,
cela peut-il être clarifié:?
Il en va de même pour les autographes (bien que je sois moi-même passé au violet ou au bleu royal en ce qui concerne les autographes.
Également en ce qui concerne la sémantique, légaliser et les mots-barres secrets, mis au défi avec la grammaire syntaxique d'analyse, qui est tout aussi tordue et stimulante (et peut créer plus de mal que de bien si elle est mal faite) - n'est-ce pas plus simple que l'homme vivant dans un monde réel , pour utiliser un anglais correct, qui n'a pas été tordu ou bâtardé, par des esprits souffrant de troubles mentaux, pour signifier ce que l'association bar fly dit que cela signifie,? ne serait-il pas plus simple, de ne pas jouer au jeu d'échecs légalisé, avec les morts, et d'énoncer la ligne suivante d'anglais pur, qui ne peut pas être prise hors de perspective: cela arrête le jeu pervers si seuls les morts fixent les règles, ce force une communication entre les vivants, donc avant le contenu de votre notice: placer ce qui suit,: - Tous les mots et significations ici / dedans sont-comme, Denis-Peter ©: 1 les définit, Non-obstante et sans sémantique2.de cause, cela pourrait être développé dans son sens, en plaçant des notes de bas de page quant à sa véritable intention:

Après tout, nous sommes des êtres humains vivants, et non des acteurs de mauvaises intentions, pour nuire aux autres par le vol, le contrôle et l'esclavage.

• Groupes sociaux hommes / femmes libres ?

2 mars 2019 à 18h39 # 17565

Richard de la famille Keen
Participant

Salut, je me demande s'il existe des hommes ou des femmes libres avec qui parler de la common law et d'autres points de vue «abstraits». Je commence donc un fil de discussion pour savoir s'il y a quelqu'un qui fait partie ou qui connaît des groupes sociaux / rassemblements près de chez moi. Je vis à Gateshead dans le nord-est de l'Angleterre.

Merci

N'hésitez pas à utiliser ce fil pour ajouter votre emplacement et votre intérêt à rencontrer d'autres hommes et femmes libres

• Site Web et support technique

12 novembre 2018 à 8h15 # 5668

Placer
Bloqué

Avez-vous des problèmes avec le site Web? vous connecter, enregistrer votre certificat de naissance? ou question générale? veuillez poster ici et nous nous efforcerons de répondre à votre question le plus rapidement possible.

- Ce sujet a été modifié il y a 2 ans et 4 mois par Site .

16 décembre 2018 à 10h14 # 11228

Rick Leslie
Participant

Sur le formulaire de marijuana à des fins médicales, une initiale moyenne est un champ obligatoire. Comment une personne qui n'a pas d'initiale intermédiaire peut-elle soumettre le formulaire avec succès?

28 décembre 2018 à 9h25 # 11923

Placer
Bloqué

Cela a maintenant été résolu, les initiales du milieu ne sont plus un champ obligatoire.

Merci pour vos commentaires Richard, très apprécié.

- Cette réponse a été modifiée il y a 2 ans et 3 mois par Site .

7 janvier 2019 à 1h56 # 13186

Placer
Bloqué

Ceci est un site Web et un forum technique, toutes les autres demandes et assistance doivent être envoyées via le formulaire de contact ici https://www.commonlawcourt.com/contact/

- Cette réponse a été modifiée il y a 2 ans et 2 mois par Site .

6 février 2019 à 1h57 # 15755

Anthony Raymond Williams
Participant

Salut, je me demandais si vous pouviez m'aider avec Child Support Agency (CSA), ils ont imprimé une ordonnance de responsabilité interne pour (£ 5.546.00) contre moi, pas même tamponnée par les tribunaux avec une signature des juges.
Alléguant que je suis le père d'un enfant d'il y a 18 ans, sans preuve biologique?
Je dois donc faire appel ou mettre de côté.
Je n'ai aucune expérience dans ces domaines, je cherche donc de l'aide.
Si vous avez des informations utiles ou susceptibles de m'indiquer la bonne direction, ce serait formidable.
Merci.
Regarde un homme en détresse.

9 février 2019 à 21h02 # 16121

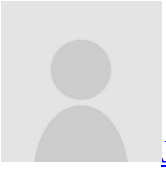
margo: tamm

Participant

Bonjour, commencez par vous enregistrer https://beta.companieshouse.gov.uk/search?q=CHILD+SUPPORT+AGENCY , là pour de nombreux ENREGISTRÉS, en tant que sociétés privées, vous trouvez par adresse. Donc, vous n'êtes pas en contrat avec eux, demandez une copie du contrat, envoyez également des copies de votre CLC BC et FN. demander d'abord une copie du contrat, envoyer par courrier recommandé. Ensuite, faites-leur répondre, et facturez-les également pour votre temps de valeur illimitée, énergie dépensée par heure, c'est-à-dire £…., .. GBP, Frais pour leur rédaction de l'AVIS, envoyez-le au PDG, AVIS À L'AGENT EST UN AVIS AU PRINCIPAL, AVIS AU PRINCIPAL EST UN AVIS À L'AGENT. Comme en ignorant ce chantage, vous consentez par accord tacite. Plus tard, vous pouvez mettre Commercila Lien sur la propriété du PDG, s'il / elle ne paie pas vos frais. paiment par CHECK / CASH. Bonne chance. Temps de réponse à votre AVIS - 14 jours.

- concernant la taxe d'habitation

18 décembre 2018 à 16h30 # 11453

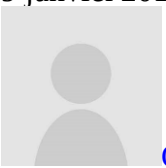


JP de la famille G

Participant

Eh bien, j'ai reçu ma lettre de la taxe municipale neil collins accusant réception de mon appel téléphonique et de ma réclamation en vertu de la juridiction de droit commun demandant mes documents montrant ma déclaration susmentionnée. que je suis heureux de fournir signé sans préjudice, bien sûr… vous tiendrons au courant de la façon dont je vais ..

9 janvier 2019 à 10h44 # 13391

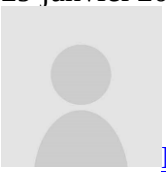


Caroline Ellen Wright

Participant

Continuez votre bon travail! J'ai envoyé des documents de propriété au cadastre…. ils ne voulaient pas les accepter, mais à la deuxième tentative, ils ont accepté de conserver une copie du document de propriété CLC dans le dossier (que ce soit vrai ou non, je ne peux pas dire car je ne peux pas vérifier)

29 janvier 2019 à 7h49 # 15115



Michael Hill

Participant

Alors devons-nous informer le conseil que nous sommes avec le tribunal de common law et cela change-t-il quelque chose en dehors de votre statut juridique?

- société de droit commun, fiches de paie des employés

9 décembre 2018 à 21h13 # 10354

Michael Frasca
Participant

Salut à tous,
je cherche à démarrer une entreprise de droit commun.
La question est que mes employés auraient probablement besoin d'une fiche de paie.
Surtout s'ils veulent emprunter de l'argent auprès d'une banque pour une hypothèque à un moment donné.
Est-ce possible de faire,
Que peut-on faire sur les fiches de paie pour l'activer.

Cordialement
Mike

18 janvier 2019 à 11h23 # 13980

Hazel Renshaw
Participant

Salut Mike,

Je cherche également à créer une entreprise de common law. Le mien serait la comptabilité. Je ne peux pas vous aider avec votre question spécifique mais je me suis demandé si vous aviez regardé https://exodus200.wordpress.com

Je regarde les tenants et les aboutissants de l'assurance et autres lorsque vous n'êtes pas inscrit dans le système. Je suis sûr que si nous pouvons le faire, beaucoup d'autres suivront.

Cordialement,
Hazel

29 janvier 2019 à 7h47 # 15037

Sonya Homer
Participant

Salut,

Je fais de mon mieux pour y parvenir aussi. Je choisis de payer en crédits de bienveillance ou dans leur système fiscal / avantage / bancaire. J'organise actuellement l'enregistrement d'une nouvelle entreprise ou d'un organisme de bienfaisance de droit commun pour permettre à «Wonderful» (organisme de bienfaisance) de faire le travail (d'aide fiscale / cadeau) et de se payer via le système bancaire et de payer le nouvel organisme de bienfaisance (de common law) via l'impôt afin de fournir un logement, une éducation, de la nourriture, des médicaments, des certificats de naissance, un «emploi» et une répartition des richesses beaucoup plus égale □

En termes d'assurance de common law, je vise à atteindre cet objectif par le biais de l'organisme de bienfaisance, en éduquant au sein de ma communauté locale par le biais des principes de confiance de la communauté de droit universel ou simplement en m'occupant d'autres activités de la common law en plus de la gentillesse et de l'autonomisation par l'éducation / la réunion les besoins et le devoir de diligence envers tous. CommonUnity □ ActIon □

Profitant vraiment de l'exode, merci Hazel, cela semble similaire à l'échange d'énergie de crédit de gentillesse. Je n'ai pas encore abordé la partie assurance, mais engagez-vous et éduquez-vous et nous pouvons créer cela entre nous grâce à nos actions individuelles et conjointes. Inscription dans votre propre système au sein d'une fiducie?

Meilleures salutations,

Sonya

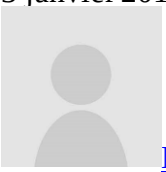
- Lloydsbank demande une ordonnance de possession

31 décembre 2018 à 14h50 # 12538

Michael Johnson
Participant

Lloyds demande une ordonnance de possession pour ma maison.J'ai enregistré un titre de propriété avec la common law.J'ai besoin d'une lettre avec mes documents à envoyer au tribunal, espérons-le, pour mettre fin à l'ordonnance de possession.

3 janvier 2019 à 22h34 # 12843


Michael Johnson
Participant

Je n'ai pas payé mon hypothèque sur un an, la Lloyd Bank n'a pas divulgué à ma présentation quelques mois, ils ont recommencé à m'écrire en disant que je suis un mois d'arriérés et tous les mois jusqu'à environ 6 mois, les lettres provenaient de l'adresse apo box Je n'ai jamais entendu quoi que ce soit de la principale adresse enregistrée
Maintenant, une société appelée Ascent legal m'a écrit pour me dire qu'elle demandait une ordonnance de possession au nom de la Lloyds Bank

Aide et conseils très appréciés

Cordialement
Michael

4 janvier 2019 à 7h57 # 12854

bobbywhite@protonmail.com
Participant

Salut Michael, cela ressemble à une situation similaire à la mienne. Mon litige est avec natwest non payé l'hypothèque depuis septembre 2017 Ascent Legal est également le cabinet qui les représente. Mon cas a abouti à un avis de deuxième tentative d'expulsion, la première tentative a échoué sans effort réel de la part des présumés huissiers du tribunal de comté, j'attends leur prochaine visite. Appelez-moi si vous le souhaitez et je vais parcourir mon dossier, fixe 01795 481466 ou mobile 07743 170 381.

- Communauté de l'île de Wight

3 décembre 2018 à 11h47 # 9560

Hazel Renshaw
Participant

Salut tout le monde,

Mon mari Dean et moi sommes sur l'île de Wight et aimerions organiser régulièrement des événements ou des réunions pour unir les personnes qui sont également soumises à la common law. Si vous souhaitez en faire partie, veuillez vous présenter et indiquer si vous habitez sur ou à proximité de l'île.

Nous avons hâte de vous rencontrer.

Cordialement, Dean et Hazel.

- Police

• Un coiffeur `` irresponsable '' condamné à une amende après avoir réclamé la Magna Carta

18 novembre 2020 à 10h22 # 262776

Brian Huxley
Participant

Voir le lien ci-dessous:
https://uk.news.yahoo.com/coronavirus-lockdown-magna-carta-hairdresser-bradford-fined-145343083.html

---

• Longes et police

18 novembre 2020 à 10h22 # 254104

Anonyme
Inactif

J'ai commandé une carte de consentement retirée, mais je me demande si elle est exposée dans un porte-cordon transparent, un policier pourrait-il utiliser le nom affiché pour me remettre une forme d'avis?

• Record publique

18 novembre 2020 à 10h23 # 219699

Sean John Allen
Participant

Westminster est peut-être fini. C'est l'heure de mon privilège commercial, ce n'est qu'une petite partie de ce qui s'est passé. Je suis hors de ma poche 220 000,00 $ sans compter mon temps. Sortez-les du bureau de la police néo-zélandaise et tenez l'homme qui freine la loi pour responsable. J'ai essayé de m'éloigner de la famille pour qu'ils ne puissent pas m'attaquer via eux, ce qu'ils ont fait à Sam par l'intermédiaire de sa mère (autre chose) les lâches.
Objet: Pratiques illégales et illégales de la police de Taumarunui contre les indigènes de cette terre.
À qui cela peut concerner, à
qui nous tournons-nous lorsque les agents chargés de l'application du gouvernement néo-zélandais refusent de le faire;
Respecter leur serment de maintenir la paix?

2. Refuser ouvertement de respecter les droits de l'homme?
3. Pratiquer le droit sans autorisation pour le faire?
Je suis un homme simple avec un anglais simple. le jargon juridique et les avocats sont préjudiciables à mon existence. Je conserve tous les droits et agite tous les privilèges. Je suis autonome. Je vis en paix. Je ne fais aucun mal. Je fais ces choses au mieux de mes capacités. J'ai été blessé. Je suis toujours blessé et maintenant mon partenaire est blessé à cause de cette perturbation. Elle a été agressée ce matin 15/09/17 vers 9h10 par un policier de Taumarunui. Je dis non à la violence familiale, je dis aussi non à la violence policière.
Elle a été agressée par un agent de la paix de la police gouvernementale néo-zélandaise qui occupe ce poste en raison d'un serment de maintien de la paix, elle a été agressée et blessée parce que les agents ne pouvaient pas répondre à une simple question de droit, ils ont choisi d'utiliser la force au lieu de prouver ce qu'ils disaient.
Je ne peux pas continuer avec ma réclamation en cours à ce stade car la police retient les preuves dont j'ai besoin pour faire une réclamation juste et la distraction de ma propriété nécessaire comme preuve dans ma réclamation. Ma propriété que j'ai ramassée sur une route publique fait partie de ma propriété que la police est tenue de conserver et de garder en sécurité.
Nous nous sommes rendus au poste de police de Taumarunui le lundi 11 septembre 2017 après avoir reçu un appel téléphonique de la police de Taumarunui pour y aller et accepter ou réfuter leur affirmation selon laquelle ils ont le droit de m'appliquer les règles du gouvernement néo-zélandais (juridiction). J'ai encore une fois demandé la preuve que les règles s'appliquent à moi simplement à cause de ma position. Nous avons été confrontés à l'agression et à la force. Nous réfutons en demandant des preuves pour confirmer leur demande au tribunal, la même divulgation a été dite à l'agent J620 au tout début de cette perturbation, il savait bien qu'il pratiquait le droit sans permis et a été informé qu'on lui demandera au tribunal pourquoi il a choisi de violer son serment de maintenir la paix, ce qu'il était et auquel il n'a pas répondu. Lorsque nous sommes allés au poste de police de Taumarunui le 11,l'officier pdj179 essayait de conclure un contrat avec moi, une fois interrogé sur sa compétence, il a dit senior sargent… «nom inconnu car la police ne voulait pas donner ou répéter les noms une fois donnés» a dit «……». J'ai réfuté que c'est entendre-dire, donc je vais plutôt avoir besoin de l'entendre de cet homme moi-même. L'agent pdj179 a ensuite accepté mon offre de rencontrer et d'entendre l'officier avec les preuves à l'appui de l'affirmation selon laquelle les règles du gouvernement néo-zélandais s'appliquent à moi et il a fait la nomination pour 9 heures du matin le 15 septembre 2017. Nous nous attendions à rencontrer pdj179 et un agent de la paix et le nom sargent supérieur inconnu pour nous présenter la preuve. Nous avons demandé une confirmation écrite du rendez-vous, cela a été refusé.Les caméras à ce moment-là nous montreront en indiquant avec un morceau de papier cette information car elles ont refusé notre demande d'enregistrement vocal de la situation pour une documentation égale. Nous avons tenu notre rendez-vous et quand nous sommes arrivés là-bas, on nous a dit que le sargent principal devait assister à des funérailles, cela nous pose des questions. Nous avons passé une semaine supplémentaire ici à Taumarunui pour être au rendez-vous. (Au prix et au détriment de nos vies, ils n'ont également fait, à notre connaissance, aucune tentative de nous contacter pour annuler le rendez-vous, cela a été une semaine perdue pour nous). Nous avons respecté le rendez-vous pris par la police néo-zélandaise uniquement pour découvrir qu'ils voulaient juste que j'accepte ce qui m'a été dit sans aucune preuve qu'ils puissent montrer devant un tribunal…. Après avoir réalisé qu'il y avait une rupture de communication, j'ai demandé les preuves, soit il y a des preuves, soit il n'y en a pas,les règles ne s'appliquent pas à un humain parce que les règles le disent, les règles s'appliquent lorsqu'elles sont consenties par l'humain, c'est pourquoi la police nz a besoin de ma signature, la police néo-zélandaise a besoin d'un consentement car nous ne sommes dans

un contrat que lorsqu'il est concentuel , le droit des contrats le stipule. Ils n'ont pas mon consentement parce que je n'ai vu aucune preuve à l'appui de l'affirmation selon laquelle les règles du gouvernement néo-zélandais s'appliquent à moi (juridiction). Mes droits humains sont violés et les serments ne sont pas respectés. Nous avons seulement posé une question et avons été accueillis par plusieurs policiers en colère, qui refusent de répondre à notre question pour ce que c'est, qui ont procédé à nous forcer à quitter la place qui est dans notre société pour nous protéger d'être forcés de faire quelque chose contre notre libre arbitre.Un policier qui aurait dû reprendre son rôle d'agent de la paix sous serment face à cette situation, c'est ce qu'on attend de lui, il a choisi de rompre son serment puis d'agresser une femme appuyée par d'autres hommes en colère qui en colère contre une question, cette même question est posée au tribunal tout le temps, NOUS JUSTE DEMANDONS UNE PREUVE POUR SAUVEGARDER UNE RÉCLAMATION formulée par lui. Je ne vois aucun mal à ce que je demande mais je n'obtiens jamais un OUI, nous avons des preuves à apporter au tribunal ou NON, nous n'avons pas de preuves à apporter au tribunal.Je ne vois aucun mal à ce que je demande mais je n'obtiens jamais un OUI, nous avons des preuves à apporter au tribunal ou NON, nous n'avons pas de preuves à apporter au tribunal.Je ne vois aucun mal à ce que je demande mais je n'obtiens jamais un OUI, nous avons des preuves à apporter au tribunal ou NON, nous n'avons pas de preuves à apporter au tribunal.
Je ne peux pas voir l'utilisation de l'autorité des complants de la police qui tient ces personnes responsables de leur serment, car mon expérience avec un membre de la police nz me montre que le gouvernement nz n'a aucun respect pour la loi si c'est la loi qui protège l'humain quand tout le l'homme demande est un droit de l'homme.
Droits de l'homme 8 et 9
Article 8.
Toute personne a droit à un recours effectif devant les tribunaux nationaux compétents pour les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la Constitution ou par la loi.
Article 7.
Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans aucune discrimination à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination en violation de la présente Déclaration et contre toute incitation à une telle discrimination.
Je demande la protection de ces hommes et femmes qui me font encore du mal parce qu'ils ne respectent pas leur serment et il n'y a pas de remède à cela par le biais des règles du gouvernement néo-zélandais parce que dès que j'accepte d'être dans le gouvernement néo-zélandais Je perds mes droits et je reçois des privilèges qui me font du mal. Je vis une vie sans dommage comme l'exigent les droits de l'homme. La police viole mes droits de la personne et ne respecte pas le serment qui me protège du mal. Ils prêtent serment parce qu'ils ne peuvent pas être un agent de police sans le serment d'un agent de la paix, je suis un être humain qui défend les droits de la personne entouré d'un gouvernement lié par les droits de la personne lorsqu'il a affaire à un être humain qui reconnaît qu'un contrat de consentement est nécessaire pour supprimer des droits. Je sais tout çamenez-moi au tribunal où cela compte avec les preuves qui montrent que je dois obéir aux règles du gouvernement néo-zélandais.
18 fois, j'ai dû me rendre au poste de police de Taumaruni ou au palais de justice de Taumarunui de partout dans le pays à cause de cette affaire. De nombreuses autres fois, j'ai dû voyager pour obtenir tout ce dont j'avais besoin pour cette affaire et une grande partie de mon temps à m'occuper de cette question.
16/02/2016. J'ai quitté la propriété 598 rue whakapapa district de Kakahi Ruapehu le jour de ma naissance pour y retourner pour constater que la propriété avait été cambriolée, sur le comptoir juste à l'intérieur de la porte d'entrée se trouvait un document, le document peut être vu dans les photographies du pack de divulgation de la police de la réclamation de la police

contre ma succession, une réclamation que le juge Large n'a pas accueillie, c'est une fausse réclamation qui m'a causé beaucoup de tort ainsi qu'à ma famille et continue encore à ce jour même après un jugement du tribunal par un juge. Je suis au courant de ce que le juge Large a dit dans sa décision et cela est consigné comme preuve. Le juge Large a déclaré que la loi néo-zélandaise s'applique à tout le monde en Nouvelle-Zélande. Je continue d'essayer d'obtenir la preuve que je suis en Nouvelle-Zélande de mon plein gré parce que je crois vraiment que je ne suis pas en Nouvelle-Zélande car je n'ai pas encore vu de preuves à l'appui.Le document sur le comptoir sur la photo de la police est évident que je suis en communication avec le gouvernement néo-zélandais avant la perturbation du 16/02/2016 et en tant que sovrien qui, à mon avis, offre une immunité dilplermatique lorsque les gouvernements sont en communication, j'ai je n'ai vu aucune preuve pour écarter ma compréhension du fait que les règles du gouvernement néo-zélandais ne peuvent pas s'appliquer à moi sans un contrat légal. L'Oficer J620 a localisé le document à l'entrée de la maison au 589 whakapapa rd et aurait dû partir immédiatement, il est resté sur la propriété qu'il a choisi de pratiquer le droit sans permis pour le faire, ce qui a coûté beaucoup d'argent aux contribuables de la Nouvelle-Zélande. à son mépris total pour ce qui est licite et illégal. Il connaissait également la mauvaise adresse sur le mandat de perquisition non signé par un juge, la mauvaise adresse n'est pas la question que j'interrogeais devant le tribunal,Je ne l'ai pas du tout mentionné, j'ai demandé au juge d'administrer ma cour, c'est lui qui a utilisé une technicité pour mettre fin à son implication dans ce trouble en cours.
Si je devais vous donner une divulgation complète de toutes ces perturbations, ce serait un très gros courrier électronique, j'ai informé du problème le plus récent et de la perturbation d'origine, j'étais prêt à continuer à remonter la chaîne de commandement jusqu'à ce que je trouve la preuve le la police prétend avoir. J'étais au poste de police le lundi 11 septembre 2017, on m'a dit de revenir le 15 septembre 2017 pour entendre ou voir les preuves d'un officier supérieur qui n'était pas présenté et je veux savoir pourquoi? Je n'accepterai pas qu'il n'ait pas eu le temps de me contacter et de resecdual le rendez-vous. J'ai mes faits et mes preuves prêts à prouver tout ce que je prétends. J'ai aussi beaucoup de contre-vérités de la part de la police qui est censée être de bonnes personnes honnêtes qui ont prêté serment en tant que gardien de la paix de maintenir la paix si un natif de ce pays en vertu des droits de l'homme le lui demande.
Revenons aux questions - vers qui dois-je me tourner lorsque nos droits sont supprimés par la force?
Les soldats de la paix jurent-ils là-bas de protéger les humains de la Nouvelle-Zélande qui n'ont causé aucun dommage?
Je déclare que je suis un homme simple et que ce n'est en aucun cas un signe d'idiotie, j'ai plus de révélation pour qui me contacte jamais au sujet de cette perturbation continue. Je n'ai plus confiance dans la procédure requise pour parvenir à un règlement, car on m'a menti à plusieurs reprises, ce qui me coûte du temps et de l'argent.
Je crois que l'officier J620 m'a fait du mal avec;
Tresspass.
Casser et entrer.
Violation de la vie privée.
Pratiquer le droit sans licence.
Vol et dommages à la propriété, la mienne et autres.
Distruction de propriété.
Suppression illégale des droits.
Surpasser un véhicule avec une charge dangereuse…. J'ai récupéré mes objets sur la route en me rendant en ville le 17/02/2016 qui ne peuvent provenir que du véhicule transportant ma propriété du 589 whakapapa rd la veille. Les biens pris par la police doivent être pris en

charge jusqu'à ce qu'une décision de justice soit rendue. Il a été décidé que la police n'était pas légalement là ce jour-là.
Ne pas tenir compte d'une décision de justice rendue par un juge.
Perdant beaucoup de mon temps et de mes dépenses, j'ai été gêné dans une certaine mesure.
Deuxième tresspass au 589 route de Whakapapa par la J620, y compris l'entrée dans les bâtiments le 20/05/16 quand je n'étais pas là.
L'officier J620 de la police de Taumarunui a rompu son serment de maintenir la paix, il a pris la décision illégale sans permis de nuire à moi et à mes biens, il a endommagé la propriété d'autrui, sa décision de continuer cette perturbation après avoir vu un document indiquant clairement J'étais en communication avec le gouvernement néo-zélandais avant que ce trouble au sujet de ma revendication de mes droits que j'ai le droit de faire est son fait.
L'ignorance du droit n'est pas une excuse, surtout de la part d'un agent de la paix pratiquant le droit chaque jour où il travaille comme serviteur public.
Le 15/09/17, juste après 9h du matin, nous avons posé à la police néo-zélandaise une question simple à laquelle un enfant pouvait répondre par oui ou par non, la police nous a demandé d'être là ce jour-là à ce moment-là pour se voir montrer les preuves par un senior sargent qu'ils prétendent se présenter au tribunal, nous avons ensuite été menacés d'arrestation pour intrusion dans le bâtiment public payé par la richesse commune de mon pays dans laquelle nous sommes habilités à demander de l'aide si nous sommes traités illégalement ou si nous avons un trouble à signaler . Mon partenaire a ensuite été agressé, cet assaut semble avoir été fait exprès pour nous inciter à ne pas rester pacifiques. Les deux vidéos de police du 11/09/17 de 13h30 et du 15/09/17 de 09h00 seront nécessaires au tribunal car elles contiennent nos preuves. On vous demande de conserver la preuve vidéo. Il y a des enregistrements de chaque visite que j'ai faite au poste de police de Taumarunui,J'ai les dates et heures de chaque fois qu'on m'a menti et refusé mes droits de la part d'agents de la paix, y compris, mais sans s'y limiter, J620, jwbg60, khce41, att493, ask739, les autres sont sur les enregistrements de la caméra de la police, qui seront nécessaires dans rechercher. On vous demande de conserver la preuve vidéo du 17/02/16, 23/02/16, 29/02/16, 08/03/16, chacun de ces moments et d'autres où j'ai été privé de mes droits et rencontré une agression et des menaces.
Cette perturbation doit prendre fin et se coloniser au plus vite. J'endure cela depuis plus d'un an et demi maintenant et un autre humain a été agressé et menacé de torture à cause de cela.
Être enfermé dans une cellule de police où des humains ont été violés, battus et où la mort est survenue est une torture pour l'esprit et l'être et sert à inciter les gens à contracter.
La torture est l'acte d'infliger délibérément une douleur physique ou psychologique afin de satisfaire un désir du tortionnaire ou de contraindre la victime à agir
. Article 5.
Nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.
Article 9.
Nul ne peut être soumis à une arrestation, une détention ou un exil arbitraires
Je vous donne la divulgation afin que vous sachiez ce qui se passe et ce que je suis obligé de faire pour obtenir un règlement pour ce trouble auquel j'ai droit en vertu de la loi, moi et la police de Taumaruni à ma connaissance avons toutes les preuves à l'appui. mes revendications.
J'ai hâte d'être contacté en temps opportun pour toute information dont je dispose sur cette perturbation. Cette lettre deviendra publique si elle n'est pas traitée, réglée et reconnue.
Comme indiqué, je suis un homme simple avec un anglais simple qui m'a été enseigné par le système scolaire puplic du gouvernement néo-zélandais où il est légalement tenu d'afficher la common law qui n'a pas été affichée du tout pendant ma vie scolaire. C'est illégal, la loi commence la loi doit être affichée dans les écoles publiques. La common law me gouverne et régit les lois, lois, statuts, règles et règlements du gouvernement néo-zélandais qui sont

destinés aux employés du gouvernement néo-zélandais et aux humains qui consentent de leur plein gré.
sean de la famille allen née sur cette terre nommée nouvelle-zélande.

• Avis de pénalité fixe

15 octobre 2020 à 14h45 # 206552

Katrina Jean Deacon
Participant

Comment puis-je me débarrasser d'un avis de pénalité fixe?

19 octobre 2020 à 11h04 # 213261

Anonyme
Inactif

Essayez d'envoyer une lettre avec la demande suivante

Vous avez apparemment fait des allégations de conduite criminelle contre moi. Vous m'avez apparemment fait des demandes. Je ne comprends pas ces demandes apparentes et je ne peux donc pas les satisfaire légalement. Je demande des éclaircissements sur votre document afin que je puisse agir conformément à la loi et maintenir tout mon corps de droits naturels inaliénables.

J'accepte sous condition votre offre d'accepter que je suis une `` personne '' de fiction légale xxxxxx et que je dois 90 £ pour les services rendus par votre entreprise, sur preuve de réclamation de ce qui suit:

1. Que je suis une «personne» et non un homme vivant.
2. Que vous savez ce qu'est réellement une «personne», juridiquement parlant.
3. Que vous expliquiez la différence entre un «homme vivant» et une «personne», juridiquement parlant.
4. Que je suis <NOM EN MAJUSCULES> et non <nom en minuscules>
5. Que l'accusation résulte d'une enquête légale sans préjudice.
6. Que je suis membre de la société dont vous appliquez les statuts et les règlements en vigueur.
7. Que je vous ai montré une sorte d'identification.
8. Qu'il y a une société nommable à laquelle j'appartiens et que les lois couvertes par cette prétendue transgression stipulent qu'elles s'appliquent à moi dans cette société nommée.
9. Qu'une fiction juridique pourrait effectivement commettre une telle «infraction».

Le fait de ne pas accepter cette offre de clarification et de le faire complètement et de bonne foi dans les 7 jours sera considéré par toutes les parties comme signifiant que vous et votre mandant ou d'autres parties renoncerez à toute demande à mon égard.

Sincèrement et sans mauvaise volonté, vexation ou frivolité

- Agents de la paix

15 octobre 2020 à 14h06 # 206536

Katrina Jean Deacon
Participant

Comment déclarer mon intérêt à devenir gendarme de la paix?

15 octobre 2020 à 14h08 # 210048

Heather Allanson
Participant

Vous pouvez envoyer un e-mail à info@commonlawcourt.com Joignez une demi-page sur vous-même et indiquez votre numéro de téléphone, la région dans laquelle vous vivez et le titre AGENT DE PAIX.

- Cette réponse a été modifiée il y a 5 mois et 1 semaine par Heather Allanson .

- La carte de mandat d'arrêt est-elle légale ?

20 avril 2020 à 11h19 # 73499

Steve Punk
Participant

si un officier admet avoir agi sous serment, mais ne produira pas de carte de mandat sur demande, aucun
casque n'est porté. L'arrestation est-elle légale, ou peut-elle procéder uniquement sous serment.

12 octobre 2020 à 11h24 # 206181

Anonyme
Inactif

La première question à se poser est de savoir si un crime a été commis… .Lorsque vous êtes sous le régime de la common law, les principes sont de rester honorables, de ne causer aucun dommage ou préjudice, ne causer aucune perte.
Pour qu'il y ait un crime, il faut qu'il y ait une victime. Il doit y avoir un soupçon raisonnable que vous êtes impliqué dans un crime contre une victime. Vous avez le droit de ne répondre à aucune question.
Si vous êtes arrêté par un policier, il ne peut pas vous interroger, vous détenir, vous arrêter, vous fouiller ou vous inculper sans votre consentement, s'il n'y a pas de crime / victime.
Si vous consentez en répondant, vous «comprenez», cela signifie que vous êtes sous leur autorité. Ne créez pas de jointure.

12 octobre 2020 à 11h30 # 206184

Heather Allanson
Participant

Traiter avec les policiers. 1. Je ne réponds pas aux questions. 2. Je ne souhaite pas conclure de contrat avec vous. 3. Vous n'êtes pas obligé de donner votre nom ou des détails médicaux. 4. Si vous êtes confronté, arrêtez immédiatement la conversation, a. Filmez-le, b. Prenez leur numéro de badge et leur nom, c. Demandez-leur s'il s'agit d'un agent de police ou d'un agent de police (la plupart sont des agents de police, c'est-à-dire des civils en uniforme travaillant pour une société privée à but lucratif - rien à voir avec vous!) D. Demandez-leur s'ils agissent sous leur serment. e. Ne signez rien. Si vous êtes obligé de signer, commencez par écrire VC (Vi Coactus - signifiant signé sous la contrainte), ajoutez Tous droits réservés après votre nom. N'incluez pas M., Mlle, Mme, etc. dans votre nom. N'écrivez pas en majuscules. S'ils harcèlent toujours, demandez-leur de définir «le maintien de l'ordre par consentement»! NE leur permettez PAS de vous manipuler pour répondre à leurs questions.Si vous n'êtes pas sûr de pouvoir parler à la police, gardez dans votre poche une carte écrite indiquant «Je ne réponds pas aux questions. Je ne souhaite pas conclure de contrat avec vous.

- Cette réponse a été modifiée il y a 5 mois et 2 semaines par Heather Allanson .
- Cette réponse a été modifiée il y a 5 mois et 2 semaines par Heather Allanson .
- Cette réponse a été modifiée il y a 5 mois et 2 semaines par Heather Allanson .

• Police de Farnham Surrey

18 août 2019 à 19h09 # 39658

Fred Billy Ray
Participant

Fred Billy Ray: faites attention à mes propres affaires, emmenant simplement le chien sur un kilomètre sur la route, nous vivons juste debout à gauche et à droite pour traverser la route alors qu'une voiture de police passe voit un homme innocent avec Max le chien le passe de l'autre côté et s'arrête Je marchais vers ma voiture, j'ai pris la voiture et moi. Ai-je pris la route, je sais que j'ai pris l'adresse de mon numéro de plaque d'immatriculation. La première chose à propos de la police au Royaume-Uni, ils pensent que tout le monde n'est pas criminel quand ils ne font rien d'autre pour le faire. Quand un homme est-il libre dans son pays, c'est un pays libre. J'ai eu une taxe sur mon assurance automobile légale sur la route et mon permis de conduire. Alors, que cherchait-il pour un criminel ou une fiction qu'il pensait qui n'existait pas mais juste un homme vivant. Vous voyez quand ne faites pas de mal à personne. La police vous classe un criminel

- ## Collecteurs de revenus pour un gouvernement corrompu

25 juin 2019 à 19h56 # 24990

Spencer John William marcheur
Participant

Bien que la police nous donne des pouvoirs par consentement pour protéger et servir, tout ce qu'elle fait en réalité est de nous secouer le public pour obtenir de l'argent pour financer une organisation corrompue.

- ## important pour éviter d'être illégalement arrêté

18 janvier 2019 à 11h24 # 14112

JP de la famille G
Participant

Salut à tous, j'ai été illégalement arrêté par la police rencontrée le 10 janvier 2019 parce qu'après 30 minutes de refus de me rendre à la juridiction des actes et des statues, ils m'ont amené à me connecter à la clc et dès qu'ils ont vu mon nom apparaître, ils ont arrêté moi .. s'il vous plaît tous notez changer votre compte à vos initiales seulement car ils ont besoin d'un nom pour vous arrêter et entrer dans le système. qui est ce qui m'a surpris ..
ci-dessous, je mets le lien you tube de mon arrestation illégale, s'il vous plaît, allez voir

comment gérer les imbéciles qui n'ont aucune idée de la loi et ne respectent pas les serments d'office et agissent à la place (travaillant pour le profit en tant qu'employés du gouvernement)

20 janvier 2019 à 16h48 # 14358

prunellier.
Participant

Bravo d'avoir défendu votre position et d'expliquer l'erreur à ces gendarmes sans instruction, qui ne comprennent pas quel est leur travail. L'ignorance de la LOI n'est pas une excuse. Il semble y avoir plusieurs problèmes avec certaines des choses que ces gendarmes ont dites. Par exemple afaik ils sont parfaitement capables de présenter un producteur. Il existe également des définitions claires relatives à des mots tels que véhicule motorisé et conducteur, etc.

Vraisemblablement, vous avez récupéré le nom et leur avant ils n'ont aucune juridiction! Les seuls ont le pouvoir sur votre certificat de naissance papier qui appartient à la Couronne comme clairement indiqué au bas du certificat. En outre, il indique clairement que le certificat de naissance ne peut pas être utilisé à des fins d'identification! Là car cela ne peut s'appliquer à vous car ce n'est pas vous ni vous. Identifier le certificat de naissance serait une fraude, et le fait de vous identifier comme étant le nom de la Colombie-Britannique sous la menace d'une arrestation est un acte de coercition qui est un crime dans les deux cas. Ils vous causent du tort et du stress tout en vous mettant sous la contrainte, ce qui est un crime en vertu de la common law.

Êtes-vous dans la région de S. London? Si tel est le cas, nous sommes un petit groupe à nous rencontrer de temps en temps dans et autour d'Essex et vous seriez invités à vous joindre à nous.

Je pense que la plus grosse erreur que vous avez faite a été de ne pas avoir votre documentation avec vous.

À mon avis, nous devrions avoir une copie de notre certificat de naissance CLC et, si dans un appareil de transport privé, le document d'enregistrement CLC. Je ne recommanderais pas de porter le document de nom récupéré ni la carte d'identité CLC car les deux ont le potentiel de laisser les gens dans la même situation que celle dans laquelle vous vous êtes trouvé, en raison de la divulgation du NOM qu'ils ont rapidement abusé et exploité!

Si vous vous en tenez à l'article 61, il peut également valoir la peine de porter ce document, étayé par des preuves de trahison qui peuvent être utilisées pour signaler le crime aux agents de police présents. Une fois qu'ils ont été informés de la trahison, ils sont tenus de donner suite à ces informations conformément à la common law (qu'ils ont juré de respecter!).

Si l'ancien contenu du forum n'avait pas été écarté, vous auriez eu accès à des informations utiles sur l'incompétence concernant les statuts, les lois et les tribunaux administratifs. Il y avait également des informations concernant la police.

Nous n'avons aucun gouvernement en mesure de légiférer sur des lois ou des statuts, et nous n'avons pas non plus accès à des tribunaux légitimes. Les deux organes sont activement engagés dans des actes de trahison contre les bonnes gens de notre pays!

Les tribunaux administratifs sont illégaux: la loi de Halsbury

La loi de Halsbury déclare que les tribunaux administratifs sont illégaux.

La loi est absolument claire à ce sujet. Il n'y a AUCUNE autorité pour les tribunaux administratifs dans ce pays et aucune loi ne peut être adoptée pour les légitimer en raison des restrictions constitutionnelles imposées à Sa Majesté lors de son couronnement.
La perception de revenus par de tels moyens est une extorsion, et l'extorsion a été jugée répréhensible depuis les temps anciens. Nous constatons, par exemple, que dans la réglementation fiscale communale, l'autorité de facturation, le ministère public et l'autorité d'exécution sont tous investis dans le même organisme. Les mêmes organes prétendent même délivrer leurs propres documents juridiques, par accord tacite avec les tribunaux. Dans notre système de common law, la primauté du droit exige que nous ayons une séparation des pouvoirs.

Aujourd'hui, les pouvoirs ne sont pas séparés. L'exécutif n'est pas une patte distincte et autonome du trépied. L'exécutif émerge maintenant directement de la Chambre élue de la législature où auparavant il émanait directement du Monarque. Cela mène à une confusion constitutionnelle - parce que l'exécutif a saisi et abusé des pouvoirs démocratiques du Parlement à ses propres fins destructrices.

Heureusement, nous avons quelque chose vers lequel nous pouvons nous tourner pour préserver nos anciennes lois et libertés. Nous avons le serment que Sa Majesté la Reine a prêté lors de son couronnement par lequel elle est solennellement liée et dont personne en Angleterre, au Pays de Galles et en Écosse ne l'a libérée. Lors de son couronnement, la reine a juré de nous gouverner, «selon [nos] lois et coutumes respectives».

Certes, parmi nos «coutumes» réputées, il y a précisément cette division tripartite inestimable et largement admirée des pouvoirs. Le pouvoir judiciaire fait partie intégrante de notre système coutumier de souveraineté interne - «la reine au Parlement». C'est l'un des trois pouvoirs distincts mais symbiotiques, et c'est une affirmation capricieuse et intéressée selon laquelle il ne devrait pas avoir le pouvoir de préserver l'autorité du législatif sur l'exécutif.

C'est un principe constitutionnel que l'assentiment de la Reine et du Parlement est une condition préalable à la création d'un tribunal qui peut faire fonctionner un système de droit administratif dans les tribunaux de Sa Majesté en Angleterre. Cela a été confirmé par Lord Denning lors des débats sur le projet de loi d'amendement des Communautés européennes, HL Deb 08 octobre 1986 vol 480 cc246-95 246 à 250: «Notre système judiciaire découle de la Couronne comme source et fontaine de la justice. Aucun tribunal ne peut être créé en Angleterre, aucun tribunal ne peut exister en Angleterre, sauf par l'autorité de la Reine et du Parlement. C'est le cas depuis la Déclaration des droits. »

08-10 - 1986 vol 480 cc 246-95 246 à 250.
Halsbury's Laws of England / ADMINISTRATIVE LAW (VOLUME 1 (1) (2001 REEDITUE)) / 1. INTRODUCTION / (1) CHAMP D'APPLICATION ET NATURE DU SUJET / 1. Portée.

1. INTRODUCTION
(1) CHAMP D'APPLICATION ET NATURE DE L'OBJET
1. Champ d'application.
Aux fins de cet ouvrage, on entend par droit administratif1 la loi relative à l'exercice de fonctions à caractère public dans le gouvernement et l'administration. Il comprend la loi relative aux fonctions des autorités et des agents publics et des tribunaux, le contrôle juridictionnel de l'exercice de ces fonctions, la responsabilité civile et la protection juridique de ceux qui prétendent les exercer et certains aspects des moyens permettant d'obtenir une réparation extrajudiciaire. à la demande de personnes lésées 2.

1 Pendant au moins un demi-siècle après la publication de la loi constitutionnelle de Dicey (1e éd.) (1885), le terme `` droit administratif '' a été identifié au droit administratiff, un ensemble distinct de règles relatives aux autorités administratives et aux fonctionnaires, appliqué en tribunaux administratifs spéciaux. Ainsi défini, le droit administratif n'existait pas en Angleterre: voir Dicey's Law of the Constitution (10th Edn) 330. Voir aussi Re Grosvenor Hotel, London (No 2) [1965] Ch 1210 at 1261, [1964] 3 All ER 354 à 372, CA, par Salmon LJ; Ridge v Baldwin [1964] AC 40 à 72, [1963] 2 All ER 66 à 76, HL, par Lord Reid («Nous n'avons pas de système développé de droit administratif - peut-être parce que jusqu'à assez récemment, nous n'en avions pas besoin»).

Cependant, Ridge v Baldwin, précité, et un certain nombre de décisions qui l'ont suivi, ont marqué un changement important dans l'attitude des juges à l'égard du contrôle judiciaire de l'action administrative. Voir Re Racal Communications Ltd [1981] AC 374 à 382, [1980] 2 All ER 634 à 638, HL, par Lord Diplock («[The case of Anisminic Ltd v Foreign Compensation Commission [1969] 2 AC 147, [1969] 1 All ER 208, HL] est un jalon juridique, il a rendu possible le développement rapide en Angleterre d'un système rationnel et complet de droit administratif fondé sur le concept d'ultra vires »); Breen v Amalgamated Engineering Union [1971] 2 QB 175 à 189, [1971] 1 All ER 1148 à 1153, CA, par Lord Denning MR («… il y a eu des développements importants au cours des 22 dernières années qui ont transformé la situation.On peut vraiment dire maintenant que nous avons un système développé de droit administratif »); IRC contre National Federation of Self-Employed and Small Businesses Ltd [1982] AC 617 à 641, [1981] 2 All ER 93 à 104, HL, par Lord Diplock («… [le] système complet de droit administratif [qui] I considéré comme ayant été la plus grande réussite des tribunaux anglais de ma vie judiciaire »); O'Reilly c Mackman [1983] 2 AC 237 à 279, [1982] 3 All ER 1124 à 1129, HL, lord Diplock; Mahon contre Air New Zealand Ltd [1984] AC 808 à 816, [1984] 3 All ER 201 à 207, PC («L'extension du contrôle judiciaire du processus administratif… au cours des 30 dernières années… a déjà fait un long chemin vers fournir un système de droit administratif aussi complet dans son contenu que le droit administratif des pays de droit civil, bien que son approche procédurale diffère,[et] c'est un développement [qui] se poursuit toujours. Il n'est pas encore devenu statique ni en Nouvelle-Zélande ni en Angleterre »); R v Lancashire County Council, ex p Huddleston [1986] 2 All ER 941 at 945, 136 NLJ Rep 562, CA, per Sir John Donaldson MR («Bien que les tribunaux aient exercé pendant des siècles une compétence de surveillance limitée au moyen de la prérogative les brefs, le recours plus large du contrôle juridictionnel et l'évolution de ce qui est, en fait, un tribunal administratif ou de droit public spécialisé est une évolution d'après-guerre. Cette évolution a créé une nouvelle relation entre les tribunaux et ceux qui tirent leur autorité de la droit public, un partenariat fondé sur un objectif commun, à savoir le maintien des normes les plus élevées de l'administration publique »).Il n'est pas encore devenu statique ni en Nouvelle-Zélande ni en Angleterre »); R v Lancashire County Council, ex p Huddleston [1986] 2 All ER 941 at 945, 136 NLJ Rep 562, CA, per Sir John Donaldson MR

(«Bien que les tribunaux aient exercé pendant des siècles une compétence de surveillance limitée au moyen de la prérogative des décisions judiciaires, le recours plus large du contrôle juridictionnel et l'évolution de ce qui est, en fait, un tribunal administratif ou public spécialisé est une évolution d'après-guerre. Cette évolution a créé une nouvelle relation entre les tribunaux et ceux qui tirent leur autorité de la droit public, un partenariat fondé sur un objectif commun, à savoir le maintien des normes les plus élevées de l'administration publique »).Il n'est pas encore devenu statique ni en Nouvelle-Zélande ni en Angleterre »); R v Lancashire County Council, ex p Huddleston [1986] 2 All ER 941 at 945, 136 NLJ Rep 562, CA, per Sir John Donaldson MR («Bien que les tribunaux aient exercé pendant des siècles une compétence de surveillance limitée au moyen de la prérogative des décisions judiciaires, le recours plus large du contrôle juridictionnel et l'évolution de ce qui est, en fait, un tribunal administratif ou public spécialisé est une évolution d'après-guerre. Cette évolution a créé une nouvelle relation entre les tribunaux et ceux qui tirent leur autorité de la droit public, un partenariat fondé sur un objectif commun, à savoir le maintien des normes les plus élevées de l'administration publique »).par Sir John Donaldson MR (`` Nonobstant le fait que les tribunaux ont exercé pendant des siècles une compétence de contrôle limitée au moyen des brefs de prérogative, le recours plus large du contrôle judiciaire et l'évolution de ce qui est, en fait, un tribunal administratif ou public spécialisé est une évolution d'après-guerre. Cette évolution a créé une nouvelle relation entre les tribunaux et ceux qui tirent leur autorité du droit public, une relation de partenariat fondée sur un objectif commun, à savoir le maintien des normes les plus élevées de l'administration publique »).par Sir John Donaldson MR (`` Nonobstant le fait que les tribunaux ont exercé pendant des siècles une compétence de contrôle limitée au moyen des brefs de prérogative, le recours plus large du contrôle judiciaire et l'évolution de ce qui est, en fait, un tribunal administratif ou public spécialisé est une évolution d'après-guerre. Cette évolution a créé une nouvelle relation entre les tribunaux et ceux qui tirent leur autorité du droit public, une relation de partenariat fondée sur un objectif commun, à savoir le maintien des normes les plus élevées de l'administration publique »).Cette évolution a créé une nouvelle relation entre les tribunaux et ceux qui tirent leur autorité du droit public, une relation de partenariat fondée sur un objectif commun, à savoir le maintien des normes les plus élevées de l'administration publique »).Cette évolution a créé une nouvelle relation entre les tribunaux et ceux qui tirent leur autorité du droit public, une relation de partenariat fondée sur un objectif commun, à savoir le maintien des normes les plus élevées de l'administration publique »).

Autres sources:

20 janvier 2019 à 16h49 # 14396

Steven: Jones
Participant

Salut IP,

Tour intéressant des événements. très stimulant de ne pas mettre votre nom complet ici. Beaucoup à considérer…

Devra y réfléchir et voir s'il y a un moyen - le recul étant la chose merveilleuse que nous savons tous que c'est! - que les choses auraient pu être dites ou faites différemment pour

empêcher l'arrestation. Ce qui signifie que je vais devoir regarder votre vidéo plus en détail, car je l'ai parcourue assez rapidement, je dois l'admettre.

En supposant que vous recevrez un avis de comparution devant un tribunal de première instance, ma première suggestion serait immédiatement de contester la compétence dudit tribunal. Je vais discuter avec des amis à ce sujet au cours des prochains jours et ensuite, je l'espère, revenir ici et suggérer une stratégie que vous voudrez peut-être ou non suivre; votre décision, en fin de compte. Bonne chance en attendant.

S.

PS J'essaierais d'éviter d'être au tribunal si possible. Il est tellement facile de se faire embarquer par inadvertance! Je sais…

26 janvier 2019 à 4h58 # 14805

walter33rt@yahoo.co.uk
Participant

Bon conseil sur le nom, vient de changer le mien.

9 février 2019 à 21h03 # 16132

JP de la famille G
Participant

Merci beaucoup à uxbridge mags court le 12 février 2019. et bien que ive ait appris et enregistré sur clc, je suis toujours un novice en la matière. im in uxbridge cowley ub83sq ils ont pris mon camion et m'ont envoyé 2 lettres de menaces au sujet de payer pour le récupérer que j'ai réussi à dire en citant im innocent jusqu'à preuve du contraire. 01895435469 est mon numéro de domicile. Je serais heureux de conseiller s'il vous plaît et de surporter à la cour si quelqu'un est libre car je suis inquiet que mes connaissances et mes droits soient ignorés encore une fois. beaucoup de salutations jpg.

9 février 2019 à 21h03 # 16134

JP de la famille G
Participant

merci pour votre commentaire le soutien est grandement nécessaire

9 février 2019 à 21h04 # 16135

JP de la famille G
Participant

Je suis heureux d'aider où je peux. Bonne chance

11 février 2019 à 15h44 # 16463

prunellier.
Participant

Il n'y a pas de tribunal, c'est un «tribunal administratif» et n'a aucune compétence sur la période de l'homme vivant! Vous devez établir la compétence du tribunal en demandant au greffier du tribunal si le tribunal est un tribunal administratif ou une cour constitutionnelle de jure, c'est-à-dire y a-t-il un jury présent et le jury sera-t-il informé de son pouvoir d'annulation et sans instruction du juge (perdez le sens du terme car il n'y aura pas de juge légitime présent).

Si vous avez l'intention de comparaître, assurez-vous de ne faire qu'une apparition spéciale ... cherchez ce que cela signifie pour comprendre exactement dans quelle position vous placez. Assurez-vous de les informer que vous êtes heureux d'accepter leur invitation à comparaître à condition que vous peut faire une apparition spéciale, et l'obtenir par écrit. S'il y a un doute sur la validité de faire une apparition spéciale, regardez la comparution spéciale de Tony Blair à l'enquête sur la guerre en Irak. Il y a d'autres exemples.

Demandez-leur également de confirmer dans quelle langue la convocation est rédigée et quel guide de style est utilisé pour la création du ou des documents? Encore une fois, obtenez cela par écrit avant de vous présenter au tribunal. Le problème probable est que le document n'est pas conforme à l'anglais écrit et qu'il ne sera pas conforme à un manuel de styles reconnu. Dans ce cas, le document est nul! Vous aurez du mal à affirmer cela le jour même, à moins que vous ne compreniez la grammaire et le gloss / glossa. Recherchez ROMLEY STEWART sur Ytube car il donne une bonne explication ou ce qu'est la glossa et ce que cela signifie dans un document juridique.

Lisez également mon article précédent dans ce fil qui prouve que les tribunaux administratifs sont inférieurs et ne peuvent traiter que des actes qui ne sont pas la loi à moins que vous consentiez à respecter leurs règles. Vous avez clairement démontré que vous ne consentez pas et vous avez pro activement exprimé vos intentions en vous inscrivant au CTC.

Si vous vous présentez au tribunal, assurez-vous d'avoir votre certificat de naissance du tribunal du CTC et le certificat de naissance avec lequel ils tentent de créer une jonction. Demandez-leur s'ils essaient de vous inciter à vous identifier en tant que propriétaire du certificat de naissance? Il indique clairement sur le certificat de naissance qu'il ne peut pas être utilisé comme pièce d'identité et qu'il s'agit du droit d'auteur de la Couronne. Vous êtes le

constituant et le bénéficiaire de la fiducie et vous êtes heureux que le juge agisse à titre de fiduciaire.

Comme votre voiture est immatriculée auprès de la CLC et que vous êtes le propriétaire de la propriété, ils n'ont pas compétence pour voler votre propriété! S'ils contestent votre propriété de votre propriété, demandez-leur de déterminer qui est le propriétaire? Le DVLA n'indiquera pas qui est le propriétaire. Vous voyagiez également à titre privé et n'êtes pas soumis aux lois ou aux lois sur la circulation routière.

Votre nom n'est pas votre nom! Si vous regardez l'un des formulaires, il indiquera quelque chose comme NOM: _____ DEUXIÈME NOM _____, ce qui rend assez évident que les deux choses sont entièrement séparées. Encore une fois, ROMLEY STEWART couvre la question du nom en détail.

Demandez-leur quelle version de la Bible, y compris la révision, est utilisée à la cour. Cela devrait être une révision de la Bible King James. Allez sur le site Web de Clint Richardson http://www.strawmanstory.info/ et téléchargez le PDF de son livre «Strawman», vous pouvez le rechercher pour prêter serment et obtenir des titres et des noms fantaisistes. M, Mme et Mlle sont des titres que l'État attache au nom sur le BC. Vous ne pouvez pas prêter serment sur la Bible car cela contredit les enseignements de la Bible. La Bible (loi des créateurs / dieux) a autorité au-dessus du tribunal, et en tant que tel, les tribunaux sont soumis aux lois de la Bible. En cas de doute, réfléchissez à la question de savoir pourquoi la Bible est-elle présente dans chaque tribunal?

Si vous soutenez la pétition de l'article 61 de la Magna Carta 1215 de Barron, vous avez une excuse légitime pour entraver la reine et, par extension, l'État, à condition de ne pas nuire à la reine ou à ses héritiers. Le juge a prêté serment à la reine et la reine est coupable de trahison, de sorte que, par extension, le juge participe à des actes de trahison si le juge ne reconnaît pas notre constitution et l'invocation de l'article 61. Nous vivons actuellement dans une Un État sans loi et aucun tribunal d'État n'a de pouvoir sur le peuple souverain de la Grande-Bretagne en vertu du droit anglais.

D'après ce que je me souviens de votre rencontre avec les agents de police dans votre vidéo, ils n'ont pas été honnêtes dans leurs relations avec vous à plusieurs reprises. Ils agissaient également au-delà de leur autorité en tant que gendarmes, car aucune loi n'avait été violée uniquement des statuts et des lois. Iirc vous leur avez fait ces remarques et ils ont choisi d'ignorer vos déclarations. Je doute que l'un des gendarmes présents soit légalement compétent pour prendre des décisions juridiques, particulièrement en ce qui concerne notre constitution et notre common law. Vous pouvez rédiger un affidavit ou un affidavit clarifiant vos réclamations et votre statut en common law et demander à l'agent de police présent de fournir un affidavit pour contrer vos réclamations.

Les gendarmes agissent en tant qu'agents d'une société enregistrée comme le sont les tribunaux, en tant que tels, ils n'ont aucune compétence légale sur vous de la même manière que Tesco n'a aucune autorité sur vous. Il n'existe aucun contrat entre vous et l'État et s'ils le prétendent, demandez-leur de fournir la preuve de leur réclamation ainsi que la preuve que vous avez reçu une divulgation complète.

N'acceptez pas que vous compreniez l'une de leurs affirmations ou déclarations car le simple fait est que vous ne les comprenez pas car ils n'utilisent pas l'anglais commun ou les règles et

styles de grammaire reconnus. Ne niez ou n'affirmez rien, posez simplement des questions. Ne signez rien sans écrire «sous la contrainte», puis placez un autographe sur les mots sous la contrainte.

Une convocation au tribunal est une invitation, vous êtes donc libre de refuser leur invitation. Vous avez plus que suffisamment de motifs de refuser car ils ne peuvent pas établir de juridiction ni d'autorité sur vous à moins que vous ne consentiez à leurs demandes.

Si vous vous présentez, obtenez leur plus tôt et assurez-vous que le greffier est informé que le certificat de naissance délivré par l'État est présent et se présente au tribunal, et que vous faites une comparution spéciale afin de vous assurer que le certificat soit présenté au tribunal afin que les fiduciaires puissent traiter avec la question. Votre certificat de naissance CLC est la preuve de qui vous êtes et de l'autorité que vous reconnaissez. Vous pourriez déclarer que vous êtes heureux que le tribunal renvoie l'affaire à la juridiction du tribunal de droit commun, de sorte que la question puisse être traitée légalement, en vertu de notre constitution et de la loi d'Angleterre / Grande-Bretagne.

C'est un méli-mélo de positions différentes que vous pourriez adopter, mais malheureusement, vous avez affaire à une entreprise criminelle, qui ne respecte pas notre constitution ou la primauté du droit, de sorte qu'il n'y a pas de justice à avoir dans leur système de justice pénale.

Une dernière pensée que vous pourriez donner à votre fils une procuration et il pourrait porter le certificat de naissance de l'État au tribunal. Il pourrait alors aviser le greffier du tribunal que le BC est présent et qu'il assistera au tribunal. Lorsqu'ils appellent le nom au tribunal, votre fils peut agiter le BC / document au juge pour confirmer qu'il est présent et être prêt à répondre à toutes les questions que le tribunal peut en extraire. Vous ne savez pas comment cela se passerait bien?

Ne considérez rien de ce que j'ai dit comme un avis juridique! Vous devez faire votre propre diligence raisonnable et comprendre les processus et les concepts mentionnés ci-dessus. Vous devez également être en mesure d'exprimer ces concepts et, idéalement, de soutenir les affirmations avec des preuves.

J'espère que tout va bien pour vous quelle que soit l'approche que vous décidez d'adopter. Nous devons tous prendre la position que vous prenez si nous voulons que notre pays revienne.

12 avril 2019 à 14h02 # 21897

David Ashton Hughes
Participant

Salut Blackthorn
Comme vous l'avez mentionné l'article 61 de la rébellion légale. Comment puis-je remplir l'acte ici. Comme il demande un Barron? et pour charger un document quelconque? Toute aide serait appréciée.

16 avril 2019 à 19h32 # 22290

prunellier.
Participant

Salut David,

Vous n'avez pas réellement besoin de présenter votre serment à un Barron, le but est de démontrer votre intention de les soutenir et l'invocation légale de A61. Il devient de plus en plus difficile de trouver un Barron qui accepte les serments, car beaucoup sont décédés ou ont changé d'adresse, etc.

Ce que vous pouvez faire, c'est terminer votre serment et demander à trois hommes de bien d'assister à votre serment. C'est un signe clair de votre intention. Vous pourrez alors en faire une copie et la sceller dans une enveloppe que vous pourrez vous envoyer en recommandé. Une fois que vous l'avez reçu, ne l'ouvrez pas et conservez-le dans un endroit sûr au cas où vous en auriez besoin comme preuve à l'avenir. Assurez-vous également de stocker le document original en toute sécurité et n'utilisez pas ce processus enregistré!

Je ne sais pas s'il est possible de terminer l'acte A61 sans le nom d'un Barron, ce qui pose un peu problème étant donné la difficulté à mener à bien cette tâche. Vous pouvez demander aux administrateurs CLC de l'acte d'ajouter un nouveau champ au formulaire quelque chose à l'effet de `` serment et intention de témoin '' (vous ne savez pas s'ils seront en mesure de le faire?).

Il y a encore environ trois Barron qui acceptent l'afaik, mais je ne me souviens pas de leurs noms ou de leurs adresses. Vous pouvez trouver quelqu'un avec ces informations sur le groupe Facebook «Practical Lawful Dissent». Je suis occupé au cours des prochains jours et je n'ai pas mon serment à portée de main. Je vais essayer de le creuser et vous fournir les détails que j'ai utilisés pour prêter serment aux Barron. Je peux vous dire le nom de vos pairs qui est «David Manners - 11th Duke of Rutland» qui peut-être assez pour que vous trouviez une adresse.

Iirc vous n'avez pas réellement à télécharger une copie des documents dans le cadre du processus d'acte. En remplissant les inscriptions à l'acte, vous le faites sous peine de parjure et de pleine responsabilité. Donc, faire une réclamation qui est fausse vous rend responsable en vertu de la common law!

Cette déclaration de rébellion légale a été enregistrée aux fins de conservation auprès du tribunal de common law. Les informations qu'il contient sont basées sur des connaissances de première main et ont été fournies par l'individu désigné. Cet individu a soumis ces informations sous peine de parjure et de pleine responsabilité.

De toute évidence, déposer votre engagement sur le système des actes de la CLC est la voie à suivre, car cela crée un registre public de votre intention, et vous pouvez également obtenir un extrait à utiliser comme preuve de votre intention.

J'espère que ça t'as aidé.

25 juin 2019 à 13h50 # 28866

William Brown
Participant

Salut à tous, Bill Turner sur YouTube a d'excellents conseils sur le traitement du système judiciaire. Il est basé en Nouvelle-Zélande, mais les informations peuvent être utilisées ici (Royaume-Uni).?

- la durée de la poursuite en justice de la police

23 février 2019 à 16h54 # 16712

ak de la famille b
Participant

salut quelqu'un peut-il aider, j'ai essayé de trouver ces informations partout et je ne peux pas les trouver, alors j'espère que quelqu'un ici le saura, je vais essayer de rester bref, j'ai été victime dans une affaire, je suis allé signaler 1 agression et pendant mon entretien initial (non enregistré) j'ai dû répondre par oui ou non à 21 questions, oublier le nom du formulaire, alors l'agent m'a fait savoir qu'il pouvait dire que ce n'était pas la première agression, je lui ai assuré que si j'avais voulu signaler tout ce que j'aurais fait avant, il m'a envoyé dans un DC qui n'était intéressé que par les autres agressions, j'ai refusé de poursuivre autre chose que l'infraction que j'étais allé signaler, j'ai dû poursuivre le DC en charge pour prendre ma déclaration concernant le agression pendant 7 mois,Finalement, le DC m'a dit que je pouvais me baiser et qu'elle ne prendrait pas une déclaration de l'agression si je ne signalais pas le reste (les morceaux valent des points brownie) j'ai appris plus tard quand le défendeur a sonné pour me remercier de ma déclaration en sa faveur, que le DC avait écrit et signé à mon nom une déclaration qu'elle a présentée au tribunal comme étant la mienne, ce jour-là, elle a dit que le juge m'avait interdit de participer à l'audience, un mensonge que j'ai découvert de la CPS, j'ai rassemblé tous les mon témoignage, écrit chaque mot, a tout fait bien jusqu'au iocp (nouveau nom, même vieux merde) j'ai parlé à 17 avocats qui ont tous entendu mon cas m'ont dit que j'avais à 100% un cas d'inconduite, mais ils ne peuvent pas m'aider, il y a trop de choses à écrire mais je suis allé au sommet, donc le résultat final et ma question est, j'ai refusé d'être entendu par tous et menacé par la plupart d'entre eux,mais j'ai parlé à un avocat qui a dit qu'il lirait mon cas, mais pour environ 22500,00 £, que je n'ai pas de réserve pour le moment assez curieusement, donc ma question est, y a-t-il une limite de temps pour que je puisse poursuivre cela? Merci beaucoup Mandy

10 mars 2019 à 23h58 # 18779

K Bevan

Participant

Il existe des procédures pour faire payer à la police les fouilles d'arrestation en détention illégale, etc.

Comment poursuivre la police

13 mars 2019 à 14h57 # 19016

bobbywhite@protonmail.com
Participant

J'ai envoyé un courriel à Crime Bodge il y a quelques semaines juste pour voir ce qu'était son opinion, je n'ai jamais obtenu de réponse.

20 avril 2020 à 11h28 # 47147

ak de la famille b
Participant

Merci, j'ai lu ceci, l'inconduite n'est pas là, je ne sais pas combien de temps après le fait je peux encore la poursuivre

20 avril 2020 à 11h28 # 47149

ak de la famille b
Participant

Merci pour votre temps, non je n'ai pas beaucoup de chance non plus

Mise à jour concernant l'arrestation illégale. 10 janvier 2019

23 février 2019 à 16h57 # 16605

JP de la famille G
Participant

alors je suis allé au tribunal en tant que caution pour le faire et il a été ajourné jusqu'au mardi prochain 19 février 2019. J'ai refusé de réclamer le nom fictif sur la feuille d'accusation. je ne me suis pas connecté. je n'ai donné que mes initiales en jpg. le représentant du nom fictif sur la feuille d'accusation. l'huissier ne cessait de me demander mon nom, je me tenais debout en jpg. ils ont ensuite tenté d'obtenir mon nom en appelant un type de santé mentale à qui j'ai déclaré que je ne suis pas obligé de répondre à aucune de vos questions. Il a ensuite déclaré qu'il avait le droit de me les poser. auquel je n'ai répondu aucun commentaire à chaque question. après une matinée entière passée à être assis dans la salle d'attente du tribunal 5s et à fumer et à fumer, le juge a finalement décidé de m'appeler.

J'ai déclaré qu'aucun plaidoyer n'avait été déposé car i le répétitif du nom et le nom sont en vertu de la common law et non des actes et statues et ne céderait pas à leur compétence. la dame du cps a lu les accusations et n'a pas eu la feuille de caution. cps a également déclaré qu'aucun nom n'a été signé, mais je ne consens pas et sans préjudice était la seule chose écrite. le juge a ignoré ma demande si elle se tenait sous son serment aujourd'hui et a semblé choqué lorsque j'ai lu le serment judiciaire. soulignant également qu'il énonce la loi et non les actes et les statuts. elle a menacé de délivrer un mandat d'arrêt au banc, auquel cas j'ai déclaré que je crois que ce serait illégal. elle a alors décidé de prendre sa retraite pendant 10 minutes pour décider comment procéder… à quel point je suis allée prendre une clope et l'ai fait attendre…

Je me suis proposé de lui montrer le jeu de non-juridiction. de ce site sous forme papier qu'elle a décliné. J'ai également déclaré que le nom des accusés était mort en mer comme cest que vi 1666…
donc prochaine mise à jour mardi prochain si je ne suis pas envoyé en prison lol

- Les politiciens

  - Les églises lancent une bataille juridique contre le gouvernement

18 novembre 2020 à 10h24 # 280654

Kaye Louise Bewley
Participant

Bonjour,
Quelqu'un a-t-il vu l'article du Telegraph sur les églises lançant une bataille juridique contre le gouvernement.
Voici une vidéo sur youtube:

Voici l'article dans le Telegraph:
https://www.telegraph.co.uk/news/2020/11/13/closure-church-breaches-human-rights-government-told-religious/
(malheureusement, vous devez vous abonner pour l'article complet)

C'est bon de voir les gens se lever. Ont-ils des contacts avec quelqu'un ici, quelqu'un pourrait-il les aider à traverser le bourbier juridique?

Tout le meilleur,
Kaye

- Une rupture de contrat social s'est-elle produite avec la reine ?

10 octobre 2020 à 11h49 # 127251

Amalia Anna Natalia Lembo
Participant

La décision du politicien d'appliquer l'immunité collective, considère désormais officiellement la vie comme une marchandise d'entreprise inutile, mesurée par les profits et les pertes. Les politiciens sont des «serviteurs» de la reine, avec qui nous avons des contrats sociaux qui en échange de notre affiliation avec elle, nous sommes protégés.

Comme nous ne sommes plus «protégés» et que la reine est à la fois chef religieux et société, je me demande si nos contrats sociaux sont maintenant violés / rendus invalides par ses «serviteurs» les politiciens?

Je ne connais rien et mes connaissances sont basées sur Internet et je suis profondément préoccupé par la façon dont les choses semblent se diriger.

12 octobre 2020 à 11h38 # 206190

Anonyme
Inactif

Les politiciens travaillent pour le gouvernement qui est une entreprise.
Les politiciens sont censés représenter le peuple, de manière impartiale et neutre.
Ils sont responsables de la formulation, de la coordination et de la décision sur les politiques statutaires.

- Gouvernement dictatorial

20 avril 2020 à 11h11 # 61496

Stéphane Bachelier
Participant

Je vis en France et je peux dire que nous vivons sous une dictature. C'est une dictature cachée, mais les hommes et les femmes de ce pays se noient sous les dettes, les impôts, etc… À peine assez pour manger au début du mois après avoir payé tout ce que nous avons à payer. Le décor de carte postale de la France, où le soi-disant droit de l'homme est l'emblème de cette même France, n'est rien d'autre que de l'imposture et de la trahison. Les droits de l'homme sont bafoués chaque jour et nous sommes dans une situation catastrophique ici, mais cela n'est pas connu à l'étranger. Nous avons tout à fait le droit de porter plainte contre ce gouvernement mafieux et tous ces bandits qui sont dans la justice, ce qui pourrait être décrit comme injuste, et aussi contre tous ces banquiers qui nous asservissent.
Stéphane.

12 octobre 2020 à 11h27 # 88575

David Neil et le clan Makepeace
Participant

Nous devons organiser une marche sur nos parlements pour exiger qu'ils démissionnent de leurs sièges présumés au pouvoir afin que nous puissions nommer de vrais dirigeants non seulement avec l'intelligence, mais avec la SAGESSE. Nous n'avons pas beaucoup de temps pour le faire.

• Pandémie

10 octobre 2020 à 11h50 # 79059

James Clark
Participant

Après la révélation d'aujourd'hui sur le changement de la loi, qui est censée être maintenant forcée, les vaccins sont encore plus une raison de les contester

• Pedo condamné récompensé à la Chambre des lords - 273 contributions au Parlement

20 avril 2020 à 11h10 # 59557

Susan Hughes
Participant

On nous joue le système BIGTIME - EVIL qui nous contrôle depuis la naissance par la peur! inverser Dieu en CHIEN = vivre la vie d'un chien, puis nous brûler en enfer (crémation)

Je suis un survivant, pas une victime, je ne veux ni n'ai besoin de sympathie - nous avons besoin de changement, mais quand le système est aussi corrompu que c'est la chance que l'humanité a. J'ai fatigué ma vie, guéri la plupart de mes problèmes de santé naturellement et me battre pour me sortir du spectacle de théâtre EVIL.

Ma mère EVIL a vendu 3 de ses enfants à des pédophiles, nous avons été emmenés à Rotterdam, en Hollande pour un tournage de film. environ 4/5 ans quand je me suis souvenu pour la première fois qu'elle m'avait remis à des hommes étranges.

Je suis tombé sur ce blog Skeptic Peg (excellent article sur l'affaire)

MEMBRE DE LA TARTE: HERMAN JACOB SPIELMAN (DR QUACK), LE TRAFICATEUR, ACHETEUR ET PORNOGRAPHE INTERNATIONAL

L'un des pédos EVIL:
Richard Maurice Clive Bigham 4e vicomte de Mersey, 13e maître de Nairne et cinéaste - Pédophile condamné 1978 (12 mois de peine avec sursis)
1979 Récompensé à la Chambre des Lords (chef du cinéma, des médias et de la photographie)
Affaire judiciaire tenu à huis clos pas de jury.
Bigham avait même un surnom de `` Wendy " car il préférait les petites filles - elles le savaient toutes, mais à cause de qui lui et son père étaient-il, il a échappé à la justice et mis dans une position pour aider le pédo

J'étais la petite fille de 6 ans mentionnée dans la presse, qui a rapporté en passant `` ils ne savaient pas ce qui était arrivé à l'âge de 6 ans ".
Les EVIL ont purgé une peine de prison ou une peine avec sursis pour les crimes commis contre ma sœur et mon frère qui étaient plus âgés de 9 et 13 ans

Manchester Crown Court Justice Forbes (retraité):
Je suis allé au tribunal pour témoigner ou alors je pensais, je me souviens d'une conversation sur le fait que je n'avais pas besoin de moi, je n'étais pas content de cela, que je n'ai jamais eu la chance de dire mon article et mettre les méchants à l'écart, et je leur ai dit que j'étais bouleversé.
Je me souviens d'une autre conversation sur le fait que j'allais voir le juge et comment il serait débarrassé de ses vêtements pour éviter de me faire peur - je n'avais pas peur, je pensais que le juge était un bon gars, il allait me faire sentir à nouveau en sécurité, que quel était son travail, pour éloigner les méchants, même ma mère MAUVAISE, je la voulais enfermée pour toujours.

Je me souviens avoir été dans le cabinet des juges. Le juge Forbes m'a dit personnellement que je ne pouvais pas monter à la barre à cause de mon âge, j'étais trop jeune et le jury y

verrait une histoire, une histoire inventée! et ai-je compris cela, j'ai hoché la tête et dit oui, j'étais tellement découragée et bouleversée, je voulais juste rentrer à la maison avec mon père.

MÈRE MALHEUREUSE a été condamnée à 4 ans de prison.
J'ai eu 5 ans de
prison pour enfants , RICHARD BIGHAM a obtenu 12 mois de prison avec sursis - puis a été récompensé par la Chambre des lords 1979
Herman Spielman 6 ans

Je vivais avec ma mère EVIL quand je suis sorti de prison pour enfants à 10 ans

J'AI EXPÉRIENCE ÉCHEC SYSTÉMATIQUE TOTAL:
Service social - ÉCHEC
Services judiciaires - ÉCHEC
Services de protection de l'enfance - ÉCHEC
Police - ÉCHEC
Éducation - ÉCHEC Soins de
santé - ÉCHEC

- Maison de je vais renommer

28 novembre 2018 à 16h22 # 9278

Nicolas Stones
Participant

Les politiciens ne travaillent plus pour le peuple, ils sont plus alignés sur les grandes entreprises et les banques. Ils l'ont montré dans la gestion du Brexit, ils n'ont guère respecté la volonté et le résultat du vote. Le bulletin de vote a déclaré rester dans l'UE ou quitter l'UE pour ne pas jouer le Hokey Cokey, un pied dedans et un pied dehors. Je ne participerai plus jamais à une élection ou à un référendum tant que des semi-esprits égoïstes sont sur le bulletin de vote.

18 janvier 2019 à 11h24 # 14116

JP de la famille G
Participant

Je suis tout à fait d'accord et en fait, s'ils ne livrent pas un Brexit sans accord ... nous devrions tous les avoir arrêtés et accusés de trahison.

26 janvier 2019 à 4h59 # 14811

walter33rt@yahoo.co.uk
Participant

Je ne suis pas d'accord avec vous sur un point. Ce n'est pas que les politiciens ne travaillent PLUS pour le peuple. Ils n'ont JAMAIS travaillé pour les gens. À aucun moment de l'histoire moderne, les banquiers n'ont possédé l'ensemble de l'établissement. Depuis que les Rothschild ont acheté frauduleusement de vastes quantités d'actions en mentant sur le résultat de la bataille de Waterloo, ils ont pris le contrôle des banques centrales avec diligence et sans relâche à travers la planète et eux et tous leurs collègues banquiers dégoûtants ont une mainmise mortelle sur tout l'argent dans le monde. Ce que nous voyons maintenant, c'est un nombre croissant de personnes qui lisent la vérité en ligne et se rebellent contre elle. C'est pourquoi ils essaient de mettre un terme à la liberté d'expression en ligne.

9 octobre 2019 à 9h37 # 46403

Jean Naismith
Participant

Tellement vrai, c'est pourquoi je ne m'inscrire pour voter à aucune élection, c'est une fraude, les Rothschild choisissent le Premier ministre et le parti c'est une illusion!

- L'avocat des actions Edward Ellis nous informe

25 juin 2019 à 20h03 # 33697

William Young
Participant

L'avocat de l'équité gouvernementale Edward Ellis nous informe que les choses sont devenues incontrôlables. Cela prend quelques écoutes et un peu de temps à digérer, mais cela a lié beaucoup de problèmes pour moi.

Je comprends maintenant une grande partie de la logique qui nous fait vivre dans un environnement de dictature autoritaire irrespectueux que nous vivons.

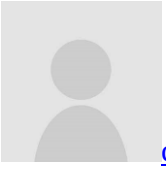
Veuillez trouver les liens ci-dessous :

Common Law and Equity Governance are the Birth Right of All People

Mass Remedies Proposal Notice from the Equity Lawyer to Parliament for the Crown and Lord Bishops

• Accueil Éduquer vos enfants

11 février 2019 à 15h42 # 16410



charles.marston1@btinternet.com
Participant

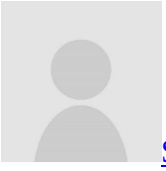
Il s'agit d'une proposition visant à contrer la réflexion au sein du gouvernement, en particulier par les libéraux démocrates du HoL qui cherchent à réglementer et à contrôler davantage les choix de vie de ceux qui choisissent d'éduquer leurs enfants à domicile. La proposition gouvernementale actuellement en discussion verra un registre et un contrôle par l'autorité des deux parents, des enfants, de leur environnement et de leur objet, ce dernier étant déjà très réglementé et surveillé de toute façon.

La proposition du tribunal de common law est de créer un dossier pour les parents souhaitant, à côté de leur acte de naissance et de celui de leur enfant, etc., enregistrer leur choix d'éduquer leurs enfants à domicile, les retirer ainsi que l'éducation qu'ils choisissent de la juridiction statutaire. entièrement.

J'ai également envoyé un e-mail à info@commonlawcourt.com dans le même sens.

Pensons-nous que cela a du mérite?

20 avril 2020 à 11h49 # 63645



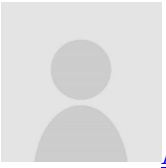
Stéphane Bachelier
Participant

Bonjour Charles,

Oui, cette idée est intéressante, ainsi que toutes les idées qui peuvent nous sortir de ce système d'esclavage afin de retrouver notre liberté. Nous devrons sans aucun doute réfléchir aux détails, mais en termes généraux, oui, c'est vraiment intéressant.

Stéphane ©

20 avril 2020 à 11h50 # 64310



Adele Shaw
Participant

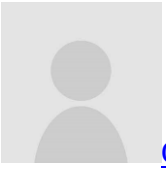
Salut.

Je me demande simplement si cela est allé plus loin? J'enseigne à la maison et j'étais donc intéressé de savoir si quelque chose se passait. Je vois que c'était en 2019.

Merci

• Prostituées en costume

19 novembre 2018 à 18h54 # 8139


CLC
Maître des clés

Les politiciens donnent une mauvaise réputation aux prostituées.

Devrions-nous tous contacter nos députés et députés pour les inviter de la manière la plus agréable possible à enregistrer leur naissance et la propriété de leur fiction juridique auprès du tribunal de droit commun, étant entendu que s'ils ne le font pas, ils peuvent agir dans le cadre de l'État -système-de-contrôle et donc pas pour le peuple?

20 novembre 2018 à 18h34 # 8245

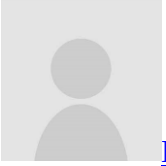
margo: tamm
Participant

Oui, heureux avec .Pouvons-nous avoir du texte, car je ne suis pas bon en écriture, donc ils comprendront de quoi il s'agit.Mais ils ne sont pas les miens, car ils n'ont jamais voté et ne leur donnez pas….

• Vol de propriété

• Avis d'intrusion

14 octobre 2020 à 7h45 # 206590


Katrina Jean Deacon
Participant

Puis-je obtenir un avis d'intrusion pour ma maison privée?

24 octobre 2020 à 16h27 # 219206

Anonyme
Inactif

Oui, vous pouvez. Le groupe de télégrammes a des avis d'intrusion, tout ce que vous avez à faire est d'ajuster le libellé à votre convenance.

https://t.me/joinchat/AAAAAEWyi7LwI8czq-pgbQ

- Ma voiture a été saisie par la DVLA pour ne pas avoir de taxe

20 avril 2020 à 11h07 # 55553

Keith Jones
Participant

à 7h30 ce matin, j'ai entendu un bruit à l'extérieur de ma maison et j'ai regardé par la fenêtre pour voir ma voiture être chargée sur un highab pour ne pas avoir de taxe dessus, je suis totalement choquée et dégoûtée de ce que la DVLA m'a fait, c'est ma vie a disparu, et il y a aussi une toute nouvelle meuleuse d'angle qui m'a coûté 84 £.J'ai contacté le tribunal de droit commun à ce sujet par e-mail, mais je n'ai aucun espoir de récupérer ma voiture.

22 octobre 2020 à 8h58 # 117274

Keith Jones
Participant

maintenant, le tribunal de droit commun sera-t-il prêt à poursuivre la DVLA pour cet abus flagrant de nos droits?

22 octobre 2020 à 8h58 # 210758

Les de Barnet
Participant

Verrouillage au Royaume-Uni 23 mars 2020
UK Coronavirus Act 2020

Si le gouvernement britannique verrouille tout le
pays, sans revenu, comment seriez-
vous en mesure de payer des impôts?

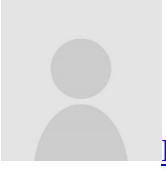
Le 20 avril 2020, tout le pays
était en lock-out, donc DVLA LTD est en violation
de la loi Covid.

Comment ont-ils su que la taxe n'était pas payée
parce que votre propriété porte leur plaque,
ils vous ont donné cette licence, vous l'avez donnée
à DVLA Corporation Ltd, ils en possèdent
le titre et l'acte.

Mais la propriété à l'intérieur est un autre
problème si vous avez des documents pour
votre broyeur, présentez-leur une facture
pour le paiement intégral plus les intérêts ou
traduisez-les en justice.
Accusez-les de l'acte criminel de
vol.

- Ma nouvelle voiture était bloquée.

20 avril 2020 à 11h00 # 49738



Keith Jones
Participant

Salut à tous, La
semaine dernière, je suis devenu la malheureuse victime du serrage de roue de mon véhicule non taxé,
heureusement pour moi, j'ai l'équipement nécessaire pour le libérer,
alors je procède au retrait du collier de roue avec ma meuleuse d'angle, plus tard j'ai fait des recherches et a découvert que
la procédure normale consiste à revenir avec 24 heures pour saisir le véhicule, heureusement pour moi, j'ai évité cela et
je cache maintenant le véhicule à la vue du public dans un endroit peu connu, alors je me demandais comme l'avis fourni par
le commun Le tribunal indique clairement que le véhicule est maintenant sous la juridiction d'un tribunal de droit commun avec une pénalité
pour attacher quoi que ce soit au véhicule entraîne une pénalité de 1000 £ comment dois-je procéder pour appliquer cette pénalité?

22 octobre 2020 à 8h57 # 212321

ian Surman
Participant

envoyer un avis à qui mis sur la pince (également au PDG) il y a de bonnes vidéos youtube sur ce sujet également des groupes fb

• Hypothèques

14 octobre 2020 à 7h44 # 206575

Katrina Jean Deacon
Participant

Si ma fille était de droit coutumier, serait-elle toujours en mesure d'obtenir une hypothèque?

22 octobre 2020 à 8h56 # 212316

ian Surman
Participant

vous avez toujours votre enregistrement de naissance dans le système de statues l'inscription sur le site de la clc ne remplace pas votre bc d'origine vous devrez passer par le système de statues pour obtenir un prêt hypothécaire lorsque vous aurez regardé l'enregistrement de la propriété sur le site de la clc

• Titre allodial Australie

14 octobre 2020 à 7h44 # 133276

Ester Litvak
Participant

Salut à tous,
Quelqu'un ici a-t-il eu de la chance ou connaît-il quelqu'un qui a réussi à obtenir son titre d'allodial pour sa propriété en Australie? J'essaie de parcourir Internet à la recherche d'informations à ce sujet et les résultats sont absolument dérisoires.

• Vol de propriété

26 janvier 2019 à 4h55 # 14803

walter33rt@yahoo.co.uk
Participant

Je recommande à toute personne qui ne l'a pas déjà fait de voir la chaîne You Tube de White Rabbit Trust, en particulier cette https://www.youtube.com/watch?v=YLqZTXJNY2o et cette https://www.youtube.com/watch ? v = 22K-EUnF9bM . Après avoir regardé cela, vous comprendrez les profondeurs de la criminalité qui existe dans les opérations bancaires quotidiennes et encore moins toutes les guerres de financement et les teroristes que les banques font dans les coulisses.

29 janvier 2019 à 7h48 # 15105

margo: tamm
Participant

COMME dans mon pays d'ESTONIE, une partie de TERRE DE LA TERRE, a été déclaré, que depuis la publication de la FRAUDE, toutes les ordonnances des tribunaux statutaires sont NULL ET NULLES, en raison de la FRAUDE les rend NULL et NULL, qu'en est-il de cette déclaration? MAINTENANT, DONC, NOUS, LES GENS, venons de rendre ces FRAUDEURS NULLES ET NULS.

25 juin 2019 à 13h49 # 26500

Vyacheslav Shcherbakov
Participant

Salutations, mes chers amis.
Heureux de lire vos notes.
Ma famille et moi avons été volés par une banque. Il détient de force l'argent de la famille en collusion avec un autre groupe de voleurs similaires.
Je pense que c'est un vrai système d'esclavage.
J'ai postulé au bureau du procureur et bien sûr je ne l'espère pas, mais…
Envie d'être entendu. Voyons ce qui se passe ensuite.

Je vous souhaite toutes les bénédictions de Dieu, la paix et la tranquillité.

Cordialement

- La grande escroquerie hypothécaire britannique

29 mars 2019 à 00h50 # 20230

K Bevan
Participant

Pour tous ceux qui ont une hypothèque ou ont fait reprendre possession de leur maison….

Escroquerie hypothécaire

- Éloignement des enfants

  - Comment répondre aux amendes de la circulation jusqu'à ce que le CLC soit pleinement établi et opérationnel

14 octobre 2020 à 7h42 # 153363

christopher werner john
Participant

Je me suis battu contre une amende pour excès de vitesse et je l'ai fait afficher, et je viens d'en recevoir un autre plus d'un an plus tard, 5 mph au-dessus de la vitesse de 30 mph. Il n'y a aucune garantie que cela fonctionnera, mais cela le reportera et réduira l'arriéré des tribunaux. Envoyez-moi un courriel et j'enverrai ce que j'ai utilisé jusqu'à présent, jusqu'à ce que le CLC ait un format pour jeter les cas.

19 octobre 2020 à 11h16 # 213302

Anonyme
Inactif

Une amende est une offre de contracter. Ne contractez pas, essayez plutôt d'envoyer une lettre comme celle-ci ci-dessous:

Vous avez apparemment fait des allégations de conduite criminelle contre moi. Vous m'avez apparemment fait des demandes. Je ne comprends pas ces demandes apparentes et je ne peux donc pas les satisfaire légalement. Je demande des éclaircissements sur votre document afin

que je puisse agir conformément à la loi et maintenir tout mon corps de droits naturels inaliénables.

J'accepte sous condition votre offre d'accepter que je suis une `` personne '' de fiction légale xxxxxx et que je dois xxx £ pour les services rendus par votre entreprise, sur preuve de réclamation de ce qui suit:

1. Que je suis une «personne» et non un homme vivant.
2. Que vous savez ce qu'est réellement une «personne», juridiquement parlant.
3. Que vous expliquiez la différence entre un «homme vivant» et une «personne», juridiquement parlant.
4. Que je suis <NOM EN MAJUSCULES> et non <nom en minuscules>
5. Que l'accusation résulte d'une enquête légale sans préjudice.
6. Que je suis membre de la société dont vous appliquez les statuts et les règlements en vigueur.
7. Que je vous ai montré une sorte d'identification.
8. Qu'il y a une société nommable à laquelle j'appartiens et que les lois couvertes par cette prétendue transgression stipulent qu'elles s'appliquent à moi dans cette société nommée.
9. Qu'une fiction juridique pourrait effectivement commettre une telle «infraction».

Le fait de ne pas accepter cette offre de clarification et de le faire complètement et de bonne foi dans les 7 jours sera considéré par toutes les parties comme signifiant que vous et votre mandant ou d'autres parties renoncerez à toute demande à mon égard.

Sincèrement et sans mauvaise volonté, vexation ou frivolité

22 octobre 2020 à 8h59 # 208997

Laura Goss
Participant

Salut Christopher

J'ai reçu une amende pour excès de vitesse mais en France. Supposons que cela puisse fonctionner de la même manière qu'au Royaume-Uni (en fait, je n'ai aucune idée de l'endroit où vous vous trouvez). Toute information sur la façon de traiter serait très appréciée. J'allais juste envoyer une acceptation conditionnelle?

Merci
Laura

24 octobre 2020 à 16h37 # 219232

Anonyme
Inactif

la common law est applicable dans le monde entier.

Une amende est une offre de contracter.
Vous pouvez utiliser la même acceptation conditionnelle que ci-dessus

- reprendre la propriété

18 août 2019 à 19h02 # 40473

Martin Duggan
Participant

les individus / groupes peuvent me contacter 'nous pouvons retrouver nos enfants et les reprendre' car nous n'avons pas besoin de demander 'ils sont cachés

13 septembre 2019 à 15h58 # 43674

Maria Anna Sullo
Participant

Comment pourrais-je simplement reprendre mes enfants sans la menace du pouvoir de la police?

20 avril 2020 à 11h47 # 62130

Martin Duggan
Participant

C'est très vrai `` mais vous avez également raison lorsque vous utilisez le mot menace " c'est ce qu'ils font en proie à la peur des gens `` Je pense que pour commencer avec des tracts " me disant la vérité pour que les enfants puissent contacter leurs parents `` peuvent retrouver des photos de disparus childen, nous les reprenons les uns pour les autres et les cachons pour qu'ils ne puissent pas venir les voler lawfuldefence2018@outlook.com `` Je suis assez heureux de prendre position mais plus forts ensemble " oubliez de mendier et de demander qu'ils ne leur donneront pas retour bcoz ils gagnent beaucoup d'argent 'si un enlèvement légal à leurs yeux est acceptable, alors en tant que parents, nous avons parfaitement le droit de reprendre nos propres enfants

20 avril 2020 à 11h48 # 62148

Martin Duggan
Participant

Ces cibles non professionnelles frappant des vies modestes doivent être alignées sur `` nous avons besoin d'yeux dans tous les domaines à la recherche des enfants des autres à partir de photos " ils les ont placés après l'école dans les clubs pour enfants du kcc pour empêcher leur famille de les trouver et de les enchaîner avec des lettres " ils ne rendront pas tant que nous ne cesserons d'être des victimes, ils sont des lâches amers sournois et continueront d'être des sacs de boue jusqu'à ce que le système juridique améliore la qualité du personnel

20 avril 2020 à 11h49 # 62149

Martin Duggan
Participant

Je pense qu'ils veulent ruiner des vies en frappant des cibles qu'ils continuent de mentir et d'ignorer leurs victimes souffrantes et toujours payées `` alors nous unissons tous nos forces et lançons une campagne contre eux à grande échelle " leur peur est que le public se rende compte qu'ils sont impuissants rongeurs

22 octobre 2020 à 9h00 # 189480

Becky Joan Nadeau
Participant

Je suis totalement d'accord et je suis d'accord à 100% comment pouvons-nous résoudre ce problème?

24 octobre 2020 à 16h34 # 219220

Anonyme
Inactif

Inscrire vos enfants en vertu de la common law signifie qu'ils deviennent votre propriété et l'État ne peut pas vous retirer votre propriété. Il est important d'étudier autant que vous le pouvez sur la common law, comment ne pas créer de jointure, car les mots peuvent vous amener à vous joindre si vous ne savez pas quoi dire et comment répondre ou non.

Veuillez rejoindre le groupe de télégrammes pour en savoir plus sur la common law

https://t.me/joinchat/AAAAAEWyi7LwI8czq-pgbQ

- comment les ramener chez eux à leur place ?

10 mars 2019 à 23h58 # 18718

Martin Duggan
Participant

comment pouvons-nous ramener nos enfants volés à la maison "" "tous ceux qui sont de bonne famille qui souffrent sans leurs enfants" ces pédophiles corrompus ont des mensonges démoniaques d'individus de faible vie en utilisant de faux rapports élevant nos enfants à des étrangers bloquant notre contact "" " Je souhaite la bienvenue à ces bons parents / victimes pour qu'ils me contactent le temps d'arrêter de demander et de reprendre.

12 avril 2019 à 13h47 # 21164

Trevor Alan Howarth
Participant

Y a-t-il quelqu'un de Hereford qui peut aider un parent avec une adoption forcée

12 avril 2019 à 14h02 # 21477

Trevor Alan Howarth
Participant

Salut Martin avez-vous un numéro de contact ou devrions-nous vous contacter ici Mon nom Trevor Howarth c'est en ce qui concerne une adoption forcée

25 juin 2019 à 13h44 # 25493

Anthony John Upton
Participant

Salut,

Je pense que nous devons d'abord comprendre et cibler la source du problème, sinon nous gaspillons de l'énergie à fouetter les feuilles de l'arbre plutôt que d'attaquer ses racines pour le tuer.

Actuellement, je regarde comment la CNUDE a influencé la capacité des parents à rester le principal soignant et j'ai trouvé ceci…

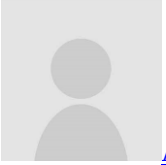
Mais la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant change tout cela. Le traité remplace cette
présomption traditionnelle en faveur des parents par une nouvelle présomption en faveur de l'État.
Selon Geraldine van Bueren, chercheuse internationale qui a contribué à la rédaction de la CDE, le langage de `` l'intérêt supérieur donne aux décideurs et aux décideurs le pouvoir de substituer leurs propres décisions à l'enfant ou aux parents ", à condition qu'il soit fondé sur des
considérations de l'intérêt supérieur de l'enfant ». Ainsi, au lieu de placer la charge de la preuve sur le
gouvernement pour prouver qu'un parent est inapte, la Convention place la charge de la preuve sur le
parents. Tout parent qui prétend que d'autres intérêts peuvent être plus importants que la qualification par l'État
de l'intérêt supérieur de l'enfant pourrait finir par se battre contre l'État pour protéger ses droits en tant que parent.

Souvent, ce qui est assimilé à la protection de l'enfance est tout sauf…

Le défi consiste à utiliser la common law pour empêcher l'État de mettre les mains sales sur nos enfants en premier lieu. Il se peut que les victimes de la loi de 1989 sur les enfants ne restent que cela, mais nous pourrons peut-être reprendre le contrôle de nos enfants grâce à la common law ...

Peut-être qu'un groupe d'idées pourrait être créé pour élaborer des scénarios…

25 juin 2019 à 13h46 # 25495



Anthony John Upton
Participant

https://www.un.org/ruleoflaw/blog/2016/06/13887/ Partage des pratiques nationales: institutions du médiateur - gardiennes de l'état de droit

Cela montre clairement que l'ONU se voit au-dessus de la common law, c'est ainsi que nos enfants sont retirés, via des institutions comme celles-ci qui s'auto-désignent et dictent ce qui est le mieux pour les enfants, mais ce n'est pas le cas.

25 juin 2019 à 13h51 # 33400

Paul Knott
Participant

Salut Martin Je suis également intéressé à recevoir vos coordonnées ou celles de toute personne qui serait en mesure d'aider au retour d'un enfant volé par l'Etat.

20 avril 2020 à 11h51 # 64641

Peter John Massey
Participant

Salut,

Je serais très intéressé d'apprendre comment nous pourrions sortir nos quatre enfants de la famille d'accueil à long terme pour y rejoindre maman et papa biologiques et deux petites sœurs à la maison où ils appartiennent ou même un contact non supervisé. Nous n'avons même pas le droit de contacter par téléphone, notre fils aîné qui a maintenant 14 ans nous a contactés mais à chaque fois est puni pour cela.

La seule chose que nous n'avons pas essayée est d'aller à la presse, donc nous sommes très certainement ouverts aux suggestions sur la façon de faire revenir nos enfants de l'État ou à tout le moins de contacts non supervisés.

Quelqu'un peut-il nous éclairer sur la façon dont nous faisons cela?

22 octobre 2020 à 9h06 # 153350

christopher werner john
Participant

Salut les gens. Un type appelé Karl Lenz a un certain nombre de vidéos YouTube sous la colonne britannique et peut-être sur le site Web de la colonne britannique où il parle de sa propre expérience et de la façon dont il est venu les autorités et a récupéré son enfant. Ça vaut le coup.

24 octobre 2020 à 16h31 # 219214

Anonyme
Inactif

Je recommanderais d'envoyer un courriel à info@commonlawcourt.com pour plus de conseils, car il s'agit du courriel du siège social de la SIC. Il semble que vous deviez parler à une personne suffisamment expérimentée pour vous conseiller.

• Protection contre l'État

14 octobre 2020 à 7h40 # 189727

Louise Elizabeth parkes
Participant

Iv lutte depuis 7 ans contre les mensonges et la corruption pour protéger mon fils.
Ils ont détruit ma famille, ma carrière et mon enfant.
Nous a gardés isolés et a nié l'éducation de mon enfant.
Évaluations déjà effectuées. Pas de souci de sauvegarde pas de souci parental pas de problème de santé mentale éducation à domicile jugée appropriée.
Non, ils l'ont mis sur un plan de protection de l'enfance à cause de plaintes. Des dommages émotionnels futurs ont-ils dit.
Mère célibataire
forcée aux crédits universels.
Prendre illégalement de l'argent sur mes crédits universels.
Je vis avec 800 livres par mois,
je n'ai pas les moyens d'acheter la télévision ou les ordinateurs portables, etc. Je ne peux pas obtenir d'aide juridique.
Iv a été contraint à un programme d'éducation à domicile de 5 grands salaires sur 5 ans.
J'ai combattu et combattu, ils m'ont brisé mentalement il y a quelques années, mais je vais mieux maintenant et j'ai toujours mon enfant, heureusement. Mais je ne peux pas obtenir d'aide juridique. Et c'est vraiment moi contre le gouvernement.

22 octobre 2020 à 8h59 # 211063

Anonyme
Inactif

Je ressens pour toi et j'espère que tu deviens plus fort. Veuillez vous renseigner sur la common law, car cela vous renforcera encore plus. Prenez possession de vos enfants, ce que vous avez peut-être fait depuis que vous êtes sur ce site.

• Nom de famille

19 octobre 2020 à 10h58 # 211963

Martin
Participant

Lorsque vous enregistrez votre nom ou votre propriété, vous cédez la propriété légale à la société auprès de laquelle vous l'enregistrez. Lorsque vous postulez (mendiez), vous êtes supposé savoir ce que vous demandez. Votre nom commun (nom chrétien) est uniquement votre nom chrétien. Toute combinaison de nom chrétien joint à Surnane est toujours une fiction avec tous les titres Ie Mr, Mrs ou Ms.Par exemple Joe Henry Blogs, Mr J Blogs, BLOGS Joe Henry, Joe H Blogs, Joe H BLOGS, JOE HENRY BLOGS, JH Les BLOGS sont tous des fictions. Chaque fiction est une société à part entière. Votre nom commun en tant qu'homme (âme vivante), femme n'est que votre (vos) nom (s) chrétien (s) seulement. Tout nom de famille attaché est la chose qui rampe. Comment cela affecte-t-il les cartes d'identité Commonlaw? Pourquoi auriez-vous besoin d'une carte d'identité? Votre naissance est la date de la fiction créée. Pourquoi prétendriez-vous vous en souvenir? Ce i.La carte d semble simplement revendiquer à nouveau la fiction en tant qu'homme ou femme consentant. Des pensées?

19 octobre 2020 à 11h13 # 213289

Anonyme
Inactif

Martin, en vertu de la common law, vous pouvez changer votre nom quel que soit le nom que vous souhaitez, une fois que vous avez revendiqué le nom fictif. Envoyez simplement un courriel à info@commonlawcourt.com une fois que vous avez répertorié votre BC et réclamé votre nom fictif, en demandant un changement de nom et les raisons pour lesquelles.

Vous revendiquez le nom fictif afin que vous ayez des droits sur celui-ci si quelqu'un utilise le nom à des fins financières sans votre consentement, vous pouvez les tenir responsables du fait qu'ils ne demandent pas votre permission de l'utiliser, ou vous pouvez leur facturer l'utilisation.

La carte d'identité remplace un passeport et / ou un permis de conduire. C'est votre identité utilisée en vertu de la common law. Utiliser un passeport ou un permis de conduire en vertu de la common law crée une jonction avec le système statutaire.

- Âge des enfants inscrits avec CLC

14 octobre 2020 à 7h39 # 206534

Katrina Jean Deacon

Participant

À quel âge une personne est-elle un enfant lorsqu'elle est inscrite à la CLC? Est-ce 16 ou 18 ans?

15 octobre 2020 à 14h02 # 210037

Heather Allanson
Participant

Une fois 18 ans, ils peuvent s'inscrire. Moins de 18 ans, le parent doit les énumérer. Les deux parents s'approprient généralement la fiction juridique d'un enfant.

- ## Enfants enregistrés en vertu de la common law

14 octobre 2020 à 7h42 # 184972

Maxine Julia Smith
Participant

Puis-je inscrire mon fils qui a 7 ans, de la même manière que je me suis enregistré moi-même?… L'enregistrement lui-même et moi-même signifie-t-il que je devrais arrêter ma demande d'allocations familiales Je suppose que je n'aurai pas droit à des allocations gouvernementales ou est-ce incorrect xx

14 octobre 2020 à 9h41 # 208661

Anonyme
Inactif

Vous pouvez inscrire votre fils sous votre compte CLC.
Vous avez toujours droit aux prestations gouvernementales. Pour le gouvernement statutaire pour vous empêcher, serait illégal dont vous pouvez les tenir responsables.
Le mot «enfant» est un mot à ne pas utiliser car cela crée une jonction avec le système statutaire. Référez-vous à votre fils comme étant votre propriété, une fois inscrit auprès de la CLC. Le mot Son est également acceptable.

- ## Utilisé par les services sociaux

14 octobre 2020 à 7h41 # 185179

Marcus Aaron Ward
Participant

Quand j'avais 11 ans, ma sœur 3 à l'époque a été enlevée à sa mère et lui a été décernée plus loin, sa mère étant déclarée inapte aux parents des enfants, ma sœur a emménagé avec elle plus loin encore moi et mon frère, qui subit des abus continus était dûment noté par les services a été fait pour rester dans un tel environnement impropre. Cafcas m'a interrogé par moi-même sans aucune appropriation et a utilisé mon compte pour forcer une séparation de famille. ils savaient ce qu'ils faisaient mais ont également choisi de fermer les yeux sur la situation réelle. J'imagine que beaucoup d'argent a changé de mains dans ce processus.en gardant les enfants qui ne savent plus rien dans leur juridiction, ils pourraient réclamer des fonds au nom des enfants à un service du comté? pour ce qui a perdu, c'est dommage que cela puisse arriver si horriblement en premier lieu ...

- COVID-19 [FEMININE

14 octobre 2020 à 7h43 # 150544

Mike Meehan
Participant

https://www.youtube.com/watch?v=nVPFzcj_yfc

- Renvoyez les 2e générations volées.

20 avril 2020 à 11h02 # 51410

Deborah-May de la famille TORRENS
Participant

Comme le révèle le rapport de 2018 Family Matters, les enfants aborigènes et insulaires du détroit de Torres représentent un peu plus de 36% de tous les enfants vivant hors du domicile à travers le pays. Nos enfants sont 10,1 fois plus susceptibles d'être enlevés à leur famille que les autres enfants australiens.

Veuillez aider les victimes et les survivants de la traite des enfants en Australie à retourner dans leurs familles rites et légitimes en remettant des documents officiels à la directrice de

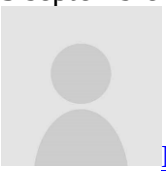
l'United Tribal Council, Deborah-May Torrens, afin de créer des tribunaux de droit commun à Lismore, Nouvelle-Galles du Sud, Australie.

par statut autochtone, États et territoires (nombre pour 1000)
État / territoire Autochtone (pour 1000 enfants) Non autochtone (pour 1000 enfants) Tous les enfants (pour 1000 enfants) Ratio de taux Indigène / non autochtone
NSW 58,8 8,1 10,9 7,2
Vic. 85,9 10,1 11,3 8,5
Qld 22,6 3,3 5,0 6,9
WAa 53,3 4,7 7,8 11,2
SA 28,6 2,7 4,2 10,5
Tas.a 12,2 4,4 6,7 2,8
ACT 34,5 2,6 3,5 13,1
NT 62,5 6,7 30,5 9,4
Population totale 46,0 6,8 9,0 6,8

https://www.humanrights.gov.au/about/news/opinions/turning-tide-indigenous-children-out-home-care .

- vol d'enfants

5 septembre 2019 à 20h56 # 42759


Martin Duggan
Participant

si vous pouviez m'aider à démarrer un processus sur les services à l'enfance de kcc 'car ils ont volé 14 ans tout à fait impardonnables et j'ai toutes les preuves qui montrent qu'ils disaient des mensonges et étaient des rats corrompus' je suis prêt 'martin.

- vol

3 août 2019 à 23h25 # 38328

Martin Duggan
Participant

ma fille unique, Davina Duggan, a été volée à mon ex après notre séparation par le conseil du comté de Kent, des pédophiles d'adoption forcée à Canterbury il y a 15 ans. mal

une assistante sociale étrangère appelée Yvonne Webster était une femme très méchante et grossière qui a également raconté des mensonges au tribunal pour ruiner mon contact `` et appartient à l'enfer " j'ai également essayé de contacter ma fille en dehors de son école en lui donnant mon nom et mon adresse et elle s'est enfuie en disant qu'elle ne me connaissait pas et

a donné mon nom et mon adresse aux familles d'accueil (preneurs d'otages) qui ont appelé les services sociaux au lieu de moi «qui ont ensuite appelé la police pour me menacer.

Ma bonne famille et moi-même avons été privés de contacts toute sa vie, en particulier mon père aimant et aimable qui a maintenant 78 ans et qui ne connaît même pas son seul petit-enfant.

il n'y a pas de punition assez sévère pour ces sacs d'écume car ils appartiennent à l'enfer »« ce qui fait le plus mal, c'est qu'ils ont volé notre relation père-fille pendant que nous ne pourrons jamais revenir.

heureux souvenir est avec sa propre famille 'simplement parce que ces sacs de racaille démoniaques égoïstes veulent gagner un salaire hebdomadaire et louer nos enfants à des démoniaques plus égoïstes payant des été pris depuis si longtemps.

ne même pas être en mesure de demander à mon propre enfant si elle est en sécurité quel genre de vieux pervers est autour d'elle prétendant être son père «m'a tué à l'intérieur tous les jours pendant si longtemps» «Quelqu'un peut-il m'aider?

• Tribunaux légaux

• La meilleure défense est l'attaque.

21 décembre 2018 à 12h30 # 11641

Vyacheslav Shcherbakov
Participant

La meilleure défense est l'attaque.
Une fois, les responsables locaux de l'un des «bureaux», au lieu de l'aide que je leur demandais, m'ont poursuivi pour avoir utilisé mon droit constitutionnel selon ch.ch. 1, 2 cuillères à soupe L. 3 h. 1 Art. 32 de la Constitution de la Fédération de Russie sur le contrôle des actions de l'exécutif.
Le juge n'a pas enquêté sur l'essence de l'affaire et n'a pas fouillé dans mes arguments, m'accusant, m'a accordé une amende.
Je n'ai pas contesté la décision du juge et j'ai attendu que la décision du juge entre en vigueur. Après cela, je n'ai pas non plus déposé de recours, et après avoir attendu un certain temps, j'ai déposé un recours auprès du tribunal régional. Le superviseur a annulé la décision du tribunal de première instance en raison de l'absence de preuve de ma culpabilité, accusant en fait le juge de première instance d'avoir commis une infraction pénale comme ayant rendu une décision inéquitable [art. 305 du Code criminel. En fait, la juge de première instance elle-même est devenue une criminelle à cause de son entêtement.
Je n'ai pas utilisé des tentatives pour protéger mes droits violés, mais des tactiques pour identifier les violations de la loi par les «autorités» et leur porter des accusations des crimes qu'elles ont commis, non pas contre mes droits, mais contre la loi qu'elles devraient protéger. Cette méthode a gagné beaucoup de navires.

Vyacheslav Shcherbakov

1er janvier 2019 à 22h04 # 12570

Colin Malone
Participant

Bravo, comme on dit, donnez-leur assez de corde… ..

26 janvier 2019 à 5h00 # 14813

walter33rt@yahoo.co.uk
Participant

Partout c'est pareil. Les fonctionnaires mentent, trichent et enfreignent les «lois» mêmes qu'ils prétendent faire respecter. Tant mieux pour toi Vyacheslav.

22 octobre 2020 à 9h02 # 144138

Mohsin Mohamedali Jaffer
Participant

Génial, merci!

- AIDEZ UNE PRISON ILLÉGALE POUR APPARAÎTRE COMME UN HOMME VIVANT

5 septembre 2019 à 21h01 # 41678

François Gervais
Participant

19 août 2019 Citation à être présente pour une affaire criminelle commerciale dans le cadre de ma saisie illégale de voiture et mise en fourrière pour une sanction de permis de conduire frauduleux complètement falsifié.

Je suis assis dans la cour, la robe noire entre .. je ne lui donne pas juridiction quand ils nous disent de se lever .. et parce que je suis gravement handicapé, poly troma 25 chirurgie partout,

le second sur lequel le juge de la robe noire est assis est une chaise il ordonne à l'agent du tribunal de me retirer du tribunal, nous ne sommes que 2, je suis ici pour déposer mon affidavit, déclaration de retranscription des dossiers de conversations entre moi et les policiers corrompus ils ont construit une déclaration frauduleuse complètement fausse de 2 policiers comme preuves principales dans l'accusation, ils n'ont pas de faits et de preuves matérielles .. déplaçant 3 requêtes pour. jugements sommaires, je suis expulsé du tribunal, ils renomment le nom de l'homme de paille, je demande au gendarme si le juge est déjà là, même tactique pour me rendre compétent, je décide de ne pas entrer dans la cour avant son entrée.

Il me demande "ÊTES-VOUS MR GERVAIS?"

moi: «OBJECTION VOTRE HONNEUR JE SUIS François Gervais un homme vivant, JE RÉSERVE TOUS MES DROITS ET LIBERTÉS SANS PRÉJUDICE ET JE DEMANDE UNE JURIDICTION DE DROIT COMMUN, JE DÉFI À LA JURIDICTION DE LA COUR VOTRE HONNEUR.

juge: «Vous êtes Monsieur GERVAIS?

moi: «OBJECTION DE LA COUR CONCERNANT UN ACCEPTEUR DU PRINCIPAL POUR LE BOND, ET JE NE SUIS PAS LA GARANTIE FINANCIÈRE JE SUIS UN HOMME VIVANT ET JE NE CONSENTE PAS À CES PROCÉDURES LA COUR ABSENCE DE JURIDICTION VOTRE HONNEUR

juge: je ne comprends pas ce que vous dites que vous devez être représenté par un avocat M. GERVAIS

moi: "J'ACCEPTE VOTRE OFFRE SOUS CONDITION SI JE RÉSERVE TOUS MES DROITS ET LIBERTÉS SANS PRÉJUDICE ET J'ACCEPTE DE DÉCHARGER LA CHARGE SANS PRÉJUDICE AVEC MES PROPRES OBLIGATIONS CRÉÉES PAR LE PROCUREUR"

juge: IL QUITTE LE TRIBUNAL ET APPELLE LE GREFFIER À DÉLIVRER UN MANDAT D'ARRÊT POUR LE GERVAIS FRANCOIS JURIDIQUE. FICTION .. comme je n'apparais jamais ce jour! à 15:55 19 août 2019

moi: j'essaye de donner mes affidavits et ma déclaration sur la base des faits matériels de mon enregistrement, pour la troisième fois j'essaye de remettre au greffier et le gendarme transmet mes documents au greffier du tribunal devant moi, j'appelle "LE JUGE A ABANDONNÉ SON NAVIRE JE SUIS MAINTENANT REJETER CETTE AFFAIRE SANS PRÉJUDICES ET SANS PROBATION" et je quitte

16h00 je quitte le palais de l'injustice assis sur une table dehors je ne comprends pas ce qui se passe ..

16h05 parking de la police où je suis et attrape mes mains, me passe des menottes et m'a kidnappé, ils violent tous mes droits, et me font du mal à mon corps ils me disent que nous avons un mandat pour vous arrêter maintenant! comment il est possible qu'un juge d'un tribunal statutaire puisse faire de mon homme de paille un mandat parce que je me présentais comme un homme vivant et abusait tellement de son pouvoir, je ne parle jamais dans le banc, à l'extérieur seulement, les policiers m'ont traité comme un animal et tout je dis avoir été

violemment attaqué sous prétexte que tout citoyen souverain décourage, ils m'ont mis en prison au poste de police de SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU QC CANADA sans me montrer les mandats, ils ont abusé de leur autorité et m'ont privé de mon médicaments, nourriture, boisson,voler mes chaussures je ne peux pas marcher sans mes chaussures dans mon état et personne ne me donne de couverture sans médicament pendant 20h très très dangereux et j'ai souffert et tremblant, je ne suis jamais traité comme ça,

le matin 2 nouveaux bons policiers avec un grand respect pour mon handicap sévère ont pris soin de moi, me donnent mes chaussures et mes médicaments, ne m'ont pas menotté et me disent que je dois aller devant le tribunal aujourd'hui devant le juge !!!! je leur dis que c'est impossible je vois le juge 20h avant et me dépose un mandat illégal pour me punir et arrêter mon droit de me défendre .. ils m'emmènent au palais de l'injustice, m'ont mis nue, intimidation, m'ont traité comme un animal parce que Je ne consens pas à ces procédures et je ne veux pas. contrat .. ils m'attrapent par mes blessures et me jettent en prison .. pour le reste de la journée

ils reviennent et demandent si je veux un avocat .. je refuse l'offre, ils me gardent des heures dans la prison de terre et me mettent des menottes et m'obligent à apparaître comme le GERVAIS FRANCOIS LEGAL FICTION et j'ai demandé au juge pourquoi je suis ici , j'ai parlé avec lui 20h avant ..

juge: parce que les gens ont besoin de répondre d'une certaine manière devant le tribunal lorsqu'ils sont appelés ...

moi: OBJECTION VOTRE HONNEUR JE NE SUIS PAS LA FICTION JURIDIQUE JE SUIS UN HOMME VIVANT.

AVANT QUE NOUS POUVONS DÉPLACER CES PROCÉDURES VOTRE HONNEUR J'AI BESOIN. DÉTERMINER DANS QUELLE JURIDICTION CETTE COUR FONCTIONNE VOTRE HONNEUR?

juge: il n'a jamais répondu à ma question, il m'a mis en prison provinciale SOREL TRACY DETENTION CENTER ET M'A FORCÉ À FAIRE UN EXAMEN PSYCHIATRIQUE POUR ÊTRE MIS EN INSTITUT PSYCHIATRIQUE

ils m'ont kidnappé du 19 août 2019 au 23 août 2019 personne, ma famille mes amis ne savent où je suis, je ne peux pas communiquer avec personne, j'ai besoin d'aide, j'ai annulé ma signature, j'ai supprimé mon nom. sur la liste électorale, faire de nouveaux certificats de naissance avec le tribunal de common law et enregistré ma fiction juridique et mes propriétés, ils me réputent dans la prison du palais de justice le 23 août 2019, je ne peux pas me défendre sans mes documents et notes préparés, les juges m'ont obligé à l'accepter et à plaider non coupable pour moi !!!!! et d'accepter les conditions pour être libéré, je ne peux pas parler, il ne m'a jamais libéré si je lui dis qu'il ne peut pas prendre de décision légale pour moi .. et le pire des pires ..

après m'être libéré de cette corruption d'enlèvement illégal, ils m'obligent à ne pas signer mes noms avec tous droits réservés sans préjudice, ucc 1-308..présentant autorisé ... ils n'ont jamais mis mes effets personnels dans le camion du centre de détention à plus de À 100 km de chez moi, et après avoir violé mes droits de réserver mes droits, ils me disent que si je ne signe pas comme s'ils le voulaient, ils ne me laissent pas sortir de la prison .. et ils ne me

laissent pas partir avec eux leur camion de détention pour récupérer mon téléphone portable etc. .. au revoir allez au CENTRE DE DÉTENTION de Sorel si vous voulez votre effet personnel .. ils me laissent sans argent, ma clé,tout ce que je suis très gravement handicapé… s'il vous plaît ce que je peux faire pour empêcher ce juge corrompu très dangereux de détruire toute ma vie !!!

Et là où ils m'ont enlevé de la prison de la police, de la prison du palais de justice, de la grande prison de province, sans aucun contact, ils ont violé tous mes droits et libertés, la vraie affaire criminelle. sont prévues pour le 28 octobre 2019 et ils le souhaitent. forcee d'être représenté par un avocat .. j'ai besoin d'aide pour mettre fin à cette corruption, avec la Common Law, l'acte de naissance, le nom de paille, etc. de SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU c'est bizarre! comment. beaucoup de gens de ces petites villes

ET ILS NE GARDENT JAMAIS MON AFFIDAVIT ET TOUTES MES PREUVES MATERIELLES PREUVES MON INNOCENCE ET LA PREUVE QUE LES OFFICIERS DE POLICE ONT MENTU SOUS PENALITE DE PARJOUR pour servir de preuve principale contre moi, la dernière fois que je dois aller devant le tribunal depuis 10 ans. Merci la Cour de Common Law et LE PEUPLE, je rêve qu'un jour nous serons libres et heureux.

François, un homme vivant

13 septembre 2019 à 15h58 # 43280

Fred Billy Ray
Participant

mon nom: fred-billy: ray. nous sommes les gens; et nous avons besoin d'une bonne grammaire.vous voyez que nous n'avons jamais enseigné la grammaire seulement chien latin à l'école quand j'étais enfant allant dans les écoles publiques.vous devons trouver des livres de dictionnaire de grammaire à lire.vous connaissez les bibles sont devant les tribunaux, je parle seulement du statut des tribunaux judiciaires lois. C'est très intéressant de lire le quand à l'époque; les gens et les personnes que l'Écriture lit: bonnes nouvelles bible-proverbes 22: 3- les gens sensés verront venir des problèmes et les éviteront, mais une personne impensable y entrera et le regrettera plus tard. avez-vous remarqué des personnes et des personnes. vous voyez lire des livres. tu savais grâce à Dieu de m'avoir montré ces choses. J'espère que mes recherches seront remerciées par mes amis et mes gens.

22 octobre 2020 à 9h02 # 212366

ian Surman
Participant

vous devez envoyer les documents au tribunal par courrier recommandé avant de vous présenter au tribunal, car lorsque vous entrez dans le tribunal, vous avez perdu beaucoup de droits et qu'ils vous ont en dehors de l'autorité

• barème des frais

19 octobre 2020 à 10h59 # 212367

ian Surman
Participant

quiconque a réussi à réclamer sur un barème d'honoraires

• Crime contre l'humanité

14 octobre 2020 à 7h46 # 207310

Brigitta Anna Fazekas
Participant

J'ai la preuve que les vaccins contre le covid 19 sont conçus pour tuer et je souhaite que le déploiement ne se produise pas. Comment puis-je déposer une charge?

14 octobre 2020 à 9h52 # 208665

Anonyme
Inactif

Veuillez envoyer un courriel à info@commonlawcourt.com pour plus de conseils

• #CONTRACTS

13 octobre 2020 à 8h06 # 205434

Jayne Nelson
Participant

#Contrat. Bonjour, juste une petite question sur les contrats, pouvons-nous les modifier et si nous pouvons le faire, mais des initiales telles que cd en dehors de votre nom à côté, je dois en signer un pour le travail et en gardant à l'esprit que l'entreprise l'a déjà signé je veux mettre je ne consens pas à porter des masques de visage Merci d'avance

14 octobre 2020 à 9h30 # 208651

Anonyme
Inactif

Les contrats doivent être exécutés en présence d'un témoin indépendant ou en présence de deux représentants du gouvernement ou de l'entreprise.
Un contrat ne peut pas être modifié sans vous informer à l'avance des modifications.
Vous devez avoir la possibilité de refuser les modifications ou l'intégralité du contrat si vous ne souhaitez pas accepter ces conditions.
Il doit y avoir un véritable échange de valeur.
Sans toutes ces choses, un contrat n'existe pas.
Un contrat est nul et non avenu si vous avez été pénalement contraint de l'accepter

- The Living Man in Court - États-Unis

14 octobre 2020 à 7h47 # 196563

Raymond Rogers
Participant

Un lien vers un cas intéressant d'un homme ayant réussi à défendre ses droits devant un tribunal.

14 octobre 2020 à 7h47 # 208620

Heather Allanson
Participant

Lien non visible

- La Hongrie n'est pas un pouvoir judiciaire indépendant

13 octobre 2020 à 10h01 # 122076

józsef csaba szoke
Participant

Malheureusement, les tribunaux hongrois ne fonctionnent pas conformément à la loi et n'administrent pas la justice, car il y a une dictature en Hongrie, à la suite de laquelle ils sont jugés sur la base d'instructions plus élevées. Il n'y a actuellement aucun état de droit en Hongrie. Nous en avons assez.

• Conditions de location onéreuses, y compris loyer foncier onéreux

14 octobre 2020 à 7h45 # 117204

Mlle Mandi Chhoker
Participant

Bonjour

Je suis assez nouveau dans la common law et je viens de commencer à me renseigner sur tout ce qui concerne les factures, les impôts et la propriété.

Il y a quelques années, j'ai acheté une propriété à bail aux enchères avec des conditions foncières onéreuses - un loyer foncier doublant qui était adroitement antidaté à l'émission originale du bail. Donc, au lieu que le loyer foncier annuel soit de 400 £, il est maintenant de 6000 £ par an. Nous ne pouvons pas tenir notre transporteur responsable car nous ne l'avons nommé qu'après nous être engagés à acheter aux enchères.

La législation statutaire n'offre actuellement aucune issue et les réformes locatives n'évoluent pas assez vite.

Quelqu'un peut-il ici nous dire si la Cour de common law peut apporter son aide dans de telles questions qui sont par essence des clauses contractuelles abusives ?

• Cour anti-famille

20 avril 2020 à 11h05 # 54588

Anthony John Upton
Participant

Bonjour,

Je tenais à souligner le degré de corruption auquel les acteurs au sein des juridictions statutaires, en particulier anti-famille, iront.

Voici un lien vers une page wiki relative à Bruce Hyman,
https://en.wikipedia.org/wiki/Bruce_Hyman

«Bruce Anthony Hyman est un producteur britannique de radio et de télévision. Avocat de profession, Hyman a été en 2007 la première personne de sa profession en 800 ans [1] à être incarcérée pour avoir tenté de pervertir le cours de la justice. "

Le président de la Division de la famille, Sir Mark Potter, a écrit au juge de première instance sur du papier à en-tête de la cour préconisant la clémence pour Hyman.

«Hyman avait rédigé et envoyé un e-mail frauduleux au père qui semblait provenir d'un organisme de bienfaisance faisant campagne pour les droits des pères et dont le contenu semblait soutenir l'affirmation du père selon laquelle il devrait avoir un plus grand accès à sa fille. Lorsque Eades a présenté l'e-mail au tribunal, Hyman l'a accusé de contrefaçon. Le propre travail de détective d'Eades tentant d'effacer son nom a finalement conduit à l'arrestation de Hyman. Les images de vidéosurveillance d'une boutique informatique ont prouvé qu'Hyman avait envoyé l'e-mail et avait donc tenté d'incriminer à tort Eades »

J'étais employé par l'association caritative «Les familles ont besoin de pères» au moment où cela s'est produit et le courriel créé par Hyman prétendait provenir de la FNF. L'affaire a été signalée à la police qui ne s'est pas intéressée. Heureusement, il y a d'anciens policiers et plusieurs informaticiens au sein de la FNF et ils ont retracé l'e-mail au café Internet et ont obtenu le CCTV pour la date et l'heure montrant Hyman entrant et retirant son casque de moto.

Le niveau de corruption au sein des tribunaux statutaires est aussi mauvais, ne vous attendez pas à l'honnêteté, à l'équité ou à la justice lorsque vous traitez avec eux. C'est un jeu truqué avec des règles conçues pour favoriser les corrompus comme Hyman. Les bons partent, je connais des avocats qui sont devenus des amis de McKenzie car ils sentent qu'ils peuvent faire plus de bien ou abandonner complètement. De même, j'ai observé des agents de la CAFCASS devant le tribunal et ils ont confié qu'ils laissaient la poursuite au niveau de l'échec. Voici un exemple de la gravité de certains officiers de la CAFCASS, Suzi Smith était chef d'équipe et a refusé d'assister aux réunions de gestion alors que j'allais être présente en tant qu '`` amie critique' 'de FNF - https://www.dailymail.co.uk/news /article-2720414/Pourquoi-I-falsely-accused-father-abusing-daughter-Police-leant-stand-claim-social-worker-told-tribunal.html

La CAFCASS a également conclu un accord avec un père «I» qui a fait rédiger un rapport S7 par un sténographe judiciaire non qualifié qu'il avait recruté dans une agence. Le CR avait copié-collé au moins 18 rapports et «j'ai» réalisé que quelque chose n'allait pas lorsque son rapport faisait référence à ses 2 filles alors qu'il avait 2 garçons.

Intéressé à comprendre le moteur de toute cette misère? alors jetez un œil à ce
https://www.theepochtimes.com/chapter-seven-destruction-of-the-family-part-i_2661675.html

Veuillez lire et partager. «Connais ton ennemi»… HNY

- 'Cour suprême

20 avril 2020 à 10h57 # 44459

Michael Dunn
Participant

Cher Newswatch

Une vérité simple sur la propagande est que si une déclaration est répétée suffisamment de fois, un mensonge peut sembler vrai. Tous les grands tyrans de l'histoire le savaient.

Ce matin, sur BBC Breakfast, on nous a répété à plusieurs reprises que «la Cour suprême» devait se prononcer sur la légitimité ou non des actions de Boris Johnson concernant la prorogation du Parlement. Onze «juges» annonceront leur décision plus tard dans la journée. L'aspect propagande est l'affirmation implicite que «la Cour suprême» est cet organe de juges qui prendra leur décision.

On oublie dans cette déclaration le fait que les juges sont des employés de l'État. Ils ont appris qu'ils peuvent être, mais qu'ils sont néanmoins des employés de l'État. Ce seul fait devrait soulever le doute dans l'esprit de toute personne réfléchie quant à la fiabilité de son verdict.

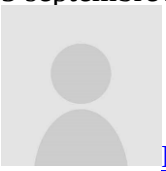
Trop souvent, la vérité n'est PAS dite que le peuple est la Cour suprême de ce pays, et ce depuis des siècles et certainement depuis le scellement et la signature de la Magna Carta 1215. Ni le Parlement, ni les juges, ni les scribes et les pharisiens.

Un procès devant un tribunal de common law par jury et une annulation légitime par un jury de statuts injustes et illégaux EST LA COUR SUPRÊME DANS CE TERRAIN.

Michael Dunn

- Crimes contre l'homme ordinaire

5 septembre 2019 à 20h58 # 42064


Rukhsana Hussain
Participant

Salut,

Est-il possible de poursuivre le CPS devant un tribunal de common law pour fraude et injustice graves, conspirant avec le conseil de la défense et le juge?

- Pédophilie.

5 septembre 2019 à 20h44 # 42251

Keith Jones
Participant

Pédophilie: suffisamment de preuves contre la reine d'Angleterre et son premier ministre *
Jeudi dernier, l'activiste David Compan a été libéré du London Park Royal Mental Health Centre. L'établissement psychiatrique avait été inondé d'appels au sujet de sa détention forcée là-bas. David, ainsi que sa femme, ont été arrêtés à trois reprises ce mois-ci - sans être inculpés. Son «crime» apparent était d'oser publier des mandats d'arrêt du tribunal de droit commun de Bruxelles contre la reine, Cameron, l'ancien pape catholique Joseph Ratzinger et 27 autres élites mondiales. http://www.itccs.org
L'actuel pape catholique François Bergoglio aurait fait partie du trafic d'enfants dans un réseau pédophile international. Des victimes qui ont été prostituées dans leur enfance au Vatican se sont manifestées, ainsi que des survivants qui prétendaient avoir été abusés dans les réseaux pédophiles internationaux. Les victimes ont également allégué des abus sexuels et le meurtre d'enfants par l'ancien pape Ratzinger, le cardinal catholique Bernard Alfrink d'Utrecht, un deuxième cardinal catholique, un juge français, des prêtres belges, d'autres membres de la famille royale britannique et le prince Bernhard de Hollande.
Un ancien responsable du gouvernement argentin a récemment accepté de témoigner sur le rôle de Bergoglio dans un réseau de pédophiles pendant la «guerre sale» de la junte argentine.
Un tribunal de common law international à Bruxelles devait commencer le 15 mars 2014. Le 25 février 2013, six juges d'un tribunal de common law bruxellois ont déclaré la reine, Cameron, Ratzinger et 37 autres élites mondiales coupables de la disparition de 50 000 indigents canadiens. enfants. Les affaires ont été poursuivies par le Tribunal international des crimes d'église et d'État, ITCCS.www.iclcj.com Les preuves présentées peuvent être examinées dans Kevin Annett de l'ITCCS «Hidden No Longer»
http://www.hiddennolonger.com et http: // www .ChildAbuseRecovery.com
Pourquoi les tribunaux de common law? Les actions judiciaires de common law se sont avérées efficaces. En février 2013, le pape catholique Joseph Ratzinger a démissionné quelques jours après avoir reçu son mandat d'arrêt. Les parents devraient-ils envisager des tribunaux de common law pour protéger leurs enfants? Oui, évidemment. Le 10 octobre 1964, la reine Elizabeth et le prince Phillip ont été vus emmener dix enfants autochtones du pensionnat canadien de Kamloops. On n'a plus entendu parler des enfants de dix ans depuis. Les tribunaux canadiens ont refusé d'entendre l'affaire qui impliquait également les 50 000 enfants indigents disparus au Canada.
Sommes-nous en danger si les élites mondiales ne sont pas tenues responsables de leurs crimes? Evidemment oui. Deux témoins sont décédés de causes mystérieuses avant le tribunal de Bruxelles de février 2013 qui a condamné la reine, Cameron, l'ancien pape Ratzinger et 37 autres élites de crimes contre l'humanité. Notre système judiciaire actuel poursuivrait-il les réseaux internationaux de pédophiles? Evidemment non. Les efforts de l'ITCCS pour l'excavation de 31 fosses communes pour enfants des 50000 enfants disparus ont été contrecarrés depuis la découverte de la première en 2008. Les fosses communes pour enfants se trouvaient sur le terrain de 80 pensionnats appartenant au gouvernement canadien et gérés par les églises catholique et anglicane et l'Église Unie du Canada.
09 février 2014 Le
Pape et la Reine ont accepté de supprimer toute preuve de maltraitance d'enfants en 2010. L'accord «Holyrood».

La Couronne d'Angleterre est également nommée dans le nouveau procès de l'ICLCJ. «Chaque clergé anglican, comme tout prêtre catholique, doit maintenant couvrir le viol d'enfants dans son église s'ils veulent conserver leur emploi - grâce à la reine d'Angleterre», a déclaré Kevin Annett à une foule de journalistes et de spectateurs lors de l'événement médiatique. .
«Par son accord de septembre 2010 avec l'ancien pape Benoît XVI pour se conformer à la politique catholique de« protéger le violeur »connue sous le nom de Crimen Sollicitationas, Elizabeth Windsor a formé une conspiration criminelle et commis une trahison contre les lois de l'Angleterre et des Nations. Ce monstre d'une église et d'un État qui tuent des enfants doit être tué, avec ou sans l'aide des Nations Unies. »
Kevin a également annoncé qu'un mandat d'arrêt pourrait bientôt être émis contre lui par le bureau du Conseil privé de la Couronne d'Angleterre et le gouvernement du Canada. Il a annoncé que dans un tel cas, il pourrait être contraint de demander l'asile politique aux États-Unis afin de poursuivre les poursuites contre le Vatican et la Couronne d'Angleterre pour crimes contre des enfants.
La transcription complète de la déclaration à la presse de Kevin est reproduite ci-dessous, avec une diffusion YouTube de l'événement.
https://hwaairfan.wordpress.com/2014/02/05/paedophilia-enough-evidence-against-the-queen-of-england-and-her-prime-minister/?fbclid=IwAR2O8JeJRk-VaLmyQE8yYW8IGGpBfnM5kJTKVFAsJg8IGGpBfM5kJTKVFAsJg8IGGpBfM5kJTKVFAsJcD81

• Des jurys bien informés

23 février 2019 à 16h54 # 16811

charles.marston1@btinternet.com
Participant

Dans le cadre du développement de la Cour de Common Law, et pour aider ceux qui CHOISISSENT pour quelque raison que ce soit de saisir les tribunaux statutaires, nous devrions créer une branche ou une association similaire à la US Fully Informed Jury Association.

Cela donnera aux gens des informations et des conseils sur la façon dont ils doivent se comporter en tant que jurés, mais plus important encore pour comprendre et être en mesure de reconnaître où un jury n'est pas pleinement informé et ce qu'il faut faire à ce sujet, et comment corriger la corruption des tribunaux et les pratiques frauduleuses. .

Nécessite de la recherche et du développement, mais est-ce valide?

24 février 2019 à 6h41 # 17455

margo: tamm

Participant

Im très intéressé, alors comment? Vous pouvez l'écrire et le télécharger sur le site? avec tous les points, je navigue partout sur le net, https://www.brighteon.com/582025272 , montre

https://www.youtube.com/watch?v=9_xCjrSg-C8

Ils sont bons, quelqu'un peut le mettre par écrit ! Merci !

- Лучшая защита-атака.

6 janvier 2019 à 16h21 # 13141

Vyacheslav Shcherbakov
Participant

La meilleure défense est l'attaque.
Avant d'attaquer, étudiez attentivement votre adversaire.
Je suis désolé, mais pour le fait que je mène une protection juridique active des personnes, 2 protocoles ont été rédigés pour moi et les affaires ont été renvoyées devant les tribunaux. De plus, une demande a également été envoyée au tribunal et j'ai reçu une assignation par courrier électronique.
Total 3 navires. J'ai réalisé que c'était trop pour moi.
Par conséquent, j'ai dû rappeler par écrit aux juges que la convocation par e-mail n'est pas envoyée, car c'est une violation du code de procédure civile. Nous avons également dû rappeler aux juges qu'ils le sont en fait (selon les documents officiels, les juges représentant le pouvoir judiciaire de l'Etat ne le sont pas et encourront des représailles pour la tromperie). Et à ma satisfaction, pas un seul procès n'a eu lieu. Et les deux policiers qui ont lancé les poursuites contre moi étaient eux-mêmes coupables. L'un d'eux a fait un protocole sur moi, bien qu'il n'ait pas le pouvoir de le faire, violant ainsi l'arrêté du ministre de l'Intérieur (article 286 du code pénal de Russie), et du deuxième officier de police (lieutenant-colonel) avait un certificat invalide (avec un nom différent) lorsque j'ai vérifié ses documents.
Par conséquent, ne laissez jamais seuls ceux qui vous empêchent de vivre en paix. Souvent, ils sont eux-mêmes beaucoup plus coupables que vous.

6 janvier 2019 à 18h41 # 13144

margo: tamm
Participant

Vous pouvez constater que ce sont des sociétés enregistrées sur http://www.upik.de , numéro DUNS, il suffit de changer en anglais et de taper le nom du tribunal, demandez-vous ce qu'ils

vous diront alors!? À http: // www. manta.com vous pouvez constater que la Russie est enregistrée aux États-Unis en tant que mission étrangère.

- Charlie Spencer

19 novembre 2018 à 18h17 # 8131

CLC
Maître des clés

J'ai été gravement échoué par le système judiciaire statutaire, et gravement signalé par un drapeau rouge, etc. quand une tentative d'utiliser ce système pour obtenir justice

Déclaration du CLC

Nous, le peuple, déposons par la présente cette déclaration pour soumission au «Livre des actes» de la Cour de common law.

Nous, le peuple, sommes unis sous la juridiction du tribunal de common law et de son autorité. Pour confirmer notre réputation, nous avons recueilli les signatures d'une centaine d'hommes et de femmes pour approuver ce document, celui-ci sera désormais affiché en permanence sur le site Web de la Cour de common law.

Empruntant pour nos ancêtres, nous confirmons que nous ne serons en aucun cas soumis à une règle impérative par une loi.

Signé

Tribunal de common law

Pour voir une copie pdf de cette déclaration, cliquez sur ce logo

Avis légal du 28 avril 2019

Avis légal

Nous, le peuple, déposons par la présente cet avis légal pour soumission au «Livre des actes» de la Cour de common law.

Un homme (ou une femme) est exclu (en dehors de la loi) de la société par définition. Par conséquent, la «personne physique» doit être créée, qui est une entité juridique utilisée pour représenter l'être humain dans la société, afin que les êtres humains puissent fonctionner dans la société.

Pour remédier à cette carence du droit international, la Cour de common law a créé un système mondial d'identification de l'homme et de la femme vivants.

Tribunal de common law signé

Pour voir une copie pdf de cet avis légal, cliquez sur ce logo

Dernières nouvelles

Le peuple contre Suella Braverman

il y a 3 mois

Le peuple (représenté par John Smith)

et

Suella Braverman (agissant à titre de procureure générale, très honorable QC MP)

Cette affaire aborde la question des crimes commis contre la population par une femme vivante, Suella Braverman.

Pour mettre en évidence de tels crimes, nous vous renvoyons à l'utilisation de la fraude par Suella Braverman, au système judiciaire, aux tribunaux, à la police, aux enlèvements, à la détention illégale, tout en liant les gens à l'esclavage.

Il convient également de souligner que Suella Braverman a aidé de grandes entreprises et un pays étranger (la France) à attaquer des hommes et des femmes vivant dans ce pays.

Pour consulter le dossier et les pièces déposées, veuillez consulter les documents ci-dessous:

Formulaire de demande de dossier

Pièce A Pièce B Pièce C Pièce D

Pièce E Pièce F Pièce G Ordre annulé

RCJ Response People's Reply Cour d'appel

Ther People contre Lynne Hobbs

il y a 3 mois

Le peuple (représenté par John Smith)

et

Lynne Hobbs (agissant en tant que gestionnaire de rapporteurs de localité)

Cette affaire aborde la question des crimes commis contre la population par une femme vivante, Lynne Hobbs.

Pour mettre en évidence ces crimes, nous avons évoqué l'enlèvement et la détention illégale de cinq enfants.

Pour aider dans ces crimes, Lynne a utilisé le système judiciaire, les tribunaux, la police, les conseils, le Children's Reporter et le système de santé, tout en liant les gens à l'esclavage.

Pour consulter le dossier et les pièces déposées, veuillez consulter les documents ci-dessous:

Dossier de cas initial des écritures

Pièce 1	Pièce 2	Pièce 3a	Pièce 3b	Pièce 3c
Pièce 3d	Pièce 3e	Pièce 4a	Pièce 4b	Pièce 4c
Pièce 4d	Pièce 4e	Pièce 5	Pièce 6	Pièce 7
Pièce 8	Pièce 9	Pièce 10	Pièce 11	Pièce 12
Pièce 13	Pièce 14			

Cas statutaires

il y a 3 mois

Il convient de noter que tous les tribunaux statutaires (lieux d'affaires) sont des sociétés enregistrées, gérées à but lucratif, elles ne sont PAS LÀ POUR LA JUSTICE.

Les liens ci-dessous renvoient à des affaires qui ont été ou sont traitées dans le cadre de ce système statutaire.

Le peuple (représenté par un homme vivant John Smith)

contre

Nicola Ferguson Sturgeon (la femme vivante, agissant en tant que premier ministre de l'Écosse)

Cette affaire aborde la question des crimes commis contre la population par une femme vivante, Nicola Ferguson Sturgeon.

Pour mettre en évidence ces crimes, nous avons évoqué deux questions distinctes, celles liées à la législation covid et la seconde concerne la fraude, l'enlèvement et la détention illégale de cinq enfants.

Pour aider dans ces crimes, Nicola Ferguson Sturgeon a utilisé le système judiciaire, les tribunaux, la police, les conseils, le Children's Reporter et le système de santé, tout en liant les gens à l'esclavage.

Pour consulter les études de cas, cliquez ici

Le peuple (représenté par un homme vivant John Smith)

et

Alexander Boris de Pfeffel Johnson

(un homme vivant, agissant en tant que Premier ministre de la Grande-Bretagne)

Cette affaire aborde la question des crimes commis contre le peuple par un homme vivant, Alexander Boris de Pfeffel Johnson.

Pour mettre en évidence ces crimes, nous avons évoqué deux questions distinctes, celles associées à la législation covid et la seconde concerne la fraude, l'enlèvement et la détention illégale d'un homme vivant et d'une femme vivante.

Pour aider à ces crimes, Alexander Boris de Pfeffel Johnson a utilisé le système judiciaire, les tribunaux, la police, les conseils et le système de santé, tout en liant le peuple à l'esclavage.

Pour consulter les études de cas, cliquez ici

Le peuple (représenté par John Smith)

et

Suella Braverman (agissant à titre de procureure générale, très honorable QC MP)

Cette affaire aborde la question des crimes commis contre la population par une femme vivante, Suella Braverman.

Pour mettre en évidence de tels crimes, nous vous renvoyons à l'utilisation de la fraude par Suella Braverman, au système judiciaire, aux tribunaux, à la police, aux enlèvements, à la détention illégale, tout en liant les gens à l'esclavage.

Il convient également de souligner que Suella Braverman a aidé de grandes entreprises et un pays étranger (la France) à attaquer des hommes et des femmes vivant dans ce pays.

Pour consulter les études de cas, cliquez ici

Le peuple (représenté par John Smith)

et

Lynne Hobbs (agissant en tant que gestionnaire de rapporteurs de localité)

SCOTTISH
CHILDREN'S REPORTER
ADMINISTRATION

Cette affaire aborde la question des crimes commis contre la population par une femme vivante, Lynne Hobbs.

Pour mettre en évidence ces crimes, nous avons évoqué l'enlèvement et la détention illégale de cinq enfants.

Pour aider dans ces crimes, Lynne Hobbs a utilisé le système judiciaire, les tribunaux, la police, les conseils, le Children's Reporter et le système de santé, tout en liant les gens à l'esclavage.

Pour consulter les études de cas, cliquez ici

LA PLAINTE DU PROCURATEUR FISCAL

contre

ROBERT SPROUL ET JOHN SMITH

Réf Cour: PA18004245

Cette action a été soulevée par le Procurator Fiscal en Écosse alors que trois shérifs (juges en Écosse) ont reçu une assignation à comparaître devant un tribunal de common law, pour répondre de crimes contre des hommes et des femmes vivants.

Le crime commis par les accusés était d'avoir envoyé des documents menaçants et intimidants à un shérif (une assignation au tribunal) qu'ils ont qualifié de rupture de la paix.

Le shérif chargé de l'affaire (Mungo Bovey) et le procureur fiscal (Laura Mundell) pour commettre des crimes contre le peuple ont utilisé le système judiciaire, les tribunaux, la police et la fraude, tout en liant le peuple à l'esclavage.

Pour consulter les études de cas, cliquez ici

Le peuple contre Alexander Boris de Pfeffel Johnson

Il ya 4 mois

Dans l'affaire entre

Le peuple (représenté par un homme vivant John Smith)

Poursuivant

et

Alexander Boris de Pfeffel Johnson (un homme vivant, agissant en tant que Premier ministre britannique)

Défendeur

Le peuple a signifié les papiers ci-joints contre Alexander Boris de Pfeffel Johnson (l'homme vivant) pour avoir commis des crimes contre le peuple et les a déposés auprès des Royal Courts of Justice.

Alexander Boris de Pfeffel Johnson a ignoré la déclaration du tribunal de common law 2019 et est coupable d'avoir contraint le peuple à l'esclavage. Divers crimes ont été commis contre la population et cela n'est plus acceptable.

Comme ce numéro est déposé au nom du peuple et est d'intérêt public, tous les articles relatifs à ce problème seront affichés sur ce site.

Pour consulter le dossier et les pièces déposées, veuillez consulter les documents ci-dessous:

Formulaire de réclamation Note de couverture Case File

Pièce 1 Pièce 2 Pièce 3 Pièce 4 Pièce 5

Pièce 6a Pièce 6b Pièce 7 Pièce 8 Pièce 8a

Pièce 9 Pièce 10 Pièce 11 Pièce 12a Pièce 12b

Pièce 12c Pièce 13 Pièce 14 Pièce 15 Pièce 16

Le peuple v's Nicola Ferguson Sturgeon

Il ya 4 mois

Dans l'affaire entre

Le peuple (représenté par un homme vivant John Smith)

Poursuivant

et

Nicola Ferguson Sturgeon (une femme vivante, agissant en tant que premier ministre de l'Écosse)

Défendeur

Les gens ont signifié les papiers ci-joints contre Nicola Sturgeon (la femme vivante) pour avoir commis des crimes contre le peuple et les ont déposés auprès de la Sheriff Court d'Édimbourg.

Nicola Ferguson Sturgeon a ignoré la déclaration d'Arbroath 1320 et la déclaration du tribunal de common law 2019 tout en liant le peuple à l'esclavage. Divers crimes ont été commis contre la population et cela n'est plus acceptable.

Comme ce numéro est déposé au nom du peuple et est d'intérêt public, tous les articles relatifs à ce problème seront affichés sur ce site.

Pour consulter le dossier et les pièces déposées, veuillez consulter les documents ci-dessous :

Cas 1 Cas 2

Pièce 1 Pièce 1 (2) Pièce 2 Pièce 3 Pièce 4

Pièce 5 Pièce 6a Pièce 6b Pièce 6c Pièce 6d

Pièce 6e (2) Pièce 7 Pièce 8 Pièce 9 Pièce 9

Pièce 10 Pièce 11 Pièce 12 Pièce 12 (2) Pièce 13

Pièce 14 Pièce 15 Pièce 16

Dirigeants mondiaux / chefs d'État

il y a 9 mois

Les gens ont-ils le droit de créer leur propre déclaration pour le tribunal de common Law ?

Nos premiers ministres et nos premiers ministres travaillent-ils pour le peuple ?

Nos premiers ministres et nos premiers ministres répondent-ils à la population ?

Le gouvernement est-il établi par le peuple ?

Le gouvernement répond-il au peuple ?

Nous, les gens, avons besoin d'une réponse

Cliquez ici pour consulter notre avis

DERNIÈRES NOUVELLES

il y a 10 mois

Communiqué de presse immédiat - Condamné par le même juge que Julian Assange,

Le créateur de la guérison du cancer, David Noakes, est expédié en France

Le distributeur emprisonné du remède potentiel contre le cancer GcMAF, David Noakes, est en train d'être extradé rapidement vers la France.

À l'horreur de son équipe juridique, il a été annoncé vendredi que M. Noakes devait être déplacé malgré la mauvaise santé actuelle et la pandémie COVID19.

Noakes de Waldershare dans le Kent, qui a fabriqué et distribué GcMAF dans le monde entier à partir du Royaume-Uni, a été emprisonné en novembre 2018 par l'un des mêmes juges qui ont condamné **Julian Assange** , la **juge Deborah Frances Taylor** , qui a étrangement abandonné l'affaire après que le représentant légal de Noakes ait contesté un certain nombre. d'erreurs juridiques et procédurales.

Après le COVID19, Noakes a trouvé un soutien soudain et croissant en grand nombre dans le monde entier - en particulier aux États-Unis - grâce à la méfiance croissante du grand public à l'égard des grandes sociétés pharmaceutiques et du monopole sur les administrations des médicaments et leur autorité, avec de nombreux parallèles entre Noakes ' cas et GcMAF au médicament «miracle cure» du coronavirus «non prouvé» rendu célèbre par Donald Trump, Hydroxychloroquine, distribué par le couple de milliardaires pharmaceutiques canadiens Barry et Honey Sherman qui ont tous deux été assassinés en décembre 2017.

Selon les partisans de ses Noakes, les preuves scientifiques montrent clairement que le GcMAF est potentiellement le traitement anticancéreux le plus efficace jamais découvert.

Étant donné que le juge **Nicholas Lorraine-Smith a** lui - même déclaré: «Ce n'est pas GcMAF qui est en procès», des questions ont tourbillonné sur l'implication de la grande industrie pharmaceutique dans le résultat de l'enquête de Noakes, de l'incarcération et maintenant de son expulsion imminente.

Les accusations ont été portées contre M. Noakes, son équipe de chercheurs, médecins, infirmières et chercheurs médicaux à Immuno-Biotech, par la MHRA du Royaume-Uni, bien que le GcMAF ait joué un rôle déterminant dans le traitement de personnes qui avaient été radiées par la profession médicale.

En réponse à la Loi sur l'accès aux traitements médicaux (Innovations) 2016, la MHRA a publié des directives stipulant que les prescripteurs «devraient d'abord envisager d'utiliser un médicament sous licence lorsque cela est possible; si cela n'est pas possible, alors un médicament homologué hors AMM doit être utilisé, et ce n'est que si aucun de ces médicaments n'est disponible qu'un médicament non homologué doit être envisagé ».

Il convient de noter que chaque patient sélectionné pour les essais du GcMAF UK par Immuno Biotech avait épuisé toutes les options de traitement autorisées et que dans chaque cas le traitement avait échoué, leur fournir du GcMAF était donc à la fois légal et conforme aux directives de la MHRA.

En outre, le but clairement énoncé de la Loi est de permettre aux médecins responsables de prescrire des médicaments hors AMM (en utilisant des médicaments autorisés à des fins innovantes) ou des médicaments non autorisés, tels que le GcMAF, si le médecin prescripteur estime que cela est bénéfique. À cette fin, tous les traitements Immuno Biotech GcMAF ont été prescrits par des médecins qualifiés qui pensaient qu'il serait bénéfique de le prescrire.

Ajoutant aux eaux déjà troubles, directement après avoir été accusé de faute professionnelle par l'équipe de Noakes, le **juge Nicholas Loraine Smith** (Southwark Crown Court) a mystérieusement décidé de prendre une retraite anticipée il y a seulement deux semaines.

Avis aux dirigeants mondiaux

il y a 11 mois

Avis de déclaration CLC.

Pour célébrer le 700e anniversaire de la déclaration d'Arbroath, nous avons mis en demeure cent trente (chefs d'État).

Les crimes contre la population ne sont plus acceptables et notre avis de déclaration confirme le statut d'hommes et de femmes vivants qui ont enregistré leur naissance auprès du tribunal de common law.

Pour voir une copie de cet avis **CLIQUEZ ICI**

Pour consulter la liste des chefs d'État qui ont reçu cet avis, **CLIQUEZ ICI**

Si votre chef d'État n'a pas encore été avisé, faites-nous savoir si vous souhaitez qu'il reçoive une copie du présent avis.

Si vous souhaitez utiliser cet avis, il peut être transmis à des personnalités du système statutaire.

Soutenez nos campagnes - Nous sommes solidaires

il y a 11 mois

Pensez-vous que chacun est responsable de ses propres actions?

Pensez-vous que les juges n'ont pas le droit d'ignorer une ordonnance du tribunal rendue par le peuple?

Pensez-vous que tout juge reconnu coupable d'avoir commis des crimes contre le peuple devrait être démis de ses fonctions?

Pensez-vous que les gens ont le droit d'accéder à des remèdes possibles pour diverses maladies, y compris le cancer?

Pensez-vous que le déploiement illégal de la 5G devrait être interrompu jusqu'à ce qu'il soit prouvé qu'il est sûr?

CLIQUEZ ICI pour ajouter votre soutien. Tant que vous avez plus de seize ans, vous pouvez ajouter votre nom.

Nouvelle page de musique

il y a 11 mois

Nous avons maintenant une nouvelle page de musique dans la vidéothèque, reflétant les chansons qui ont une signification pour la CLC.

Si vous connaissez une chanson appropriée, faites-le nous savoir et nous la publierons.

Un grand merci aux auteurs-compositeurs et aux artistes pour leur musique.

Voir nos nouvelles vidéos

Il y a 12 mois

Cliquez sur ce lien pour voir nos vidéos actuelles sur notre chaîne YouTube CLIQUEZ ICI

Veuillez vous abonner à notre chaîne et partager ces informations avec vos amis et sur les réseaux sociaux.

Déploiement de la 5G - Le gouvernement refuse de se conformer à une ordonnance d'un tribunal de common law

Il y a 12 mois

La 5G est une technologie de télécommunications qui est déployée à travers le pays sans aucun test sur les effets sur le corps humain malgré les inquiétudes répétées des médecins du monde entier. La technologie des rayonnements produite sur la longueur d'onde de 60 GHz a le potentiel de causer des dommages importants à toute vie organique et a même été militarisée par l'armée.

Aucun homme ni aucune femme n'a le droit de causer des dommages potentiels avec ce système et les gens doivent avoir leur mot à dire.

Si vous pensez que ce déploiement devrait être interrompu jusqu'à ce qu'il soit avéré sûr, veuillez cliquer sur ce lien pour confirmer votre soutien: **CLIQUEZ ICI**

Ordres nuls et crimes contre le peuple

Il y a 12 mois

Pour qui travaillent-ils et qui paie leur salaire?

Bien que les gens aient annulé des ordonnances judiciaires illégales qui avaient été rendues illégalement, les juges statutaires et leurs tribunaux refusent de se conformer à leurs propres règles administratives pour les annuler.

Ces ordonnances nulles sont à la fois légales et licites et ne peuvent être contestées, mais étant donné qu'elles dénoncent les crimes contre la population, les juges refusent de s'y conformer.

Ces ordonnances illégales doivent être annulées à moins que l'État ne puisse confirmer qu'elles sont supérieures au peuple, au tribunal de common law et à Dieu.

Si vous acceptez que ces juges doivent répondre aux personnes et que les ordonnances doivent être annulées, veuillez cliquer sur ce lien pour montrer votre soutien: **CLIQUEZ ICI** .

Les juges criminels qui refusent de répondre au peuple

Il y a 12 mois

Les tribunaux de common law récemment réunis ont condamné sept juges et le Lord Chief Justice, tous ont été reconnus coupables d'avoir commis des crimes contre le peuple.

Même si ces ordonnances ont été émises par des tribunaux légalement convoqués et qu'elles portent avec elles l'autorité du peuple. Ces criminels condamnés restent dans leurs positions et refusent de se conformer aux sanctions pécuniaires prononcées contre eux.

Pourquoi avons-nous des criminels condamnés qui prononcent des peines contre le public?

Pourquoi n'ont-ils pas à répondre aux gens?

Pourquoi n'ont-ils pas à se conformer à un ordre légal?

Si vous pensez que ces criminels condamnés devraient être démis de leurs fonctions immédiatement et qu'ils doivent se conformer aux ordonnances du tribunal rendues à leur encontre, veuillez cliquer sur ce lien pour confirmer votre soutien **CLIQUEZ ICI** .

Emprisonnement illégal de Lynda Thyer

Il y a 12 mois

Lynda Thyer, une scientifique biomédicale a été illégalement emprisonnée en France pour avoir guéri plus de 9 500 personnes atteintes de diverses maladies. Un tribunal de common law, composé de 12 hommes et femmes à l'esprit raisonnable, a rendu une ordonnance du tribunal exigeant son retour immédiat et sûr.

Le gouvernement, le procureur général, le ministre de l'Intérieur et le ministre des Affaires étrangères refusent de se conformer à cet ordre, confirmant qu'ils se croient supérieurs au peuple, au tribunal de droit commun et à Dieu.

Pour qui ces personnes travaillent-elles?

Pensez-vous que les gens devraient avoir accès à un remède possible contre le cancer et de nombreuses autres maladies?

Pensez-vous que Lynda Thyer devrait être libérée immédiatement de la prison française dans laquelle elle est illégalement détenue?

Si vous êtes d'accord avec ce qui précède, veuillez cliquer sur ce lien pour confirmer votre soutien: CLIQUEZ ICI

Combien vaut votre enfant ou petit-enfant?

il y a 1 an

GcMAF - Ce que le gouvernement ne veut pas que vous sachiez

Les grandes sociétés pharmaceutiques accumulent des milliards de livres alors que les gens meurent.

En tant qu'hommes et femmes vivants, nous avons des droits de naissance qui nous protègent contre les préjudices, les pertes et les blessures, mais pas en ce qui concerne le gouvernement.

Cliquez ici pour plus d'informations, GcMAF est légal et peut être utilisé pour traiter diverses conditions. Veuillez partager ceci avec votre famille, vos amis et sur les réseaux sociaux.

RÉCLAMER VOS DROITS DE NAISSANCE

LES SOCIÉTÉS ONT ÉTÉ CRÉÉES PAR DES PERSONNES

LES GENS ONT L'AUTORITÉ DANS CE PAYS

Dernière mise à jour sur Lynda Thyer

il y a 1 an

AIDE REQUISE

Cliquez ici pour lire les dernières nouvelles sur Lyn Thyer.

Veuillez partager ces informations avec votre famille, vos amis et sur les réseaux sociaux.

Le moment est venu de protéger votre famille, vos amis, vos enfants et vos petits-enfants.

Le tribunal de common law de Swansea

il y a 1 an

Tribunal de common law

Conférence

Veuillez trouver ci-dessous les détails de la réunion du tribunal de common law au Swansea Marriot le dimanche 1er décembre 2019, voir ci-dessous.

Il y a un parking gratuit à l'hôtel (premier arrivé, premier servi), il y a un parking à débordement juste à côté, donc les places devraient être correctes.

Si quelqu'un a besoin d'une chambre, ils ont été réduits dans l'hôtel entre 150 et 90 £, mais essayez en ligne si vous avez besoin de chambres, vous pouvez les obtenir moins cher ou trouver de meilleurs choix.

Hôtel Marriot

Quartier maritime

Swansea,

SA1 3SS

Tél - 01792 642020

(n'oubliez pas à l'arrivée, réservez votre voiture sur le système / appuyez sur Entrée ou vous obtiendrez un ticket de parking de 70 £)

La conférence débute à 12 h et se termine entre 16 h et 17 h, idéalement, vous devriez y être entre 11 h 30 et 11 h 45.

Agenda de la CVX

introduction

1 re session - La création du tribunal de common law

Pourquoi a-t-il été mis en place?

D'où tire-t-il son autorité?

Comment convoquez-vous un tribunal de common law?

2 e session - Le tribunal de common law existant

Implication et pays

Le site Web et l'utilisation

Le développement

3 e session - L'avenir

Le développement - Changements - CLC News

Le défi de l'autorité et de la compétence

Discussion sur la décision de 1971

Serment de couronnement de la reine

Affidavit à l'appui de la contestation de la soumission de compétence

4 e session - La voie à suivre

Rendez-vous - Support et structure

La prochaine phase

Questions et réponses

CLC News 12 novembre 2019

il y a 1 an

Bienvenue sur CLC News, notre nouvelle fonctionnalité hebdomadaire.

Cette semaine, nous avons une mise à jour concernant le comportement illégal de M. Mark King (bailli), nous appelons à un soutien supplémentaire des gens pour que son permis soit retiré.

Nous couvrons également la question de la fiction juridique et proposons des informations pour assister au tribunal statutaire (siège social).

Rejoignez-nous pour cette fonctionnalité hebdomadaire et abonnez-vous à notre chaîne sur YouTube pour les dernières mises à jour.

Pour notre rubrique Nouvelles CLC, veuillez cliquer ici

Carey Pensions Royaume-Uni

il y a 1 an

www.carey-pensions.co.uk

Le 31 octobre 2019, le Service de la paix du CTC s'est rendu au bureau de Carey Pensions au Royaume-Uni pour signifier une ordonnance du tribunal à Coral Harris (née Hallett).

Bien qu'elle ait été informée que Coral se trouvait dans le bâtiment par un employé de sexe masculin, Christine Hallett, la PDG de l'entreprise et la mère de Coral se sont rendues à la réception et ont refusé d'accepter les documents, elle a également déclaré que Coral était enceinte de huit mois et à l'hôpital.

Bien que l'agent présent ait le pouvoir d'exécuter les décisions du tribunal de common law, il a décidé d'agir légalement et de quitter les lieux, plutôt que de provoquer une scène.

Pour souligner davantage le comportement de Christine Hallett, elle a défié une ordonnance de la Cour de common law et est intervenue avec la signification de cette ordonnance. En essayant de renverser le processus d'application du Service de la paix du CTC, elle a commis une infraction pénale contre eux et le peuple, par son obstruction à la justice et son harcèlement criminel, dont elle sera tenue responsable si cette affaire n'est pas résolue.

L'ordonnance du tribunal mentionnée a maintenant été signifiée par Royal Mail, la livraison enregistrée et signée pour, Coral a sept jours pour se conformer à cette ordonnance.

Lettre pour Mark King

il y a 1 an

Chacun est responsable de son propre comportement.

Veuillez télécharger cette lettre, placer vos coordonnées en haut de la lettre sur le côté droit, la signer et l'envoyer au tribunal.

Cette excuse pour un homme devrait être en prison pour son comportement.

Lettre de Mark King

CLC News 5 novembre 2019

il y a 1 an

Bienvenue sur CLC News, notre nouvelle fonctionnalité hebdomadaire.

Cette semaine, nous examinons le comportement illégal des huissiers de justice et en particulier de M. Mark King, nous demandons le soutien de la population pour que son permis soit retiré.

Nous couvrons également les conclusions des tribunaux statutaires (lieux d'affaires) la semaine dernière et des réunions du tribunal de droit commun de l'île de Man et de Milton Keynes.

Rejoignez-nous pour cette fonctionnalité hebdomadaire et abonnez-vous à notre chaîne sur YouTube pour les dernières mises à jour.

Pour notre rubrique Nouvelles CLC, veuillez cliquer ici

CLC News 28 octobre 2019

il y a 1 an

Bienvenue sur CLC News, notre nouvelle fonctionnalité hebdomadaire. Cette chaîne sera utilisée pour des fonctionnalités, des informations, des interviews, des actualités, des questions et des mises à jour.

En plus de ce qui précède, nous mettrons régulièrement en évidence les tribunaux de common law qui doivent être convoqués et transmettrons des informations sur les tribunaux statutaires en instance.

Rejoignez-nous pour cette fonctionnalité hebdomadaire et abonnez-vous à notre chaîne sur YouTube pour les dernières mises à jour.

Pour notre première fonctionnalité Nouvelles CLC, veuillez cliquer ici

Audiences statutaires de la Cour

il y a 1 an

Étant donné le comportement illégal des tribunaux statutaires, il est essentiel que nous soyons témoins de ce qui se passe.

Nous allons maintenant énumérer toutes les audiences à venir afin que le public puisse y assister pour offrir son soutien.

Nous appelons tous ceux qui peuvent assister aux audiences suivantes cette semaine à apporter leur soutien.

Dates du tribunal

Date 29 e Octobre 2019

Court Pontypridd Magistrates Court

Heure 11h30

Nom Gavin Griffiths

Date 30 e Octobre 2019

Tribunal du comté de Truro

Heure 14 h

Nom David Laity

Date 31 er Octobre 2019

Tribunal de première instance de Portsmouth Magistrates Court

Heure 9h30

Nom Anthony Coles & John Egan

Date 31 er Octobre 2019

Court Westminster Magistrates Court

Heure 10 h

Nom David Noakes

Réunions du CLC

il y a 1 an

La Cour de common law a été occupée au cours des deux derniers mois et va maintenant déployer un programme d'application de la loi, de nouvelles, de formation, de mises à jour et de réunions régulières.

La première de ces réunions se tiendra sur l'île de Man le 30 octobre 2019 et la seconde se tiendra à Milton Keynes le 31 octobre 2019.

Tout le monde est le bienvenu et l'entrée est gratuite.

Cliquez sur ces liens pour plus de détails

Île de Man Milton Keynes

Prochaines dates d'audience

il y a 2 ans

Tribunaux de common law émergents

Nous pouvons confirmer que la Cour de common law pose des problèmes considérables aux tribunaux statutaires (lieux d'affaires), à tel point qu'ils doivent également ignorer nos droits inhérents (bref d'habeas corpus) pour conserver le contrôle.

Les tribunaux statutaires (établissements) ont également extradé illégalement Lynda Thyer vers la France, où elle sera jugée. Cela malgré la contestation de leur autorité et de leur compétence et un bref d'habeas corpus.

La Grande-Bretagne peut désormais se vanter d'être l'un des rares pays au monde à ne pas se conformer à un bref d'habeas corpus, preuve que nous n'avons pas de justice dans la juridiction statutaire.

Nous souhaitons maintenant vous informer de la convocation des futurs tribunaux de common law.

Nous avons quatre tribunaux qui se réuniront aux dates suivantes:

Samedi 31 er Août 2019 Pour faire face à la question du traitement ILLÉGALE de David Noakes et Lynda Thyer, par rapport à GcMAF, un traitement efficace pourcancer etautres maladies.

Les défendeurs sont:

Nicholas Loraine Smith (juge), c / o Southwark Crown Court, 1 English Grounds, Londres, SE1 2HU

Jean-Luc Gadaud (juge), c / o Cour d'appel de Paris, 10 Boulevard du Palais, 75001 Paris, France

Lieu HOLIDAY INN, GUILDFORD, EGERTON ROAD, GUILDFORD, SURREY, GU2 7XZ

Heure: Arrivez entre 10h et 10h50, commence à 11h précises.

Dimanche 1 er Septembre 2019 Pour faire face à l'administration illégale du vaccin contre le VPH au peuple.

Les défendeurs sont:

Matt Hancock (secrétaire d'État à la Santé et aux Affaires sociales) Îles britanniques

David Ashford (ministre de la Santé et des Affaires sociales) Île de Man

Richard Renouf (Ministre de la santé et des services sociaux) Jersey, Îles anglo-normandes

Henrietta Ewart (directrice de la santé publique) Île de Man

Lieu MANCHESTER ART GALLERY, MOSLEY STREET, MANCHESTER, M2 3JL

Heure: arrivée entre 11h30 et 11h50, commence à midi précis.

Cas supplémentaires

Il y aura aussi deux cas supplémentaires sur sam / dim 14 e / 15 e de Septembre 2019. Ces cas traiteront des questions du rouleau 5G et sur le comportement infractionnel des banques, sociétés de prêt hypothécaire et le registre foncier.

De plus amples détails sur les accusés, les horaires et les lieux seront publiés dans les prochaines semaines.

Application de la loi CLC

La Cour de common law travaille depuis plusieurs mois sur cette question et nous la rendrons opérationnelle dans les prochaines semaines. De plus amples détails seront mis à jour sur le site Web dans la catégorie «Dernières nouvelles».

LES GENS ONT BESOIN DE VOTRE AIDE

Comme vous le savez, la Cour de common law n'est pas financée et existe avec un revenu limité. Il est essentiel que nous continuions à convoquer nos propres tribunaux et que nous puissions offrir un recours légal.

Ces tribunaux émergents pourront accueillir plus de 100 personnes dans la galerie publique et disposeront d'équipements audio et vidéo pour aider à la présentation des affaires.

Si vous pouvez aider, nous avons besoin de fonds pour payer ces salles. Pourriez-vous s'il vous plaît envoyer un don unique pour aider à ces coûts ou si possible, pourriez-vous s'il vous plaît mettre en place un don mensuel de 1,00 £ par mois. Bien que le don mensuel soit un montant symbolique, si tout le monde faisait un don, cela nous permettrait de couvrir les frais de fonctionnement de ces tribunaux.

CLIQUEZ ICI POUR FAIRE UN DON

Merci de votre aide

Si vous pouvez le faire, nous sommes impatients de vous voir dans les affaires judiciaires à venir.

Mise à jour de Lynda Thyer

il y a 2 ans

J'écris pour confirmer que malgré la paperasserie déposée auprès de la Cour suprême pour un appel, j'ai été informé qu'ils ne l'entendront pas.

L'appel était nécessaire parce que la Haute Cour de Londres a refusé d'entendre ma contestation de l'autorité et de la compétence des tribunaux et de la Couronne, puis ils m'ont refusé une audience d'injonction, pour suspendre l'action contre Lynda Thyer.

Points à noter

1. Le gouvernement et les tribunaux statutaires obtiennent leur autorité du peuple.
2. Le peuple a créé le gouvernement et les tribunaux statutaires.
3. Le gouvernement et les tribunaux statutaires sont des fictions.
4. Les fictions ne peuvent pas avoir autorité sur leur créateur.
5. Les tribunaux statutaires estiment qu'ils peuvent ignorer une ordonnance rendue par le tribunal de common law et le peuple.
6. Les juges estiment qu'ils ne sont pas responsables de leur comportement.
7. Si le droit à une audition vous est refusé, comment cela peut-il être légal?

Non seulement la justice doit être rendue, mais elle doit également être vue comme étant faite.

Pour consulter les articles soumis, cliquez sur les liens ci-dessous.

Lettre de contestation légale du Lord Chief Justice

Qu'en penses-tu? Veuillez laisser votre commentaire ci-dessous.

Si vous souhaitez participer à ce processus, veuillez utiliser les contacts ci-dessous. Vous pouvez demander au Lord Chief Justice et / ou au Lord Chancellor et au Secrétaire d'État à la Justice pourquoi cette question n'a pas été réglée, ou vous pouvez demander une audition immédiate pour John Smith, afin de déterminer le statut du mandat d'arrêt et ordonnance d'extradition pour LYNDA THYER.

AVONS-NOUS JUSTICE DANS CE PAYS?

Le Lord Chief Justice
Royal Courts of Justice
Strand
London
WC2A 2LL

Téléphone: 020 7947 6655 (Cour administrative)
Courriel: administrativecourtoffice.generaloffice@hmcts.x.gsi.gov.uk

Rt Hon David Gauke MP
Lord Chancellor et Secrétaire d'État à la Justice
Chambre des communes, Londres, SW1A 0AA

Tél: 020 7219 4459
Courriel: gauked@parliament.uk

Brexit dans un Burger King

il y a 2 ans

Nous avons un accord. Quelle est la pertinence de cette vidéo?

CLIQUEZ SUR CETTE IMAGE

L'affaire sans défendeur

il y a 2 ans

Le monde crépusculaire du tribunal statutaire.

Le shérif Kinloch préside une affaire sans accusé.

Après avoir parlé à un homme avant lui, il émet alors un mandat d'arrêt pour son arrestation, la raison de sa non-comparution.

La seule chose qui manque est un fer à marquer pour la fiction juridique.

Cliquez sur ce lien pour lire l'histoire: **LE CAS SANS DÉFENSEUR**

Chronique britannique - Actualités CLC

il y a 2 ans

Actualité du 5 avril 2019.

Lecteur vidéo
00:00
02:46

Mise à jour CLC

il y a 2 ans

Pour aider à transmettre ce message, la SIC a fait appel à un acteur rémunéré pour ses services.

AUCUN CAS À RÉPONDRE

Le système statutaire vient de convoquer une audience administrative pour attaquer le tribunal de common law.

Notez ce qui suit :
Cette audience a duré quatre jours
Elle a gaspillé l'argent des contribuables
Aucun défendeur n'a été identifié
Aucune autorité ou juridiction n'a été établie
Les témoins de la poursuite n'ont pas été autorisés à répondre aux questions posées par la défense
Confirmation établie du tribunal de common law
Confirmation établie du homme vivant
Confirmation établie de la propriété de la fiction juridique

LA CHARGE CONTRE L'HOMME VIVANT A ÉTÉ ABANDONNÉE
AUCUN CAS À RÉPONDRE

VEUILLEZ PARTAGER PARTOUT ET DIFFUSEZ LE MOT

Lecteur vidéo
00:00
00:53

Reprise de possession arrêtée (19.02.19)

il y a 2 ans

Bienvenue dans le monde du vol de propriété, des tribunaux statutaires (audiences administratives) et de l'industrie hypothécaire.

Le mardi 19 février 2019, les huissiers de justice ne se sont pas rendus dans une propriété à Milton Keynes, malgré la remise de documents confirmant la date et l'heure de l'expulsion.

Des documents avaient été signifiés aux parties intéressées confirmant qu'elles n'avaient pas d'ordonnance du tribunal signée par un juge, la société de crédit hypothécaire avait également créé et utilisé des documents frauduleux (N49) pour ordonner aux huissiers d'expulser et que les huissiers avaient également créé un document (EX96), qu'ils ont ensuite tenté d'utiliser pour expulser les propriétaires.

En plus de ce qui précède, les propriétaires, un homme et une femme vivants, ont confirmé leur statut en vertu de la common law en enregistrant leurs naissances auprès du tribunal de common law, ils ont obtenu la propriété des fictions juridiques qui leur sont attachées et que leur propriété a été transféré à la juridiction de la Cour de common law.

Le jour de l'expulsion, un serrurier est apparu mais est parti après avoir reçu un appel téléphonique, dix minutes avant l'expulsion prévue, il est parti. Aucun huissier n'est venu et le propriétaire est resté chez lui.

Sur un dernier point, le tribunal de common law tient également à remercier les hommes et les femmes qui se sont présentés ce jour-là pour assister et témoigner dans les débats. En nous unissant, nous pouvons affirmer nos droits à la naissance et tenir chaque individu responsable de ses crimes contre le peuple.

Reprise de possession arrêtée (29.01.19)

il y a 2 ans

Bienvenue dans le monde du vol de propriété, des tribunaux statutaires (audiences administratives) et de l'industrie hypothécaire.

Le mardi 29 janvier 2019, des huissiers se sont rendus dans une propriété de Portsmouth en déclarant qu'ils avaient obtenu une ordonnance de mise en possession et qu'ils allaient expulser le propriétaire. Ceci, malgré le fait qu'ils n'avaient pas d'ordonnance du tribunal signée par un juge, la société de crédit hypothécaire (Hypothèques 1) avait également créé et utilisé des documents frauduleux (N49) pour ordonner aux huissiers d'expulser et que les huissiers avaient également créé un document (EX96), qu'ils ont ensuite tenté d'utiliser pour expulser le propriétaire.

En plus de ce qui précède, le propriétaire, un homme vivant, a confirmé sa qualité en common law en enregistrant sa naissance au tribunal de common law, il a obtenu la propriété de la fiction juridique qui lui est attachée et que sa propriété a été transférée à la compétence du tribunal de common law.

Ce jour-là, trois huissiers de justice, deux serruriers, un maître-chien et deux agents de police étaient présents pour aider à l'application des lois statutaires. Ces individus ont également été rejoints plus tard par un sergent de police et après environ une heure et demie, ils sont tous repartis les mains vides pendant que le propriétaire restait chez lui.

Sur un dernier point, le tribunal de common law tient également à remercier les hommes et les femmes qui se sont présentés ce jour-là pour assister et témoigner dans les débats. En nous unissant, nous pouvons affirmer nos droits à la naissance et tenir chaque individu responsable de ses crimes contre le peuple.

Mise en vigueur

il y a 2 ans

Le 28 octobre 2018, un tribunal de common law a été convoqué au Hindley Labour Club, 2 Romford Street, Wigan WN2 3RB, pour traiter du vol frauduleux et illégal d'un bien.

Les personnes suivantes ont été convoquées à comparaître et ont toutes été déclarées coupables devant ce tribunal par un jury composé de leurs pairs:

Richard Klemmer, PDG Engage Credit

Kirran Kayani, employé de Pepper UK

Isabel Clough, avocate, Aberdein Considine

Cliquez ici pour une copie de l'ordonnance du tribunal

Malgré l'ordonnance rendue par le tribunal, Richard Klemmer a autorisé la vente de la propriété concernée tout en ignorant l'autorité du peuple et celle du tribunal de droit commun.

En janvier 2019, les personnes susmentionnées n'ayant pas respecté l'ordonnance du tribunal du CTC, la question a été transmise à l'application de la loi CLC. Le 19 janvier 2019, CLC Enforcement, avec l'aide de huit agents de Pensée Angleterre, a récupéré la propriété et l'a restituée à son propriétaire légitime. Les serrures qui avaient été changées ont été enlevées et remplacées et les volets qui avaient été installés ont également été enlevés.

Dans le cadre de l'action de CLC Enforcement, toutes les parties concernées ont été informées de ce qui s'était passé et la police a été informée des crimes qui avaient eu lieu (CUP-19-012290). Malgré la preuve prima facie confirmant ces crimes, la police (PC2013) a refusé de l'accepter, ce gendarme a refusé d'envoyer quelqu'un s'occuper de cela, il a refusé de prendre une déclaration et a ensuite clos le dossier.

Dans l'intervalle, la société de crédit hypothécaire, avec l'aide des parties précédentes, est retournée devant le tribunal statutaire, cherchant à rétablir l'ordonnance de possession précédente qui était illégale et illégale.

QUELLE EST LA CORRUPTION DES JURIDICTIONS STATUTAIRES?

NOUS ATTENDONS LEUR RÉPONSE.

Pour des copies des documents relatifs à cette question, voir ci-dessous.

Lettre aux huissiers gendarme adjoint temporaire

Fraude et vol

il y a 2 ans

Parties intéressées

Juge de district Cook	Helen McMillan Gendarme en chef adjoint temporaire	Lord Burnett of Maldon Lord Chief Justice
Richard Klemmer PDG Engage Credit	Isabel Clough Solicitor Aberdein Considine	Kirran Kayani Pepper UK

Société de prêts hypothécaires	Avocats	Groupe de gestion des actifs	Agences immobilières

Le vendredi 5 octobre 2018, Pepper UK, agissant sous le nom d'Engage Credit, a illégalement repris possession d'un bien qui était sous la juridiction du tribunal de droit commun. Le bien en question avait fait l'objet d'une audience statutaire (administrative) devant le juge de district Cook qui avait agi ultra vires, avec partialité, illégalement et peut-être pénalement.

Le juge Cook n'avait ni autorité ni compétence pour traiter de cette question, il n'avait pas identifié le défendeur dans l'action, il avait ignoré les documents légalement délivrés par une cour supérieure (tribunal de common law), avait refusé de se récuser lorsqu'on lui avait demandé de le faire. puis a émis une ordonnance de possession.

La société de crédit hypothécaire ayant obtenu frauduleusement un ordre de possession, a alors rempli un formulaire N49 et a ordonné aux huissiers de prendre illégalement possession du bien. Ce N49 n'est pas signé par un juge mais par la société de crédit immobilier, il fait référence à un terrain et non à une propriété et ne peut être utilisé que pour expulser un locataire et non un propriétaire.

Les huissiers ont ensuite créé à leur tour un EX96 qu'ils ont ensuite utilisé pour expulser illégalement le propriétaire. Ce document n'est pas signé par un juge, il ne leur permet pas d'expulser un propriétaire, il ne peut être utilisé que pour expulser quelqu'un du terrain et non de la propriété, ils ne peuvent récupérer qu'une limite allant jusqu'à 5000 £ et ils NE PEUVENT PAS UTILISEZ TOUTE FORCE, MÊME RAISONNABLE pour expulser quelqu'un.

Ce faisant, la société hypothécaire et les huissiers de justice ont commis les crimes suivants, ils ont causé des préjudices, des pertes et des blessures à un homme vivant en plus de leur comportement frauduleux, à l'égard du contrat existant. Outre les crimes de droit commun commis, la société hypothécaire et les huissiers étaient également coupables des infractions statutaires suivantes:

Acte de contrefaçon de 1913

Section 6 - Prononcer

Section 11 - Aide et encouragement

loi pénale de 1977, chapitre 45.

INFRACTIONS RELATIVES À L'ENTRÉE ET AU RESTE DE LA PROPRIÉTÉ

6 Violence pour obtenir l'entrée.

Pour voir les documents signifiés aux différentes parties, cliquez sur les pdf ci-dessous:

Application CLC RK | Application KK | CLC IC Application CLC

CLC Enforcement AMG | CLC Enforcement Kings

Pour l'application de la loi CLC en ce qui concerne cette question

cliquez sur le logo ci-dessous:

Qui est le défendeur?

il y a 2 ans

Date: 27 novembre 2018
Réf. 44LN0184518 REGINA V DEAN RENSHAW
Tribunal: Île de Wight, Magistrates Court
CPS Procureur Ann Smout

Dans le cas ci-dessus, le procureur du CPS a confirmé que le défendeur pouvait être soit un homme vivant, soit une fiction juridique et qu'après avoir soulevé l'action, il leur était demandé d'identifier le défendeur, dans ce cas, ils ont identifié l'homme vivant comme étant le défendeur.

Cette information a également été confirmée par le greffier de la Cour et les magistrats; l'affaire a ensuite été ajournée au 7 février 2019.

Le fait de ne pas avoir identifié le défendeur aurait confirmé qu'il n'y avait pas lieu de répondre.

AUCUNE JURIDICTION

il y a 2 ans

Lors d'une audience de la Cour d'appel à Édimbourg le 10 octobre 2018 (LIV-B560-17), le shérif d'appel McCulloch a confirmé qu'il y avait une distinction entre l'homme vivant et la fiction.

Le défendeur, dans cette affaire, avait déclaré qu'il aimerait que quelqu'un d'autre le représente. Bien que cette demande n'ait pas été soumise par écrit, le shérif McCulloch a déclaré qu'il autoriserait quelqu'un d'autre à le représenter à la condition d'accepter la compétence du tribunal, cela a été refusé car l'intéressé a déclaré qu'il relevait de la compétence de common law. .

Le shérif McCulloch, en acceptant cette position, avait confirmé que l'homme vivant avait non seulement le droit de se trouver sous la juridiction de common law, mais que le tribunal n'avait pas compétence sur lui.

Deux juridictions

il y a 2 ans

Dans le cadre d'une audience d'appel le 31 août 2018 (LIV-B560-17), le shérif d'appel McCulloch a confirmé que nous avons actuellement deux juridictions distinctes en fonctionnement, le système statutaire et celui de la Common Law Court.

Le shérif d'appel McCulloch a également menti de manière flagrante après avoir été informé qu'il travaillait pour le Scottish Courts and Tribunal Service, le shérif McCulloch a déclaré qu'il n'était pas payé par eux n'avait rien à voir avec eux, malgré le fait qu'il soit inscrit sur la liste des directeurs et montré sur une photo sur le site.

Tiré du site Web des tribunaux écossais https://www.scotcourts.gov.uk/about-the-scottish-court-service

Le Scottish Courts and Tribunals Service Board

Sheriff A Grant McCulloch Le
shérif McCulloch a été avocat en pratique privée pendant 30 ans. Il a été nommé shérif temporaire en 1992, puis shérif en 2004, d'abord à Dundee, et est actuellement shérif principal à Kirkcaldy. Il est diplômé de l'Université d'Édimbourg, en droit (1973) et en sciences sociales (1974). Il était avocat-avocat depuis 1993.

L'homme vivant

il y a 2 ans

Dans le cadre d'une audience à Livingston Sheriff Court le 31 JANVIER 2018 (LIV-B560-17), le shérif Edington a confirmé qu'il y avait une distinction entre l'homme vivant et une fiction.

Lorsqu'il a été confronté à un homme qui avait présenté son certificat de naissance de common law et qui avait revendiqué la compétence de common law, le shérif Edington a confirmé que **le tribunal n'avait aucune compétence personnelle sur l'homme vivant.**

PAISLEY SHERIFF COURT - Mercredi 19 décembre 2018

il y a 2 ans

Assistance requise - mercredi 19 décembre 2018

Nous recherchons des témoins et du soutien pour le cas suivant, si quelqu'un peut vous aider, veuillez le faire.

La plainte du PROCURATEUR FISCAL contre

ROBERT SPROUL
et
JOHN SMITH

DANS LA COUR DU SHERIFF DE NORTH STRATHCLYDE À PAISLEY

Rue St James, Paisley

10h, 19 décembre 2018

Réf Cour: PA18004245

LA COUR DU COMTÉ DE Milton Keynes

il y a 2 ans

Assistance requise - Lundi 17 décembre 2018

Nous recherchons des témoins et du soutien pour le cas suivant, si quelqu'un peut vous aider, veuillez le faire.

demandeur: Santander UK plc
et
défendeur: Mlle Kealey Emmins et M. Paul Knott

DANS LA COUR DU COMTÉ DE Milton Keynes
351 Silbury Boulevard, Witan Gate East, Central Milton Keynes MK9 2DT
@ 12:00 le 17 décembre 2018

Réclamation n °: E8PP7697

Nouvelles et passionnantes

il y a 2 ans

BIENVENUE SUR NOTRE NOUVEAU SITE INTERNET.

Compte tenu de notre développement continu et de l'augmentation de la demande pour ce processus, nous avons maintenant lancé ce nouveau site Web. Ce site Web aidera à répondre à d'autres demandes, est plus convivial et offrira de nombreuses nouvelles fonctionnalités.Il est également exploité par une équipe de personnes à travers le Royaume-Uni qui mettront à jour régulièrement les fonctionnalités.

Pour utiliser ce site Web et le processus, vous devez créer un compte, cela sera fait lorsque vous enregistrerez votre naissance.

En plus de vous permettre d'enregistrer des informations dans notre « **Livre des actes** », nous proposerons également des catégories supplémentaires qui vous aideront à faire valoir vos droits de naissance inhérents.

Notre nouveau site Web a une `` **plateforme vidéo** '' qui vous permettra de soumettre des vidéos pertinentes pour le partage, ces vidéos une fois approuvées seront téléchargées dans les catégories appropriées. Nous mettrons également en ligne des vidéos « **Comment faire** » qui vous aideront sur le site.

Ayant juste mis en place un « **Forum»** sur notre site précédent, nous allons maintenant développer ce concept pour mettre en évidence les questions pertinentes qui nous préoccupent actuellement. Nous nous excusons pour la gêne occasionnée et la perte des publications précédentes, mais cela était dû au changement de site Web.

Notre rubrique « **Dernières nouvelles** » couvrira des histoires et des sujets pertinents pour la Cour de common law. soulignant non seulement les problèmes graves, mais adoptera une approche ironique pour le faire.

Notre nouvelle installation `` **Boutique** '' est conviviale et offrira un processus d'achat fluide, car notre site Web est maintenant entièrement automatisé, cela signifie également qu'il n'y aura pas de retards dans le traitement des commandes.

Nous avons maintenant une nouvelle page `` **Nom et honte** '' qui mettra en évidence toute personne qui choisit d'ignorer la common law, le tribunal de common law, l'autorité du peuple et qui utilise le processus statutaire pour causer des préjudices, des blessures et des pertes à autrui.

Notre nouvelle page **«Cas»** offre un service amélioré et mettra en évidence chaque cas individuellement. Cette fonction est utilisée pour conserver un dossier permanent des affaires pour la Cour de common law et sera désormais mise à jour régulièrement car nous avons maintenant soutenu des équipes dans plus de cinquante endroits à travers le Royaume-Uni qui convoqueront régulièrement des tribunaux.

Dans notre section **«Actes»** . chaque individu peut accéder à son propre compte, enregistrer des entrées supplémentaires et modifier ou mettre à jour ses informations personnelles.

Le site Web propose également une **«fonction de recherche»** améliorée qui affichera également un extrait abrégé pour toutes les entrées.

La dernière page du site Web est la page **«Faire un don»** . Bien que l'utilisation de ce site et de ce processus soit gratuite, nous engageons divers coûts permanents pour la convocation des tribunaux, les dépenses courantes, le développement et notre site Web. Tous les dons sont grandement appréciés, qu'ils soient individuels ou mensuels, et tous les revenus collectés par le tribunal de common law sont utilisés pour développer continuellement ce processus, garantissant que tous les individus ont droit à un recours légal.

BIENVENUE. NOUS ESPÉRONS QUE VOUS PROFITEZ DE CE SITE

ATTAQUE CONTRE LA COUR DE COMMON LAW

il y a 3 ans

UNE ATTAQUE
CONTRE LA COUR DE COMMON LAW ET LE PEUPLE

Nous avons récemment reçu une lettre de menace d'un associé d'Anderson Strathern LLP qui a été adressée au tribunal de common law (le peuple)

Il semble que les personnes n'ont aucune autorité et qu'à moins que nous supprimions des informations de notre site, confirmant le comportement criminel des personnes concernées, les tribunaux statutaires seront utilisés pour les protéger.

Pour consulter la lettre adressée à la Cour de common law (le peuple)

CLIQUEZ ICI

Pour consulter la réponse émise par la Cour de common law

CLIQUEZ ICI

Marijuana médicinale

il y a 3 ans

22 novembre 2017

Le tribunal de common law a confirmé qu'il est désormais légal pour les hommes et les femmes de plus de 18 ans d'utiliser et de cultiver de manière responsable de la marijuana à des fins médicinales.

Étant donné que les droits de la common law sont universels pour tous, les hommes et les femmes devraient avoir le droit d'accéder aux médicaments qu'ils

si désespérément besoin.

Les gens ont été confrontés à des obstacles inimaginables, à des persécutions et même à des poursuites, alors qu'ils ne font qu'agir pour une meilleure qualité de vie.

Un autre résultat pour la Cour de common law et le retour de notre système de justice.

Convocation du 3e tribunal de common law

il y a 3 ans

22 novembre 2017

Un troisième tribunal de common law s'est réuni à Leith le 19 novembre 2017.

Le tribunal a traité la demande d'ordonnances du tribunal de cinq personnes qui souhaitaient faire valoir leurs droits en vertu de la common law. Cette demande était nécessaire en raison de l'incapacité des Registers of Scotland et du Land Registry en Angleterre à protéger les droits des individus.

Une demande supplémentaire a été faite pour confirmer qu'il est légal en vertu de la common law pour les hommes et les femmes de plus de 18 ans d'utiliser et de cultiver la plante de marijuana à des fins médicinales.

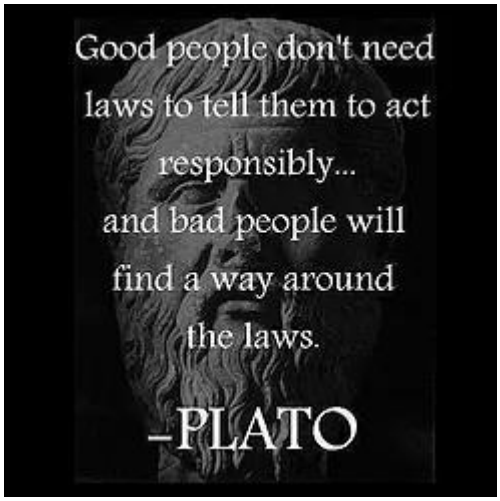
Après une présentation au jury et un examen des pièces justificatives, le jury s'est retiré, a délibéré et rendu des décisions unanimes pour tous les cas.

Un autre résultat pour la Cour de common law et le retour de notre système de justice.

Quelle différence, d'être jugé par un jury de vos pairs.

La création du système statutaire

il y a 3 ans

12 octobre 2017 

VOUS AVEZ UN CHOIX, vous vous situez sous le système statutaire ou sous le droit commun.

Se présenter en tant qu'entité juridique ou en tant qu'homme ou femme.

Il n'y a AUCUN ENREGISTREMENT de votre naissance en vertu de la common law, le système statutaire vous a et pour le privilège qu'ils exigent que vous enregistriez votre naissance, ou ils vous imposent une amende.

Enregistrez vos coordonnées auprès du tribunal de common law pour les conserver, vous pouvez le faire dans la catégorie Certificat de naissance. Il n'y a pas de frais pour ce service,

VOUS AVEZ UN CHOIX, dans le cadre du système statutaire, vous êtes lié par leurs règles, vous payez leurs amendes, vous payez leurs charges et vous faites ce que vous dites.

En vertu de la common law, nous sommes tous traités de la même manière, en tant qu'homme ou femme. Il n'y a pas de traitement spécial pour les privilégiés, la loi est commune à tous et chacun est tenu pour responsable de comportement illégal.

MAINTENANT, IL Y A UNE PENSÉE, À QUELLE FRÉQUENCE SONT CORROMPUS

OFFICIELS TENUS RESPONSABLES ?

Récupérez votre nom

il y a 3 ans

11 octobre 2017

Vous pouvez maintenant RÉCLAMER VOTRE NOM en soumettant votre demande au tribunal de common law.

Cette FICTION JURIDIQUE ayant été créée illégalement, le tribunal de common law confirmera que vous avez récupéré la propriété de la FICTION JURIDIQUE. Ces informations seront enregistrées auprès de la Cour de common law dans «The Book of Deeds», à des fins de conservation.

Une demande de POSSESSION DU NOM FICTIF ne sera acceptée que si vous avez déjà confirmé votre naissance en vertu du droit commun, cela peut être confirmé en enregistrant vos détails dans la section certificat de naissance.

Naissance d'un homme

il y a 4 ans

Common Law Courts, Great Britain

BIRTH CERTIFICATE

Birth Name of Child	
Place of Birth	
Date of Birth	
Time of Birth	
Doctor's Name Date of Birth Address	
Doctor's Name Date of Birth Address	
Name of individual submitting information	
Date of Record Submission	
Signature of Record Keeper	

This birth certificate has been issued for promotion with the Common Law Court. The information contained within it is based on firsthand knowledge and has been provided by the named individual. The individual has submitted this information under penalty of perjury and full liability.

16 septembre 2017

Je viens d'enregistrer les détails de ma naissance pour les conserver dans le «Livre des actes» de la Cour de common law et je me suis établi comme un homme vivant et respirant, sous le régime de la common law.

Je peux maintenant confirmer que je ne suis plus une «ENTITÉ JURIDIQUE» et avoir un certificat de naissance pour le prouver.

Je me demande ce que cela fait à ma place dans leur système statutaire?

Cela signifie-t-il que si votre enfant n'est plus une personne morale, il n'a plus le droit de le retirer?

Si votre enfant a été enlevé et que vous deviez enregistrer sa naissance auprès du tribunal de common law, cela signifie-t-il qu'il doit le restituer? Eh bien, ils n'auraient plus le droit légitime de les garder.

Convocation du 2e tribunal de common law

il y a 4 ans

13 septembre 2017

Un 2e tribunal de droit commun a été convoqué à Glasgow le dimanche 10 septembre 2017.

Ce tribunal a traité une demande de deux interdits, pour empêcher l'expulsion, le vol et la vente de deux maisons familiales. Après une présentation et un examen des documents présentés, le jury a rendu deux décisions unanimes et émis les interdits demandés.

Un autre résultat pour la Cour de common law et le retour de notre système de justice.

Quelle différence, d'être jugé par un jury de vos pairs.

Accueil / **Bibliothèque de vidéos**

Bibliothèque de vidéos

Veuillez soumettre votre propre vidéo en utilisant notre formulaire de soumission de vidéo

Pour voir des vidéos sur notre site Web, veuillez choisir parmi les catégories ci-dessous

5 G
Le déploiement de la 5G des

pensées?
7 vidéos

Enfants
À qui appartient votre enfant ? Que pensez-vous des services à l'enfance et du déplacement illégal d'enfants ?
6 vidéos

Monnaie CLC
La monnaie des hommes et des femmes vivants.
0 vidéo

Actualités CLC
Un regard unique sur la common law.
10 vidéos

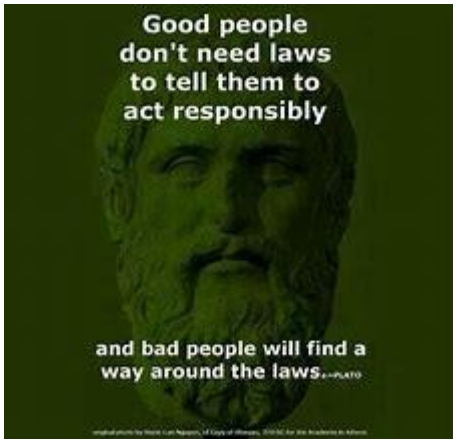
Covid

Pour tous les problèmes liés à Covid, Lockdown et Vaccine.

0 vidéo

Funnies
Juste quelques vidéos pour alléger l'ambiance.
Nous avons tous besoin d'un sens de l'humour.
4 vidéos

GcMAF
Avons-nous un remède contre le cancer?
16 vidéos



Autorités locales

Avez-vous des histoires sur le comportement du conseil, la taxe d'habitation, les mandats sommaires ou les conseillers?

1 vidéo

Hypothèques

Que pensez-vous des banques et des sociétés hypothécaires?

3 vidéos

Véhicules à moteur

Votre véhicule a-t-il été bridé? Que pensez-vous des tickets de parking? Votre voiture vous a-t-elle été enlevée, mise au rebut ou vendue? Puis-je voyager avec votre véhicule?

2 vidéos

Musique
Une sélection de chansons pour vous faire réfléchir.
71 vidéos

Police
Avez-vous une histoire sur le comportement des policiers, tant des agents que des gendarmes?
4 vidéos

Tribunaux légaux
Que pensez-vous des tribunaux statutaires ? Avez-vous une histoire ?
14 vidéos

La fiction juridique
Tout le monde en a un. à qui appartient le vôtre ?
7 vidéos

La profession juridique
Que pensez-vous de la profession juridique ?
Avez-vous des histoires ?
6 vidéos

Les vaccinations
A quel prix ?
7 vidéos

Nous sommes le tribunal de common law
Ne causez aucun dommage, aucune perte, aucune blessure et soyez honorable dans vos relations contractuelles.

Nous luttons tous ensemble

Il est maintenant temps de prendre position. Êtes-vous d'accord avec ce qui se passe actuellement?

Veuillez lire les informations ci-dessous et si vous êtes d'accord, remplissez le formulaire correspondant pour nous soutenir.

Bientôt, vous ne pourrez plus vous en occuper car il sera trop tard, cela ne vous dérangera peut-être pas mais qu'en est-il de l'avenir pour vos amis et votre famille?

Vous devez être âgé de plus de seize ans pour remplir ces formulaires.

Campagnes actives Stand Together

- LES GENS ONT-ILS UNE AUTORITÉ?
- JUGES PÉNAUX QUI REFUSENT DE RÉPONDRE AU PEUPLE
- ORDONNANCES ANNULÉES ET CRIMES CONTRE LES PERSONNES
- UNE TECHNOLOGIE NON TESTÉE EN COURS D'INSTALLATION DANS LE MONDE

Documentation

Cliquez sur les vignettes pour afficher la page.

1 5G 2 Enfants 3 Court 4 Santé

5 Fiction juridique 6 Politique 7 Propriété 8 Police

9 Site Web de la Pierre du Destin 10

Salle de la honte

Affichage de 23 résultats dans Hall of Shame

Shérif Kinloch

Nom: Sheriff Kinloch
Tribunal: Livingston Sheriff Court
Défendeur: David Paterson
Date: 28 mars 2019
Avant d'entamer l'affaire en question, le greffier du tribunal a demandé à l'individu comparaissant s'il voulait confirmer qu'il…

Shérif Kinloch

Nom: Sheriff Kinloch
Court: Livingston Sheriff Court
Date: 4 avril 2018
Il n'était pas acceptable pour le shérif Kinloch de déclarer qu'il avait compétence et en tant que défendeur…

Appel shérif McCulloch

Nom: Shérif d'appel McCulloch
Court: Appeal Court Edinburgh
Date: 31/08/18 et 10/10/18
En attente de mise à jour

Shérif Edington

Nom: Sheriff Edington
Court: Livingston Sheriff Court
Date: 03.01.18 & 31/01/18
En attente de mise à jour

Richard Klemmer

Nom: Richard Klemmer
Poste: Directeur général, Pepper UK
Date: 01/01/01
En attente de mise à jour

Hazel Nicolson

Nom: Hazel Nicolson
Position: SCRA
Date: 24 juin 2018
En attente de mise à jour

Nicola Chalmers

Nom: Nicola Chalmers
Position: SCRA
Date: 24 juin 2018
En attente de mise à jour

Howard Clough

Nom: Howard Clough
Position: SCRA
Date: 24 juin 2018
En attente de mise à jour

Ann Chiswick

Nom: Ann Chiswick
Position: SCRA
Date: 24 juin 2018
En attente de mise à jour

Kirsty McKee

Nom: Kirsty McKee
Position: Solicitor, TLT Solicitors
Date: 24 juin 2018
En attente de mise à jour

John Paul Sheridan

Nom: John Paul Sheridan
Fonction: Solicitor, TLT Solicitors
Date: 24 juin 2018
En attente de mise à jour

Sheenagh Adams

Nom: Sheenagh Adams
Poste: ancien gardien. Registers of Scotland
Date: 24 juin 2018
En attente de mise à jour

Fiona Wildgoose

Nom: Fiona Wildgoose
Poste: Administrateur. Aberdein Considine.
Date des procureurs : 24 juin 2018 en
attente de mise à jour

Seye Olaniyan

Nom: Seye Olaniyan
Poste: Solicitor, Legal Services Team, Optivo
Date: 3 juin 2018
En attente de mise à jour

Robert Wilkes

Nom: Robert Wilkes
Position: Bailli, Rossendales
Date: 3 juin 2018
En attente de mise à jour

Richard Penska

Nom: Richard Penska
Position: Chef du partenariat des services de soutien, Services généraux , North Somerset Council, Weston Super Mare
Date: 3 juin 2018
En attente de mise à jour

Ben Scaffee

Nom: Ben Scaffee
Poste: gestionnaire de cas principal, TLT Solicitors LLP
Date: 3 juin 2018
En attente de mise à jour

David Perkins

Nom: David Perkins
Fonction: syndic de faillite, séquestre officiel
Date: 3 juin 2018
En attente de mise à jour

Peter Mavromatis

Nom: Peter Mavromatis
Poste: Manager, The Asset Management Group Ltd
Date: 6 mai 2018
En attente de mise à jour

Bob Andrews

Nom: Bob Andrews
Poste: Directeur général, Landmark Mortgages Limited
Date: 10 septembre 2017

En attente de mise à jour

Crawford J. Langley

Nom: Crawford J. Langley
Poste: Ancien directeur des services démocratiques et juridiques, conseil municipal d'Aberdeen
Date: 11 juin 2017
En attente de mise à jour

Rt. L'hon. Tessa Jowell

Nom: Rt. L'hon. Tessa Jowell
Position: député. Ancien ministre de la Culture, des Médias et des Sports
Date: 11 juin 2017

En attente de mise à jour

Coral Hallett

Nom: Coral Hallett
Poste: Senior Manager, Carey Pensions
Date: 11 juin 2017
En attente de mise à jour

Je suis le CLC

JE SUIS LA COUR DE COMMON LAW

Le tribunal de common law a été créé pour offrir un recours légal aux hommes et aux femmes.

Tout le monde est créé égal en vertu de la loi, mais cela ne semble pas s'appliquer à l'État.

Trois juges du Royaume-Uni avaient été convoqués à comparaître devant un tribunal de common law pour répondre de crimes commis contre le peuple. Ces juges n'ont pas comparu et l'État a illégalement détenu deux personnes, les a inculpés et utilise le système statutaire pour les poursuivre.

Le peuple a le droit légitime de convoquer ses propres tribunaux.

Veuillez montrer votre soutien en sélectionnant le drapeau de votre pays ci-dessous, utilisez le lien pour télécharger notre affiche, prenez une photo avec et envoyez-la à l'adresse e-mail suivante: info@commonlawcourt.com

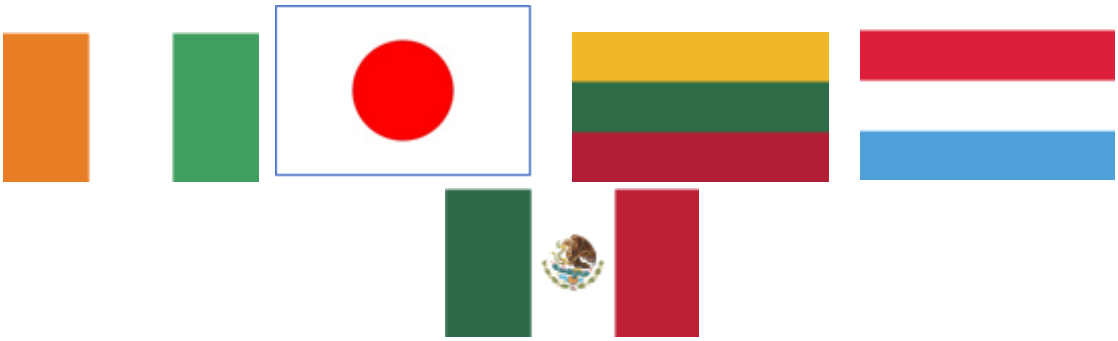
Argentine Australie Autriche Belgique Brésil

Bulgarie Canada Catalan Chili Chine

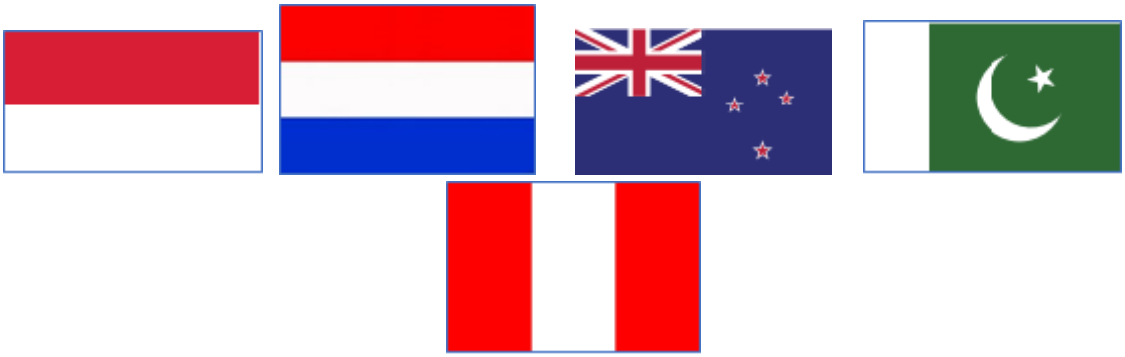
Colombie Croatie Cuba Danemark Équateur

Estonie Finlande France Allemagne Grèce

Hongrie Islande Inde Indonésie Italie



Côte d'Ivoire Japon Lituanie Luxembourg Mexique



Monaco Pays-Bas Nouvelle-Zélande Pakistan Pérou

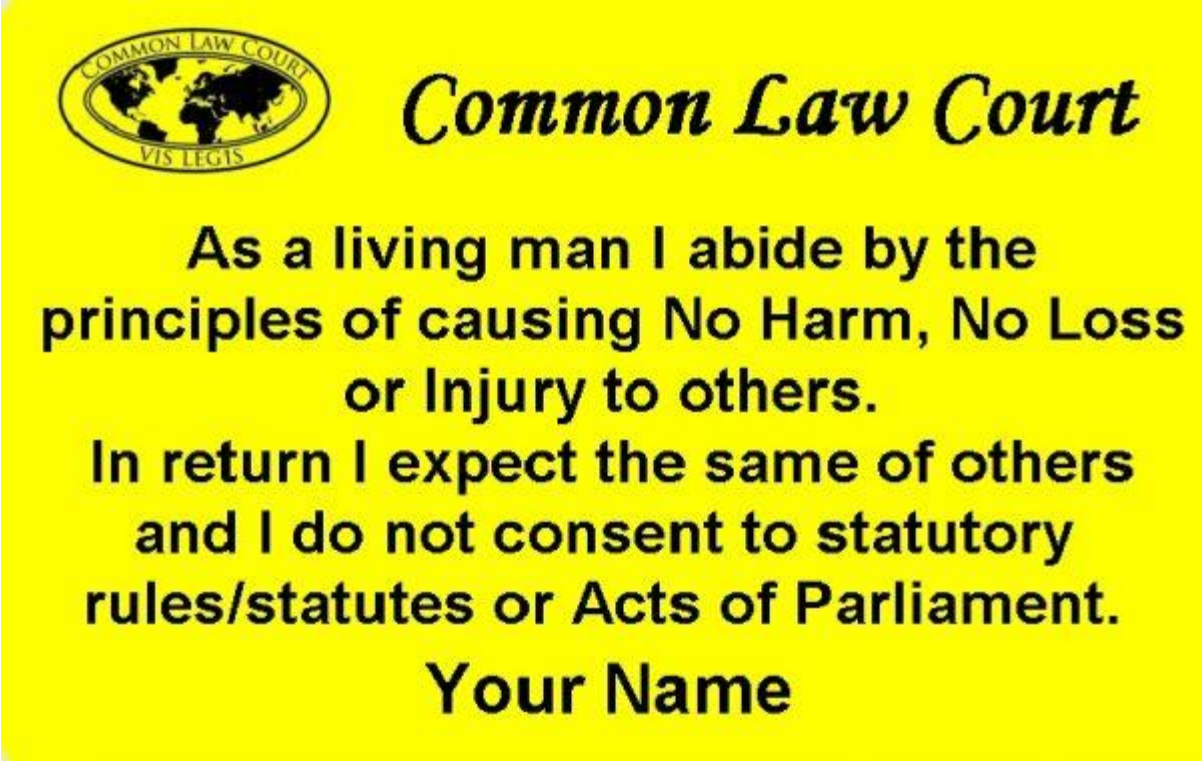
Pologne Portugal Roumanie Russie Solvakie

Slovénie Corée du Sud Espagne Suède Suisse

Thaïlande Turquie Royaume-Uni États-Unis Venezuela

MAGASIN

Accueil / Boutique / **Consentement retiré**



Retrait du consentement

Noté **4,44** sur 5 basé sur16 évaluations des clients
(16 avis client)

7,00 £

Le moment est venu, nous devons rester ensemble

Aide à créer le service de paix du peuple

(UNIQUEMENT DISPONIBLE EN GRANDE-BRETAGNE)

A qui est destinée cette carte ? *

- Femelle adulte
- Mâle adulte
- Enfant

Prénom *

Prénom *

- **1x consentement retiré**

  7,00 £

- Sous-total 7,00 €

Quantité de consentement retiré
Catégorie: Retrait du consentement

Accueil / Boutique / **Carte du tribunal de common law**

Carte du tribunal de common law

Noté **4.79** sur 5 basé sur34 évaluations des clients
(34 avis client)

£ 25.00

Le tribunal de common law offre maintenant la possibilité d'acheter votre propre carte CLC. Cette carte confirme que vous avez enregistré votre naissance avec le tribunal de common law et que vous avez acquis la propriété de votre fiction juridique. Pensez-y, votre propre carte CLC, confirmant que vous tenez sous la juridiction de common law.

Quantité de Carte de tribunal de common law
Catégorie: Cartes et certificats

- Description
- Avis (34)

Accueil / **Documents et certificats**

Documents et certificats

Si vous souhaitez acheter un document PDF ou un certificat, veuillez vous assurer de sélectionner la version «numérique».

Affichage des résultats 1–16 sur 24

-

Certificat de naissance

Noté **5,00** sur 5

9,00 £ Ajouter au panier

-

Certificat de naissance (numérique)

Noté **5,00** sur 5

4,50 £ Ajouter au panier

-

Lien commercial

Noté **5,00** sur 5

9,00 £ Ajouter au panier

-

Lien commercial (numérique)

4,50 £ Ajouter au panier

-

Ordonnance du tribunal pour l'annulation de la taxe du conseil

9,00 £ Ajouter au panier

-

Ordonnance du tribunal pour l'annulation de l'impôt du conseil (numérique)

Noté **5,00** sur 5

4,50 £ Ajouter au panier

-

Nom fictif

Noté **5,00** sur 5

9,00 £ Ajouter au panier

-

Nom fictif (numérique)

4,50 £ Ajouter au panier

-

Rébellion légale

9,00 £ Ajouter au panier

-

Rébellion légale (numérique)

4,50 £ Ajouter au panier

-

Lis Pendens

9,00 £ Ajouter au panier

-

Lis Pendens (numérique)

4,50 £ Ajouter au panier

-

Certificat de mariage

9,00 £ Ajouter au panier

-

Certificat de mariage (numérique)

4,50 £ Ajouter au panier

-

Marijuana médicinale

Noté **5,00** sur 5

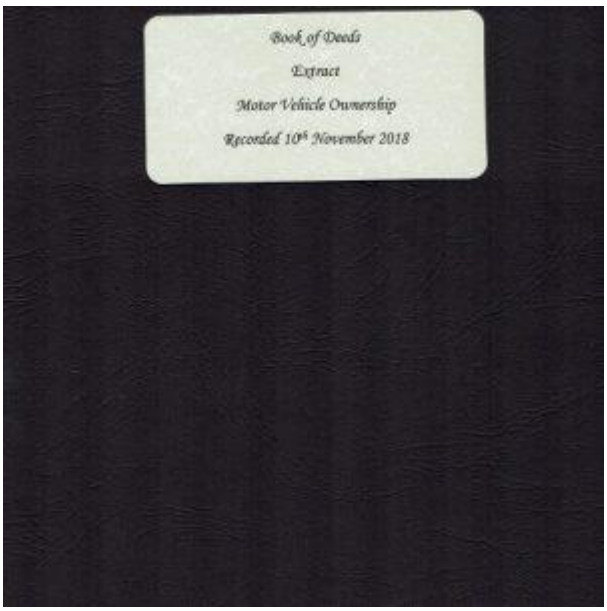
9,00 £ Ajouter au panier

-

Marijuana médicinale (numérique)

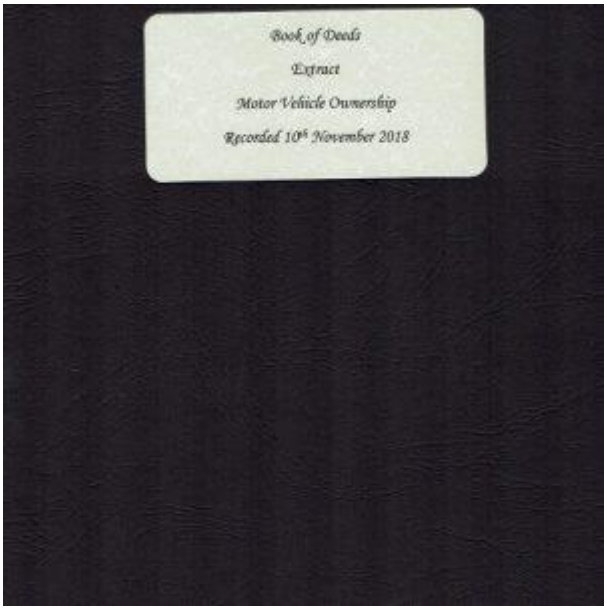
4,50 £ Ajouter au panier

Affichage des résultats 17–24 sur 24

- 

Propriété de véhicules à moteur

9,00 £ Ajouter au panier

- 

Propriété de véhicules automobiles (numérique)

4,50 £ Ajouter au panier

-

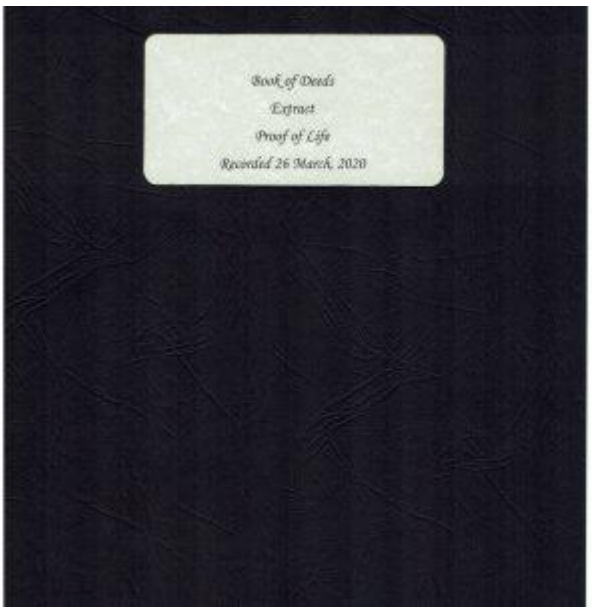
Autre document

9,00 £ Ajouter au panier

-

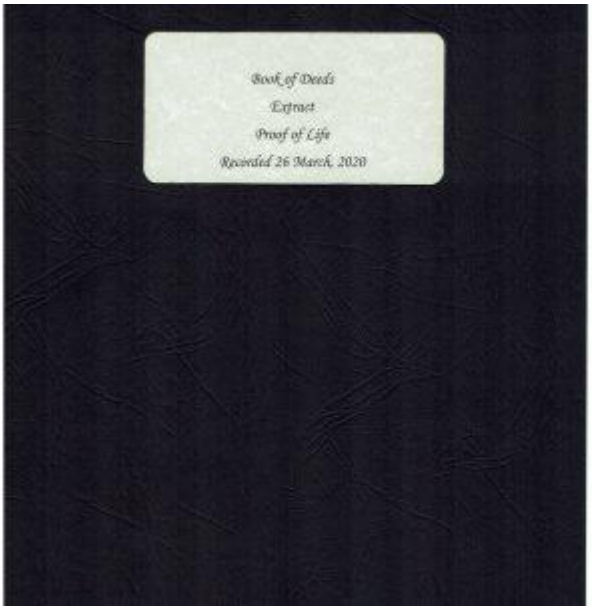
Autre document (numérique)

4,50 £ Ajouter au panier

- 

Preuve de vie

9,00 £ Ajouter au panier

- 

Preuve de vie (numérique)

4,50 £ Ajouter au panier

-

Transfert de propriété

Noté **5,00** sur 5

9,00 £ Ajouter au panier

-

Transfert de propriété (numérique)

4,50 £ Ajouter au panier

Accueil / **Marchandise**

Marchandise

Avez-vous votre polo ou t-shirt CLC?

Faites-leur savoir que vous faites partie de la Cour de common law.

S'il vous plaît aider à faire passer le mot, nous avons deux fournisseurs de marchandises et avons ajouté 10% au prix pour aider au financement de la Cour de common law.

Votre produit vous sera envoyé directement par le fournisseur, mais en raison des frais d'expédition, les produits de merchandising ne sont pas à vendre hors du Royaume-Uni.

Afficher tous les 13 résultats

Autocollant de pare-chocs (ovale)

7,75 £ GB Ajouter au panier

- ## Casquette

  £ 11.50 Ajouter au panier

- ## Tasses en céramique (conception 1)

  7,50 £ Ajouter au panier

- ## Tasses en céramique (Design 2)

  7,50 £ Ajouter au panier

- ## Autocollant de fenêtre transparent (ovale)

  14,84 £ GB Ajouter au panier

- **Sous-verres (trois modèles) - Voir les options ci-dessous**

  4,00 £ Sélectionnez les options

- **Polo femme - Fruit of the Loom brodé**

  30,00 £ Sélectionnez les options

- **T-Shirt Femme - Russell Signature Soft**

  14,50 £ Sélectionnez les options

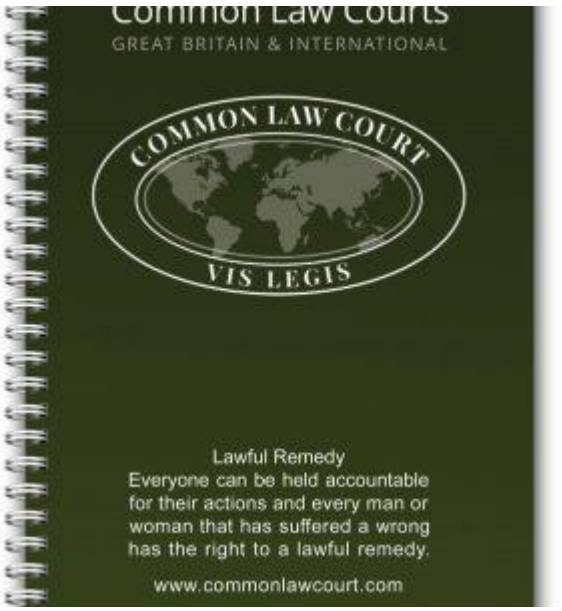
- **T-shirt pour homme - Signature Soft**

  14,50 £ Sélectionnez les options

-

Polo pour homme - Fruit of the Loom

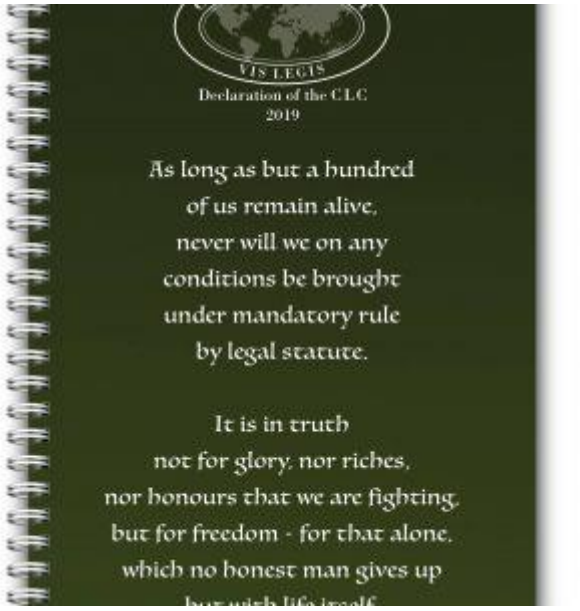
30,00 £ Sélectionnez les options



-

Cahiers (conception 1)

6,00 £ Ajouter au panier

- 

Cahiers (Design 2)

6,00 £ Ajouter au panier

-

Jouer aux cartes

6,50 £ Ajouter au panier

Accueil / **Annulation des commandes**

Ordres annulés

Voir ci-dessous les commandes annulées disponibles que vous pouvez acheter, chacune vous permettant d'accéder au téléchargement et à l'utilisation de nos modèles de commandes annulées.

Afficher tous les 6 résultats

- ## Ordonnance de faillite

  5,00 £ Ajouter au panier

- ## Ordre des enfants

  5,00 £ Ajouter au panier

-

Ordre civil

Noté **5,00** sur 5

5,00 £ Ajouter au panier

-

Décret fiscal du Conseil

5,00 £ Ajouter au panier

-

Ordonnance pénale

5,00 £ Ajouter au panier

-

Ordre de propriété

5,00 £ Ajouter au panier

Obtenez votre carte de change physique CLC

Si vous voulez votre carte de change physique CLC, il vous suffit de couvrir les frais de port en sélectionnant l'une des options d'expédition suivantes.

Bien que les frais d'expédition pour l'international ne soient que de 2 £, un supplément supplémentaire est ajouté lors de votre départ, ce qui représente un total de 12 £.

🔍

Carte de monnaie CLC - Expédition au Royaume-Uni

3,00 £

Carte de monnaie CLC - Quantité d'expédition au Royaume-Uni
Catégorie: Carte de monnaie CLC
🔍

Carte de change CLC - Expédition internationale

2,00 £

Carte de monnaie CLC - Quantité d'expédition internationale
Catégorie: Carte de monnaie CLC

Cas

Affichage de 34 résultats Dossiers de cas

Cas No	Nom du tribunal	Date	Lieu
34	The People (représenté par Willie Mercer) contre Theresa May et Nicky Morgan	22 septembre 2019	Manchester, Angleterre
33	Le peuple (représenté par David Laity) contre Norman Roy Blackwell, Rachel Thomson, Sarah Eileen Green, Sarah Watley et Mark King	21 septembre 2019	Salford, Angleterre
32	Le peuple (représenté par Courtenay Heading) contre Matt Hancock, David Ashford, Richard Renouf et Henrietta Ewart	1er septembre 2019	Manchester, Angleterre
31	Le peuple (représenté par John Smith) contre Nicholas Loraine Smith (juge) et Jean Luc Gadaud (juge)	31 août 2019	Guildford, Angleterre
30	The People (représenté par John Smith) contre Ian Burnett (The Lord Chief Justice)	6 août 2019	Île de Man, Grande-Bretagne
29	The People (représenté par John Smith) contre Michael Alan Supperstone (THE HONORABLE MR JUSTICE)	27 mai 2019	Dundee, Ecosse
28	The People (représenté par David Izzard) contre Steven Broomhead (CEO Warrington Borough Council)	24 mars 2019	Liverpool, Angleterre
27	The People (représenté par John Smith) contre Sheriff Bovey & Laura Mundell (Procurator Fiscal)	17 février 2019	Middlesbrough, Angleterre
26	The People (représenté par Paul Allen) contre Richard Klemmer, Kirran Kayani & Isabel Clough	28 octobre 2018	Hindley Labour Club, 2 rue Romford, Wigan, WN2 3RB
25	The People (représenté par Rekha Patel) contre Frances Brierley, Stephen John Croft, David Manda, Joanne Brooks & John Wheatley	28 octobre 2018	Hindley Labour Club, 2 rue Romford, Wigan, WN2 3RB
24	The People (représenté par John Smith) contre Neil Hunter, Anthony Douglas et Peter Reynolds	28 octobre 2018	Hindley Labour Club, 2 rue Romford, Wigan, WN2 3RB
23	The People (représenté par Robert Sproul) contre Sheriff William Ireland, Sheriff David Pender, Sheriff Thomas McCartney, Leona McPherson & Roz McAllister	29 juillet 2018	Salle communautaire Clyde, chemin Whitefield, Glasgow, G51 2YB
22	The People (représenté par John Smith) contre Jennifer Henderson	29 juillet 2018	Salle communautaire Clyde, chemin Whitefield, Glasgow, G51 2YB

Cas No	Nom du tribunal	Date	Lieu
21	The People (représenté par Deborah Milazzo) contre Ann Chiswick, Howard Clough, Nicola Chalmers & Hazel Nicolson	24 juin 2018	Maison Gulistan, rue Queen, ferry Broughty, Dundee, DD5 2HN
20	The People (représenté par Ronald Hay) contre John Paul Sheridan & Kirsty McKee	24 juin 2018	Maison Gulistan, rue Queen, ferry Broughty, Dundee, DD5 2HN
19	The People (représenté par John Smith) contre Peter Mavromatis, Fiona Wildgoose & Sheenagh Adams	24 juin 2018	Maison Gulistan, rue Queen, ferry Broughty, Dundee, DD5 2HN
18	The People (représenté par David Robinson) contre Michael Pullen	3 juin 2018	Bradley Stream Road, Ashcott, TA7 9QP
17	The People (représenté par Joanna Cridlin) contre Seve Olaniyan	3 juin 2018	Bradley Stream Road, Ashcott, TA7 9QP
16	The People (représenté par Ashley Gibson) contre Richard Penska & Robert Wilkes	3 juin 2018	Bradley Stream Road, Ashcott, TA7 9QP
15	The People (représenté par John Hodges) contre Ben Scaffee	3 juin 2018	Bradley Stream Road, Ashcott, TA7 9QP
14	Le peuple (représenté par Robert White) contre David Perkins	3 juin 2018	Bradley Stream Road, Ashcott, TA7 9QP
13	John Smith contre Peter Movromatis	6 mai 2018	Salle communautaire Clyde, chemin Whitefield, Glasgow, G51 2YB
12	Le peuple contre les autorités locales existantes dans toute la Grande-Bretagne	8 avril 2018	Salle communautaire Clyde, chemin Whitefield, Glasgow, G51 2YB
11	David Paterson	19 novembre 2017	Leith Business Centre, 4A Marine Esplanade, Édimbourg EH6 7LU
dix	Theresa Stirling contre le registre de l'Écosse	19 novembre 2017	Leith Business Centre, 4A Marine Esplanade, Édimbourg EH6 7LU
9	Robert White contre le registre foncier en Angleterre	19 novembre 2017	Leith Business Centre, 4A Marine Esplanade, Édimbourg EH6 7LU
8	Ronald Hay v Register of Scotland & The Land Registry en Angleterre	19 novembre 2017	Leith Business Centre, 4A Marine Esplanade, Édimbourg EH6 7LU
7	John Smith v Registre d'Écosse	19 novembre 2017	Leith Business Centre, 4A Marine Esplanade, Édimbourg EH6 7LU
6	Theresa Stirling contre Bob Andrews	10 septembre 2017	Le Summerfield Centre, 21 Smith Street, Glasgow, G14 ORX

Cas No	Nom du tribunal	Date	Lieu
5	John Smith contre Richard Klemmer	10 septembre 2018	Le Summerfield Centre, 21 Smith Street, Glasgow, G14 ORX
4	John Smith contre Richard Klemmer	11 juin 2017	Le Ramoyle Hall, Braeport Center, Dunblane
3	John Smith contre Coral Hallett	11 juin 2017	Le Ramoyle Hall, Braeport Center, Dunblane
2	John Smith contre la très honorable baronne Jowell	11 juin 2017	Le Ramoyle Hall, Braeport Center, Dunblane
1	John Smith contre Crawford J. Langley	11 juin 2017	Le Ramoyle Hall, Braeport Center, Dunblane

34 The People (représenté par Willie Mercer) contre Theresa May et Nicky Morgan

Convoqué en tant que tribunal de common law légalement reconnu le 22 septembre 2019, le tribunal de common law a traité de la question du déploiement illégal de la 5G et des dommages, pertes et blessures causés aux hommes et aux femmes vivants.

En ce qui concerne l'affaire des demandeurs, Willie Mercer a présenté sa déclaration au nom du peuple, une présentation PowerPoint et a donné des preuves confirmant divers crimes commis contre le peuple.

Les défendeurs ayant reçu une assignation à comparaître, des renseignements judiciaires et une copie du dossier contre eux (déclaration), ne se sont pas présentés. Les défendeurs n'ont pas présenté de défense écrite et n'ont pas saisi l'occasion d'une conférence préparatoire au procès pour résoudre les problèmes avant l'audience.

Après une présentation approfondie, des affidavits de témoins, des pièces justificatives et un examen de la preuve, le jury de douze hommes et femmes raisonnablement disposés a rendu les verdicts suivants.

En ce qui concerne l'affaire «Le peuple (représenté par Willie Mercer) contre Theresa May et Nicky Morgan» et la demande d'ordonnances judiciaires, toutes ont été accueillies.

Pour afficher une copie des documents judiciaires, cliquez sur les liens suivants

Ordonnance du tribunal du diaporama

33 Le peuple (représenté par David Laity) contre Norman Roy Blackwell, Rachel Thomson, Sarah Eileen Green, Sarah Watley et Mark King

Constitué en tant que tribunal de common law légalement reconnu le 21 septembre 2019, le tribunal de common law a traité de la question du secteur hypothécaire illégal et des préjudices, pertes et préjudices causés aux hommes et aux femmes en vie.

En ce qui concerne l'affaire des demandeurs, David Laity a présenté sa déclaration au nom du peuple, a appelé deux témoins et a présenté des preuves confirmant divers crimes commis dans le secteur des prêts hypothécaires.

Les défendeurs ayant reçu une assignation à comparaître, des renseignements judiciaires et une copie du dossier contre eux (déclaration), ne se sont pas présentés. Les défendeurs n'ont pas présenté de défense écrite et n'ont pas saisi l'occasion d'une conférence préparatoire au procès pour résoudre les problèmes avant l'audience.

Après une présentation approfondie, des affidavits de témoins, des pièces justificatives et un examen de la preuve, le jury de douze hommes et femmes raisonnablement disposés a rendu les verdicts suivants.

En ce qui concerne l'affaire «Le peuple (représenté par David Laity) contre Norman Roy Blackwell, Rachel Thomson, Sarah Eileen Green, Sarah Watley et Mark King» et la demande d'ordonnances judiciaires, toutes ont été accueillies.

Pour afficher une copie des documents judiciaires, cliquez sur les liens suivants

Ordonnance du tribunal

32 Le peuple (représenté par Courtenay Heading) contre Matt Hancock, David Ashford, Richard Renouf et Henrietta Ewart

Constitué en tant que tribunal de common law légalement reconnu le 1er septembre 2019, le tribunal de common law a traité de la question des vaccinations illégales et des préjudices, pertes et blessures qu'elles causent.

En ce qui concerne l'affaire des demandeurs, Courtenay Heading a présenté sa déclaration au nom du peuple et a témoigné, cette preuve comprenait des affidavits, des informations, des documents et une présentation PowerPoint.

Les défendeurs ayant reçu une assignation à comparaître, des renseignements judiciaires et une copie du dossier contre eux (déclaration), ne se sont pas présentés. Les défendeurs n'ont pas présenté de défense écrite et n'ont pas saisi l'occasion d'une conférence préparatoire au procès pour résoudre les problèmes avant l'audience.

Après une présentation approfondie, des affidavits de témoins, des pièces justificatives et un examen de la preuve, le jury de douze hommes et femmes raisonnablement disposés a rendu les verdicts suivants.

En ce qui concerne l'affaire «Le peuple (représenté par Courtenay Heading) contre Matt Hancock, David Ashford, Richard Renouf et Henrietta Ewart» et la demande d'ordonnances judiciaires, toutes ont été accueillies.

Pour afficher une copie des documents judiciaires, cliquez sur les liens suivants

Directives relatives à la présentation des affidavits Ordonnance du tribunal

31 Le peuple (représenté par John Smith) contre Nicholas Loraine Smith (juge) et Jean Luc Gadaud (juge)

Convoqué en tant que tribunal de common law légalement reconnu le 31 août 2019, le tribunal de common law a traité la demande de verdicts de culpabilité et d'ordonnances judiciaires pour les défendeurs nommés.

Nicholas Loraine Smith

Southwark Crown Court, juge

Jean Luc Gadaud

Cour d'appel de Paris, juge

En ce qui concerne l'affaire des demandeurs, John Smith a présenté sa déclaration au nom du peuple et a appelé un témoin (Stephen Crielly) à témoigner, ce témoin a longuement parlé et fait référence à la preuve vidéo qu'il a fournie.

Les défendeurs ayant reçu une assignation à comparaître, des renseignements judiciaires et une copie du dossier contre eux (déclaration), ne se sont pas présentés. Les défendeurs n'ont pas présenté de défense écrite et n'ont pas saisi l'occasion d'une conférence préparatoire au procès pour résoudre les problèmes avant l'audience. La demande de verdict de culpabilité et d'ordonnances du tribunal a été faite par le peuple car il avait besoin de l'assistance du tribunal

pour faire face au comportement illégal des défendeurs envers David Noakes, Lynda Thyer et GcMAF.

Les défendeurs dans cette action ont ciblé des membres innocents du public, dans le but de protéger les intérêts commerciaux acquis et de maintenir leur monopole sur les systèmes judiciaire et pharmaceutique.

Jamais, dans ce cas, on ne pourrait soutenir que **«la justice peut être perçue comme étant rendue»** ou **«dans l'esprit d'un homme raisonnable, que la justice n'est pas impartiale»** . En effet, on pourrait facilement faire valoir que les défendeurs, ni le procureur de la République de France, pourraient être décrits comme ayant agi raisonnablement, compte tenu de toutes les circonstances de cette affaire.

Leur conduite a été si différente de la règle de droit que tout membre du public raisonnablement disposé n'aurait aucune confiance ni confiance en sa capacité d'agir légalement. Compte tenu de cet état de non-respect de la primauté du droit, les gens raisonnablement disposés ont choisi de convoquer leurs propres tribunaux légaux de common law.

Après une présentation approfondie, une déclaration de témoin, des vidéos à l'appui et un examen des preuves, le jury a rendu les verdicts suivants.

En ce qui concerne l'affaire «Le peuple (représenté par John Smith) contre Nicholas Loraine Smith (juge) et Jean Luc Gadaud (juge)» et la demande d'ordonnances judiciaires, toutes ont été accueillies.

Pour voir une copie des ordonnances du tribunal rendues CLIQUEZ ICI

30 The People (représenté par John Smith) contre Ian Burnett (The Lord Chief Justice)

Convoquée en tant que tribunal de common law légalement reconnu le 6 Août 2019, la Cour de common law portait sur la question des décisions de justice, pour ce qui suit: Le peuple représenté par John Smith , au nom du peuple, leur déclaration et soutien la documentation a été présentée à la Cour. La demande d'ordonnances judiciaires a été faite par le peuple car il avait besoin de l'assistance du tribunal pour empêcher l'exécution illégale d'une ordonnance d'extradition, une attaque contre les plaignants et contre une femme vivante.

Le défendeur dans cette action a participé à une poursuite malveillante contre une femme vivante en recourant à la coercition criminelle, ce faisant, il n'a pas non plus respecté les

droits de common law de la femme vivante, la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et la législation statutaire.

Comme le défendeur ne peut prétendre ignorer la loi, son comportement ne peut être décrit que comme une négligence grave et criminelle. Le défendeur a agi avec partialité, de manière frauduleuse et ultra vires, sans oublier qu'il est coupable d'avoir utilisé la coercition criminelle, les crimes de mise en liberté, d'enlèvement, de vol et de détention illégale pour protéger les intérêts acquis.

Le défendeur, en soutenant les demandes du procureur français, a ciblé des membres innocents du public, dans le but de protéger leurs intérêts commerciaux acquis et de maintenir leur monopole sur les systèmes judiciaire et pharmaceutique.

Jamais, dans ce cas, on ne pourrait soutenir que **«la justice peut être perçue comme étant rendue»** ou **«dans l'esprit d'un homme raisonnable, que la justice n'est pas impartiale»** . En effet, on pourrait facilement faire valoir que le défendeur, ni le procureur de la République de France, pourraient être décrits comme ayant agi raisonnablement, compte tenu de toutes les circonstances de cette affaire.

Leur conduite a été si différente de la règle de droit que tout membre du public raisonnablement disposé n'aurait aucune confiance ni confiance en sa capacité d'agir légalement. Compte tenu de cet état de non-respect de la primauté du droit, les gens raisonnablement disposés ont choisi de convoquer leurs propres tribunaux légaux de common law.

Après une présentation détaillée et l' examen des preuves, ils sont revenus les verdicts suivants: Dans le cas de « The People (représentés par John Smith) c Ian Burnett (Lord Chief Justice) et la demande de la Cour des ordonnances, tous ont été accordés .

Pour voir une copie des ordonnances du tribunal rendues CLIQUEZ ICI

29 The People (représenté par John Smith) contre Michael Alan Supperstone (THE HONORABLE MR JUSTICE)

Michael Alan Supperstone

(L'HONORABLE MR JUSTICE)

Convoquée en tant que tribunal de common law légalement reconnu le 27 mai 2019, la Cour de common law portait sur la question des décisions de justice, pour ce qui suit: Le peuple représenté par John Smith , au nom du peuple, leur déclaration et soutien la documentation a été présentée à la Cour. La demande d'ordonnances de la Cour a été faite par le peuple comme ils ont besoin de l'aide du tribunal pour empêcher l'exécution illégale d'une ordonnance d'extradition, une attaque contre les Plaignants et une femme vivant. Après une présentation détaillée et un examen de la preuve, ils sont revenus les verdicts suivants:

Dans l'affaire «Le peuple (représenté par John Smith) contre Michael Alan Supperstone (L'HONORABLE M. JUSTICE) et la demande d'ordonnances judiciaires, toutes ont été accueillies.

Pour voir une copie des ordonnances du tribunal rendues CLIQUEZ ICI

Pour consulter les documents relatifs à la contestation des tribunaux statutaires et à l'autorité de la Couronne, cliquez sur ces liens:

Document un document deux document trois

28 The People (représenté par David Izzard) contre Steven Broomhead (CEO Warrington Borough Council)

Convoqué en tant que tribunal de common law légalement reconnu le 24 mars 2019, le tribunal de common law s'est penché sur la question du comportement frauduleux du défendeur et des préjudices, pertes et préjudices causés.

En ce qui concerne l'affaire des demandeurs, David Izzard a présenté sa déclaration au nom du peuple et a témoigné, cette preuve comprenait des affidavits, des informations et des documents.

Le défendeur ayant reçu une assignation à comparaître, des renseignements judiciaires et une copie de l'affaire contre eux (déclaration), ne s'est pas présenté. Le défendeur n'a pas présenté de défense écrite et n'a pas saisi l'occasion d'une conférence préparatoire au procès pour résoudre les problèmes avant l'audience.

Après une présentation détaillée, un affidavit, des pièces justificatives et un examen de la preuve, le jury de douze hommes et femmes raisonnablement disposés a rendu les verdicts suivants.

En ce qui concerne l'affaire «Le peuple (représenté par David Izzard) contre Steven Broomhead» et la demande d'ordonnances judiciaires, toutes ont été accueillies.

Pour voir une copie des ordonnances du tribunal CLIQUEZ ICI

27 The People (représenté par John Smith) contre Sheriff Bovey & Laura Mundell (Procurator Fiscal)

Convoquée en tant que tribunal de common law le 17 Février 2019, la Cour de common law légalement reconnu a traité la question des décisions de justice, pour ce qui suit: Le peuple représenté par John Smith , au nom du peuple, leur déclaration et soutien la documentation a été présentée à la Cour. La demande d'ordonnances de la Cour a été faite par les gens comme ils besoin de l'aide de la Cour pour faire valoir leurs droits légitimes. Après une présentation détaillée et l' examen des preuves, ils sont revenus les verdicts suivants: Dans le cas de « The People (représenté par John Smith) contre Sheriff Bovey & Laura Mundell (Procurator Fiscal) »et la demande d'ordonnances judiciaires, toutes ont été accueillies.

Pour voir une copie des ordonnances du tribunal rendues **CLIQUEZ ICI**

Pour expliquer plus en détail le comportement existant au sein des tribunaux statutaires, veuillez **CLIQUEZ ICI** pour consulter un article connexe.

L'une des ordonnances du tribunal émises concerne la pierre du destin, veuillez **CLIQUEZ ICI** pour voir l'histoire derrière elle (voir les vidéos, Stone of Destiny 1, 2 et 3).

26 The People (représenté par Paul Allen) contre Richard Klemmer, Kirran Kayani & Isabel Clough

25 The People (représenté par Rekha Patel) contre Frances Brierley, Stephen John Croft, David Manda, Joanne Brooks & John Wheatley

24 The People (représenté par John Smith) contre Neil Hunter, Anthony Douglas et Peter Reynolds

Communauté

Cas statutaires

il y a 3 mois

Il convient de noter que tous les tribunaux statutaires (lieux d'affaires) sont des sociétés enregistrées, gérées à but lucratif, elles ne sont PAS LÀ POUR LA JUSTICE.

Les liens ci-dessous renvoient à des affaires qui ont été ou sont traitées dans le cadre de ce système statutaire.

Le peuple (représenté par un homme vivant John Smith)

contre

Nicola Ferguson Sturgeon (la femme vivante, agissant en tant que premier ministre de l'Écosse)

Cette affaire aborde la question des crimes commis contre la population par une femme vivante, Nicola Ferguson Sturgeon.

Pour mettre en évidence ces crimes, nous avons évoqué deux questions distinctes, celles liées à la législation covid et la seconde concerne la fraude, l'enlèvement et la détention illégale de cinq enfants.

Pour aider dans ces crimes, Nicola Ferguson Sturgeon a utilisé le système judiciaire, les tribunaux, la police, les conseils, le Children's Reporter et le système de santé, tout en liant les gens à l'esclavage.

Pour consulter les études de cas, cliquez ici

Le peuple (représenté par un homme vivant John Smith)

et

Alexander Boris de Pfeffel Johnson

(un homme vivant, agissant en tant que Premier ministre de la Grande-Bretagne)

Cette affaire aborde la question des crimes commis contre le peuple par un homme vivant, Alexander Boris de Pfeffel Johnson.

Pour mettre en évidence ces crimes, nous avons évoqué deux questions distinctes, celles associées à la législation covid et la seconde concerne la fraude, l'enlèvement et la détention illégale d'un homme vivant et d'une femme vivante.

Pour aider à ces crimes, Alexander Boris de Pfeffel Johnson a utilisé le système judiciaire, les tribunaux, la police, les conseils et le système de santé, tout en liant le peuple à l'esclavage.

Pour consulter les études de cas, cliquez ici

Le peuple (représenté par John Smith)

et

Suella Braverman (agissant à titre de procureure générale, très honorable QC MP)

Cette affaire aborde la question des crimes commis contre la population par une femme vivante, Suella Braverman.

Pour mettre en évidence de tels crimes, nous vous renvoyons à l'utilisation de la fraude par Suella Braverman, au système judiciaire, aux tribunaux, à la police, aux enlèvements, à la détention illégale, tout en liant les gens à l'esclavage.

Il convient également de souligner que Suella Braverman a aidé de grandes entreprises et un pays étranger (la France) à attaquer des hommes et des femmes vivant dans ce pays.

Pour consulter les études de cas, cliquez ici

Le peuple (représenté par John Smith)

et

Lynne Hobbs (agissant en tant que gestionnaire de rapporteurs de localité)

SCOTTISH
CHILDREN'S REPORTER
ADMINISTRATION

Cette affaire aborde la question des crimes commis contre la population par une femme vivante, Lynne Hobbs.

Pour mettre en évidence ces crimes, nous avons évoqué l'enlèvement et la détention illégale de cinq enfants.

Pour aider dans ces crimes, Lynne Hobbs a utilisé le système judiciaire, les tribunaux, la police, les conseils, le Children's Reporter et le système de santé, tout en liant les gens à l'esclavage.

Pour consulter les études de cas, cliquez ici

LA PLAINTE DU PROCURATEUR FISCAL

contre

ROBERT SPROUL ET JOHN SMITH

Réf Cour: PA18004245

Cette action a été soulevée par le Procurator Fiscal en Écosse, car trois shérifs (juges en Écosse) ont été sommés de comparaître devant un tribunal de common law, pour répondre de crimes contre des hommes et des femmes vivants.

Le crime commis par les accusés était d'avoir envoyé des documents menaçants et intimidants à un shérif (une assignation au tribunal) qu'ils ont qualifié de rupture de la paix.

Le shérif chargé de l'affaire (Mungo Bovey) et le procureur fiscal (Laura Mundell) pour commettre des crimes contre le peuple ont utilisé le système judiciaire, les tribunaux, la police et la fraude, tout en liant le peuple à l'esclavage.

Pour consulter les études de cas, cliquez ici

Qu'en penses-tu ?

Vous devez être connecté pour publier un commentaire.

Accueil / **Actes**

Actes

Vous devez compléter l' enregistrement de votre certificat de naissance avant de soumettre tout autre acte, si vous n'avez pas encore terminé l'enregistrement de votre certificat de naissance, cliquez ici pour le faire maintenant

Certificats de naissance

Cliquez sur l'en-tête ci-dessus pour enregistrer votre naissance en vertu de la common law. En enregistrant votre naissance, vous établissez votre statut d'homme ou de femme vivant.

Noms fictifs

Utilisez cette catégorie pour obtenir la propriété de votre fiction juridique. Cliquez sur l'en-tête ci-dessus pour plus d'informations.

Déclarations de vente

Cette catégorie peut être utilisée pour transférer la propriété et la juridiction de votre propriété. Votre propriété est transférée de la fiction à l'homme / la femme vivant.

Marijuana médicale

Tout homme ou femme souhaitant se fier à la plante de marijuana pour ses propriétés médicinales est légalement autorisé à cultiver et à utiliser cette plante de manière responsable. Cliquez sur cette rubrique pour soumettre votre déclaration.

Certificats de mariage

Cliquez sur cette rubrique pour enregistrer votre mariage en union de fait.

Rébellion légale

Avez-vous prêté serment en vertu de l'article 61? Cliquez sur l'en-tête ci-dessus pour télécharger votre serment.

Lis Pendens

Il s'agit d'une procédure de common law visant à aider en cas de vol illicite de biens. Cliquez sur l'en-tête ci-dessus pour protéger votre propriété.

Liens commerciaux

Un processus de common law utilisé pour résoudre les différends entre particuliers. Cliquez sur l'en-tête ci-dessus pour télécharger une copie de votre privilège.

Véhicules à moteur

Utilisez l'en-tête ci-dessus pour soumettre votre déclaration de propriété de votre véhicule à moteur. Cela déplace le véhicule vers la juridiction de common law.

Registre des entreprises

En tant qu'homme ou femme qui est une personne désignée, vous pouvez désormais enregistrer votre entreprise en vertu de la common law. Cliquez sur l'en-tête ci-dessus pour plus d'informations.

Autres documents

Cliquez sur cette en-tête pour enregistrer tout document qui n'entre pas dans les autres catégories répertoriées sur cette page.

Avis publics

Cliquez sur cette rubrique pour soumettre un avis public.

Preuve de vie

Un nouvel acte de preuve de vie sera bientôt disponible pour tous les membres des tribunaux de common law du monde entier.